

This book was produced in EPUB format by the Internet Archive.

The book pages were scanned and converted to EPUB format automatically. This process relies on optical character recognition, and is somewhat susceptible to errors. The book may not offer the correct reading sequence, and there may be weird characters, non-words, and incorrect guesses at structure. Some page numbers and headers or footers may remain from the scanned page. The process which identifies images might have found stray marks on the page which are not actually images from the book. The hidden page numbering which may be available to your ereader corresponds to the numbered pages in the print edition, but is not an exact match; page numbers will increment at the same rate as the corresponding print edition, but we may have started numbering before the print book's visible page numbers. The Internet Archive is working to improve the scanning process and resulting books, but in the meantime, we hope that this book will be useful to you.

The Internet Archive was founded in 1996 to build an Internet library and to promote universal access to all knowledge. The Archive's purposes include offering permanent access for researchers, historians, scholars, people with disabilities, and the general public to historical collections that exist in digital format. The Internet Archive includes texts, audio, moving images, and software as well as archived web pages, and provides specialized services for information access for the blind and other persons with disabilities.

Created with hocr-to-epub (v.1.0.0)

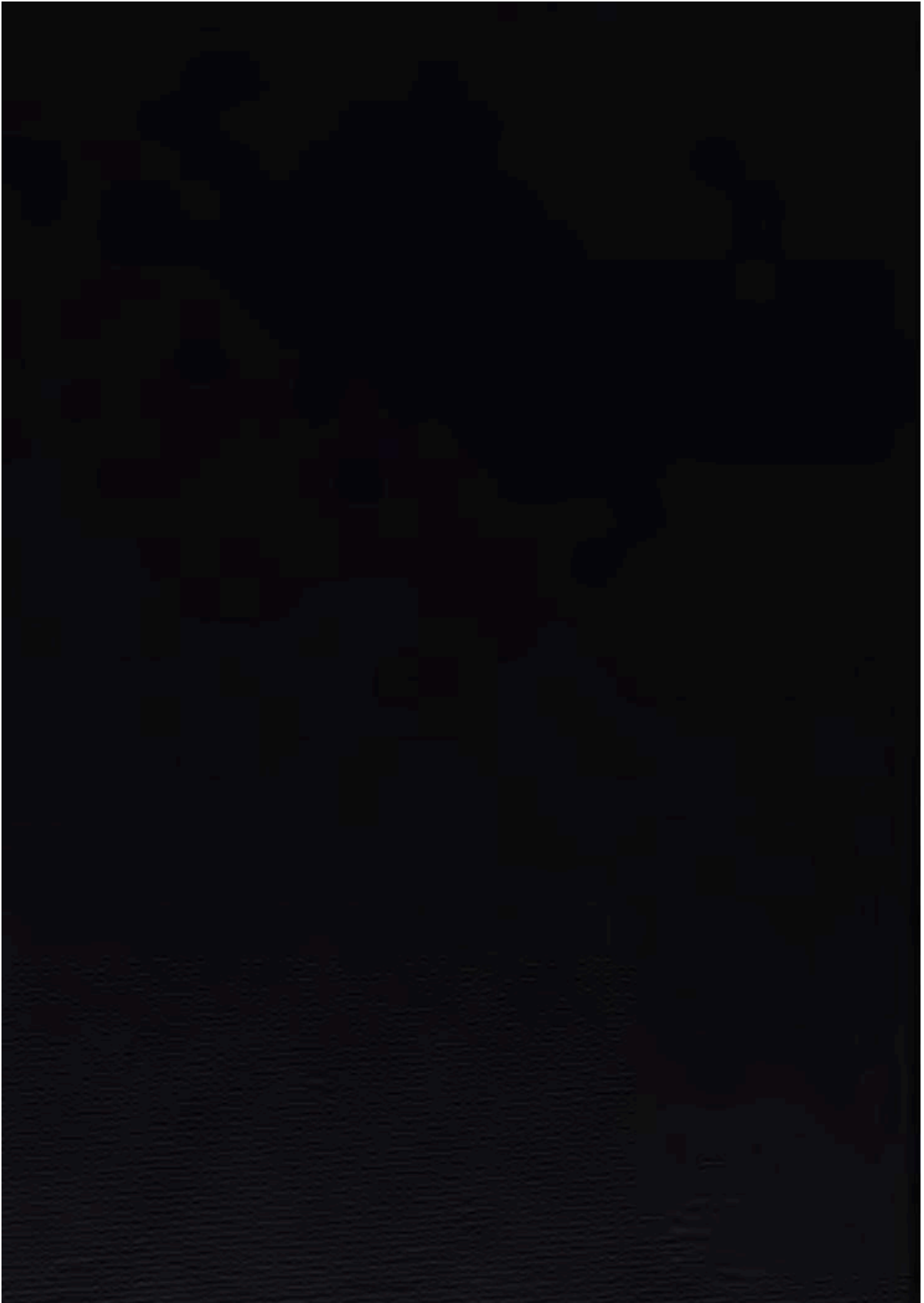
Google This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online. It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary by country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover. Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you. Usage guidelines Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying. We also ask that you: + Make non-commercial use of the files We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes. + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's System: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help. + Maintain attribution The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it. + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability

can be quite severe. About Google Book Search Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Google A propos de ce livre Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne. Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public. Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains. Consignes d'utilisation Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées. Nous vous demandons également de: + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en aucun cas être employés dans un quelconque but commercial. + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de

travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile. + Ne pas supprimer l'attribution Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas. + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère. À propos du service Google Recherche de Livres En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français. Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.fr>.

■:■-; -y]



The text on this page is estimated to be only 5.00% accurate

RSITVLIBUARIF.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

LA TRIBUNE DES PEUPLES

The text on this page is estimated to be only 17.38% accurate

LA TRIBUNE DES PEUPLES PAR ADAM MICKIEWICZ y /
PARIS \ CRACOVIE ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR > 0.
OEBETHNER ET COMPAGNIE S6 Rue Racine M. \ 23 Rynek pi. *8.
1907. Tons droite de traduction et de reproduction réaerrés pour tone pays.
y compria la Suède, la Norvège, la Hollande et le Danemark. // -:

The text on this page is estimated to be only 17.50% accurate

PG 7/>* M s r? Imprimerie de l'Université Jagelloniennet gérant
Joseph Filipowsl

PRÉFACE. Les articles qu'Adam Mickiewicz inséra dans le journal la Tribune des Peuples n'étaient pas signés. Un de ses amis, Alexandre Biergiel, nota, au fur et à mesure de leur apparition, ceux dont il le savait l'auteur et ils ont été reproduits dans le volume intitulé: Politique du XIXe siècle, en 1870, mais il s'en fallait de beaucoup qu'ils fussent réimprimés au complet. Quelques articles avaient en effet échappé à l'attention de Biergiel avant le 13 Juin 1849, date de la suspension de la Tribune des Peuples; et, après le 1er Septembre, date de la réapparition du journal, Biergiel renonça à enregistrer les preuves d'une collaboration devenue périlleuse et dissimulée avec soin au gouvernement Adam Mickiewicz, menacé d'expulsion par M. Dufaure, ne pouvait plus attaquer ouvertement le ministère. Il faisait recopier certains de ses articles pour qu'on ne vit pas son écriture à l'imprimerie, ses amis retiraient le manuscrit d'autres articles, aussitôt qu'ils venaient d'être composés. Pendant cette période, Mickiewicz évita d'envoyer à l'imprimerie Biergiel, qu'on savait un de ses familiers. Il dictait ses articles à Alexandre Chodzko ou le chargeait de les recopier. Lacaussade les portait à l'imprim

2 Préface
merie; si l'article était autographe, il reprenait le manuscrit aux ouvriers. Alexandre Chodzko dressa la liste de tous les articles émanés d'Adam Mickiewicz, depuis l'origine jusqu'à la disparition du journal. Lacaussade et lui restèrent détenteurs de plusieurs autographes des articles qui passèrent par leurs mains. Mais Chodzko hésita longtemps à communiquer à autrui les matériaux qu'il possédait relativement à Adam Mickiewicz et qu'il avait renoncé à utiliser lui-même. Devant ses hésitations, il me sembla préférable de donner au public, sans différer davantage les articles que je savais de mon père, sauf à combler de regrettables lacunes, dès que les circonstances me le permettraient. Ce ne fut que plusieurs années après la publication du volume: la Politique du XIXe siècle qu'Alexandre Chodzko se décida à se dessaisir de tous les documents concernant Adam Mickiewicz, dont il était détenteur. M. Lacaussade mit également à ma disposition quelques autographes; d'autres, offerts par lui à des collectionneurs, ont été dispersés. Il n'est pas démontré qu'Alexandre Chodzko n'ait point commis quelques omissions. Il arrivait d'ailleurs qu'Adam Mickiewicz donnât une note à développer à l'un de ses collaborateurs français. Alors sa prose disparaissait au milieu des amplifications d'autrui et, quand l'autographe de la note ne s'est point conservé, il n'est plus possible de distinguer ce qui est ou n'est pas de lui et dès lors ces articles ne peuvent plus figurer parmi ceux d'Adam Mickiewicz. Il reste bien peu d'espoir qu'une découverte ultérieure vienne compléter encore les articles d'Adam Mickiewicz à la Tribune des Peuples, tels qu'ils sont aujourd'hui réunis. Il est

Préface 3 permis d'affirmer qu'en tous cas il ne s'agirait que d'une découverte de médiocre importance et qui ne modifierait en rien la portée de cette œuvre. Il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'après le 13 Juin, le poète, en raison des persécutions policières dont il fut l'objet, se vit contraint de ne plus trahir que c'était un Polonais qui tenait la plume. Non seulement il dût traiter les questions du point de vue français, mais pour mieux cacher son jeu, il s'astreignit à employer des tournures de phrase étrangères habituellement à son style. La nécessité de dépister l'attention du pouvoir influa donc sur la forme de la dernière série de ses articles. Mais la ministère frappait tout Polonais attaché fût-ce à l'administration de la Tribune des Peuples. La lutte était trop inégale et Adam Mickiewicz renonça publiquement à soutenir de sa plume l'organe qu'il avait fondé. Ses collaborateurs s'imaginèrent un moment pouvoir durer quand même. Ils reprirent des titres d'articles que leur rédacteur en chef leur avait manifesté l'intention d'écrire, ils s'inspirèrent de ses conversations et arborèrent ses idées; ils y mêlaient quelques-unes des leurs que Mickiewicz ne partageait pas et donnaient à leur polémique un ton qui n'était pas le sien. Il serait oiseux de chercher à dégager la part de collaboration morale qui revient à Adam Mickiewicz dans plusieurs des articles parus dans la Tribune des Peuples depuis la retraite de son rédacteur en chef jusqu'à la cessation du journal. Il faudrait laisser un champ trop vaste aux hypothèses. L'importance des articles d'Adam Mickiewicz parus dans la Tribune des Peuples est considérable, puisqu'ils jettent un

4 Préface très grand jour sur sa direction d'esprit et fixent sur une foule de points ses sentiments pendant la crise que traversait alors la France. Ils aident beaucoup à déterminer le point de vue sous lequel le poète envisagea, dans la dernière période de sa vie, bien des problèmes politiques, religieux et sociaux. On se laisse aisément aller aujourd'hui à tourner en ridicule la naïveté des hommes de 1848. N'allèrent-ils pas jusqu'à croire à la bonne foi des rois, ne les supplièrent-ils pas de renoncer à leur pouvoir absolu et de réparer telle ou telle injustice territoriale? Mais est-ce que tous les trônes n'oscillaient, pas sur leurs bases, et les monarques ne feignaient-ils point partout d'avoir trouvé leur chemin de Damas et d'être prêts à adorer ce qu'ils persécutaient la veille? Aurait-on dû n'admettre a priori aucune de ces conversions et exterminer tous ses ennemis de la veille ou se croiser les bras sous prétexte que les succès de la justice sont éphémères et que le triomphe final du mal est inévitable ? Les Césars romains devinrent les défenseurs de la Croix, après en avoir été les pires ennemis et il n'y eut rien d'absurde à convier les rois à se métamorphoser en champions de la liberté et du droit. Le tort des hommes de 1848, ce fut d'oublier que la liberté exige des sacrifices continus et, à peine la virent-ils acclamer par l'Europe entière, que la plupart d'entre eux ne songèrent plus qu'au repos. Il y avait au contraire à ne pas se laisser perdre cette électricité morale, dont les peuples étaient chargés au lendemain de 1848. Les potentats saluaient l'esprit nouveau, comme ces consuls et ces préteurs romains qui, en s'inclinant devant le Christ et en acceptant le baptême, demeuraient païens au

Préface 5 fond du cœur. Avant de se fier à eux, il eut été prudent d'exiger des preuves de leur sincérité et de les tenir en observation à l'écart, au lieu de les laisser au timon des affaires. L'élan de la France venait de se propager jusqu'aux extrémités de l'Europe, mais il ne pouvait faiblir et s'arrêter à son point de départ, sans cesser ailleurs tout à fait. Et ce fut au tour des Puissances du passé, revenues de leur stupeur, de tendre la main à leurs partisans en France et de les aider à éteindre un foyer, un moment si resplendissant. Le signal de la Révolution était parti de France, il importait que la France demeurât à la tête du mouvement. Ce mouvement, profondément idéaliste et chrétien, puisait son origine dans un désir immense que l'amour de nation à nation remplaçât l'égoïsme international universellement pratiqué; que le relèvement de la Pologne, partagée et sacrifiée aux convoitises dynastiques les plus basses, marquât cette évolution et que la fraternité entre les classes vint corroborer la fraternité entre les peuples. Les masses espéraient que la France serait l'initiatrice d'une croisade contre l'absolutisme partout où il sévissait encore; leurs vœux appelaient l'Église catholique à prêcher, à bénir une pareille croisade, et, en accélérant elle-même le pas, à entraîner les foules à sa suite. Tous les peuples s'agitaient dans ce sens, les yeux tournés vers la France. Si la France eût marché sur le Rhin et entrepris une campagne libératrice, les tyrannies se fussent partout écroulées et les peuples, une fois maîtres de leurs destinées, eussent débattu tranquillement la solution des problèmes sociaux.

6 Préface La France avait donné ce bel exemple au monde de confier la direction de sa politique à un poète. N'était-ce pas indiquer clairement qu'elle ne voulait plus des calculs mercantiles et mesquins? Lamartine la grisa de son éloquence décevante et n'eut d'autre programme que de s'abstenir de toute intervention. Pourquoi la France risquerait-elle son sang et ses millions? Est-ce que les idées humanitaires qu'elle proclamait ne feraient pas leur chemin toutes seules? Vienne et Berlin trahissaient la velléité d'imiter Paris. Pourquoi Paris offrirait-il aux exilés étrangers autre chose que des vœux? Et ces exilés qui, des bords de la Seine, se préparaient à regagner leurs pays respectifs ne suffiraient-ils pas pour mettre leurs compatriotes en branle? Quantité de républicains officiels qui, pendant dix-huit ans, avaient reproché à Louis-Philippe de ne rien tenter contre la Sainte- Alliance, n'eurent pas plus d'audace que lui et se dirent comme le ministre des affaires étrangères Bastide: «Nous jouerons le même air, mais nous le jouerons mieux.» Les peuples, en s'apercevant que la colonne de feu qui devait les guider dans le désert, s'éteignait, furent déconcertés; les uns descendirent quand même dans l'arène, les autres ne bougèrent même pas. Les ennemis de la liberté et de la nationalité recouvrèrent leur sang-froid et reprirent le dessus. Il n'en est pas moins vrai que les premiers mois de 1848 ont été magnifiques, qu'ils constituent un admirable essai d'application du Christianisme à la politique. Il faudra un jour revenir à cette tradition, à cette pureté d'intention, à cet

Préface 7 enthousiasme désintéressé pour orienter l'Europe vers une meilleure destinée. Ce ne fut pas "Lamartine seul qui fut en France au-dessous de sa tâche. La bourgeoisie, un moment émue, se réfrigéra vite, se dit que le système des concessions l'entraînerait peut-être trop loin et elle ne rêva plus qu'au maintien du statu quo. Les meneurs des ouvriers leurs répétaient qu'avant de se préoccuper des Italiens et des Hongrois mieux valait s'attacher au relèvement des salaires et ne s'attaquer à l'Empereur Nicolas et au roi de Prusse qu'après avoir mis en déroute les capitalistes français. La Tribune des Peuples fut créée au moment où la seconde République venait d'interdire à Adam Mickiewicz de remonter dans sa chaire du Collège de France. Un grand seigneur de ses amis, le comte Xavier Branicki, mit les fonds nécessaires à sa disposition, mais si dévoué qu'il fut au poète, il lui imposa néanmoins des collaborateurs dont les opinions ne s'harmonisaient pas toujours avec les siennes et l'unité de ligne du journal en souffrit beaucoup. Charles Edmond Chojecki, par exemple, très lié avec Proudhon, aurait voulu une guerre sans trêve contre le Prince-Président. Il introduisit dans la Tribune des Peuples des écrivains qui appartenaient déjà à d'autres rédactions, dont ils s'efforçaient d'imposer les vues. Ainsi Jules Lechevalier et Herman E werbeck 1 écrivaient simultanément dans la Tribune des Peuples et 1 Il signe un article sur l'Allemagne dans le Peuple du 21 mai 1849. Il prit la parole lors de la commémoration de l'insurrection polonaise. (Voir: Dix-huitième anniversaire de la Révolution polonaise du 29 Novembre célébré à Paris dans la salle d'Antin en 1848).

8 Préface dans le Peuple, où se trouvent aussi le 2 et le 9 avril 1849 des articles de Ramon de la Sagra. Charles Martin figurait comme rédacteur-gérant du journal hebdomadaire: la Comtitution, république du présent et de l'avenir, feuille dont onze numéros parurent du 28 février au 11 août 1849. Chojecki contrecarrait autant qu'il le pouvait son rédacteur en chef qui entendait observer la plus grande réserve vis-à-vis de Louis Napoléon. Il se couvrit à l'empire dès le lendemain du coup d'Etat, devint un des commensaux du Palais-Royal, fut nommé bibliothécaire du Sénat, grâce au prince Napoléon qu'il accompagna dans son voyage au pôle nord. Le 4 Septembre 1870, il redevint à l'instant républicain et, rencontrant sur le pont des Arts le secrétaire du comte Xavier Branicki, il lui exprima si bruyamment son regret que les Napoléons aient échappé à la vindicte nationale, que ce dernier lui répliqua: «Pourquoi dites-vous tout cela? Personne ne vous entend.» C'est chez l' ex-familier du prince Napoléon que Louis Blanc, dont il devait léguer le portrait au Musée Carnavalet, descendit à son retour de l'exil. On devine combien d'ennuis un homme si versatile et qui n'avait d'autre boussole que son intérêt causa à Adam Mickiewicz et ce qu'il lui créa de difficultés. Lorsqu'il quitta la place, il eut pour successeur le poète Auguste Lacaussade, traducteur des œuvres de Sigismond Krasinski, ancien secrétaire de Sainte-Beuve, plein de délicatesse et de droiture, mais qui avait également les Napoléons en horreur. Eugène Carpentier, très-rompu au journalisme, suivait docilement les indications d'Adam Mickiewicz.

Préface 9 Un ancien Saint-Simonien fort capable, Jules Lechevalier, traitait les questions économiques. Mais ce sont les étrangers qui formaient l'élite de la rédaction: Ivan Golovine, J. Ricciardi, Francisco Bilbao, L. Frapoli, etc. A la veille de faire paraître le premier numéro de la Tribune des Peuples, toute la rédaction se réunit en un banquet que Herten a raconté à sa façon: «Pourtant, après ma rentrée à Paris, à la fin de 1848, la possibilité d'un travail commun, qui aurait pu me mettre en rapport avec quelques individualités intéressantes, se présenta tout à coup. Le comte Branicki donna une grande somme pour la fondation d'un journal qui s'occuperait de la politique extérieure et spécialement de la question polonaise. L'utilité et l'opportunité d'un tel journal étaient évidentes; les journaux français s'occupent médiocrement de ce qui se passe hors de la France; ils croient suffisant d'encourager de temps à autre toutes les nations par les mots de solidarité des peuples et par la promesse d'une république universelle basée sur la fraternité humanitaire. Avec les moyens du nouveau journal, la Tribune des Peuples, on pourrait en faire un moniteur international du mouvement et du progrès. Son succès était d'autant plus assuré qu'il n'y avait pas de concurrence: le Times, le Journal des Débats, contiennent quelquefois d'excellents articles sur les questions spéciales, mais ces articles sont sans liaison entre ^fragmentaires et fortuits; la rédaction de la Gazette d'Augsbourg serait encore plus générale, si la teinte jaune et noire n'offensait pas si vivement la vue. «Mais il paraît que tous les bons commencements de 1848 devaient naître à sept mois et mourir avant la dentition. Le

10 Préface journal alla mal et périt dans le massacre des feuilles innocentes après le 13 Juin 1849. «Voyons avant tout sous quels auspices commença la feuille. «Lorsque tout fut préparé, l'emplacement loué et arrangé avec de grandes tables couvertes de drap, avec de petits pupitres obliques, qu'un maigre littérateur français fut engagé pour surveiller et exterminer les fautes d'orthographe internationale, qu'un conseil d'anciens nonces et sénateurs polonais fut placé à la tête de la rédaction et Mickiewicz à la tête du Conseil avec Ch. * comme ad latus pour aide, — il ne restait plus qu'à procéder à une inauguration solennelle. «Le souper eut lieu chez Ch. Quand j'arrivais il y avait déjà beaucoup de convives, et parmi eux très-peu de Français; par contre, les autres nations, depuis la Sicile jusqu'à la Croatie, étaient dûment représentées. Je ne m'intéressais au fond qu'à une seule individualité, celle d'Adam Mickiewicz que je n'avais encore jamais vu. Lorsque j'entrai, il se tenait debout, le coude appuyé sur la cheminée. Celui qui a vu son portrait copié du médaillon de David d'Angers, et publié dans l'édition française de ses œuvres, aurait pu le reconnaître sur le champ, nonobstant les changements apportés par les années. Sa figure, plutôt lithuanienne que polonaise, trahissait des méditations profondes et des souffrances sans nombre. Sa tête, couverte d'une profusion de cheveux blancs, son regard fatigué, indiquaient un travail ardent à l'intérieur, une grande exaltation mystique et une grande tristesse; — 1 Charles Edmond Chojecki.

Préface 11 c'était une image plastique de la Pologne. Lui, et plus tard Worcell et Lelewel me firent la même impression. Mickiewicz avait toujours l'air préoccupé, distrait par quelque chose; ce quelque chose n'était pas de ce monde.* Observation profonde et doublement remarquable de la part d'un Voltairien tel que Herten. Ce quelque chose qui n'était pas de ce monde l'empêchera de comprendre Mickiewicz, il lui fallait du tangible et du terrestre. «Je m'approchai de lui, continua Herten; il me questionna sur la Russie; ses connaissances sur ce pays étaient fragmentaires; le mouvement littéraire et philosophique après Pouschkine lui était étranger, il s'était arrêté sur l'époque à laquelle il avait quitté la Russie.» Un souper en nombreuse société était un endroit singulièrement mal choisi pour un entretien à fond sur le mouvement littéraire et philosophique russe. Adam Mickiewicz dînait régulièrement chaque jeudi chez une amie russe, Madame la Comtesse de Klustine, où il rencontrait des représentants de la société russe. Il ne cessa jamais de voir de temps à autre Nicolas Tourgienieff. Quand Bakounine arriva à Paris, il se présenta chez Mickiewicz et un ami commun les réunit à la même table. Il s'en faut, donc de beaucoup que Mickiewicz n'eut pas de notions sur les tendances de la jeune Russie. Sazanoff et Golovine fréquentaient son salon. Mais il ne mettait pas, comme eux, tout son espoir dans la philosophie. J'ai entendu une fois Michelet après une longue conversation avec Herten, me dire de lui: «Il veut guérir le peuple russe en lui infusant de l'hégélianisme à doses homéopathiques.» ... ci.

12 Préface «Malgré son idée fondamentale, reprend Herten, de l'alliance fraternelle de tous les peuples slaves, idée qu'il fut l'un des premiers à développer, Mickiewicz conservait une certaine animosité contre la Russie — ce qui était très-naturel.» Mickiewicz ne nourrissait aucune animosité contre les Russes de bonne volonté, c'est une justice que lui ont rendue tous les Russes qui l'ont connu d'un peu près. Mais revenons au récit de Herten: «Je fus bientôt surpris par les manières qu'adoptaient envers lui les Polonais de son parti! ils s'approchaient de sa personne comme les moines s'approchent de leur supérieur, en s'effaçant, en s'annihilant; quelques-uns d'entre eux lui baisaient l'épaule. Il était accoutumé à ces signes d'admiration et les recevait avec un certain laissez-aller. «Celui qui s'est voué corps et âme à ses convictions, qui a vécu par elles, désire être reconnu, apprécié par ceux qui partagent ses opinions, avoir de l'influence sur eux, en être aimé; — mais je ne voudrais pas recevoir des signes extérieurs de sympathie, de respect; ils détruisent l'égalité, la liberté de commerce; de plus, sous ce rapport, quoique nous fassions, nous n'atteindrons jamais la perfection des archevêques, préfets et commandants militaires.» Herten était d'un pays où les plus grandes marques de respect sont obligatoires envers les personnages qui en méritent le moins. Il ignorait l'action que le poète polonais exerçait sur tout un groupe de ses compatriotes, qui voyaient en lui leur directeur de conscience. «Ch., écrit plus loin Herten, me dit qu'au souper il prononcerait un toast en commémoration du 24 février 1848, que

Préface 13 Mickiewicz lui répondrait par un discours, où il exposerait sa manière de voir et la direction du nouveau journal. Gh. • désirait que moi, comme Russe, je répondisse à Mickiewicz. N'ayant aucune habitude de parler en public et n'y étant pas préparé, je déclinai la proposition, mais je promis de porter un toast à Mickiewicz et d'ajouter quelques mots où je lui dirais comment j'avais, pour la première fois, bu à sa santé, à Moscou, à un dîner public, donné en l'honneur de Granowski, en 1843. A ce dîner, Homiakow leva son verre en disant: «Pour le grand poète slave absent!» On n'osait pas prononcer le nom du proscrit. Tous se levèrent et tous burent en silence à sa santé. Ayant ainsi arrangé mon ex tempore, nous nous mîmes à table. Vers la fin du repas Ch. prononça son toast et Mickiewicz se leva pour parler. Son discours était élaboré, intelligent, très-adroit, c'est-à-dire que Barbes et le Prince-Président auraient pu l'applaudir avec une égale franchise. Je commençais à me sentir mal à mon aise au fur et à mesure qu'il développait ses idées; je sentais de plus en plus une sorte de poison dans mes veines; je n'attendais plus qu'un seul mot, un seul nom propre pour ne plus avoir de doutes; il ne tarda pas à le prononcer. «Il conclut son discours en disant que la démocratie se réunit maintenant dans un nouveau camp ouvert à la tête duquel se trouve la France, que la France s'élancera de nouveau pour affranchir les peuples sous les mêmes aigles, sous les mêmes étendards, à la vue desquels avaient pâli toutes les têtes couronnées et toutes les puissances, et qu'elle sera de nouveau conduite par un membre de cette dynastie couronnée par le peuple, dynastie glorieuse, destinée par la Pro

M Préface vidence à conduire la révolution du pas sûr de l'autorité et des victoires. «Lorsqu'il eût fini, il n'y eut que deux ou trois exclamations d'approbation de la part de ses partisans; tout le monde se tut. Ch. remarqua la faute de Mickiewicz et, voulant effacer au plus vite l'influence de son discours, il s'approcha de moi, une bouteille de vin à la main et me dit, en remplissant mon verre: «Eh bien! à votre tour. «Je ne dirai rien, répondisje. «De grâce, quelques mots... «Pas un seul, à aucune condition. «Le silence continuait; quelques personnes fixaient leurs regards dans leurs assiettes, d'autres examinaient avec une profonde attention le Champagne dans leur verre, d'autres encore entamèrent des conversations à voix basse avec leurs voisins. Mickiewicz changea de figure; il voulut s'expliquer, mais une voix forte mit fin à cette position tendue en disant: «Je demande la parole!» «Un vieillard petit, âgé d'environ soixante-dix ans l avec une chevelure blanche et un extérieur énergique, se leva, tenant son verre d'une main tremblante. Dans ses grands yeux noirs, sur sa figure agitée, on lisait la colère et l'indignation. Ce vieillard était un Espagnol, Ramon de la Sagra. «En mémoire du 24 Février, dit-il. Tel fut le toast pro- * posé par notre hôte; oui, au 24 février et à la ruine de tout \ despotisme, quelque nom qu'il porte, royal ou impérial, bour- . 1 Ramon de la Sagra, qui fut député aux Cortes d'Espagne en 1854, ■ né en 1798. n'avait par conséquent en 1848 que 50 ans. j

Préface 15 boni en ou Napoléonien! Je ne puis pas partager l'opinion de notre ami Mickiewicz. Il voit les choses de l'œil d'un poète et peut avoir raison à son point de vue, mais je ne veux pas, que dans notre réunion ses paroles restent sans protestation.» Et il continua à parler ainsi, avec toute la passion d'un Espagnol, toute l'autorité que lui donnaient ses soixante et dix ans. «Lorsqu'il termina, une vingtaine de mains voulaient serrer sa main et trinquer avec lui. «Mickiewicz dit quelques paroles qui ne réussirent pas. Delà Sagra ne cédait nullement; tout le monde se leva et , Mickiewicz partit «Il ne pouvait pas y avoir de plus mauvais augure pour f le nouveau journal; il vécut, clopin-clopant, jusqu'au 13 Juin | et disparut inaperçu — comme il avait existé. Mickiewicz | tenait roulée la moitié de son drapeau impérialiste «usé par | la gloire»; les autres ne déroulaient que la moitié du leur. ? Gênés par Mickiewicz et par le conseil, plusieurs collaborateurs abandonnèrent le journal au bout d'un mois; je n'y insérai pas une ligne. Si la police avait été plus intelligente, i jamais on n'aurait supprimé la Tribune des Peuples, pour ' quelques mots dits à propos du 13 Juin: avec le nom de Mickiewicz etson fétichisme pour Napoléon, avec son mysticisme révolutionnaire et le rêve d'une démocratie en armes, dirigée par un Napoléon, ce journal aurait pu devenir un trésor pour le gouvernement; il aurait été l'organe pur d'une œuvre qui ne l'était pas.» Adam Mickiewicz a trop clairement exprimé dans la Tribune des Peuples ce qu'il admirait dans Napoléon 1er et ce qu'il réclamait de Louis-Napoléon pour qu'il ne soit pas su

16 Préface perflu de rectifier les assertions de Herten. Herten, Chojecki, Ramon de la Sagra, supposaient viable la République de 1848. Adam Mickiewicz la regardait comme morte depuis le 15 Mai, et il souhaitait que l'inéluctable vainqueur d'une Assemblée bavarde et égoïste fut de bonne heure bien entouré et éclairé sur sa mission véritable. Après le Napoléonisme, la bête noire de Herten, c'était le catholicisme et cela encore creusait un fossé profond entre ces deux hommes. La foi paraissait une folie à ce sceptique qui cinglait d'une plume vengeresse la tyrannie tsarienna, sans avoir d'autre credo que des bribes de philosophie glanées dans des ouvrages allemands et saupoudrées de négations russes. «Le catholicisme, poursuit Herten, si peu sympathique au génie slave, a sur les Slaves une influence singulièrement délétère. Lorsque les Bohémiens perdirent la force de résister au catholicisme, ils furent perdus; chez les Polonais, le catholicisme a développé cette exaltation mystique qui les tient constamment dans un monde d'hallucinations. S'ils ne sont pas sous l'influence directe des Jésuites, ils tombent sous l'influence de quelque visionnaire. Le messianisme, cette folie constante de Wroàski, ce délire de Towiaàski, a tourné la tête à des centaines de Polonais et à Mickiewicz lui-même. Le culte de Napoléon appartient en premier lieu à cette maladie cérébrale. Napoléon n'a rien fait pour les Polonais, il ne les aimait pas et il n'aimait la Pologne. «Il dit un jour à Narbonne: «Je veux avoir en Pologne «un camp et non pas un forum; je ne permettrai ni à Varso«vie ni à Moscou d'ouvrir un club pour les démagogues.» Et

Préface 17 les Polonais ont fait de lui l'incarnation militaire de Dieu, un Christ généralissime! «Un soir en 1848, je traversais la place Vendôme avec un Polonais, grand partisan de Mickiewicz. Quand nous passâmes près de la colonne, le Polonais ôta son chapeau. «Est-il possible?» me dis-je. Et n'osant pas croire à une pareille absurdité, je lui demandai naïvement pourquoi il avait ôté son \ chapeau. — Sans parler, il me montra du doigt la statue de l'Empereur. Comment après cela ne pas opprimer les peuples, si on achète à ce prix un amour si aveugle. 1» S'il n'eut dépendu que de certains collaborateurs de la Tribune des Peuples de donner un remplaçant à Adam Mickiewicz, ils se fussent volontiers engagés sous la bannière de Herzen. Mickiewicz eut donc à lutter dès le début, contre la double tendance qu'avaient certains rédacteurs du journal à faire flèche contre le Christianisme des défaillances et des incompréhensions de la presse catholique et contre la tradition Napoléonienne des tâtonnements du Prince-Président La façon dont on s'exprimait à l'égard de ce dernier, dans la salle de rédaction, le choquait d'autant plus qu'il était résolu à ne pas se départir de son attitude expectante, mais bienveillante à l'égard du Prince-Président et que ses relations avec le roi Jérôme et son fils devenaient chaque jour plus cordiales. Irrité de ce qu'on tint si peu de compte de son sentiment, il imagina un jour de coller sur la glace de la salle . de rédaction l'avis manuscrit suivant: «Il est interdit d'invec1 tiver ici le chef de l'Etat». «La Cloche (n° 14 et 15, Genève 1er décembre 1868).

18 Préface L'apparition de la Tribune des Peuples fut saluée par la Gazette de France avec une curiosité plutôt sympathique. Après avoir cité un passage du programme du journal, elle ajoutait: «Nous sommes charmés de ce que des étrangers s'associent au mouvement intellectuel et politique de notre pays. Nous attendons le développement de leur œuvre pour la juger.» La presse parisienne fit d'assez fréquents emprunts au nouvel organe. Le Temps du 19 mars cita un passage de l'article contre le général Bugeaud, celui du 8 avril publia une lettre de Voinesco au rédacteur en chef de la Tribune des Peuples, rectifiant certaines assertions d'un article intitulé: Etat de la question orientale; celui du 26 mai démentit la nouvelle d'une protestation de lord Normanby contre une intervention des Puissances en faveur du Pape; enfin celui du 5 juin annonça que la prise du fort de Maghera, annoncée par la Gazette de Vienne était démentie par la Tribune des Peuples. Le journal la Révolution démocratique et sociale du 2 avril reproduisit une appréciation du discours de Ledru- _ Rollin contre Thiers, dans la question italienne; le Peuple du 6 avril répéta l'article de François Grzymala: des sublimes ĩ imprudences en politique, celui du 7 plusieurs passages de | l'article de Woinow: le Vendredi Saint, celui du 12 une cor- l respondance d'Italie. Le 18 avril le journal: la Vraie Bépblir \ que cita l'opinion de la Tribune des Peuples sur l'interven- \ tion de la France en Italie. \ Il devenait visible que les peuples n'avaient plus rien à ! attendre de l'Assemblée Nationale, dont la majorité était aussi 4 égoïste et aussi lâche que Louis-Philippe lui-même. L'ara* j 4 ' i I

Préface 19

bassadeur de France à Vienne eût l'ordre de ne plus délivrer de passeports aux Polonais, que l'Autriche embarquait pour l'Amérique. A Paris, on refusait tout subside aux émigrés qui y affluaient au lendemain des insuccès de la cause populaire en Autriche, en Allemagne et en Italie. Leur misère était extrême. Un jour, un pauvre typographe nommé Radiszewski vint prier Mickiewicz de lui rédiger une demande d'amnistie à l'Empereur de Russie. Mickiewicz refusa doucement et sans le chapitrer. Aux témoins scandalisés de cette scène il répondit: «J'aurais flétri sa conduite, si je pouvais lui venir en aide, mais il perd la vue et meurt de faim. Je ne saurais pourvoir à sa subsistance, je me suis abstenu de tout blâme. Si je n'avais moi-même pas un morceau de pain à me mettre sous la dent, je lui aurais peut-être dit: mourons. Je n'ai pas le droit de lui dire: Meurs.» Les partis révolutionnaires voulaient renverser l'Assemblée Nationale au moyen d'un soulèvement de la population ouvrière de Paris. Mickiewicz rappelait la déconvenue du 15 mai et répétait qu'il n'y avait plus que Louis-Napoléon de \ capable de nettoyer les écuries d'Augias. Quinet, qui refusa de collaborer à la Tribune des Peuples, trop bonapartiste à tes yeux, dit plein d'exaspération à ses collègues dans les couloirs de l'Assemblée: «Ce que Mickiewicz prédit vous arrivera. Louis-Napoléon vous chassera comme des laquais!» ^ Et ses collègues de lui répondre: «Belle autorité que Mickiewicz! Il ne fréquente même pas l'Elysée. Que peut-il savoir?» Cette obstination à présenter Louis-Napoléon comme le inqueur du lendemain horripilait également la plupart de « collaborateurs étrangers et les Russes particulièrement. 2*

20 Préface L'un de ces derniers, Ivan Golovine, qui n'hésitait pas à exprimer publiquement ses vœux en faveur du rétablissement de la Pologne, adressait à Mickiewicz, dans le numéro du 15 avril du journal: la Révolution démocratique et sociale, la lettre suivante: «Dans l'intérêt de la grande cause que la Tribune des Peuples se propose de servir, la liberté universelle, il importe de ne laisser dans le vague aucune partie de sa tendance. Je ne sais si mon activité littéraire peut me valoir l'honneur d'engager à ce sujet une explication avec vous, mais, avec cette franchise qui a, de tout temps, été mon défaut comme ma bonne qualité, voulant, avant tout, fixer les opinions de mes amis politiques sur une question importante, je me permets de vous adresser cette lettre avec prière de l'insérer dans votre journal et d'y répondre, si vous le jugez convenable. «Personne ne mettra en doute qu'il n'y ait eu en France, sous le règne de Napoléon, un amour de gloire, un sentiment de dignité, qui manque au .gouvernement actuel, et qu'on peut et doit proposer pour modèle. «J'admettrai même, si vous voulez, que de nos jours Napoléon aurait été moins oppressif à l'étranger, plus libéral à l'intérieur. Mais je crois que tout ce qu'il y a de grand en France ne se réduit pas à lui, que ce n'est pas, en son nom seulement, qu'on peut agiter les sentiments généreux des Français qui, lors même qu'ils dorment, ne dorment que d'un sommeil léger. Je conçois que la Pologne, trahie, délaissée £ par l'empereur, fasse acte d'abnégation en admirant ce qu'il f y a de grand chez lui et en lui épargnant le blâme. Mais le) 1 t

Préfacé 21 nom de Napoléon se marie mal avec la démocratie. N'est-ce pas lui qui l'a étouffée, écrasée en France ? Et si les peuples étrangers ont progressé depuis, leur génie ne s'est-il pas allumé au foyer de la Grande Révolution française, plutôt qu'aux incendies que le conquérant moderne a répandus autour de lui en Europe? La Révolution, pour devenir autorité, a-t-elle besoin de dégénérer en despotisme militaire ! «Je m'incline, comme vous, devant le vote du 10 décembre, mais je me demande si ce vote n'a pas voulu autre chose qu'un changement de ministère, par rapport à ce qui existait avant le vingt-quatre février? La République Napoléonienne n'étant plus l'oppression de la presse, l'abandon des nations, ne cesserait-elle pas d'être napoléonienne et ne deviendrait-elle pas démocratique ou purement française? «Vous ne vous méprendrez pas, citoyen, sur les sentiments qui me dictent cette lettre: ce sont l'amour de la vérité et la vénération la plus profonde pour votre grand talent «Paris le 12 Avril 1849. «Ivan Golovine». Mickiewicz répondit à Golovine par ses articles sur le Président de la République et les partis et sur: le Bonapartisme et l'idée Napoléonienne. Sa lettre attira sur Ivan Golovine l'attention du gouvernement, et il reçut le 17 avril l'ordre de quitter la France. Il parvint à force de démarches à faire révoquer cet arrêté le 25 avril, mais fut définitivement expulsé après le 13 juin. Ce n'était plus un secret pour personne qu'un mouvement populaire allait être tenté pour empêcher l'expédition fran

22 Préface çaise contre Rome. Mickiewicz, si contraire qu'il fut à cette expédition, déconseillait énergiquement l'insurrection projetée. Selon lui, le pouvoir temporel des Papes, nécessité passagère à des époques singulièrement troublées, avait découlé de leur pouvoir spirituel et ne pouvait avoir d'autre base que leur prestige moral; le montrer à l'univers entier appuyé sur les baïonnettes françaises, c'était le ruiner. Quand un de ses compatriotes accourut triomphalement lui annoncer que les Français étaient maîtres de Rome, il lui répondit que leur victoire avançait peut-être de cent ans la chute du pouvoir temporel des Papes. Mais, certain que la prise d'armes des chefs de la Montagne n'aboutirait qu'à empirer encore davantage la situation, il donna l'ordre formel de ne pas insérer dans son journal leur manifeste. Malheureusement il tomba malade et dût s'aliter pendant plusieurs jours. Un des rédacteurs de la Tribune des Peuples, Jules Lechevalier apporta la proclamation de la Montagne à l'imprimerie; le rédacteur-gérant le supposa d'accord avec le rédacteur en chef et cette publication attira sur le journal les foudres du gouvernement. En effet le 13 juin, l'Assemblée Nationale adopta d'urgence la loi suivante: «Article 1er. La ville de Paris et toute la circonscription comprise dans la première division militaire, sont mises en état de siège. «Article 2. Cette mesure pourra être étendue par le pou voir exécutif aux villes dans lesquelles de semblables insur rections éclateraient.

I Préface 23 «Délibéré en séance publique le 13 juin 1849. «Le Président et les secrétaires «Dupin, Arnaud (de VARIÈGE), Peupin, Lacaze, Chapot, Heckeeren, Rérard». Cette loi fut suivie du décret et de l'arrêté que voici: «Le Président de la République, au nom de la loi rendue aujourd'hui par l'Assemblée Nationale, «Et de l'avis du conseil des ministres, décrète: «Article 1er. La publication des journaux: le Peuple, la Révolution démocratique et sociale, la Vraie République, la Démocratie pacifique, la Réforme et la Tribune des Peuples est suspendue. «Article 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret. «Fait à l'Elysée national le 13 juin 1849. «(Signé): « Louis-Napoléon. «Le ministre de l'intérieur «Dufaure. «Pour copie conforme «Le Préfet de Police «Rébillol.» «M. le général Changarnier occupera militairement les bureaux des journaux: le Peuple, la Révolution démocratique et sociale, la Vraie République, la Démocratie pacifique,

24 Préface la Réforme, la Tribune des Peuples, en exécution du décret rendu par le Président de la République. «Le ministre de l'intérieur *Dufa/ure. «Pour copie conforme «Le Préfet de police « Rébillot v. «Le décret qui précède, disait le journal la Presse du 17 juin en reproduisant ces documents, rend superflue la publication des lettres que nous recevons des rédacteurs de la Tribune des Peuples, etc. pour expliquer les causes qui empêchent ces journaux de paraître. M. Barrot fait ce qu'il a blâmé: il ne se borne pas à la saisie des journaux, il les suspend.» Cependant le National et la Liberté du 17 juin insérèrent la lettre suivante, datée du 16 juin: «Monsieur le Rédacteur, «Les scellés se trouvent apposés en ce moment sur l'imprimerie et les bureaux de la Tribune des Peuples, le gérant et deux autres rédacteurs ont été mis en état d'arrestation. Ces circonstances de force majeure, sont les seules causes de l'interruption du journal, qui est en mesure de reparaître aussitôt qu'elles auront cessé. «Nous avons recours à votre obligeance pour faire parvenir ces avis aux abonnés. «Recevez nos salutations bien sincères. «Les administrateurs et rédacteurs de la Tribune des Peuples.*

Préface 26 «L'épisode important de la soirée, lisait-on dans le Siècle 1 14 juin, est la descente dans les bureaux et les imprimées dft certains journaux A une heure du matin, le comisire de police du quartier de la Banque et un officier de ix. escortés d'agents de police et de soldats, se sont transités dans les bureaux du journal la Tribune des Peuples. ont apposés les scellés sur le matériel de l'imprimerie et r les papiers de l'administration. Le gérant et un des recteurs du journal, qui étaient à ce moment dans les bumx, ont été arrêtés.» Le Siècle revenait le 17 juin sur cet jident: «M. Primorin avait reçu mission d'apposer lesscelsur le journal la Tribune des Peuples. Les rédacteurs et employés de cette feuille ont accueilli l'agent de l'autoé avec tout le respect qui est dû à la loi elle-même. Les illés ont été apposés et là du moins, aucun désordre n'a i commis.» «A une heure du matin, dit V Evénement du 15 juin, le mmissaire de police du quartier de la Banque et un offiir de paix, escortés d'agents de police et de soldats, se sont .nsportés dans les bureaux de la Tribune des Peuples. Ils t apposés les scellés sur le matériel de l'imprimerie et sur > papiers de l'administration. Le gérant et un des rédacîrs de ce journal, qui étaient dans les bureaux de la rédacn, ont été arrêtés.» La Feuille du peuple, organe des prin>es démocratiques, ajoutait dans son numéro du 23 juin les tails suivants: «Parmi les personnes, non représentants du uple, qui sont arrêtées, on cite principalement les citoyens nglois (du Peuple), Faire (de la Tribune des Peuples), Al

26 Préface lyre Bareau et autres employés de la Démocratie pacifique et Guinard, colonel de l'artillerie parisienne./) Quant à la Tribune des Peuples, elle ne put raconter elle-même les mesures dont elle avait été l'objet qu'à sa réapparition. «Dans la nuit du 13 au 14 juin, lisons-nous dans le numéro du 1er septembre, à une heure du matin, alors que notre journal allait être livré aux presses, un demi-bataillon de ligne, une quarantaine de sergents de ville en uniforme ou en bourgeois, un commissaire de police assisté d'un officier de paix, occupèrent militairement nos bureaux et la maison où il sont situés. Après une minutieuse perquisition, après avoir renvoyé nos compositeurs et quelques-uns de nos employés qui étaient là, retenus par leurs fonctions, le commissaire de police déclara à notre rédacteur-gérant qu'il l'arrêtait par mesure de sûreté, en vertu d'un ordre émané du ministre de l'intérieur, en même temps, il fut procédé à l'arrestation de deux autres rédacteurs de la Tribune des Peuples; puis les scellés furent apposés sur la porte de nos bureaux. Huit jours après leur apposition, les scellés furent levés.» Au premier moment le journal la Liberté songea à se substituer à la Tribune des Peuples et la Liberté, organe de Paris et des départements, s'intitula depuis le 14 juin 1849: la Liberté, organe des peuples, mais les patriotes étrangers sur lesquels elle comptait, ne pouvaient se prêter à une spéculation de ce genre. Adam Mickiewicz, ne voulant pas s'exposer à la prison préventive, se cacha pendant environ un mois chez un ami français, Antonin Dessus, 18 rue de l'Ancienne Comédie.

Préface 27 Heureusement que Jules Lèche va lier, qui avait eu la malencontreuse idée de prendre sur lui la publication dans la Tribune des Peuples des pièces incriminées, s'empessa de dégager la responsabilité de Mickiewicz par une lettre publique¹ dont voici le texte: «Paris le 21 juin 1849. I «Au citoyen Dufaure, représentant du peuple, ministre de l'intérieur. «Citoyen ministre, «La Tribune des Peuples se trouve au nombre des journaux suspendus. Trois de ses rédacteurs ont été arrêtés. Les scellés ont été apposés sur les bureaux et sur les papiers de son administration. «Ces actes ont été motivés sans doute par la publication qui a été faite dans les colonnes de la Tribune des Peuples . des pièces suivantes: Déclaration au peuple français, signée i par un certain nombre de représentants du peuple dits de la j Montagne; Adresse du comité delà presse républicaine, du comité socialiste, etc. «Je viens vous déclarer, citoyen ministre, qu'ayant pris part, comme membre du comité démocratique-socialiste aux efforts faits pour porter à la connaissance du peuple les pièces ci-dessus mentionnées, c'est moi qui en ai demandé la publication au gérant du journal la Tribune des Peuples, 1 Voir: Haute-Cour de Versailles, Procès du 13 juin. Déclaration du citoyen André Louis Jules Lèche valier, accusé, ex-membre du comité de la presse et du comité socialiste. Londres 1848. Brochure in 8°.

28 Préface dont j'étais un des collaborateurs depuis quelques semaines» ce qui n'implique de la part du dit gérant aucune participation active. «Quant aux autres rédacteurs arrêtés, ils n'ont pas même eu connaissance des pièces publiées. Il en est de même des administrateurs et des rédacteurs du journal, et de M. Adam Mickiewicz, lequel n'avait point paru aux bureaux du journal depuis quelques jours, étant retenu à son domicile par une maladie grave. «Je vous fais spontanément cette déclaration, citoyen ministre, afin de dégager la responsabilité des rédacteurs mis en cause, et de faire ce qui est en moi pour diminuer le dommage porté à une feuille fondée au prix de grands sacrifices, et dans un intérêt tout-à-fait respectable: celui de la cause des peuples opprimés. «Jules Lechevalier.» 1 1 «Jules Lechevalier était depuis quelque temps rédacteur de la Tribune des Peuples et était l'un des fondateurs de la Banque du peuple, organisée par le représentant Proudhon. Enfin il était membre du comité démocratique socialiste. Il est parti de son domicile le matin du 13 juin en uniforme d'artilleur de la garde nationale et il n'a pas reparu. Le numéro de la Tribune des Peuples du 13 juin a publié l'appel au peuple, la déclaration des comités, l'appel à la garde nationale signé Schmits et autres et la proclamation des Écoles. Le numéro a été saisi et le journal a été suspendu par arrêté du 13 juin. L'accusé a écrit le 21 juin à M. le ministre de l'intérieur une lettre où se trouve ce passage. (Ici sont citées les lignes depuis: «Je viens vous déclarer» jusqu'aux mots: «participation active»)). Il résulte évidemment de cette lettre que Jules Lechevalier prit part aux réunions des 11 et 12 et aux mesures qui y ont été arrêtées, non seulement comme membre du comité socialiste, mais comme représentant dans le comité de la presse, la Tribune des Peuples, qui était comprise dans le comité. Malgré les graves présomptions qui rendent vraisemblable la présence de M. Jules Lechevalier au Conserva

Préface 29 «Voici, lit-on dans le Temps du 12 août, les noms des inculpés principaux mis en accusation par l'arrêt de la Cour de Paris Jules Lechevalier, rédacteur en chef de la Tribune des Peuples.» Le Temps du 15 août inséra la rectification suivante: aM. E. Carpentier, rédacteur-gérant de la Tribune des Peuples, nous écrit de la Force pour relever une erreur qui s'est glissée dans notre numéro du 12 août. C'est à tort que M. Lechevalier, l'un des citoyens'envoyés devant la Haute-Cour, a été qualifié rédacteur en chef de la Tribune des Peuples.» Le 18, le Temps annonça que «après une détention de plus de deux mois, M. Eugène Carpentier, gérant de la Tribune des Peuples, arrêté le 13 juin sous la prévention de complot et d'attentat, a été mis en liberté hier jeudi par suite d'une ordonnance de non-lieu, rendue par la Chambre des mises en accusation.» Un seul journal avait profité de l'occasion pour vilipender la Tribune des Peuples, c'est le Pays, organe de la réaction la plus extrême et qui publiait le 14 juin les lignes suivantes: «Nous sommes blasés depuis longtemps sur les mensonges et la mauvaise foi des journaux rouges. Nous en trouvons ce soir dans la Tribune des Peuples une nouvelle preuve; après un récit de la journée, présenté de la façon la plus partielle, ce journal publie sous forme d'entrefilet, les deux lignes suivantes: a La plus grande agitation règne dans tout Paris. toire avec l'artillerie dont il faisait partie, il n'a à répondre qu'à l'accusation de complot» (Acte d'accusation de V affaire du 13 juin 1849). Nous lisons dans l'arrêt: «à la déportation par contumace: le citoyen Lechevalier (Jules, rédacteur du journal la Tribune des Peuples, ayant demeuré à Paris, rue des Vieux-Augustins 16.» (La Haute-Cour, compterendu du procès de Versailles par P. Dugers in 4°, 1849).

30 Préface «La moitié de la capitale est au pouvoir du peuple.» Nous donnons à ces deux faits le démenti le plus formel et signalons au mépris public le journal qui s'en rend l'organe.» Que d'indignation, parce que Jules Lechevalier avait pris ses espérances pour des réalités! Adam Mickiewicz rentra le 7 juillet en son domicile des Batignolles. La persécution la plus odieuse sévissait sur les émigrés de tous les pays et particulièrement sur les Polonais. Ils étaient en butte à de continuelles visites domiciliaires, à un espionnage éhonté et à de stupides vexations. Un jour, l'ami de la reine Hortense et du Prince-Président, le Dr. Conneau, lui signala l'arrêt d'expulsion contre M. Accursi, Romain «qui habite Paris depuis dix-neuf ans, ne se mêle point des affaires politiques et surtout est étranger à tout ce qui se trame par Mazzini. Je puis vous en donner l'assurance.» Le Prince-Président, en transmettant à son ministre Léon Faucher la prière qu'on lui adressait d'autoriser le Dr. Accursi à continuer de séjourner à Paris, ajoutait: «Je désire qu'il en soit ainsi, car, à moins de preuves évidentes de conspiration, nous devons rester indifférents aux réclamations des Puissances étrangères et la France ne doit pas être le pays le plus inhospitalier de l'Europe.» Mais il laissait faire à ses ministres beaucoup d'injustices, pour déconsidérer les partis qu'il était décidé à mettre un jour de côté. On trouve dans le numéro du 26 juillet de la Feuille du Peuple les lignes suivantes: «Voici dans quels termes le gouvernement a signifié leur expulsion aux malheureux Polonais qui habitaient Paris depuis longues années: «Nous, Préfet de police,

Préface 31 «Vu la décision de M. le ministre de l'intérieur en date
«du 7 juillet qui prescrit d'expulser du territoire français le «nommé ***,
réfugié polonais, dont la présence est de nature à troubler l'ordre et la
tranquillité publique...» «Ces sauvages exécutions ne suffisent pas et on a
soin de signaler ces \ exilés aux persécutions de l'étranger en inscrivant sur
leur passeport: Expulsé de France. Nous prions l'empereur Nicolas de ne
pas oublier ces services dans la première distribution de croix de Sainte-
Anne et de Saint- Vladimir.» Ces platitudes inspiraient à l'historien Henri
Martin des lignes attristées: «Malheur au peuple qui laisse éteindre ou
même affaiblir en lui les sentiments par lesquels il est un peuple: qui fait de
la recherche des bien matériels toute sa politique et qui oublie ses devoirs
envers lui-même et envers les autres. S'il ne se réveille pas, s'il ne se
reconnaît pas, le jour de sa ruine est proche, il reperdra une à une toutes les
libertés qu'il avait conquises. Tout ce qu'il a dû de progrès matériels aussi
bien que moraux à l'élan patriotique, il le perdra en perdant le patriotisme; il
s'enfoncera de jour en jour dans l'abaissement, il subira la loi insolente
d'une oligarchie appuyée sur l'étranger, puis la domination directe de
l'étranger même; d'esclave de ses passions et de son égoïsme, d'esclave de
lui-même, il deviendra l'esclave d'autrui, il s'éteindra comme peuple et ne
renaîtra un jour, après des siècles peut-être, qu'après avoir passé par les
ténèbres de la mort. La France marcherait-elle à cette fin misérable? A-t-
elle trahi complètement la mission que lui avait donnée la Providence?
Abandonnera-telle jusqu'au bout

82 Préface tous ceux qui avaient mis leur confiance en elle?» (La Feuille du Peuple du 16 août). Mickiewicz n'avait pas voulu être naturalisé pour ne pas jouir d'une situation privilégiée et pour partager les risques auxquels étaient exposés les autres émigrés. Rien ne le protégeait dès lors contre le bon plaisir de la police. La Tribune des Peuples reparut le 1er septembre. La police vint demander à Mickiewicz s'il continuerait à s'occuper de ce journal Il répondit qu'il se cantonnerait dans les questions étrangères. La police prétendit qu'il avait renoncé à écrire dans la Tribune des Peuples et, sous prétexte qu'il manquait à cet engagement, elle proposa à Dufaure de l'expulser de France. Dufaure répondit le 6 septembre au Préfet de police qu'il l'expulserait, pourvu que la preuve de sa collaboration lui fut fournie. On comprend dès lors de quel luxe de précautions Mickiewicz dût s'entourer. Il ne pouvait plus se montrer à la rédaction du journal, il n'osait envoyer à l'imprimerie de manuscrit de son écriture. Il ne voulait néanmoins pas capituler et parce qu'il se regardait comme engagé vis-à-vis de ses collaborateurs et parce qu'il attendait des temps meilleurs, ne voyant, dans cette réaction à outrance, qu'une tempête passagère. Le 2 septembre le Siècle annonçait que mla Tribune des Peuples, un des journaux suspendus le 13 juin, a reparu hier matin, après une interruption de deux mois dans le cours de sa publication.» Dans cette dernière phase de l'existence de la Tribune des Peuples, nous n'avons plus à enregistrer que quelques attaques du Pays. Le 18 septembre cette feuille reproche à

Préface 33 ta Tribune des Peuples de prédire la retraite de M. de Falloux et il la plaisante de ce qu'elle annonçait journellement L'entrée des Hongrois à Vienne et la désertion en masse des Polonais de l'armée russe, le 20 et le 23 il revient sur les assurances données le 13 juin que le peuple prenait le dessus sur les troupes de l'Assemblée. Le 18 septembre la Gazette de France discute contre la Tribune la question du droit di| vin, le 19 elle cite et loue l'article sur les conciles provinciaux et le 24 septembre M. de Lourdoueix répond à l'article du 23 sur la politique générale. Mais le ministère avait résolu d'en finir avec la Tribune des Peuples. Le 14 octobre la Voix du Peuple annonçait «qu'en vertu d'un arrêté du préfet de police, approuvé par le ministre de l'intérieur, M. Morozewicz, ancien nonce à la Diète Allemande (sic) et réfugié polonais, qui depuis quinze ans recevait l'hospitalité de notre pays, vient d'être expulsé du territoire français.» Peu de jours auparavant un autre collaborateur delà Tribune des Peuples, Frapolli, avait été frappé. tUn journal, lit-on dans la Voix du Peuple du 12 octobre, que l'excès du modérantisme rend parfois épileptique ose imprimer les lignes suivantes à propos de l'extradition violente de M. Frapolli, ancien envoyé de la République Romaine: «Le gouvernement a fait là un acte de justice et de «fermeté. Mais, puisque le gouvernement est sur un si bon «chemin, qu'il aille donc plus loin, qu'il expulse donc les étran«gers, qui, sous prétexte d'hospitalité, viennent nous apporter «l'émeute, en prodiguant leur or à d odieuses entreprises de «propagande socialiste.» Autrefois l'hospitalité d'un peuple était chose religieuse et sacrée et celui-là se fut parjuré de f 3

34 Préface lâcheté et de sacrilège qui eut outragé un exilé et osé lui dire que la France est devenue une de ces régions sauvages, où le droit d'asile n'existe plus. Qu'est-ce donc que la peur pour rendre aussi lâche et cruel ! Et veut-on dégrader la France jusqu'à ce qu'elle soit le type de l'infamie parmi les Nations?! La Préfecture de police notifia que si les Polonais continuaient à écrire dans la Tribune des Peuples, elle expulserait tout le conseil d'administration et le bailleur de fond de ce journal. Il fallut se résigner et à Adam Mickiewicz se te- ! tira définitivement d'une lutte par trop inégale. Plusieurs rédacteurs polonais et tous les collaborateurs français, sauf Lacaussade, réclamèrent trois mois de leurs honoraires en se fondant sur ce que le journal cessait de paraître par un cas de force majeure. Mickiewicz n'accepta rien pour lui-même et n'appuya pas ces prétentions. Le comte J Branicki y fit cependant droit Les émoluments des rédacteurs étaient d'ailleurs fort modestes, mais leur nombre était exagéré. Mickiewicz touchait 300 francs par mois. Lacaussade 150 francs. Lacaussade m'a ainsi raconté ses relations avec mon père: «Rettel m'amena un jour chez votre père et me fit faire sa connaissance. C'est également grâce à Rettel que je fus chargé de la révision de trois premiers volumes du Cours de littérature slave. Je n'ai presque pas fait d'autres corrections que des corrections typographiques. A l'origine, je proposai le changement de quelques expressions. Votre père réfléchissait et en trouvait la plupart du temps de meilleures, mais ' il se lassait vite de cette besogne et ne me prêtait qu'une oreille distraite. Un jour que je lui témoignais quelque éton- '

Préface 36 nements de son indifférence, il me répondit: «Ce sont là des «bagatelles, tout cela appartient au passé, c'est fini pour moi.» Il corrigea cependant plusieurs feuilles; je les gardai comme souvenir et plus tard je me les suis laissé enlever par de vos compatriotes. J'étais jeune alors et je trouvais moi-même ces trois premiers volumes du Cours un peu froids en comparaison de la prose enflammée des deux derniers. Ces deux derniers volumes sont une lave incandescente. A l'apparition de la Tribune des Peuples j'écrivis à votre père: «Si vous avez besoin d'un ouvrier, je suis à votre disposition.» Votre père m'écrivit de venir le trouver. * J'eus à cette époque l'occasion de recevoir quelque billets de lui, sa signature était invariablement précédée de la formule: Salut et fraternité. Des collectionneurs me les ont ravies. Votre père arrivait aux bureaux de la Tribune des Peuples le front soucieux et souvent c'est lui qui nous déridait tous. Il avait un grand fond de gaité, une étonnante sérénité d'âme, des comparaisons imprévues et originales. Lorsque la Tribune des Peuples menaçait déjà ruine, chacun de nous se préoccupait de ce qu'il allait devenir. Votre père s'écria: «Comment vivent les bêt A M. Lacausade, nie de Seine Saint-Germain 31. Monsieur, Le personnel de la rédaction est déjà au complet ,l'espère qu'il y [aura bientôt lieu de l'augmenter. Si cela arrive, vous serez le premier fi qui je m'adresserai. En attendant, veuillez passer un de ces jours au [bureau du journal, rue des Bons-Enfants n° 7. Je vous exposerai le plan |et les besoins immédiats de la rédaction. Salut et fraternité. Adam Mickiewic*. Aux Batignolles rue de la Santé 42, 6 mars 1849». 3*

36 Préface «casses? Qu'est-ce qui s'en occupe? Personne. Elles vivent «néanmoins.» Quand Carpentier fût arrêté, je le remplaçai un moment. Je venais rue de la Santé prendre les articles de votre père pour les porter à l'imprimerie. Une fois, il alluma un cigare et me dit: «ïa Tribune est condamnée à mourir. «Elle va disparaître dans quelques jours. Il ne nous reste qu'à «mourir décemment. Je vous expliquerai ce que j'ai été et «voulu. J'ai eu conscience des événements qui devaient se pro«duire, j'ai voulu préparer à en profiter les gens aptes à les «faire tournera bien. En 1847, j'ai prédit au roi Jérôme ce que «personne ne voulait voir. Je vais de même vous révélera «quoi nous marchons. Les Républicains ont été au-dessous de «leur tâche, la France s'est retirée d'eux. Louis-Napoléon a au «front l'étoile du succès, mais est mal entouré, parce que les «esprits les plus ardents se détournent de lui. Les jeunes gens «qui ont l'âme généreuse et l'amour de leur pays, devraient «s'offrir à Louis-Napoléon, lui créer un milieu honnête. S'ils «font le vide autour de lui, les intrigants prendront la place «que les gens probes auront dédaignée. La République est «irrémissiblement condamnée. Mais vous aurez, à défaut de «République, une démocratie et, si vous le voulez fermement* «Louis-Napoléon vous l'organisera. Letriomphede Louis-Na«poléon est certain, il a le peuple pour lui. Nous Polonais,* «cette heure, nous sommes sacrifiés. Vous autres, serrez-vous «autour de Louis-Napoléon, parce que le bien de votre patrie «l'exige et qu'il vous faut avant tout aimer et sauver la FranceJe lui répondis que je ne croyais pas à la victoire finale de Louis-Napoléon et que je ne consentirais jamais à désertier la République. Il me répliqua: «Vous êtes un obstiné, mais J

Préface 37 «vous vous obstinez à tort, vous faites fausse route.» Après le coup d'Etat, je cessai mes visites. En 1854, j'allai voir un jour H. Loudun à la Bibliothèque de l'Arsenal. Il me dit: «Voulez-vous que je vous conduise à Mickiewicz?» En entrant dans la salle où il était de service, je le trouvai occupé à lire les chœurs de Sophocle en grec. Dérangé par moi, il commença par ne point me reconnaître. Je me nommai. Il se ressouvint aussitôt de notre conversation dernière et me dit: «Eh bien, tes faits ne m'ont-ils pas donné raison?» Je lui répliquai que je ne regrettais rien, que ce régime serait éphémère. Il me répondit: «Toujours obstiné et impossible à convaincre.» Je ne l'ai plus revu.»

Le 16 octobre les rédacteurs français de la Tribune des Peuples: Eugène Carpentier, Alphonse Hermant, Auguste Lacaussade, Charles Martin, Ange Pechmeja, Hippolyte Castille, Cassan, Farjon et Ch. Arnoult, déclarèrent que «puisque sous la République Française, gouvernée par un président qui resta trente-cinq ans en exil et six années prisonnier, il n'est pas permis à des exilés de défendre leur patrie, puisque la France subit cette humiliation que l'ambassade russe dicte ses volontés au ministère, il est de notre devoir de servir les nationalités opprimées. . . Nous sommes décidés à continuer notre œuvre.» Les journaux approuvèrent fort cette résolution. Le Temps et la Gazette de France du 17, la Feuille du peuple du 18, le 1^{er} Conversation avec Auguste Lac auss ad e, le 26 novembre 1894, dans ton logement 64 Boulevard Saint-Michel, écrite sous sa dictée sur sa table. Lacanssade né le 17 février 1817 à File Bourbon, mourut à Paris le 31 juillet 1897.

38 Préface National du 19 octobre publièrent une note identique: «La partie polonaise de la Tribune des Peuples vient d'être atteinte par la persécution politique. Le gouvernement lui impose cette nécessité de cesser sa collaboration au journal, elle cède à la force et se retire. Mais le journal continuera son œuvre et nous sommes heureux d'annoncer au public, que, poursuivie désormais par la partie française de l'ancienne rédaction, la publication du journal répondra aux sympathies que lui ont assurées jusqu'à ce jour ses doctrines fondées sur la solidarité des peuples et son dévouement à la cause de la révolution sociale qui s'accomplit en Europe.»

»L« Tribune des Peuples, lisons-nous dans V Anti-Conseiller, journal politique et mensuel, réfutation de M. de Lamartine par P. Dugers, Paris 1849, a été jusqu'à ce jour un journal plus spécialement consacré à la politique extérieure qu'elle traite avec une remarquable supériorité. Des jeunes gens, pleins de sève, de vigueur et de talent, l'ont soutenue à force de dévouement et de courage à travers les persécutions du pouvoir. La Haute-Cour l'a condamnée récemment à mille francs d'amende pour un compte-rendu du procès de Versai lias jugé infidèle. 1 Nous croyons savoir qu'une combinaison nouvelle 1 Alphonse Hersant, gérant de la Trilmne après la retraite des collaborateurs polonais, dût comparaître le 26 octobre à Versailles. La Tribune des Peuples donne le récit de ce procès dans un 1er supplément du 7 novembre: «Notre courrier du 17 octobre, y est-il dit, déféré à la Haute-Cour par le procureur-général Baroche, sous la prévention d'infidélité et de mauvaise foi dans le compte-rendu des audiences du procès de Versailles, d'attentat à la majesté de la Cour, d'injure aux témoins, a été condamné aujourd'hui à un mois de prison et mille francs d'amende». L'avocat d'Hersant. M^o Laissac, dit: «La position de la Tribune est toute exceptionnelle. La Tribune des Peuples s'est dévoué à la

Préface 39 ?a assurer à la Tribune une existence indépendante. Si ce journal fait une place plus large à la politique intérieure, nous lui prédisons un honorable succès.» L'idée des collaborateurs français de continuer la Tribune des Peuples sans le concours des rédacteurs étrangers et sans l'appui matériel du comte Branicki était de la haute . fantaisie. Le Temps An 11 novembre en annonçant la disparition de la Tribune s'exprimait ainsi: «Nous avons l'espoir que nos courageux amis reprendront bientôt dans nos rangs [la place brillante qu'ils y ont occupée.» En effet le Gorrespondant de Paris, Moniteur des Communes en janvier 1850, contient un article signé: X. F. ancien rédacteur de la Tribune des Peuples. En mars 1850, Alphonse Hermant fonde: la Révolution, journal des intérêts populaires, paraissant tous les mois, rédacteur en chef Alphonse Hermant, ancien rédacteur de la Tribune des Peuples. Il ne parut que quelques numéros de cette feuille. La Liberté se borna à la réflexion qu'un des organes les plus avancés de l'opinion démocratique suspendait sa publication. La Gazette de France, toute bourbonnienne qu'elle fut, consacra à la défunte Tribune quelques lignes aimables dans son numéro du 12 novembre: «La Tribune des Peuples andéfense des intérêts démocratiques européens. Son titre même indique assez le but de sa publication. La Tribune des Peuples a été l'objet des tracasseries les plus incroyables. Tout son personnel, composé principalement d'étrangers, a été dispersé. Ses intérêts matériels ont été compromis de la manière la plus grave. Serait-ce pour mettre le comble à ces tracasseries que nous sommes traduit aujourd'hui devant vous?» Le compte-rendu incriminé était celui du 10 octobre. La Tribune des Peuples n'avait pas de compte-rendu spécial, elle donnait en supplément un compte-rendu publié par M. Dugers.

40 Préface nonce qu'elle va disparaître. Ce serait une lacune regrettable dans la presse parisienne. Nous n'approuvons pas, on le sait, la fatale complication du principe des nationalités avec les principes et les maximes démagogiques, mais, en dépit de cette complication, il était bon que le principe des nationalités eut un organe et la Tribune des Peuples remplissait cette mission avec zèle et avec talent. Nous espérons donc que l'éclipsé de ce journal ne sera que momentanée. Dans tous les cas, si la tribune disparaît, les orateurs resteront et nous aimerons à les retrouver en face de nous, en attendant qu'ils soient à nos côtés.» Adam Mickiewicz en 1848 n'attendait rien que des enfants perdus de l'avant-garde. Il n'espérait quoi que ce soit des partis figés dans l'immobilité. Le parti qui s'intitulait: le grand parti de l'Ordre, voyait dans l'Empereur Nicolas le sauveur de la société. Les Catholiques, en tant que parti, appuyaient partout la réaction européenne. Adam Mickiewicz avait en horreur ces pseudocatholiques qui s'alliaient au schisme moscovite, ces pseudolibéraux qui s'enrégimentaient sous le drapeau du despotisme autrichien, russe et prussien. Il leur préférait les révolutionnaires qui risquaient leur vie pour l'affranchissement des peuples et les socialistes qui se sacrifiaient pour l'émancipation du prolétariat. S'en suit-il qu'il approuvât les errements des révolutionnaires et des socialistes? Ses articles de la Tribune des Peuples prouvent le contraire. Le socialisme d'alors avait des envolées qu'ignore le socialisme actuel. On n'a pour s'en convaincre qu'à relire VHuma

Préface 39 ▼ a assurer à la Tribune une existence indépendante. Si ce journal fait une place plus large à la politique intérieure, nous lui prédisons un honorable succès.» | L'idée des collaborateurs français de continuer la Tribune des Peuples sans le concours des rédacteurs étrangers > et sans l'appui matériel du comte Branicki était de la haute fantaisie. Le Temps Au 11 novembre en annonçant la disparition de la Tribune s'exprimait ainsi: «Nous avons l'espoir que nos courageux amis reprendront bientôt dans nos rangs la place brillante qu'ils y ont occupée.» En effet le Correspondant de Paris, Moniteur des Communes en janvier 1850, contient un article signé: X. F. ancien rédacteur de la Tribune des Peuples. En mars 1850, Alphonse Hermant fonde: la Révolution, journal des intérêts populaires, paraissant tous les mois, rédacteur en chef Alphonse Hermant, ancien rédacteur de la Tribune des Peuples. Il ne parut que quelques numéros de cette feuille. La Liberté se borna à la réflexion qu'un des organes les plus avancés de l'opinion démocratique suspendait sa publication. La Gazette de France, toute bourbonnienne qu'elle fut, consacra à la défunte Tribune quelques lignes aimables dans son numéro du 12 novembre: «La Tribune des Peuples andéfense des intérêts démocratiques européens. Son titre même indique assez le but de sa publication. La Tribune des Peuples a été l'objet des tracasseries les plus incroyables. Tout son personnel, composé principalement d'étrangers, a été dispersé. Ses intérêts matériels ont été compromis de la manière la plus grave. Serait-ce pour mettre le comble à ces tracasseries que nous sommes traduit aujourd'hui devant vous?» Le compte-rendu incriminé était celui du 10 octobre. La Tribune des Peuples n'avait pas de compte-rendu spécial, elle donnait en supplément un compte-rendu publié par M. Dugers.

42 Préface dirent, soit par là même doté de toutes les vertus. Il professait une opinion toute opposée, à savoir que c'est en se guérissant de sa misère morale que l'homme vaincra la misère; souffrir, diront les autres; hasard, fatalité, diront-ils tous en chœur? Mais n'en tendez-vous pas ceux-ci s'écrier en murmurant: Pourquoi toujours souffrir ? «Le stoïcisme et l'épicurisme ont pu être, comme le dit Montaigne de l'épicurisme du doute, un oreiller doux et suffisant à quelques-uns, car l'orgueil calme du stoïcien, a aussi sa douceur. Mais ce n'est qu'une exception, un cas particulier, infiniment rare! L'immense majorité des têtes humaines «st incapable de reposer sur cet oreiller. Il faut, pour s'y appuyer, des dispositions innées, toutes particulières. L'épicurien, qui sait vivre calme dans des bornes vertueuses est un prodige; le stoïcien qui sait religieusement souffrir en est un autre. «La terre est toujours une vallée de larmes; mais les malheureux n'ont plus le ciel, et, plus le cœur et l'intelligence humaine se sont agrandis, plus le spectacle de cette humanité sans paradis est repoussant et cruel. La vie présente, ainsi privée de ciel, est un labyrinthe où tout homme doué de sympathie et d'intelligence est destiné à être dévoré par la douleur et le doute. «A quoi me sert que la vie antérieure de l'humanité ait développé mes sympathies et étendu mon intelligence, quand toutes mes sympathies sont blessées et mon intelligence confondue? a Inégalité sur la terre, mais égalité dans le ciel; en d'autres termes. injustice sur la terre, mais justice dans le ciel ; voilà ce qu'on disait autrefois. Mais, aujourd'hui que l'égalité terrestre est proclamée et que l'on ne croit plus ni à l'enfer ni au paradis, que voulez-vous que fasse la logique humaine avec une terre où règne partout l'iniquité et l'inégalité? Elle ne peut en conclure qu'une chose, cette logique; c'est que tout dépend du hasard et de la fatalité; qu'il n'y a par conséquent ni droit, ni devoir, que rien n'est vrai, que rien n'est juste; que vérité, vertu, justice sont des mots et ne sont que des mots ... Quoi! ne voyez-vous pas que votre égalité devant la loi n'est qu'un leurre d'égalité véritable et une absurde chimère, quand pour la satisfaction d'oisifs tant de millions d'hommes, travaillent sans relâche, n'ayant pas un instant pour penser, pour s'élever à Dieu, pour sentir, et sacrifiés à des machines, quand elles-ci coûtent moins cher à ceux qui exploitent et les hommes et les machines! Et quel frein avez-vous laissé aux misérables et quelle règle de vie leur

Préface 43 matérielle, qu'il faut commencer par se réformer soi-même avant de prétendre réformer la société. Selon lui, le socialisme n'est pas simplement une science exacte, comme les avez-vous donné? Vous avez effacé de leur cœur Jésus-Christ qui commandait aux hommes, au nom de Dieu, de s'aimer les uns les autres et qui promettait un port aux affligés. Mais savez-vous que c'est une horrible chose que de conserver le bourreau après avoir ôté le confesseur. «Je porte mes yeux sur les heureux de la terre. Plus de castes guerrières, plus de castes théocratiques Mais qui les remplace? Jésus chassait les marchands du temple; aujourd'hui ce sont les marchands qui ont chassé Jésus du temple. Le comptoir aussi a remplacé la lice. Je vois des hommes de lucre et de propriété qui luttent avec acharnement les uns contre les autres, spéculent sur leur ruine mutuelle, exploitent les misérables qui sous le nom de prolétaires, ont succédé aux esclaves et aux serfs, et se livrent solitairement à leurs passions. Pourquoi veut-on que je les honore? Ne serais-je pas exposé cent fois pour une à honorer la fraude, l'avarice et la cupidité? Et pourquoi d'ailleurs les honorer? Ils n'ont travaillé que pour eux. «Ils n'ont travaillé que pour eux, ces puissants, sur la terre aujourd'hui! Le prêtre travaillait ou était censé travailler à conduire ses frères dans le ciel. Le noble travaillait ou était censé travailler à protéger sur la terre ses frères pendant leur pénible acheminement vers le ciel. Mais les puissants d'aujourd'hui ne travaillent et ne sont autorisés à ne travailler que pour eux, pour eux sur la terre, pour eux sans l'attente d'un ciel reconnu chimérique. «Ce qui consolait de l'inégalité autrefois n'existe donc plus. L'inférieur autrefois pouvait respecter et aimer le supérieur, et nominalement le devait, car celui-ci n'érigéait pas en principe qu'il n'existait que pour lui-même, qu'il n'avait d'objet que lui-même, de mobile que sa cupidité, de règle que son égoïsme. La société laïque reposait, comme on Ta dit, sur l'honneur. Rendre l'honneur et le recevoir était la satisfaction du cœur humain dans la période de l'inégalité consentie. Aujourd'hui ces mots d'honneur et de considération n'ont plus même de sens, puisque, d'un côté, l'inégalité n'est plus consentie, quoiqu'elle subsiste, et que, d'un autre côté, le supérieur n'a de règle que son égoïsme. «Autrefois, dit l'homme, il y avait sur la terre une société. Mon maître ne me commandait pas sans droit au nom de son égoïsme; son pouvoir sur moi remontait à Dieu qui permettait l'inégalité sur la terre.

44 Préface mathématiques et la pratique de l'intérêt bien entendu ne saurait suffire au salut des deshérités. C'est une compréhension plus large de l'Évangile, une intensité plus grande de l'amour chrétien, un dévouement plus complet envers le prochain qui révéleront la solution que les seuls calculs de l'intelligence ne découvrirons jamais. Beaucoup de penseurs se demandent si, en 1848, la France possédait vraiment des gens capables d'inaugurer une Europe nouvelle; si le prolétariat en juin 1848 méritait de vaincre et si son triomphe eut entraîné la réfection de la carte d'Europe ou simplement une période de stériles et sanglantes luttes intestines. Des deux chefs populaires qui eussent Je n'étais pas pauvre alors, puisque je possédais le paradis en espérance. J'étais riche, au contraire, de tous les biens que je n'avais pas sur la terre; car le Fils de Dieu avait dit: c Bienheureux les pauvres sur la terre!», et je voyais autour de moi toute une hiérarchie sociale qui, prosternée aux pieds de ce Fils de Dieu, m'attestait la vérité de sa parole. Dans toutes mes douleurs, dans toutes mes angoisses, dans toutes mes faiblesses, dans toutes mes passions, et jusque dans le crime, la société veillait sur moi; j'étais entouré d'hommes, mes égaux ou mes supérieurs, qui comme moi croyaient au Christ, au paradis, à l'enfer; la milice de l'Eglise terrestre était à mon service pour me diriger et m'aider à gagner l'Eglise céleste. J'avais la prière, j'avais les sacrements, j'avais le saint sacrifice, j'avais le repentir et le pardon de mon Dieu. J'ai perdu tout cela. Je n'ai plus de paradis à espérer ; il n'y a plus d'Eglise ; vous m'avez appris que le Christ était un imposteur; je ne sais s'il existe un Dieu ; mais je sais que ceux qui font la loi n'y croient guère, et font la loi comme s'ils n'y croyaient pas. Donnez-moi ma part de la terre. Vous avez tout réduit à de l'or et du fumier; je veux ma part de cet or et de ce fumier.» Pierre Leroux continue longtemps sur ce ton. Nous ne saurions multiplier ces citations. Mais le lecteur doit ne pas oublier qu'en parlant du socialisme, Adam Mickiewicz avait en vue les propagateurs d'alors de ces doctrines — très différents de leurs continuateurs actuels.

Préface 45

été portés au pouvoir, l'un d'eux, Armand Barbes, avait une âme profondément chevaleresque et le sentiment que la France devait commencer par aider autrui et ne penser à elle qu'après. Adam Mickiewicz lui était reconnaissant de ce qu'en mai 1848, pendant les quelques heures où il fut maître de l'hôtel-de-ville et put se croire maître de la France, il avait décrété que la Pologne était rétablie dans ses limites de 1772 et la France chargée de l'exécution du dit décret Mais chez Barbes l'intelligence n'était pas à la hauteur du cœur. Il indiquait au peuple le but, sans être de taille à conduire les masses à la victoire, espèce de Pierre l'Ermite, plus capable d'enthousiasmer la foule et de l'entraîner vers la Terre-Sainte que de conquérir Jérusalem. L'autre chef populaire, Auguste Blanqui, était un être tout de négation, sans autre mobile que la haine de la bourgeoisie, ni autre programme que la dépossession violente des classes privilégiées. Ces deux hommes se neutralisèrent en 1848 et leur rivalité amena leur défaite. Eux vaincus, les peuples abandonnés, la réaction au pinacle en France, la République n'exista plus que de nom. Napoléon III l'enterra. Il eut au début une conscience vague de sa mission. Il arrêta les empiétements de la Russie et, sans relever la Pologne, délivra l'Italie, tenta même de refouler l'Allemagne. Mais ses compromissions au dehors avec la réaction européenne et au dedans avec les partis politiques voués à sa destruction le perdirent La France possède aujourd'hui une République telle que la rêvait l'opposition sous Napoléon III, une République qui n'a cure de l'Évangile, très prosaïque, exempte de la moindre

46 Préface velléité de propagande extérieure, attaché exclusivement à ses propres intérêts, indifférente à la liberté des autres nations, prête à s'allier aux pires tyrannies. Et, comme le besoin d'une religion est invétérée chez l'homme, de même que la première République substituait au Christianisme la Théophilanthropie de la Revéillère-Lépeaux, la troisième République exalte le positivisme d'Auguste Comte, auquel elle a élevé une statue. Le socialisme conquiert chaque jour de précieux droits à l'ouvrier, mais il n'admet plus que la question de marmite. Il se persuade que dès que chaque homme n'aura plus faim, le décalogue sera superflu. Toute idée spéculative sur l'au-delà de cette vie lui paraît une chimère. Il se rit de déchaîner les passions humaines, dans l'hypothèse que celles d'entre elles qui sont mauvaises deviendront innocentes, dès qu'on brisera leurs liens, illusion qu'eurent les Montagnards de 1793, convaincus avec Jean Jacques Rousseau que, pour rendre l'homme excellent, il n'y avait qu'à le ramener à la nature et qui ne revenaient pas d'étonnement d'être guillotins par les citoyens, ainsi perfectionnés par eux. Mais toutes les déviations des Républicains actuels ne font que mieux ressortir le sublime élan des premiers mois de la République de 1848. Adam Mickiewicz publia, dans la Tribune des Peuples, outre ses articles politiques une traduction d'un discours d'Emerson. Il avait été le premier en Europe à signaler du haut de sa chaire du Collège de France l'illustre penseur américain. Des esprits obtus parmi ses compatriotes lui reprochèrent même alors de vouloir leur faire admirer cet inconnu d'au-delà l'Océan. Aujourd'hui les traductions de Montégut

Préface 47

l'isoulet ont popularisé en France un nom vénéré dans les ieux hémisphères. L'homme religieux réformateur d'Emerion était une sorte de commentaire de la campagne que le Joëte polonais poursuivait dans la Tribune des Peuples. Emer>on en effet signale d'une part les entraves que le mercantiisme moderne oppose au développement spirituel de l'homme, tandis que de l'autre il enseigne comment chacun peut poursuivre son perfectionnement dans les milieux plus réfractaires au bien, pourvu que l'amour du prochain l'élève constamment au-dessus des petites ambiances. Pendant que Mickiewicz esquissait au milieu des pires tracasseries policières¹ ses conceptions politiques, il réunissait chez lui une élite de Français et d'étrangers. Quinet et Michelet se rencontraient chez lui avec le Hongrois Ladislas Teleki, les Italiens Frapolli et Ricciardi, les Roumains Bratiano et Rosetti, les Russes Golovine et Sasanoff. Les peuples se considéraient alors comme des frères, les patriotes vaincus comme des coreligionnaires. A cette heure, la conception païenne: l'étranger, c'est l'ennemi — prévaut. Chaque politicien prétend qu'une nation est d'autant plus prospère que les autres nations le sont moins, que chaque citoyen doit réserver tous ses débouchés d'activité rien qu'à ses compatriotes. La science elle-même devient une denrée qu'on commence à jalouser à quiconque vient la chercher d'au-delà la frontière. De pareilles tendances finiraient par enfanter les guerres de rapine telle que fut la guerre de sept ans et sont ¹ Le lecteur trouvera en appendice un rapport de police de cette époque que nous reproduisons, sans prendre la peine de rectifier aucune des inepties qu'il contient.

48 Préface un recul de l'esprit humain. Il faut souhaiter que ce ne soient pas des cataclysmes qui ouvrent les yeux de nos contemporains et que les leçons de l'histoire et des grands esprits qui dégagent de l'histoire ses vrais enseignements suffisent à cette tâche. On aurait tort de supposer qu'Adam Mickiewicz ne soupçonnât point ce qu'avaient d'incomplet les individualités alors à la tête en France du mouvement en faveur d'une intervention pour la Pologne. En expliquant que la cause occasionnelle de l'affaire du 15 mai était une aspiration du peuple français vers la solidarité universelle des nations, il se demandait si ces tribuns qui avaient promis d'être courageux comme gouvernement auraient tenu au pouvoir leurs promesses d'hommes d'opposition. Sa conclusion est caractéristique. «Nous l'ignorons, écrivait-il. En vérité les hommes du gouvernement actuel qui, pendant un quart de siècle, se sont usés à nous faire des promesses et qui les remplissent on sait comment pourraient faire douter de tout. Mais nous avons connu, dans la vie privée, certains des accusés de mai et, pendant leur courte vie politique, ils nous ont prouvé par certains signes mystérieux d'honnêteté et d'abnégation qu'ils feraient mieux au pouvoir que certains gouvernants d'aujourd'hui.» x C'est tout ce qu'il leur accordait. Ils prêtaient au moins à l'espoir, tandis qu'il n'y avait plus qu'à passer condamnation sur les gouvernants. Beaucoup de gens s'imaginent que l'anéantissement des oppresseurs et des exploiters changerait immédiatement et 1 Tribun* des Peuples du 16 mars 1849.

Préface 49 à jamais la face du globe. Adam Mickiewicz croyait au contraire que si les Juifs n'eussent préalablement reçu au Sinaï les tables de la loi, il ne leur eut servi de rien d'exterminer les Chananéens et les Amalécites. L'erreur du socialisme contemporain, c'est qu'il estime superflu tout idéal et borne ses aspirations à une répartition plus équitable des richesses et à une fixation plus rationnelle du taux des salaires. Quand plus tard Adam Mickiewicz voulut se mettre à l'abri des tracasseries policières en obtenant la naturalisation française, on lui objecta son socialisme de 1848. Il répondit dans une lettre du 15 août 1855 à l'officier de paix Hébert: «Vous m'avez parlé des renseignements que vous auriez reçu sur mon compte et d'après lesquels vous seriez disposé à me regarder comme appartenant à l'opinion socialiste. Je pense que ces renseignements datent de l'époque où j'ai rédigé la Tribune des Peuples. A cette époque, on donnait constamment le nom de socialiste à tous ceux qui sympathisaient avec la Révolution de Février et la cause du progrès, sans être pourtant engagés avec aucun des anciens partis. Mais j'ai différé des socialistes d'alors en ce que je ne voyais dans la Révolution de Février qu'un acheminement vers la réalisation de l'idée napoléonienne. C'est pour propager cette manière de voir que j'avais fondé, avec le concours de quelques amis, la Tribune des Peuples. Notre entreprise n'a point réussi. Les vieux partis étaient encore trop puissants et trop excités par les événements pour apprécier ces tendances. L'influence de ces partis vint bientôt troubler l'unité de notre rédaction. Ajoutons que, dans ce temps d'agitation et de violence, il était très difficile de surveiller les détails de l'im4

50 Préface pression d'un grand journal à peine organisé. Il en advint qu'il s'y est glissé de temps à autre, à mon insu et à mon grand regret, des articles pleins d'inconvenance et qui se trouvaient en désaccord avec la pensée intime du journal. Ce désordre, dont nous n'étions pas en position de faire connaître les motifs au gouvernement, nous attira des contrariétés et le journal cessa de paraître.»¹ Depuis cette époque, le socialisme a cessé de compter pour siens, comme en 1848, tous ceux qui voulaient réformer l'organisation sociale. Il s'est particularisé et cette dénomination s'applique aujourd'hui exclusivement à ceux qui ne voient ici bas que la lutte du capital et du travail et qui réduisent les plus grands problèmes de l'humanité à la question du prolétariat Si urgents que soient les remèdes à apporter au paupérisme, la misère n'est pas la seule plaie de notre espèce. On peut se représenter une société opulente et vicieuse. Qui a jamais donné en exemple les Sybarites dont le plis d'une rose troublait le sommeil et auxquels tout souci matériel était étranger? Adam Mickiewicz qui, non seulement ne signait pas ses articles dans la Tribune des Peuples, mais se voyait souvent obligé de laisser croire au lecteur que c'est un Français qui tenait la plume, n'exprimait parfois qu'un aspect de sa pensée. A ses yeux, toute réforme durable des conditions matérielles de nos sociétés devait découler d'une conception religieuse et philosophique plus haute, qui faciliterait la pratique de vertus supérieures et amènerait ainsi la refonte des Institutions. Sans la charité chrétienne, la pureté des mœurs ¹ Korespondencya Adama Mickiewicza, t. II, str. 84.

Préface 61 et l'observation du Décalogue, les victoires populaires les plus éclatantes ne seraient qu'éphémères. Les articles de la Tribune des Peuples ne furent que les commentaires des principes formulés par Adam Mickiewicz dans le symbole publié par lui à Rome en mars 1848. Or les socialistes, qui essayent aujourd'hui d'établir qu'Adam Mickiewicz fut un des leurs, passent sous silence les articles de ce symbole qui sont la base de tout le système politique et social du poète. Les révolutionnaires franchement matérialistes n'en appellent en dernier ressort qu'à la raison humaine, tandis qu'Adam Mickiewicz, selon son credo du 29 mars 1849, énoncé dans le journal qu'il dirigeait «n'espérait qu'en Celui qui crée *les âmes et non seulement les âmes, mais toute existence, «c'est-à-dire qu'en Dieu, dont les peuples demandent chaque «jour que le règne arrive.» Gest là une ligne de démarcation très nette entre ses vrais fils spirituels et ceux qui, tout en se réclamant de lui, ne le comprennent qu'à moitié et n'adoptent une partie de son enseignement que pour rejeter résolument l'autre. Ladislas Mickiewicz.

LA TRIBUNE DES PEUPLES. Pacte fraternel avec l'Allemagne.
— Affranchissement de l'Italie. — Reconstitution de la Pologne libre et indépendante. (Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 28 mai 1848). N. B. — A la séance du 23 mai 1848, l'Assemblée nationale française reprit la discussion sur les affaires de Pologne qu'avait interrompue le mouvement des clubs au 15 mai. Le citoyen Louis WoJowski développa son interpellation. Après avoir rappelé que la Pologne, quoique rayée sur la carte, n'avait cessé de vivre dans le cœur de tous ses enfants et fait connaître que sur les barricades de Vienne et de Berlin on avait mêlé aux cris de liberté de l'Allemagne le cri de reconstitution de la Pologne, il demanda que le pouvoir exécutif agit pour négocier ou combattre en faveur de la Pologne. Le c. Vavin, parlant pour la Pologne, dit qu'il ne demande que ce {ne demande depuis longtemps la conscience des peuples, et il propose une déclaration de l'Assemblée à l'Europe. Le c. Sarrans élève sa voix en faveur de ce peuple soldat, qui a été \ longtemps le camarade de lit et de combat du peuple français et ajoute: «Une révolution qui, ayant pour but de régénérer l'Europe, laisserait la Pologne dans son linceul, mériterait non des autels, mais un jilori.i Le c. Guiohard dit qu'il considérerait comme un malheur tout ce qui troublerait le mouvement libéral en train de s'accomplir en Allemagne. (M. Thiers, en 1831, avait de même tiré un argument contre la Pologne des agitations du libéralisme en Angleterre).

54 La Tribune des Peuples Le c. Napoléon- Jérôme Bonaparte dit: «La question polonaise est une question éminemment française, éminemment démocratique. La réconstitution de la Pologne est nécessaire à la République; jamais, en effet, nous n'aurons d'alliés véritables dans les cabinets.» Il demande la formation d'une légion polonaise composée de tous les réfugiés polonais. Le c. Lamartine dit que les démonstrations qui se produisent de toute parts en faveur de la Pologne sont un grand et beau spectacle. Quoi de plus admirable, en effet, que de voir tout un peuple, au milieu de la crise la plus terrible, s'oublier lui-même pour ne songer qu'à une nation amie? Mais il termine en disant que le gouvernement n'a eu qu'une pensée, c'est de remettre la France en paix avec le monde. Le lendemain 24 mai, le o. Drouyn de Lhuys, rapporteur du comité des affaires étrangères, dit: «Citoyens, vous avez renvoyé hier au comité des affaires étrangères plusieurs projets de résolutions proposés à l'occasion des explications données sur les affaires de Pologne et d'Italie. Le comité, à l'unanimité, m'a chargé de vous proposer la rédaction suivante : «L'Assemblée nationale invite la commission exécutive à suivre pour les affaires d'Italie et de Pologne le sentiment de l'Assemblée résumé par ces mots: «Pacte fraternel avec l'Allemagne, «Reconstitution de la Pologne libre et indépendante, «Affranchissement de l'Italie.» L'Assemblée adopta cette proposition à l'unanimité. La Tribune des Peuples prit cette déclaration pour épigraphe. NOTRE PROGRAMME 14 mars 1849. La situation de l'Europe est telle qu'il devient désormais impossible pour un peuple de marcher isolément dans la voie du progrès, sous peine de se perdre lui-même en compromettant ainsi la cause commune.

Notre programme 55 Les ennemis du peuple, en Europe, n'ont cessé d'agir solidairement entre eux; à chaque instant, ils prouvent cette solidarité par des actes. Connaissant mieux que personne leurs dangers communs, ils se tiennent maintenant plus que jamais unis. Leur tactique consiste à employer toutes leurs forces gouvernementales contre chacune des nationalités qui s'émancipent séparément, et à les écraser ainsi les unes* après les autres et les unes par les autres. Leurs plans, depuis longtemps conçus, ne se révèlent que par l'exécution; ils sont basés sur des données précises, d'après lesquelles on a calculé tous les intérêts égoïstes des gouvernements ainsi que des individus qui exercent leur influence sur eux, et mesuré le degré d'ambition qui leur sert à tous de mobile. Les ennemis du peuple en Europe ont des auxiliaires puissants par lesquels ils agissent sur le centre même de l'action populaire; ils ont des auxiliaires dans la France, dans la nation qui est la grande armée des idées et des intérêts populaires de l'Europe, car tous, amis et ennemis, reconnaissent à la France l'initiative européenne. Et c'est en France également que se trouvent nos amis les plus dévoués, et aussi les plus habiles, les plus forts de nos ennemis. La France seule sait ce que lui a coûté cette initiative; notre devoir à nous, c'est de lui dire franchement ce qu'il lui en coûterait de la perdre. En Février, cette France révolutionnaire l'a maintenue dans un acte européen; elle a établi la République et invoqué, par la voix du peuple, le principe de la solidarité, dans un moment et sous un ordre de choses où le vieux monde croyait avoir reconquis tous ses droits et se proclamait à jamais triomphateur. Un principe proclamé par le peuple français devient une réalité: il oblige la France pour l'avenir; mais, à leur tour, les peuples étrangers qui l'ont vu apparaître réel et vivant, et qui, grâce à la France, en ont salué l'avènement sont obli

56 La Tribune des Peuples gés de travailler solidairement à en assurer le règne sur leur sol natal. La grande Révolution française, héritière du christianisme, en avait appelé, par la voix de ses fortes individualités, au principe de l'absolue, de l'éternelle justice contre les abus du vieux monde; mais ce principe devait lui-même acquérir un nouveau degré de force et d'expansion pour pouvoir agir sur toutes les nationalités. L'inertie politique de tous les gouvernements de la France depuis la Restauration n'a pas eu leur pusillanimité pour cause unique; cette inertie provenait aussi de leur profonde ignorance des événements et des affaires en Europe, ignorance que les hommes d'État français ont eux-mêmes plus d'une fois invoquée comme excuse, aussi bien dans les pièces officielles qu'à la tribune. A plus forte raison, le peuple proprement dit, c'est-à-dire celui qui jusqu'à présent n'a pu aller dans les écoles ni lire de livres, ne possède aucun moyen de savoir ce qui se passe réellement à l'étranger; et pourtant ce qui s'y passe a influé et influera toujours sur son propre sort. Notre tâche sera de dire au peuple la vérité sur les questions étrangères, et rien que la vérité; elle ne lui a été que trop souvent cachée, plus encore par calcul que par ignorance. L'intérêt immédiat du parti populaire, le seul vraiment progressif dans ce pays, c'est d'établir entre la France qui cherche à construire son avenir, et l'Europe qui travaille à se défaire de son passé, des rapports vrais et par là même tout nouveaux, car jusqu'ici la vérité politique n'a pas eu de précédents. L'établissement de rapports nouveaux pour le triomphe de la cause commune présuppose la nécessité de connaître le terrain où s'agitent les intérêts nouveaux et tous les éléments favorables ou hostiles à l'activité populaire, éléments religieux, sociaux, nationaux, politiques, industriels.

Notre programme 57 L'œuvre que nous commençons, inspirée par le sentiment qui préside à l'œuvre de l'Europe nouvelle, dans la conscience de ses devoirs et de ses besoins, ne peut, bien que toute française, être accomplie par des moyens exclusivement français. Nous créons un organe populaire européen, une Tribune des Peuples. Décidés à proclamer, à défendre les droits de la France, en tant qu'ils concordent avec les intérêts de la cause populaire en Europe, nous appelons toutes les nations à venir à cette tribune, chacune avec sa libre parole. Plusieurs étrangers, qui ont acquis chez eux la popularité par une parole conforme à une vie de labeur et de sacrifices, nous prêtent fraternellement leur concours. Par eux nous aurons des renseignements exacts et précis sur ce qui concerne leur patrie. Hommes de la Révolution de Février, nous sommes également solidaires de la grande Révolution dans ses tendances et de la période napoléonienne au point de vue de la réalisation. Napoléon réalisait en effet le principe révolutionnaire, lorsque, missionnaire armé, il traversait la phase républicaine de sa vie. Le moment où le Premier Consul a abandonné ce principe pour pactiser avec le vieux monde et se poser une couronne sur la tête, a ouvert la série de malheurs dont les peuples souffrent aujourd'hui. Néanmoins, c'est encore le Napoléon républicain qui, aux yeux du peuple français, représente la grande Révolution, pour en avoir défendu l'idée avec le plus de persévérance et d'efficacité. Ceux qui sont venus après lui l'ont au contraire tous trahie le jour même de leur entrée au pouvoir. Nous chercherons les limites de la République au delà même de la puissance napoléonienne; nous regarderons comme rétrogrades tous ceux qui, en acceptant le principe républicain, en mesurent l'action extérieure à l'échelle de

58 La Tribune des Peuples leurs intérêts égoïstes, ou qui, en admirant l'esprit d'activité et de force de l'époque napoléonienne, voudraient toutefois en exclure celui de dévouement et d'expansion républicaine. La France, telle que nous la concevons, c'est ce même esprit fait peuple, et incarné dans la forme républicaine. C'est dire que nous défendrons la Constitution actuelle, que nous coopérerons de toutes nos forces à en hâter les développements dans le sens de la République avec toutes ses conséquences. Voilà quant à l'intérieur. A l'extérieur, nous irons droit aux questions d'un intérêt immédiat: questions de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne, du Danemark, de l'Espagne, des pays slaves, de la Hongrie, des provinces danubiennes. A l'intérieur comme à l'extérieur: politique chrétienne,— solidarité des peuples. Quant aux partis qui se disputent le pouvoir en Europe, en France, et dans l'Assemblée nationale, nous serons toujours avec les hommes qui, fidèles à l'instinct progressif des masses, travailleront à fonder un état social conforme aux besoins nouveaux du peuple. C'est à cette condition seulement que nous reconnâtrons en eux la véritable représentation politique de l'intérêt populaire dans le monde entier, le seul intérêt vrai de la France. PRÉFACE AU PROCÈS DE BOURGES
15 mars 1849. Le procès de Bourges n'est pas seulement une affaire de justice criminelle française, c'est un procès international, il a une signification européenne.

Préface au procès de Bourges 59 Quel que soit le sort des accusés, leurs noms seront inscrits parmi ceux des défenseurs de la liberté européenne. S'ils perdent leurs droits civiques en France, ils ont déjà acquis le droit de cité dans la République universelle des nationalités. Et en effet, les Polonais, les Italiens, les Allemands regardent Barbes, Raspail, Louis Blanc, Caussidière et leurs compagnons d'infortune comme leurs compatriotes, car, les premiers en France, ils ont combattu pour le dogme de la solidarité des Peuples. Quant à la matière dont ils appliquent ce dogme, quant à leur degré de culpabilité légale, ce n'est pas du point de vue de la Tribune des Peuples qu'il faut trancher le nœud gordien. On réservera, à partir de demain, la question à l'organe français du journal. Mais, parmi toutes les nations, la France seule est tenue, dans une cause de cette importance, de prendre en considération les intérêts et les circonstances qui ne se trouvent spécifiés dans aucun de ses codes. S'ils s'agissait d'une affaire intérieure à vider entre les différents États de l'Union américaine, ou bien entre les petits cantons de la République Helvétique ou de San-Marino, nous n'aurions pas à nous en mêler. Leurs juridictions à cet égard leur suffiraient. Le code français, au contraire, se trouve inapplicable à ce qu'il y a d'exceptionnel dans la cause du 15 mai. Or, tout y est exceptionnel: les circonstances occasionnelles du fait, la position et les moyens d'action des accusés, la loi d'après laquelle on les juge et même le tribunal chargé de l'appliquer. Tout le monde reconnaît en France que ce procès est rétroactif, tout le monde excepté le parquet et les juges, qui devraient pourtant se connaître le mieux en matière de rétroactivité. Qu'est-ce qu'un procès rétroactif? Vous qui le demandez, vous prouvez par là que vous le savez; vous savez qu'on applique une loi faite aujourd'hui aux faits qui se sont

60 La Tribune du Peuples passés hier: la loi Senard-Cavaignac à la Révolution de Février, au temps où Ton ne soupçonnait même pas l'existence politique de Cavaignac-Senard. Maintenant demandez à la jurisprudence officielle l'explication de la rétroactivité, elle reconnaîtra toute l'iniquité, du point de vue absolu, de cette rétroactivité et en même temps elle affirmera, pour un cas spécial, la nécessité d'en user. Les lois changent, mais l'esprit des Joffries, des Fouquier-Tinville, des Hébert leur survit. L'affaire de mai est sortie toute aussi imprévue de l'état de l'Europe d'alors que la Révolution de Février. Elle fut une conséquence fatale de la solidarité des Peuples, proclamée en théorie et entravée dans l'application; elle fut une conséquence des désaccords continuels entre les paroles officielles et les actes officiels, désaccords, qui jusqu'à présent n'ont trouvé de solution que dans des révolutions. Les hommes qui avaient combattu durant tout le règne de Louis-Philippe pour l'établissement de cette égalité et de cette fraternité à la fois promises et trahies par Louis-Philippe et les chambres, après avoir enfin conquis ces droits nouveaux prirent, au sérieux le dogme de la solidarité qui venait d'être proclamé dans le manifeste de M. de Lamartine. Expression timide du cri unanime de la France, ce manifeste, rédigé à la Louis-Philippe, devait avoir l'effet des discours libéraux de Louis-Philippe: il excita les passions généreuses, tandis que l'action du ministère Lamartine ne cessa de froisser l'instinct de vérité et de justice, base première d'un dogme que l'on paraissait admettre quant à la forme et nier quand au fond. Tout le monde connaît les vraies causes morales de l'affaire de mai; on se le dit en secret, mais des intérêts du jour s'opposent à ce qu'on se le dise en public; c'est, nous le répétons, une affaire européenne. La France de Février sentit et proclama la nécessité de

Mazzini. — Les Mazzinens 61 » prendre une position nouvelle en face de l'Europe, de former des rapports nouveaux avec les peuples étrangers. Le gouvernement établi par la République méconnut les besoins qui en ont provoqué l'avènement; il trahit les sympathies sur lesquelles devait se fonder la puissance politique de cette jeune République, et par cela même que, tout en laissant aux républicains le droit de proclamer des principes déjà posés et établis, il leur ôtait tous les moyens d'action, il ramenait fatalement ces défenseurs de la liberté aux jours qui ont précédé la Révolution de Février. MAZZINI. — LES MAZZINIENS 16 mars 1849. Le nom du citoyen Mazzini 1 est, depuis quelques jours, souvent cité dans les journaux français hostiles à la cause 1 Joseph Mazzini est né à Gènes en 1808. En 1831 il fonda la Jeune Italie, société à laquelle il donna pour devise: Dio e Popolo. 11 fut longtemps le ferment de l'Italie, personne n'a plus fait pour généraliser l'idée de l'unité de la Péninsule; ses tentatives insurrectionnelles, toujours malheureuses, n'en préparaient pas moins les grands changements que 1848 fit écho. La révolution le trouva à Londres; il se rendit à Paris, y présida un club, conduisit à l'hôtel de ville des Italiens prêts à partir pour la guerre de l'indépendance et y reçut ces encouragements vagues, espèce de monnaie de cour que M. de Lamartine jugeait suffisante pour payer les dettes de la France vis-à-vis de l'étranger. Bientôt il passa en Italie, reculant de ville en ville devant le flot de la réaction, se rabattant de Gènes à Milan, et après la chute de Milan à Florence, et de Florence à Rome. A peine arrivé, il fut nommé représentant par neuf mille suffrages. Son entrée au Parlement (6 mars) fut un triomphe. Le 18 mars, Mazzini prit la parole pour faire appel à la concorde et demander la coopération à la guerre sainte, tll ne faut plus, dit-il, regarder aux formes politiques. 11 n'y a plus que deux sortes d'Italiens, ceux

62 La Tribune des Peuples italienne. On parle de journaux mazziniens, du parti mazzinien, de manifestations mazziniennes. Si ce mot deMazzinien est synonyme de républicain, il acquiert une singulière importance, car voilà Rome et Florence reconnues officiellement en république, et par conséquent devenues, pour les journaux, tels que la Presse, les Débats, etc., pays mazziniens. Le fait est que le citoyen Mazzini est un de ceux qui ont le plus travaillé pour propager en Italie l'idée de l'unité et de l'indépendance. Les journaux hostiles à la cause des peuples, en frappant sur l'individualité de Mazzini, espèrent donc atteindre la cause républicaine italienne. Dans l'intérêt des Français, amis de cette cause, nous serons obligés, nous aussi, de parler souvent du citoyen Mazzini Lors des derniers événements de la Lombardie, Mazzini se trouvait à Milan; on l'accuse maintenant, en accusant en sa personne tous les partis républicains, d'avoir empêché l'union des différents États italiens autour des drapeaux de Charles-Albert Dans ces temps difficiles, Mazzini donna, au contraire, des preuves d'une abnégation politique et d'un désintéressement rares. Il voyait bien la difficulté d'agir contre l'opinion royaliste du moment; cette opinion était représentée par les membres du gouvernement provisoire, aristocrates libéraux, appuyés de tout ce qu'il y avait d'influent dans le pays. Les hommes du gouvernement d'alors, patriotes dans l'âme, honnêtes et désintéressés, n'avait qu'un seul défaut) celui de l'Italie d'hier: l'indolence. qui veulent la guerre, et ceux qui ne la veulent pas. Home républicaine combattrà à côté du Piémont monarchique.» Le 22 le peuple romain fut appelé aux armes. Le 23 eut lieu le désastre de Novare, le 29 mars l'Assemblée nomma triumvirs: Mazzini, Baffi, Armellini. {Note de l'éditeur).

Mazzini. — Les Mazziniens 63 Comment se débarrasser de telles gens? S'ils étaient méchants ou traîtres, on aurait le courage d'en appeler contre eux à la colère révolutionnaire. Mais ils saluaient avec tant d'enthousiasme la révolution; ils pleuraient de joie en se retrouvant libres! Us étouffaient les révolutionnaires dans leurs embrassements patriotiques. «Nous sommes déjà libres! criaient-ils; nous sommes Italiens, nous sommes unis! tout est fini!» Tout le monde se pressait d'en finir en effet; et le moyen le plus court, c'était pour beaucoup de se décharger au plus vite sur Charles-Albert de tous les soins du gouvernement et de la guerre. On entrevoyait déjà la possibilité de rouvrir le théâtre de la Scala, de recommencer les promenades de la rue Bréra; et dans un lointain avenir, on espérait des soirées et des cercles à la cour du nouveau monarque. C'est pour cela qu'on se hâtait tant de remettre aux soins de Charles-Albert tout ce qu'il y avait de laborieux dans l'affaire. Or, dans toute l'Italie, le roi était l'homme le moins disposé à accepter cette charge. On lui offrait tout: on lui offrait plus que ne demandaient ses partisans les plus fanatiques. On lui donna la Lombardie, l'État-Vénitien, Parme, Plaisance, Modène. Le reste de l'Italie ne demandait qu'à se donner. On mit tout à sa disposition: hommes et trésors. Certes, ce ne fut pas le citoyen Mazzini, ni les Mazziniens, lesquels n'existaient pas alors, qui ont empêché le roi Charles-Albert d'être, à l'heure qu'il est, l'arbitre du sort de l'Italie. Ce qui l'en a empêché, c'est cette même indolence qui perdit les Lombards, les Parmesans, et que les Vénitiens n'ont pas encore entièrement secouée. Cependant nous devons dire, en toute justice, que le roi Charles-Albert est plutôt la victime volontaire que la cause de cette indolence ultramontaine. Charles-Albert réside dans une capitale, siège de cette

64 La Tribune des Peuple* aristocratie piémontaise qui abandonnerait et la cause italienne et même son roi chéri, si on privait la ville qu'elle habite de l'honneur d'être une capitale: sans capitale, il n'y a plus de cour; voilà le mobile de tous les mouvements réactionnaires de la politique conservatrice des Piémontais: ils appellent cela une idée! Charles-Albert est chef d'une armée dont l'état-major est composé de grands seigneurs et de fils de bonnes maisons, qui de l'art du soldat ne connaissent que la parade, et au bout de la carrière militaire ne voient qu'une présentation à la cour. Armée impuissante contre l'ennemi, mais forte contre la révolution. En effet, comment transformer en révolutionnaires des généraux, des colonels, tous, jusqu'aux sous-officiers, ducs, comtes, marquis, enfin tous plus ou moins titrés. Ajoutez qu'ils sont tous aussi désintéressés et aussi honnêtes que ces aristocrates lombards qui, bien que perdant la cause nationale, ne laissent aucune prise aux accusations de complots, de malversations, de trahisons, etc., hommes à la fois politiquement pernicieux et légalement irréprochables. On se figure l'effet que dut produire sur de tels hommes l'apparition du citoyen Mazzini. Ce qu'il proposait, ce qu'il demandait était inouï, incroyable. , Il proposait, pour défendre la liberté lombarde, de former j une armée lombarde. Il voulait enrôler les révolutionnaires, afin de défendre la révolution. ! Il demandait au gouvernement où était l'argent public, l'équipement du soldat. ! Il demandait enfin ce qu'on avait fait pour s'assurer des . alliances parmi les peuples opprimés par l'Autriche et, par j conséquent, défenseurs nés de la cause italienne. . Voilà ce qui a rendu le nom du citoyen Mazzini odieux aux aristocrates de l'Italie et suspect aux publicistes français ennemis de la révolution. Us accusent Mazzini de desservir

Appel aux gouvernants 66 i révolution, mais au fond ils redoutent qu'il ne la serve *op bien! 16 mars. Nous ne traiterons pas encore aujourd'hui la question de iourges au point de vue judiciaire: nous la reprenons au >oint de vue politique, en nous reportant au 15 mai. L'affaire du 15 mai eut pour cause occasionnelle une aspiration du peuple français vers la fraternité, vers la solidarité miverselle des nations. Tant que le gouvernement marchera dans la voie qu'il 'est tracée à l'égard des peuples étrangers, il l'expiera touours par des tentatives analogues à celle de mai. Gouvernants, pour le bien du pays, pour le vôtre, entrez ranchement dans le cercle de cette fraternité, de cette solilarité universelle. Ayez le courage officiel, nous le répétons, le courage oficiel, plus rare que le courage civil; que votre courage offiïiel soit le même que votre courage privé, et la cause des îmeutes, des procès, disparaîtra d'elle-même. Et les Barbes, les Raspail, les Caussidière et tant d'autres >roscrits de mai et de juin, vous aideront, vous suivront, vous lerviront Abjurez enfin ce jésuitisme politique qui vous permet l'être officiellement lâche, à vous dont le courage personnel >st connu. Au nom de la fraternité, abjurez-le! Les hommes que Ton juge à Bourges ont promis d'être officiellement courageux, d'être courageux comme gouvernement. Gouvernement, eussent-ils tenu leur promesse d'hommes d'opposition ? Nous l'ignorons. En vérité les hommes du gouvernement ictuel, qui, pendant un quart de siècle, se sont usés à nous aire des promesses, et qui les remplissent on sait comment, ►ouïraient nous faire douter de tout! 5

66 La Tribune des Peuples Mais non; nous avons connu dans la vie privée certains accusés de mai, et pendant leur courte vie politique, ils nous ont prouvé par certains signes mystérieux d'honnêteté et d'abnégation, qu'ils feraient mieux au pouvoir, que certains gouvernants d'aujourd'hui.

ROME ET LE CATHOLICISME OFFICIEL 17 mars 1849. Le parti qui, en France, prend officiellement le titre de catholique continue de prêcher par ses organes, à la Chambre et dans la presse, la croisade contre la capitale du catholicisme: selon les idées des hommes sérieux de ce parti, Rome ne saurait religieusement exister sans le pape, et le pape, à son tour, n'aurait pas d'existence spirituelle, si on lui ôtait sa liste civile, ses gendarmes et ses régiments suisses. Or, l'impiété des Romains vient de le priver de tous ces moyens d'exercer sa puissance spirituelle! Rome devient menaçante pour l'Église catholique. C'est au nom de la religion et de l'Église que l'Univers religieux et tous les catholiques officiels de la France invoquent une intervention européenne dans les affaires d'Italie. Mais depuis quand Rome est-elle devenue le siège de l'impiété? Nous avons un souvenir récent des cantiques que l'Univers entonnait à la louange des Romains. Il nous donnait ce peuple pour modèle de ferveur religieuse et de sagesse politique. Quel péché terrible ont-ils commis depuis, pour perdre tout d'un coup et les trésors de leurs mérites antérieurs et les dons de la grâce, tout enfin, jusqu'à leur foi? En attendant qu'on réponde à cette question, nous croyons, nous autres catholiques non officiels, que le seul péché de

Borne et le Catholicisme officiel 67 nos frères romains, celui qui a le plus scandalisé le pape, le sacré-collège, les gros bénéficiers, V Univers religieux¹ et ses adhérents, c'est le républicanisme. Péché irrémissible! On pardonnait bien aux Romains leur oubli des devoirs religieux; on les laissait libres d'enfreindre la discipline ecclésiastique; on tolérait, on encourageait même quelquefois leur indifférence en matière de religion; on leur permettrait aujourd'hui de proclamer du haut du Capitole l'athéisme, pourvu qu'on ne prononçât pas dans le Quirinal le mot de république, pourvu qu'on respectât dans le pape sa qualité de monarque. Cela suffirait pour rassurer les cardinaux, en leur qualité de princes de l'Église, sur le sort de leurs dotations, et sauverait les propriétés et les familles de grands bénéficiers ecclésiastiques. C'est ce que, dans le langage du catholicisme officiel, on appelle les splendeurs de l'Église. On n'exige des Romains rien moins que le sacrifice de tout ce qu'il y a de plus réel dans la vie moderne, le sacrifice de leur dignité d'hommes et de citoyens, afin que cet holocauste des droits et des libertés fasse ressortir les splendeurs passées de l'Église. 1 L'Univers, feuille ultramontaine, fondée le 6 octobre 1833, par l'abbé Migne, passa bientôt sous la direction de L. Veuillot, qu'on a surnommé le de Maistre du ruisseau, et qui y soutint dans un style quelquefois vulgaire et toujours violent les plus étranges doctrines, exprimant le regret que Voltaire et Jean-Jacques Rousseau n'aient pas été brûlés, faisant l'apologie de la sainte inquisition, etc. Veuillot stigmatisa souvent avec beaucoup de verve et de justice les vices de ses contemporains. Ce qui lui manqua complètement, ce fut la charité chrétienne; il nourrissait contre les ennemis du Catholicisme une haine de Cannibale. En politique, V Univers appela de ses vœux la chute de toutes les libertés, devint de l'opposition, lorsqu'en 1859 une nouvelle ère s'ouvrit pour l'Italie, fut supprimé le 29 janvier 1860, et ne reparut qu'en 1869. (Note de l'éditeur). 5*

68 La Tribune des Peuples Selon les idées des catholiques officiels de la France, les Romains seraient des serfs attachés à la glèbe ecclésiastique du domaine privé du pape; qu'ils travaillent donc afin de nourrir sa cour, qu'ils paient ses troupes et sa diplomatie, qu'ils supportent tous les frais d'entretien et de réparation de cette Église qui doit être resplendissante? Quant aux catholiques officiels de la France, leur devoir sacré et unique est d'admirer de loin ces splendeurs-là. Ce sont des mystères de théologie officielle auxquels nous ne comprenons rien. Ce qui se passe à Rome prouve qu'on s'y soucie peu de les comprendre; par conséquent il n'y a plus à Rome ni foi ni loi; il ne reste qu'à prêcher la croisade contre les infidèles. Il s'agit de trouver une armée qui ait la foi, des chefs orthodoxes et des soldats pieux! On s'adresse pour cela à l'Espagne, la pieuse. Nous nous rappelons bien que cette pieuse Espagne était occupée, il n'y pas longtemps, à fermer des couvents; elle chassait les moines rétrogrades, confisquait les possessions ecclésiastiques; elle faisait, en un mot, précisément ce que fait maintenant Rome. Elle faisait pis, elle donnait la chasse aux moines, elle brûlait des couvents, elle tolérait des massacres, choses dont il n'y a pas eu jusqu'à présent un seul exemple en Italie. On pardonne tout cela à l'Espagne, on oublie tout. On a besoin de quelques navires et de quelques soldats espagnols; à ce prix on accordera à l'Espagne une indulgence plénière. Les tueurs de moines, appelés à rétablir la puissance monacale, seront appuyés des bataillons de cette pieuse Autriche que le comte de Maistre appelait la froide alliée, plus détestable que l'athée enthousiaste, cette ancienne République française, si détestée pourtant par le comte de Maistre. On s'adresse enfin aux sentiments pieux de la majorité de notre Assemblée nationale. Singulière alliance de la France, de l'Autriche et de l'Espagne s'armant en commun contre le démon de la Révolution!

La responsabilité du pouvoir 69 Il est évident que, contre ce démon-là, le pape ne peut plus rien; le successeur, le représentant de CELUI qui est venu détrôner l'enfer, et qui, d'un seul mot, faisait fuir l'armée des esprits des ténèbres, le pape se trouve impuissant en face de cet esprit qu'il appelle le démon de la Révolution. On aura donc recours à des exorcistes plus puissants dans l'Église et plus expérimentés dans les affaires spirituelles que le chef de l'Église lui-même. Ces exorcistes, c'est le citoyen Barrot, c'est le général Narvaez, c'est le comte Stadion, acolyte du prince Metternich!

LA RESPONSABILITÉ DU POUVOIR SELON LE PEUPLE.

I. 18 mars 1849. La lutte parlementaire et la polémique des journaux perdent de leur intérêt; les partis quittent peu à peu l'ancien terrain de combat et changent de tactique. Certaines grandes questions constitutionnelles, qui absorbaient l'attention de tous les hommes politiques, se trouvent résolues par des faits. L'opinion travaille et avance la solution d'autres questions, dont le parlement et la presse ne sentent pas encore toute l'actualité. Une de ces questions difficiles, c'est la position constitutionnelle du chef de l'État vis-à-vis de son ministère, de la Chambre et de la nation. Nous savons que tout cela a été longuement discuté, que l'on a précisé et fixé dans les articles spéciaux de la Constitution tous les rapports entre les différentes parties du pou

70 La Tribune des Peuples voir: il en était de même du temps des Bourbons et du temps de Louis-Philippe; rien de plus clairement exprimé dans la Charte que leurs droits et surtout leur droit d'irresponsabilité. D'où vient donc que l'on n'a jamais pu s'entendre sur le sens de ces articles si précis? Durant le règne des Bourbons de la branche aînée et de la branche cadette, tous ceux qui, dans le parlement ou dans la presse, faisaient une opposition sérieuse au gouvernement, concentraient toujours leurs attaques sur le centre même du pouvoir, sur sa personification, sur le roi. C'est en vain que MM. Broglie \ Guizot, Thiers, travaillaient sans relâche à ériger contre chaque attaque nouvelle un nouveau rempart, afin de mettre à l'abri des coups de l'opposition le dogme d'irresponsabilité, le paladium de leur système. Ces héros du constitutionnalisme avaient laborieusement construit tout autour de la royauté une enceinte continue de théories et d'arguments. Couvrir la royauté, c'était leur mot 1 M. de Broglie, gendre de madame de Staël, membre, sous la Restauration, de la Société Aide-toi, le ciel t'aidera et de celle des Amis de la Presse, fut, sous Louis-Philippe, l'un des adversaires de toute liberté. C'est sous sa présidence, en 1835, et avec le concours de M. Thiers, que furent rendues les lois dites de septembre, qui déclaraient punissables de la détention et d'une amende de 10,000 à 50,000 fr. l'offense à la personne du roi et toute attaque contre le principe du gouvernement commise par voie de publication ; qui défendaient, sous des peines exorbitantes, de prendre la qualification de républicain, de mêler la personne du roi à la discussion des actes du gouvernement. On ne pouvait plus s'intituler républicain, on s'appela radical. Ne pouvant s'attaquer au roi, on inventa les mots le système, la pensée du règne, et Ton poursuivit le roi sous ces dénominations. Après l'élection du président, M. de Broglie entra à l'Assemblée législative, et ce fut lui qui, en 1851, proposa la révision de la Constitution, qu'il voulait détruire au profit de l'Orléanisme, et qui fut supprimée au profit du Napoléonisme. (Note de l'éditeur).

La responsabilité du pouvoir 71 d'ordre. Ils la couvraient de leur responsabilité personnelle. *Le roi règne, mais ne gouverne pas, disaient-ils, c'est nous qui gouvernons.» Vous, répondait le peuple, vous n'êtes rien, c'est Louis-Philippe qui règne et gouverne, c'est à lui que nous en voulons 1. Le peuple lit rarement les programmes et les professions de foi politique; quant aux constitutions, il ne les lit pas du tout. Du jour de l'avènement de Louis-Philippe, il pressentit la pensée intime de son règne; l'antipathie populaire s'est communiquée à l'opposition, et la poussa à travers la Charte jusqu'à la République. Le chef actuel de l'État est dans une position nouvelle, unique en Europe, le peuple est prévenu en sa faveur; le peuple lui accorde déjà un certain degré de cette irresponsabilité que tous les efforts de ministres habiles, appuyés de formidables majorités, n'ont pu conquérir pour Louis-Philippe. Parlez, avec les hommes du peuple, des maux et des dangers de la situation actuelle, et partout on vous répondra que c'est à Guizot et à Thiers qu'il faut s'en prendre. 1 La veille du coup d'État, le président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte, fit distribuer aux députés une brochure anonyme: La Révision de la Constitution, qui arguait du double mensonge de la responsabilité des ministres et de l'irresponsabilité du chef de l'État pour réclamer le changement d'une Constitution qui devait être abolie le lendemain. On y lisait: «La France veut que ses chefs aient un pouvoir réel, sérieux, efficace, et c'est pour cela que, dans les grandes révolutions, c'est à eux qu'elle s'en prend. C'est bien vainement que les chartes de 1814 et de 1830 avaient posé comme base essentielle l'irresponsabilité du roi et la responsabilité des ministres. Dans le fait, les rois ont toujours été responsables et les ministres ne l'ont été jamais. Charles X est mort en exil, et M. de Polignac est mort paisiblement à Paris. Louis-Philippe est mort en Angleterre, et, un an après la révolution de février, M. Guizot est rentré aussi complètement dans ses droits politiques que dans son salon.» {Note de V éditeur).

72 La Tribune des Peuplés Le peuple croit que Guizot est toujours là; M. Thiers y est réellement 1. 1 M. Guizot et ses collègues au ministère avaient été décrétés d'accusation au lendemain de la révolution de Février. Ordre était donné de les arrêter partout où on les trouverait, mais déjà on s'était assuré par avance qu'ils s'étaient mis à l'abri en passant la frontière. M. Guizot ne revint à Paris qu'à la fin de 1849. Mais dès le mois de janvier de cette année, il avait lancé une brochure, la Démocratie en France, très violente contre le socialisme, et où il faisait appel à la coalition de toutes les forces conservatrices, politiques, sociales et religieuses, sans distinction de rite ni de nuances pour combattre l'esprit de désordre. En réalité, M. Guizot, qui avait été le ministre du gouvernement des classes moyennes, essayait d'opposer aux classes populaires la digue de tous les intérêts du vieux monde; et, plutôt que de laisser monter une nouvelle couche sociale, il aimait mieux conseiller à la bourgeoisie de rebrousser chemin et de donner la main aux classes de l'ancien régime pour barrer le chemin au peuple. De même que M. Guizot avait proposé, dès 1839, une alliance entre le catholicisme et le protestantisme, sans en excepter une sage philosophie, pour lutter contre l'incrédulité et l'athéisme, il proposait, après 1848, une entente entre le légitimisme et l'orléanisme, sans positivement exclure le républicanisme modéré, pour lutter contre l'anarchie politique et sociale. Il patronna, en 1850, ce que Ton appela la fusion, c'est à dire la réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon. Il est le premier qui ait formulé ainsi la nécessité de cette sorte de sainte alliance intérieure. Elle avait eu pour précurseur M. Thiers, qui, par son livre la Propriété, publié d'abord en articles par le Constitutionnel, fut posé en drapeau contre Proudhon; elle eut son organe dans le club de la rue de Poitiers, et son expression finale dans le mot de M. de Montai e m bert: «Une guerre de Rome à l'intérieur». M. Guizot, après sa rentrée en France, publia, en 1860, son volume: Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi? dans lequel il osa glorifier le général Monck d'avoir été le promoteur de la restauration anglaise, et l'offrit en exemple aux généraux français. Le général Changarnier ne se blessait pas de la comparaison et laissait espérer qu'on pourrait trouver en lui l'étoffe d'un Monck français. M. Thiers et ses amis, Odilon-Barrot, Billaut, etc., se rallièrent à la république. Mais M. Thiers se posa presque aussitôt en défenseur de la propriété, de la famille, de la religion. La propriété venait au premier

La responsabilité du pouvoir 73 Pourquoi le peuple, après l'épreuve de ce pauvre trimestre gouvernemental !, continue-t-il à espérer toujours beaucoup de Louis-Napoléon ? Pourquoi s'obstine-t-il à l'absoudre de tout ce dont on accuse son gouvernement ? Le pourquoi, le peuple ne le dit pas. Nous cherchons à nous l'expliquer, car, le 10 décembre, nous étions de l'avis du peuple. Lors de la proclamation de la République, ce que tout le monde trouvait de plus urgent, c'était d'en assurer l'existence et la durée, de faire sortir du sein de la République nouvelle un gouvernement nouveau qui s'identifiât avec les principes que la République a fait triompher et les intérêts qu'elle allait faire naître, un gouvernement qui devint autant que possible la personnification de l'état de choses nouveau opposé aux vieux principes, aux vieux intérêts et aux vieilles rangs, la religion au dernier. Ayant échoué aux élections générales, il occupa ses loisirs à son volume de la Propriété. Il fut élu aux élections partielles, le 4 juin, à Paris. Son nom servant de ralliement à la réaction, M. Thiers fut son candidat réussi dans les départements comme dans la capitale, à Rouen, Alençon, Laval, Bordeaux. Quand il entra dans l'Assemblée, le corps de la contre-révolution trouva sa tête. On organisa ce qu'on appelait le grand parti de Tordre. Ils acceptaient le mot de république provisoirement. «La république est le mot qui nous divise le moins,» disait M. Thiers, et Ton se faisait les plus étranges concessions. M. Thiers, le rapporteur de la loi d'expulsion des jésuites en 1844. donnait la main à M. de Montalembert et devenait le rapporteur de la restauration pontificale par la France (Oct. 1849). On retrouve la main de M. Thiers dans toutes les lois liberticides contre les clubs, le droit d'association, la presse, etc. Au 31 mai 1850, il fut l'un des premiers instigateurs de la restriction du suffrage universel. C'est dans cette discussion qu'il laissa échapper contre le peuple le mot de vile multitude. Le peuple, on le voit, avait raison de redouter ce mauvais génie. (Note de l'éditeur). 1 De décembre 1848 à mars 1849. (Note de l'éditeur).

74 La Tribune des Peuples individualités. Il était également urgent d'enlever aux partisans de l'ancienne dynastie, ainsi qu'aux rois et aux aristocrates étrangers, leurs protecteurs, tout espoir de rétablir la royauté en France. Le nom de Louis-Napoléon répondait à ces besoins du moment. Tout homme politique, libre des préjugés de parti, avouera que, pour le duc de Bordeaux et les membres de la famille de Louis-Philippe, le nom de Louis-Napoléon est un obstacle plus difficile à vaincre que ne le serait toute la popularité de M. Dupont (de l'Eure) et de M. de Lamartine. L'étranger redoute de même le nom de Napoléon; il se rappelle l'avoir vu inscrit sur les drapeaux que l'on a promenés dans toutes les capitales de l'Europe. Pour l'étranger, Napoléon, c'est la France révolutionnaire, victorieuse et toute-puissante. Ce nom et l'idée qu'il représente, devenus l'expression du vœu populaire, excluaient toute possibilité de ces alliances trompeuses à l'aide desquelles l'étranger a neutralisé la politique française. En effet, y a-t-il probabilité raisonnable, y a-t-il possibilité que Louis-Napoléon veuille ou ose jamais s'allier avec la contre-révolution européenne, et rentrer dans ce que MM. Guizot et Thiers appelaient le concert européen? Si Louis-Napoléon était jamais tenté d'abjurer les principes révolutionnaires, comme l'a fait Napoléon en se liant avec l'Autriche, s'il oubliait ses traditions de famille, comme Murât lors de la chute de L'Empire, il n'aurait qu'à se rappeler Sainte-Hélène et la fusillade du Pizzo. Cependant, ces considérations ne sont pas les seules qui nous portent à regarder le choix du 10 décembre comme providentiel J. 1 «La totalité des suffrages exprimés (le 10 décembre) pour la nomination du président de la République est de 7,327,226. I

La responsabilité du pouvoir 75 L'intérêt républicain n'est pas le seul que le gouvernement actuel de la France est appelé à garantir. Il y a au fond des peuples républicains et de ceux qui aspirent à se constituer en républiques un ferment socialiste qui ne cessera de lever les masses. C'est là que résident toutes les forces vitales des Etats nouveaux; c'est de là que viendront tous leurs dangers futurs. Nous croyons que le gouvernement est en position de profiter de toutes ces forces nouvelles en en empêchant l'abus. Notre tâche sera d'examiner sous toutes ses faces cette question décisive pour la France et très-importante pour l'étranger. IL 20 mars 1849. C'est donc un fait démontré qu'entre la France révolutionnaire et la vieille Europe il y a inimitié irréconciliable; l'histoire de la Restauration et du règne de Louis-Philippe n'est qu'une suite des efforts du roi et des ministres pour nier ce fait, pour en empêcher l'éclat et en prévenir les conséquences. «Pourquoi (disaient le roi et les ministres) serions-nous condamnés à être perpétuellement en guerre avec tout le monde? La guerre, c'est la barbarie: il n'y a qu'une nécessité Louis-Napoléon Bonaparte a obtenu 5,434,226 Le général Cavaignac 1,444,107 Ledru-Uollin 370,119 Raspail 36,020 Lamartine 17,210 Le général Changarnier 4,690 Voix diverses et perdues , 12,600» (Rapport à l'Assemblée nationale le 20 décembre 1848).

76 La Tribune des Peuples absolue, qu'un intérêt immédiat, le salut du peuple, par exemple, l'intérêt de la défense nationale, qui puissent l'excuser. Personne ne nous menace; on nous laisse jouir de notre liberté intérieure, dont la conquête a déjà tant coûté à nos pères; voudrions-nous la compromettre en nous lançant dans des entreprises humanitaires au-dessus des forces et des ressources d'une seule nation ? «La Convention a été abandonnée par le peuple français pour avoir voulu être plus populaire que le peuple lui-même; Napoléon perdit l'appui de l'esprit révolutionnaire parce qu'en sa qualité de représentant de la Révolution il a commis contre les rois, contre l'Église officielle et les aristocraties étrangères des attentats que la Révolution française n'a plus voulu prendre sous sa responsabilité. Soyons donc sages. Par respect pour la Convention, abstenons-nous de ces hardiesses humanitaires qu'elle-même blâma et punit plus d'une fois; méditons l'histoire de Napoléon. Vouloir aller plus loin que Napoléon, ce serait du Donquichottisme. Le sang français n'appartient qu'à la France. Consultons la France! c'est-à-dire la Chambre des pairs et la Chambre des députés.» Or, toutes les fois que les Chambres étaient appelées en consultation sur ces graves sujets, elles répondaient que, en fait de révolutions, la France n'en connaissait qu'une qui fût nécessaire, légitime et providentielle: la révolution de Juillet; encore n'était-elle nécessaire, légitime et providentielle qu'en ce qu'elle avait en elle de dynastique et de gouvernemental. Les moyens de la révolution de Juillet étaient mauvais, mais la fin c'est-à-dire l'établissement de la famille d'Orléans, justifie les moyens. Les mêmes Chambres, consultées par le ministre Thiers, déclaraient abandonner définitivement la Pologne, l'Italie, l'Allemagne, la Grèce, l'Orient, tout le terrain politique en

La responsabilité du pouvoir 11 fin, depuis le mont Liban jusqu'à l'enceinte continue K Les mêmes Chambres, consultées par le ministre Guizot, trouvèrent difficile de défendre même cette enceinte continue. On laissa l'étranger entrer au nom de la France jusque dans les conseils du roi des Français. Quant à la protestation des vrais représentants de la France, hommes sans position sociale, sans emplois, hommes sans nom; hommes en blouses et en casquettes, qui, le jour même où Louis-Philippe s'était décidé à continuer la vieille royauté comme membre solidaire et responsable de la vieille société, se dressèrent devant lui comme opposition révolutionnaire en répondant à chaque nouvelle création d'un ministère par la création d'un nouveau journal indépendant, à chaque manifestation menteuse des Chambres royalistes par une émeute populaire, à chaque compliment mensonger des hauts dignitaires par un cri de douleur, d'indignation et de mépris, mettant en face des Lafayette, des Laffitte et de tout ce qui s'en est suivi, jusqu'au président Séguier, les Carrel, les Garnier-Pagès aîné 2, les Lamarque, les d'Harcourt (duc et pair de France, mais ennemi de la vieille Europe), les Barbes; quant à cette opposition, quant à la France représentée par ces organes-là, on n'en a tenu officiellement aucun compte jusqu'à la révolution de Février inclusivement. Carrel, Garnier-Pagès, Barbes poussaient la France à la guerre; on disait que c'étaient des hommes de clubs et de sociétés secrètes. La France, celle du palais du Luxembourg, et du Palais-Bourbon, voulait la paix, la paix à tout prix. La paix à tout prix a été proclamée et maintenue au nom 1 M. Thiers, comme premier ministre, lit voter les fortifications de Paris et les forts détachés (le 10 septembre 1840), ce qu'on appela l'embastillement de Paris. Cela coûta quatre cents millions. (Note de l'éditeur). 1 Mort en 1841. [Note de Véditeur).

78 La Tribune des Peuples des intérêts du peuple français: «Le peuple, disait-on, a peur de l'impôt beaucoup plus qu'il ne craint les Cosaques. Le peuple français accepterait les Cosaques à condition de ne pas payer les centimes additionnels. Si Ton contrariait ses instincts d'avidité et ses habitudes de lâcheté; si on lui demandait des impôts pour faire la guerre et des conscrits pour la faire réussir, il serait capable de se révolter. Le peuple viendrait nous forcer, les armes à la main, de nous soumettre aux Cosaques. Nous nous résignerions à accepter les Cosa- j ques, s'ils nous étaient imposés par la volonté du peuple français! *» Le mensonge royal et parlementaire qui a si longtemps régné et gouverné conserve sa contenance légale, son aplomb diplomatique, et continue à se poser en face du peuple en vrai représentant de la France. Toute cette politique de mensonges se résume en ceci: «Nous, rois, ministres, députés, nous avons été cupides, lâches, méticuleux, par cette raison que la France que nous représentons est lâche, cupide et méticuleuse; nous ne pouvons pas prendre sur nous envers nos commettants la responsabilité d'une action quelconque qui pût être accusée ou même soupçonnée d'honnêteté, de désintéressement ou de tendance à l'héroïsme. «Nous sommes responsables. Le pouvoir, depuis la révolution de Février, est responsable. Le dernier commis est responsable au même titre que le chef de l'État Si nous compromettons nos rapports avec les légations et les ambassades étrangères qui représentent seules l'étranger, c'est-à-dire l'Europe, et par conséquent le monde entier, le peuple français nous accusera des crimes qu'il a le plus en horreur, 1 t Plutôt les Russes que les rouges, écrivait en 1850 le journal V Assemblée nationale au lendemain de l'élection de de Flotte, Vidal et Car- I not par le peuple de Paris. (Note de l'éditeur).

La responsabilité du pouvoir 79 il nous condamnera comme coupables de tendances révolutionnaires et héroïques.» Malgré toute la vulgarité, l'absurdité et le ridicule de ces arguments royaux et ministériels, il a été difficile d'y répondre avant la révolution de Février et l'élection du 10 décembre. Nos adversaires, hommes du pouvoir, opposaient toujours leur responsabilité à nous autres révolutionnaires légalement irresponsables. Ceux d'entre nous qui ont occupé une position gouvernementale quelconque, comme chefs d'un club, d'une société secrète ou d'un peloton de soldats, respectent les scrupules de tout homme responsable de la destinée de ses semblables; mais y aurait-il réellement pour le gouvernement un motif de crainte, s'il osait assumer sur lui la responsabilité d'agir en gouvernement révolutionnaire vis à vis de l'Europe ? La révolution de Février appela au gouvernement les hommes qui passaient pour les ennemis les plus acharnés de l'influence étrangère, les défenseurs les plus éloquents de l'Italie, de la Pologne, des chrétiens du Liban, les adversaires les plus opiniâtres du système russo-autrichien. Le personnel du gouvernement provisoire était un défi adressé à l'Europe. Le gouvernement provisoire n'a pas compris la pensée que le peuple le chargeait d'expliquer et de réaliser. Le gouvernement provisoire n'osa accepter le brevet de chef de l'armée révolutionnaire de la République universelle. Les hommes du gouvernement provisoire n'ont pas même eu le courage d'un héraut d'armes, d'un officier d'ordonnance porteurs d'un ultimatum: tant cet ultimatum leur apparut compromettant pour leur responsabilité d'hommes d'État et d'orateurs parlementaires: Le gouvernement provisoire ayant ainsi suffisamment prouvé que, dans ses rapports avec l'Europe, il ne sortirait pas du cercle d'idées de Louis-Philippe et des limites d'ac

80 La Tribune des Peuples tion fixées par Guizot et Thiers, le gouvernement provisoire s'étant déclaré solidaire des traités conclus entre l'Europe coalisée et les transfuges de Waterloo, le peuple crut nécessaire de renforcer le défi qu'il avait porté en Février à l'Europe, en y ajoutant la menace du 10 décembre. Ces enseignements suffisent-ils au gouvernement actuel? Peu fait pour comprendre le langage bruyant des pavés et des coups de fusil, saisira-t-il du moins le sens de la parole populaire précisée par le vote du 10 décembre? Persistera-t-il toujours à dire que, s'il craint d'offenser en quoi que ce soit les rois de l'Europe, c'est qu'il a peur du peuple français, qui pourrait bien le rendre responsable de ce qu'il aurait entrepris contre les ennemis du peuple français? L'ITALIE MANQUE D'ARGENT! Lundi 19 mars 1849. Des plaintes nous parviennent de toutes les parties de l'Italie sur le manque d'argent pour le soutien de la sainte cause de l'indépendance. Cette pénurie, dans un moment aussi décisif pour les peuples de la Péninsule, ne peut que soulever l'indignation de tous les amis de la liberté. «L'Italie manque d'argent,» c'est là un mot incompréhensible aussi bien pour les vrais patriotes que pour les financiers de toute l'Europe! La patrie est en danger, diront les premiers, le pays est en proie à l'envahisseur barbare et pillard, et on hésite encore à envoyer des soldats, à leur donner des armes, à leur fournir des vêtements? On veut faire la guerre, ajouteront les hommes de calcul, on se plaint du manque d'argent, mais ne savons-nous pas que l'Italie est un des pays les plus riches d'Europe; que, d'après des données

L'Italie manqué d'argent 81 statistiques incontestables, les deux villes de Milan et de Gênes renferment beaucoup plus de richesses en numéraire et n objets précieux que n'en possède la ville de Paris, si Ton n excepte la Banque et. le Trésor qui appartiennent à la naon et non à sa capitale. Et la République romaine l, qu'atelle donc fait de tous ?s trésors enfouis dans les couvents, comment a-t-elle disosé des biens du clergé, des cardinaux et des grands bééficiaries de l'Église? Comment se fait-il enfin que Radetzki rouve le moyen de lever des contributions immenses sur ?s Milanais, de pressurer en vingt-quatre heures Ferrare l'un demi-million, d'entretenir ses bandes par l'exaction et e pillage, tandis que le parti national crie misère et n'a pas de quoi vêtir ni armer ses soldats? L'argent donc ne manque pas, mais ce qui manque, c'est le dévouement de cette partie de la nation qui le possède; ce qui manque, c'est le cœur à l'aristocratie, c'est la décision aux révolutionnaires. Et en effet n'avons-nous pas vu un prince milanais refusant un de ses bons chevaux à la cause nationale et, après que Radetzki eut pris Milan et pillé son palais, fuyant avec des millions pour aller enrôler les Suisses, quant tout était déjà perdu? Ne voyons-nous pas chaque jour de grands seigneurs italiens dépenser splendidement, à l'étranger, des fonds dont la moitié employée pour la cause de l'indépendance en hâterait le triomphe? Quant aux révolutionnaires italiens, n'avons-nous pas vu l'indolent peuple modénais et les habitants de Parme courir à la recherche de l'argent, en passant chaque jour à côté des 1 Le pape s'étant enfui de Rome le 25 novembre 184*8, le 21 janvier 1849 les électeurs furent convoqués à l'effet de nommer des députés par le suffrage universel et direct, l'Assemblée ainsi élue proclama la République le 9 février. (Note de l'éditeur). 6

82 La Tribune des Peuples palais des ducs chassés, palais remplis d'argenterie et d'objets précieux! Le moyens que les révolutionnaires repoussent aujourd'hui serviront demain à la réaction pour anéantir la liberté; nous conseillons, par conséquent, aux républicains de Rome et de Toscane¹ de prendre d'avance leurs mesures, de se rappeler que dans de certaines situations l'indolence et l'indifférence surtout doivent être considérées comme les plus grands crimes envers la patrie, que dans une révolution on doit être révolutionnaire, et que, si on ne l'est pas, on tombe. Que craignent donc les Italiens pour procéder franchement dans la voie de la révolution ? Redoutent-ils ce qu'ils appellent le blâme de l'Europe, c'est-à-dire les déclamations du Journal des Débats, les sarcasmes de la Presse ou bien les capucinades du Constitutionnel? Ah! à cet égard, il suffit que l'Italie veuille de la liberté pour que la réaction lui jette l'insulte au visage. Que les républicains d'Italie sachent bien, une fois pour toutes, qu'ils auraient beau agir de la manière la plus réservée, le parti réactionnaire de l'Europe ne les en traiterait pas moins de misérables et de brigands. Aux yeux des hommes ministériels des grandes puissances, Radetzki qui pille, qui ordonne des fusillades et des massacres, qui dévaste le pays au nom des principes monarchiques, sera toujours le plus digne représentant des idées d'ordre et de l'égalité *. 1 Le 26 juin 1848, le grand-duc inaugura en Toscane le régime parlementaire, le 30 janvier 1849 Léopold II s'enfuyait du palais Pitti, le 8 février l'Assemblée nommait un gouvernement provisoire composé de Joseph Montanelli, de Guerrazzi et de Mazzoni, le 6 mai 1849 dix-huit mille Autrichiens réoccupaient la Toscane. (Noie de V éditeur). 1 C'est vainement en effet que l'on chercherait dans les journaux conservateurs de l'époque l'ombre d'un blâme sur les terribles exécu

Re\$ponêàbMté du roi Otaries-Albert 83 La seule justification digne des révolutionnaires italiens, c'est le triomphe de la république, c'est avant tout l'expulsion des Autrichiens du sol de la patrie.

RESPONSABILITÉ DU ROI CHARLES-ALBERT ENVERS LE PEUPLE ITALIEN. Mercredi 21 mars 1849. ' Le roi Charles-Albert, l'homme le plus puissant de l'Italie, le représentant légal des royautes et des aristocraties italiennes, déclare la guerre à l'Autriche *. Il se décide enfin à assumer sur lui la responsabilité de représentant des intérêts révolutionnaires de la Péninsule. Il se détache des aristocrates pié mon tais; il se déclare libre des influences rétrogrades du rois de Naples, du grand-duc de Toscane et du pape. Il a enfin compris le vœu de la grande nation italienne, dont le peuple piémontais ne fait qu'une partie. Il a le courage de désobéir à l'Angleterre et par conséquent à la diplomatie française. Esclave jusqu'à présent de l'omnipotence anglaise, il risque sa couronne, sa position légale comme membre du grand conseil des rois et des aristocrates, pour remplir ses devoirs d'homme, de citoyen, d'Italien. Le concours des circonstances, la dure nécessité a fait comprendre au roi de Piémont ce qu'il s'est obstiné jusqu'auons de Naples (15 mai 1848), de Messine (90 septembre 1848), de Brescia (HO mars et 1er avril 1849), de Palerme (8, 9 et 10 mai 1849), etc. (Note de l'éditeur). 1 L'armée piémontaise s'ébranla le 20 mars 1849. jour où expirait l'armistice Salasco, fut vaincue le 23 mars à Novare, le 26 mars VictorEmmanuel subit les conditions de Hadetzki, le 28 juillet Charles-Albert mourut a Oporto. (Noie de l'éditeur). 6*

84 La Tribune des Peuples jourd'hui à ignorer. Que voulait en effet l'Italie, que voulaient les vrais Italiens, que disaient au roi les Polonais, les Français, accourus pour défendre l'Italie ? Us ne voulaient qu'une seule et unique chose: la guerre! La guerre résumait tous les besoins, tous les intérêts, toutes les espérances de l'Italie; mais une guerre franche, une guerre sans paix ni trêve, une guerre de nationalités souffrantes contre le vieux système politique, oppresseur-né des nationalités. Charles-Albert a, sans doute, déjà triomphé des ennemis les plus dangereux, de ceux dont il a eu à subir les attaques immédiates et journalières, dirigées contre sa conscience de catholique et contre l'idée qu'il se faisait d'abord de ses devoirs de roi. Du moment où Charles-Albert laissa soupçonner son désir secret de racheter les crimes royaux de la maison de Savoie; du moment où le peuple, avec son instinct divinatoire, salua ce roi comme libérateur futur de la nationalité italienne, de ce moment-là tout ce qu'il y avait de plus fin, de plus sagace dans le parti rétrograde, les jeunes jésuites et les vieux diplomates, combinèrent leurs efforts pour enlever aux peuples de l'Italie leur dernière espérance. Ils voulaient arracher, disaient-ils, l'âme de Charles-Albert à l'enfer. L'enfer, à leurs yeux, c'est l'ordre des choses nouveau, ce sont les droits des citoyens, les nationalités, les chambres nommées par le peuple, le suffrage universel, les clubs, la liberté de la presse; enfin, tout ce qui constitue la vie politique moderne. Le ciel, c'est l'alliance avec un pape monarque, avec l'Autriche alliée de ce monarque et s'appuyant à son tour sur l'alliance de la Russie, sur celle des jésuites et des catholiques officiels, leurs partisans, tous alliés naturels de la cause que Charles-Albert, selon eux, est appelé à défendre. Pour nous, qui apprécions les hommes d'après leurs actions, nous nous unissons de tout cœur à l'Italie entière, dans sa joie d'avoir enfin trouvé un roi qui ose agir en homme

Responsabilité du roi Charles-Albert 86 nouveau, en homme national, en honnête homme, en citoyen. Une seule action du roi a fait ce que ses adhérents n'ont pu accomplir par toutes leurs déclamations parlementaires et toutes les clameurs de leur presse officielle. Le manifeste du roi \ qui est certes une action, a mis d'accord les opinions et les tendances diverses dans leur expression, mais identiques quant au but. L'Italie n'a qu'un but pour aujourd'hui. Ce qu'il y a de vraiment italien parmi les nobles du Piémont, les conservateurs de Milan et les bourgeois de Venise, s'est fondu avec l'élément que la presse réactionnaire de l'Angleterre et de la France s'obstine à appeler tnazzinien. 1 Il s'agit du manifeste que Charles-Albert publia après avoir, le 12 mars, dénoncé l'armistice, et que signèrent les ministres Chiodo, de Ferrari, Ratazzi, Sineo, Cadorna, Tecchio, Baffa. En voici les passages les plus saillants. «Le gouvernement sarde ne renie pas la responsabilité d'avoir commencé la guerre de l'indépendance italienne; bien loin delà, il s'honore d'avoir eu le courage d'entreprendre une œuvre aussi chanceuse. Il savait qu'en le faisant, il répondait aux vœux des peuples, et travaillait au triomphe des plus saintes causes de l'ordre social et de l'humanité. «L'Autriche met en avant les traités de 1815, quand elle les a déchirés par l'occupation violente de Cracovie contre laquelle les protestations de toute l'Europe résonnent encore. Si les traités décident des questions pendantes entre les peuples, ils ne peuvent pas déoïder de l'existence des peuples eux-mêmes, parce qu'ils ne peuvent pas effacer la langue, l'histoire, et faire qu'un fait passager, résultat de la force brutale, prévale à perpétuité contre les lois placées par la nature et par la Providence. L'Italie doit exister par elle-même, non pas dans la géographie et dans la statistique, mais dans le congrès des nations civilisées. «Le gouvernement sarde prend à témoin de la justice de sa cause toutes les nations civilisées, il en appelle à tous les peuples qui, jadis ou récemment ont combattu ou combattent encore pour l'indépendance, et savent combien sa privation est amère, combien sa conquête est difficile. «Cette cause est sainte comme le droit de tous les peuples à posséder le sol où Dieu les a placés, elle est grande comme les noms et les souvenirs de l'Italie.» (Note de V éditeur).

86 La Tribune des Peuples Le citoyen Mazzini s'est levé le premier à la Chambre de la République romaine pour tendre fraternellement la main au roi Charles- Albert I. Charles-Albert dès aujourd'hui est responsable du salut de l'Italie. Ce qu'il aura accompli dans l'intérêt du peuple italien couvrira sa responsabilité de roi de Piémont envers ses concitoyens piémontais. Grand enseignement que donne là au gouvernement de cette France, initiatrice des révolutions par nature, par position et par intérêt, un roi devenu révolutionnaire par une inspiration subite et inespérée de la conscience. La position de la France à l'égard de l'Europe est de tous points analogue à celle du Piémont en Italie. Les Polonais, les Bohèmes, les Slaves, et tous les hommes d'avenir en Allemagne, sont à la France ce que les Lombards, les Vénitiens, les Parmesans, les Modénais et les Romains sont au Piémont Le Piémont a une armée, un trésor et il vient de trouver un chef national: la France, cette grande et riche armée de l'Europe, n'attend qu'un chef européen! Déjà La Fayette 8 n'envisageait les nations de l'Europe que comme différentes fractions du peuple européen. Ce qu'un chef de la France européenne aurait fait dans l'intérêt 1 Le gouvernement piémontais envoya le député Valerio à Rome, afin d'en obtenir des secours pour la guerre, Certains républicains formalistes voulaient qu'on ne prêtât aucun concours à un roi. Nous avons cité les paroles de Mazzini. Les dames présentes à la séance mémorable du 18 mars jetèrent leurs bijoux aux pieds du président (Note de l'éditeur). * «Il a été de tout temps reconnu, disait La Fayette, le 9 avril 1832, que la grande famille européenne se divise en plusieurs sections. .. Ces distinctions, dans les temps de barbarie, ont été envenimées par des sympathies jalouses et des préjugés absurdes, que les chefs des peuples ont beaucoup trop prolongés, parce qu'ils y trouvaient une garantie pour le despotisme et l'aristocratie, et pour leurs projets ambitieux. Mais à mesure que la civilisation s'est étendue, ces préjugés se sont dis

De la persécution de la presse 87 de cette grande république composée de toutes ces nationalités, couvrirait sa responsabilité de chef de la République française envers ses concitoyens. DE LA PERSÉCUTION DE LA PRESSE 22 mars 1849. Depuis un certain temps les saisies de journaux populaires et les condamnations ne discontinuent pas. Nous Savons combien il est inutile de dire aux ministres actuels de la République ce qu'ils ont tant de fois dit, comme membres de l'opposition, aux ministres de Louis-Philippe. On commence généralement à considérer comme un axiome constitutionnel que les promesses d'un Barrot avocat ou d'un Faucher journaliste n'obligent en rien le Président du Conseil et son collègue le ministre de l'intérieur. On en appelle même à l'histoire pour prouver que jamais une idée ou une passion ne s'est emparée du pouvoir qu'à condition de se renier elle-même. Nous croyons au contraire que ce cynisme d'apostasie, érigé en axiome¹, est un mal politique tout nouveau qui caractérise notre époque. Il y a eu, sîpés, et nous touchons à l'époque où les peuples finiront par comprendre que le bien qui arrive à l'un d'entre eux est un bien pour tous, et qu'une conquête de la liberté réagit sur toutes les autres nations.» Napoléon Ier a dit dans ce même esprit: «Tant qu'on se battra en Europe, il y aura guerre oivile.» (Note de V éditeur). 1 Ces mots : «C'est le cynisme de l'apostasie,» furent pour la première fois jetés à la face de M. Guizot par le député Luneau, qui fut commissaire de la République en 1848, quand, dans la séance du 15 janvier 1844, ce ministre se vanta d'avoir déserté le drapeau de son pays pour passer à l'étranger, et d'avoir couru rejoindre Louis XVIII à Gand, pour y attendre que Watterloo lui permit de rentrer à Paris aveo les alliés. (NoU de l'éditeur).

88 La Tribune des Peuples dans l'ancienne Rome, des ministres et des accusateurs publics qui sévissaient sans pitié contre les clubs, les mouvements socialistes et même les écrits des chrétiens. On traitait ces chrétiens de mangeurs d'hommes, on les forçait, par les tortures de la question, à expliquer aux prêtres de Jupiter, aux délégués de l'empereur-Dieu et au public païen du prétoire les mystères de la cène. Les écrits «infâmes» que la police d'alors recherchait partout, c'étaient les épîtres des saint Pierre et des saint Paul. Nous savons tout cela; mais jamais un chrétien, élevé au rang de ministre ou de préfet de Rome, n'a donné l'exemple de l'apostasie, n'a sévi contre les siens. L'histoire, au contraire, est pleine d'exemples de proconsuls et de préteurs déposant au pied du tribunal leurs toges et leurs faisceaux pour partager le sort des accusés qu'ils étaient appelés à condamner. L'apostasie, telle que nous la voyons devant nos yeux, est un phénomène nouveau, plus difficile à expliquer qu'on ne pourrait se l'imaginer. Sous le règne de Louis-Philippe, ce fait semblait résulter de l'idée gouvernementale. Le gouvernement d'alors proclamait le culte des intérêts matériels; tout s'expliquait par l'intérêt. Pour apprécier l'opportunité d'un réquisitoire, pour saisir le sens d'une condamnation, on n'avait qu'à évaluer ce que cela rapportait, en argent ou en places, aux ministres, aux procureurs, à leurs familles et à leurs adhérents! Il n'en est pas ainsi de nos ministres et peut-être même de nos procureurs du jour. Le citoyen Barrot a généralement la réputation d'homme intègre; ses collègues, ceux du moins qui sont un peu connus, passent aussi pour d'honnêtes gens. Désintéressés au point de vue de l'argent, d'où leur vient donc cette colère anti-révolutionnaire, cette soif de persécutions, à ces hommes d'une nature si peu passionnée, dont quelques-uns même n'ont qu'une ambition factice?

22 mars 1849 89 C'est qu'en réalité ils ne sont que les instruments d'une faction qui, chassée des Tuileries par le peuple, en février, règne et gouverne aujourd'hui à l'Elysée. Cette faction a trouvé dans le ministère le corps le plus propre pour s'y incarner. En effet, qu'est-il donc ce ministère, sans foi, sans idée et sans initiative, qu'est-il par lui-même, sinon un corps sans âme? Ainsi la force persécutrice lui vient de dehors; son fiel, ses haines, ses craintes, il les emprunte à l'ancien ordre de choses, à ses amis politiques, à ses collègues d'autrefois, aux procureurs, aux financiers et aux généraux de la monarchie, aux Dupin, aux d'Argout¹, aux Fould et aux Bugeaud! Le remède du mal est dans les élections. C'est au peuple à voir s'il veut laisser à ces hommes le pouvoir réel après avoir donné à d'autres le pouvoir nominal. 22 mars 1849. La Presse² persiste à défendre la liberté des clubs. Elle prouve par les déductions d'une logique rigoureuse que la 1 Le comte d'Argout fut préfet sous Napoléon Ier, conseiller d'État, puis pair de France sous les Bourbons, pendant les journées de juillet négociateur impuissant de Charles X avec l'insurrection triomphante, collègue de Casimir Périer, qu'il seconda dans son abandon des peuples, collègue ensuite de Thiers et de Guizot, et inaugurant en février 1834, comme ministre de l'intérieur, au moyen d'agents de police déguisés et munis de gourdins, ces assommades d'une foule désarmée qui «ont restées un des procédés de la police française; régent de la Banque de France sous la République, sénateur sous Napoléon III. (Noie de l'éditeur). * La Presse, journal fondé en juillet 1836, par M. de Girardin, qui le premier donna son journal à 40 francs, et trouva cependant le moyen de s'enrichir en se mettant au service des compagnies financières contre leurs actionnaires et des gouvernements oppresseurs contre leurs victimes. Armand Carrel, le défenseur de la Pologne, protesta contre ce que M. de Girardin appelait la démocratisation, et qui n'était que l'avi

90 La Tribune des Peuples défense de parler implique dans l'avenir l'ordre de se taire. En Amérique, on a la liberté de tout dire; en Russie, on est de par la loi, forcé de dire ce que dit le gouvernement, république américaine et l'autocratie russe sont dans la même logique. La France continue à flotter entre ces deux nécessités également logiques. A l'appui des arguments de la Presse, nous citerons une anecdote russe. Le jour où Ton exécuteur le colonel Pesl condamné comme conspirateur, son père, le sénateur Pesl était obligé de paraître à la cour; et non-seulement d'y paraître, mais d'y avoir une contenance légale, de prendre part aux conversations. La loi russe lui défendait le silence. Or, il est certain que les mesures essayées par le gouvernement français contre la liberté de la parole conduisent tellement jusqu'à l'ordre de parler en faveur du gouvernement. Nous nous posons une question que le public, nous sommes sûr, se fait chaque jour en lisant la Presse. Pourquoi cette même Presse, qui défend avec tant d'habileté toutes les libertés en théorie, les combat-elle avec tant d'acharnement dans l'application ? La Presse sait très-bien que dans la guerre de la Pologne contre la Russie, dans la guerre l'Italie contre l'Autriche, dans la guerre slave et hongroise contre les dynasties et les diplomaties actuelles, il ne s'agit pas d'une autre question que de celle que la Presse vient préciser, question de savoir si l'Europe réussira ou non à conquérir toutes les libertés sociales. Pourquoi donc la Presse, d'ordinaire si logique, prend-elle la défense du système russe, autrichien et papal, diamétralement opposé au système qu'elle semble défendre si loyalement du journalisme. Il fut tué en duel par M. de Girardin, qui continua plus tard dans la Liberté ses apologies de la Russie, en continuant à chaque mauvaise cause d'inépuisables sophismes. (Note de l'éditeur).

22 mars 1849 91 France? Serait-ce par défaut de logique? Nous craignons [u'il n'y ait au fond de sa défense une logique dont la proondeur échappe même aux logiciens du Journal des Débats, a logique de feu Talleyrand. Talleyrand, tombé en disgrâce .uprès de Napoléon, n'en continuait pas moins de donner le bons conseils à l'Empereur, mais il en donnait encore en nème temps de meilleurs aux monarques de la coalition. Il lui était logiquement prouvé qu'on ne pouvait vaincre Napoléon qu'à l'aide de l'étranger. Les ennemis les plus hautes de la révolution suivent la même tactique. Ils savent rop bien que si on parvient à détruire définitivement la liberté de la Pologne, si on la détruit définitivement en Italie it en Allemagne, on pourra alors en avoir facilement raison . Paris. Rien de plus logique. 22 mars 1849. Hier, et par deux fois, le citoyen Pierre Leroux¹ a été appelé à l'ordre par M. Marrast. On a même été jusqu'à lui 1 Il s'agit de la séance du 20 mars. Pierre Leroux y prit la parole antre la suppression des clubs: cil y a des hommes qui veulent préciàter les empires vers leur ruine.. . Nous nous demandons si vous vouez la république. Je suis un de ceux qui ont le plus fréquenté les clubs, e n'ai jamais entendu dans les clubs autant de leçons d'immoralité [ue dans cette Assemblée. (A V ordre! à V ordre!) «J'ai vu des ouvriers, nos frères, attentifs pendant des heures enières aux questions les plus ardues que souvent cette Assemblée refuse l'entendre. Je les ai vus, pleins de cette religion de fraternité qu'on ne rouve pas toujours ici. [Rumeurs). «La souveraineté n'existe pas seulement dans le sein de l' Assemblée nationale, elle existe aussi dans chaque citoyen, dans le droit de la tresse, dans le droit de réunion. Si l'état apparent est conforme au principe du suffrage universel, les clubs alors ne sont plus que la conséraence. Ce qu'on poursuit, ce ne sont pas les clubs seulement, c'est le principe d'association, c'est le socialisme. Qui oserait dire que le peuple n'a pas besoin d'être éclairé? Eh bien! les clubs étalent devenus une

92 La Tribune des Peuple* ôter la parole. Ce ne sont pas les théories et les arguments du citoyen Pierre Leroux qui excitent des tempêtes dans la Chambre: la majorité des députés est très- versée dans les théories: elle écoute avec une patience exemplaire des arguments hostiles à ses intérêts du jour, pourvu qu'il n'y ait là rien de sérieux, rien de sincère. Le citoyen Pierre Leroux est un homme de foi; c'est son accent de profonde conviction qui produit sur les consciences paralysées l'effet d'un moxa. LA RUSSIE 23 mars 1849. Il nous arrive des nouvelles très-graves de la Russie. Nous les tenons de bonne source. La Russie continue d'équiper et d'expédier des troupes. espèce de séminaire pour le peuple. Nous voulons la liberté de réunion, nous la voulons, non-seulement pour nous, mais encore pour nos adversaires. Et que diriez-vous si oette entrave à la liberté était un jour tournée contre vous-même ? Je dis cela comme je le dirais de cet échafaud politique que vous venez de relever. (Violente interruption). «Le citoyen Marrast, président: Je rappelle à l'ordre le citoyen I Pierre Leroux. I cLe citoyen Pierre Leroux: Vous allez faire descendre sur la nation française la colère céleste. cLe citoyen président : Je rappelle à l'ordre le citoyen Pierre Leroux. «Le citoyen Pierre Leroux: J'accepte avec bonheur ce rappel à l'ordre. «Le président, après avoir consulté l'Assemblée, retire la parole au citoyen Pierre Leroux.» Malgré le rapporteur de la commission, le citoyen Crémieux, qui se demandait où serait le droit d'association «s'il ne peut y avoir de réunion ni publique, ni secrète, ni périodique,» l'Assemblée adopta, par 378 voix contre 359, un article ainsi conçu: «Les clubs sont interdits.» (Noie de l'éditeur).

La Russie 93 Elle arme des flottes. Les préparatifs militaires qu'elle fait actuellement ne sont comparables qu'à ceux de 1812. D'après des calculs que nous avons tout lieu de croire exacts, la grande armée, disponible en ce moment, se compose de 500,000 hommes. Trois corps campent sur la frontière de la Prusse; deux corps s'approchent de la frontière de la Galicie; le reste, avec la garde impériale destinée à former la réserve, occupe la Lithuanie. L'armée s'attend à chaque instant à recevoir l'ordre de marcher. Personne ne sait encore par où commencera l'attaque. Tout le monde s'accorde à dire qu'on ira combattre la Révolution. L'Empereur lui-même n'en fait pas mystère. Il explique l'attitude qu'il vient de prendre et expose ses plans ultérieurs devant les membres du corps diplomatique et souvent devant des personnes, qui n'étaient pas autrefois admises à l'honneur d'entendre Sa Majesté discuter sur des sujets de cette importance. L'Empereur assure qu'il est de tous les monarques le plus éloigné de toutes idées de conquêtes. Il se contentera, dit-il, de ses possessions héréditaires. Il ne veut pas s'en prendre aux territoires de ses voisins, qui sont ses alliés. Sur ce point, nous croyons à la sincérité de l'Empereur. Il ne veut pas s'en prendre aux territoires des monarques, c'est au principe révolutionnaire qu'il en veut. L'Empereur avoue avoir averti l'Angleterre des dangers de la situation actuelle; lui avoir offert sa coopération pour le rétablissement de la paix en Europe. Il a fait faire de semblables communications à l'Empereur d'Autriche et au roi de Prusse. L'Angleterre n'a pas fait de réponse précise; l'Autriche ne s'est pas décidée; la Prusse persiste à hésiter; la Russie, c'est toujours l'Empereur qui parle, n'a pas pour habitude de se mêler des affaires intérieu

94 La Tribune des Peuples res de ses alliés et elle y est maintenant disposée moins que jamais; elle n'agira pas sans être appelée. Si l'Empereur » permis à ses troupes d'entrer en Transylvanie, ce n'est que sur la demande formelle de son allié, l'Empereur d'Autriche. On ne lui a demandé 20,000 hommes: ils sont là. Qu'on lui en demande 200,000 ils seront encore là. La Russie ne donnera à ses alliés que les secours qu'ils auront trouvé eux-mêmes nécessaires et indispensables pour leur cause. Cette dernière partie de la confiance Impériale ne nous paraît pas avoir le caractère de sincérité que peuvent avoir les protestations de Sa Majesté en ce qui concerne son désintéressement territorial. Les progrès de l'esprit de liberté sont si rapides, la force de l'opinion acquiert une telle puissance que, jusque dans les salons de Pétersbourg, l'Empereur lui-même, le seul homme à qui il soit permis d'être sincère dans son pays, se croit peut-être obligé de dissimuler certaines intentions et certains actes qui pourraient compromettre ses alliés constants, l'Empereur d'Autriche et le roi de Prusse, vis-à-vis de l'opinion européenne. Nous présumons même que, dans ces confidences diplomatiques qui ont pour témoins les salons de Pétersbourg, l'Empereur, pour les mêmes motifs, épargne un peu le gouvernement actuel de la République française. Il lui suppose une probabilité de sympathies pour l'autocratie. Ce qui nous fait douter de la sincérité de Sa Majesté, c'est qu'à Pétersbourg on signale certaines mesures financières et militaires qui semblent prouver qu'il n'y a pas lieu d'accuser l'Empereur d'Autriche de manque de bon vouloir envers la Russie, et que le roi de Prusse n'a pas mérité, de la part de son allié impérial, le reproche d'hésitation. Le cabinet de Vienne, déjà quelques mois avant la Révolution de Février, avait négocié un emprunt de trente millions de florins (75,000,000 de fr.) ou, pour mieux dire, un

La Russie 95 ubside pour une guerre que, de tous les hommes politiques >e l'Europe, l'Empereur de Russie a seul prévue. L'Autriche n'a donc pas manqué de bonnes intentions, nais elle attendait que la Russie lui fournit les moyens de ss réaliser. C'est alors que l'Empereur de Russie autorisa l'Empereur /Autriche à prendre à la Russie de l'argent. Dans cette question capitale d'argent, l'Angleterre s'étant léclarée hors d'état de payer les coalitions contre-révolutionnaires, c'est la Russie qui paraît disposée à prendre à sa harge la solde de toutes les armées de la réaction. A l'heure qu'il est, l'Autriche négocie en Russie un nouel emprunt avec la maison Stieglitz et Cie, un emprunt monsre, à ce qu'on dit On sait que la maison Stieglitz et Cle t'est pas de force à se charger, par elle-même, d'une telle opéation. Aussi ne s'y serait-elle jamais engagée; mais le baron le Stieglitz est le banquier de la cour de Russie. Ce patronage arantit son crédit Il y a pourtant des difficultés dans la négociation. Il s'a;irait de trouver le moyen de donner des garanties suffiantes à la maison Stieglitz, sans compromettre en quoi que e soit le nom de l'Empereur de Russie. Il y a du reste des •récédents. En effet, on a bien su garantir de la part de la lussie les emprunts que Radetzki a faits, il y a un an, en talie, sans que le nom de l'Empereur de Russie fût mêlé à affaire. Les plans militaires et les opérations financières de i Russie embrassent l'Italie. Le maréchal Radetzki n'est, à iroprement parler, que le chef d'un des corps de la grande rmée monarchique, détachés contre la Révolution. C'est de Pétersbourg que Radetzki reçoit sa solde; c'est e là probablement qu'il reçoit des ordres: ce qui est certain, 'est qu'à Pétersbourg on connaît déjà les plans futurs de Ladetzki, et l'on en parle hautement D'après ce qui se dit, tadetzki, dans le cas où il ne pourrait pas tenir campagne

23 mars 1849 97

iraient précédé les événements de Juillet et de Février. Mais >lle d'hier, bien qu'elle ait eu tous les caractères d'un préide de révolution, ne témoignait au fond que d'une irritaon extrême parlementaire. L'Assemblée nationale a certe raison de prendre en face u gouvernement la position d'un ennemi décidé; mais, pour u'elle soit appuyée par le peuple, il faut qu'elle prenne conlaissance des désirs et des vœux du peuple d'aujourd'hui, qui test plus celui de Juillet ni même celui de Février. Les idées populaires ont fait des progrès; le peuple marche toujours, et d'autant plus vite qu'il est moins arrêté par les discussions théorétiques et juridiques. Il ne suffit plus l'appeler le peuple à la défense d'un droit par cette seule raison que c'est un droit; il faut maintenant lui expliquer clairement, pourquoi l'on tient tant à exercer ce droit, quel usage on veut faire de ce droit On combat pour le droit de réunion, pour l'existence des clubs. Nous demanderons aux membres de la minorité ce qu'ils se proposeraient de faire discuter dans les réunions et dans les clubs. Seraient-ce les questions de l'inamovibilité ou de l'amovibilité de tel ou tel magistrat, des traitements lies fonctionnaires publics? Mais c'est là l'affaire de l'Assemblée et de ses comités. Le peuple ne s'enthousiasmera pas pour ces questions-là. Dans les réunions et les clubs de Février, on traitait des réformes sociales, on inaugurait une politique extérieure nouvelle, on parlait de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne. Test au nom de la Pologne que toute la population de Pa•is a été mise en mouvement au 15 mai. Les orateurs des •eu nions et des clubs ne durent leur influence populaire pi'au courage avec lequel ils se déclarèrent les représenants des intérêts populaires européens, trahis par Louis^ilippe et négligés même par le gouvernement provisoire. Si les membres de la minorité osaient parler et agir fran' l

98 La Tribut*

Forcé du pouvoir on France 99 un gouvernement, agissant dans le sens de la nation, n'a eu le droit de se plaindre du manque de moyens d'agir. C'est là une caractéristique qui ne se retrouve chez aucune autre nation du monde. La nation a laissé au Président le choix des ministres: c'est dans ce choix, si on veut et si on sait le bien faire, que réside, encore à cette heure, le secret du pouvoir et des moyens d'action. Qu'est-ce que c'est, en effet, que choisir des ministres? C'est prendre, parmi les hommes politiques du pays, ceux qui en représentent le mieux l'idée et les volontés actuelles. Par ce seul fait que le Président veut les choisir, et qu'ils veulent, eux, lui donner leur concours, ils deviennent maîtres absolus des maréchaux de France, des banquiers, des évêques, en un mot, du pouvoir spirituel autant que l'Église officielle le représente, et du pouvoir temporel, à l'intérieur comme à l'extérieur. Tout dépend donc de la volonté. Le Président, malheureusement, semble ne pas vouloir. Certes, nous concevons combien, dans sa position, il est difficile de vouloir. Il s'est associé un ministère: il y a de ces hommes dont le contact seul vous communique le froid, l'ennui de la torpeur, jusqu'au point de paralyser votre volonté. On attribuait à Louis-Philippe ce pouvoir moral négatif. Les ministres actuels paraissent le posséder au même degré, en leur qualité d'héritiers directs du système de Louis-Philippe. Il n'y a pas moyen, pour une individualité, si puissante qu'elle soit, de neutraliser l'action de tels ennemis: il faut absolument leur déclarer la guerre, il faut les mettre en fuite. Si nous découvrions dans le ministère actuel les moindres indices de bon vouloir, nous lui donnerions le même conseil à l'égard de la majorité de l'Assemblée nationale. Et si ceux qui, dans l'Assemblée, représentent réellement la France, avaient cette volonté d'agir dont nous parlons, au lieu de 7*

100 La Tribune des Peuplée donner vainement des conseils, nous aurions été heureux aujourd'hui d'être appelés à coagir. La situation du gouvernement est si anormale, l'attitude qu'il prend vis-à-vis de la France est si peu nationale, la manière dont il résout les questions qui touchent de plus près le peuple est si peu populaire, que les conseils que nous ne cessons de donner sous mille formes aux hommes du pouvoir, nous sommes, en dernier ressort, obligés de les adresser au peuple. Les élections sont là: que le peuple seulement veuille! L'ÉTRANGER 25 mars 1849. Depuis la journée de Waterloo, c'est toujours l'étranger qui règne et gouverne en France. C'est à l'aide de l'étranger que Talleyrand, aidé des légitimistes, parvint à restaurer la royauté de la branche aînée. C'est par crainte du retour de l'invasion étrangère que la France a supporté le règne de Louis XVIII et de Charles X. C'est pour ne pas trop effaroucher l'étranger que les faiseurs et les exploiters de la révolution de Juillet ont accepté Louis-Philippe, qui, comme prince et allié des princes de l'Europe, représentait par cela même dans la France révolutionnaire un élément étranger. C'est dans l'intérêt de l'étranger que Louis-Philippe envoya une armée à Ancône pour paralyser la révolution en Italie, aux acclamations du parti populaire français, à qui le gouvernement faisait accroire qu'il agissait en faveur de la révolution et contre l'étranger. M. Guizot puisait toutes ses forces gouvernementales à l'étranger. Guidé par l'expérience du plus illustre représen

L'étranger 101 tant du vieux monde, M. de Metternich, le ministre français n'hésitait pas à combattre tout ce qui, en France, surgissait de nouveau et partant d'hostile à l'étranger. Il citait les paroles mêmes de M. de Metternich pour justifier les massacres des Polonais en Galicie. Le grand chancelier de l'Autriche les ayant condamnés comme socialistes, M. Guizot, fort de cette autorité étrangère, se posa pour la première fois en adversaire, en persécuteur du socialisme en France. C'est pour complaire à l'étranger qu'il a embrassé la cause du Sonderbund en Suisse et démontré, du haut de la tribune, l'impossibilité de l'établissement du régime constitutionnel en Italie, le jour même où on le proclamait à Naples, à Florence et à Rome l. 1 Le protestant M. Guizot soutint en Suisse l'ultramontanisme. De même que M. de Lamartine attribue aux cheveau-légers polonais le succès du retour de Napoléon de l'Ile de l'Elbe, M. Guizot ne craint pas, dans ses Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, de grandir étrangement l'influence des rares émigrés dispersés en Suisse. «Les réfugiés politiques italiens, polonais, belges, dit-il, qui avaient échoué dans leurs entreprises d'insurrection ou de conspiration, abondaient en Suisse et poursuivaient de là comme d'un asile inviolable leurs desseins révolutionnaires.! Le parti ultramontain s'étant organisé en 1846 sous le nom de Sonderbund (alliance particulière), et sept cantons ayant adhéré à cette ligue, M. Ochsenbein, président de la Diète helvétique, déclara à M. de Pontois, ambassadeur de France, que, la grande majorité des habitants voulant la dissolution du Sonderbund et l'expulsion des jésuites de la Suisse entière, il fallait que cette volonté s'accomplît. Dès 1845, M. Guizot avait conçu l'idée d'une intervention collective des puissances, mais il voulait que l'Autriche semblât en prendre l'initiative, et par une casuistique digne des jésuites qu'il s'agissait de protéger, il arguait déjà des prétendus vœux secrets des Suisses pour violenter leurs vœux publics. «Pour qu'une action extérieure soit utile et efficace, écrivait-il le 22 mai 1845 à M. E. Périer, chargé d'affaires à Vienne, il faut qu'elle soit évidemment nécessaire, provoquée par les faits et invoquée sinon à haute voix, du moins au fond du cœur par tous les hommes modérés. Sous cette réserve, je reconnais que cette nécessité peut se présenter bientôt et que, si elle se présente, il n'y faudra pas

The text on this page is estimated to be only 28.31% accurate

102 La Tribuna* des Peuples Dans sa crainte de l'étranger, le gouvernement provisoire déclarait, par l'organe du citoyen Lamartine, comme quoi, manquera En février 1848, des régiments autrichiens étaient en marche vers la Suisse, et la France allait occuper Genève et le canton de Vaud, quand la chute de M. Guizot ruina ce projet liberticide. Lors des événements de Galicie, M. Guizot adopta sans bonne foi les assertions du prince de Metternich, dont l'un des principaux organes, l'Observateur autrichien, expliquait de la manière suivante les éborgements organisés par le cabinet de Vienne: «Notre empire jouissait d'une profonde tranquillité; il en a été arraché par l'explosion d'une révolution qui, de l'aveu même de ses auteurs, ne visait à rien moins qu'à un bouleversement social général. Sous le manteau de la religion, prenant pour prétexte l'usurpation politique et l'affranchissement du genre humain de la féodalité, du despotisme, de l'oligarchie, qui n'existent pas chez nous, le polonisme propageait les maximes les plus absurdes du communisme, du socialisme le plus anti-social. Ce démocratisme est venu se briser contre la couche inférieure de la démocratie, contre le peuple lui-même. ! A la séance de la Chambre des députés du 14 mars 1846, M. Guizot, mêlant à ses formules habituelles d'égoïsme international les affirmations les plus audacieusement mensongères, répliquait aux interpellations qui lui étaient faites: «Les magistrats impériaux sont dans la Galicie, les protecteurs, les patrons des droits, des libertés, de la sûreté personnelle de la population des campagnes. Ce n'est point parce qu'on lui a promis 25 francs par tête de noble ou de prêtre que cette population a tenu la conduite qu'elle a tenue. Non, c'est parce qu'elle trouve sa condition meilleure que celle qu'on lui rappelait — Voilà l'explication naturelle, l'explication vraie de ce qui vient de se passer dans ces provinces .. . C'est ainsi que, dès les premiers moments, le prince de Metternich, avec sa sagacité profonde, jugeait la situation et m'en faisait donner avis. Lorsqu'il y a seize ans, mes honorables amis et moi, nous avons adopté et soutenu la politique qui a été depuis pratiquée à l'égard de la Pologne, nous avons pensé que le boucher de la France ne devait pas s'étendre à trop grande distance et au-delà de la nécessité. Aujourd'hui, après seize ans. au moment où nous recueillons les fruits de cette politique, nous ne pensons pas que ce soit le moment de l'abandonner.» M. Guizot, lorsqu'il annonçait devoir recueillir les fruits de sa politique, ne se savait pas

si bon prophète. La révolution du mépris était proche! A la Chambre des pairs, le 19 mars, le même M. Guizot ajoutait:

L'étranger 103 ne reconnaissant plus en principe les traités de 1815, il en acceptait toutefois les faits territoriaux. Or, c'est par le territoire que l'étranger touche à la France et agit politiquement sur elle. Le général Cavaignac, s'il n'avait pas eu peur de l'étranger, aurait cherché son champ de bataille ailleurs que dans cCe n'est pas le gouvernement de juillet qui a reconnu les divers partages de la Pologne; il les a trouvés inscrits définitivement dans le droit public européen. Il est de la sagesse et du devoir des gouvernements de reconnaître les faits qui peuvent être regardés comme accomplis. Ils ne doivent pas pour les chances d'un lointain avenir engager dans des luttes redoutables les populations dont le sort leur est confié. Je ne crois pas qu'il soit permis à personne d'aller porter et sacrifier son propre pays, son propre temps, sur l'autel des mystères de la Providence.» En 1848, au moment où la domination de l'Autriche et les trônes des tyrannicules italiens chancelaient en Italie, M. Guizot venait dire : Aucun bouleversement territorial et politique ne nous est bon au-delà des Alpes.» Le 7 novembre, le prince de Joinville, dans une lettre au duc de Nemours, trouvée aux Tuileries en 1848, confessait que le gouvernement en était réduit «à faire le gendarme en Suisse et à lutter en Italie contre les alliés et les principes de la France.» En janvier 1848, M. de Lamartine se demandait à la tribune pourquoi il fallait «que la France, à l'inverse de sa nature, devint gibeline à Rome, sacerdotale à Berne, autrichienne en Piémont, russe à Cracovie, française nulle part, contrerévolutionnaire partout.» M. Guizot répondait en blâmant les radicaux d'Italie, tous les adversaires du statu quo territorial, tous les partisans de factieuses réformes, et en vantant la modération de l'Autriche, pendant que Radetzki, à la veille d'être chassé de Milan, terminait par cette phrase une proclamation publiée en allemand, en hongrois, en italien et en polonais: «Mort aux ennemis qui, de leurs mains traîtresses, attentent au bonheur et à la paix des puissances.» Mais le réveil de l'Italie préludait à l'explosion parisienne du 24 février. Le 12 février Palerme s'était soulevée, et, à son exemple, la Sicile entière. Tous les princes étaient forcés d'accorder des statuts, le Piémont le 7 février, la Toscane le 9 février, Naples le 10 février, etc. ; les digues étaient rompues, et la cause de l'immobilisme européen allait recevoir échec sur échec. (Note de V éditeur.)

104 La Tribune des Peuples les ruelles de la Cité, du quartier Saint-Denis, et dans les aboutissants du palais de la représentation nationale. Enfin, si le ministère Barrot¹ continue le système des Louis XVIII, des Charles X, des Louis-Philippe, de M. de Lamartine et du général Cavaignac, c'est pour se réconcilier avec l'étranger. Or l'étranger, ce ne sont pas seulement les cabinets de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin; ce sont encore des pays, des peuples, une Italie, une Pologne, des populations slaves et allemandes en guerre avec ces cabinets. Puisque les divers gouvernements de la France ont tiré, jusqu'ici, tant de forces de l'Europe dynastique, que serait-ce donc si un ministère français avait le courage d'en appeler aux forces de l'Europe populaire? Tôt ou tard, quoi qu'on en pense, on sera forcé de trouver un pareil ministère. 26 mars. La Presse continue de défendre avec l'habileté que personne ne lui conteste et avec la puissance de logique à laquelle nous avons rendu justice, la cause de la liberté à l'intérieur. Nous continuons de notre côté à l'engager à défendre cette liberté sur le terrain où se décide son sort futur et nous

1 Le premier ministère de Louis-Napoléon Bonaparte fut ainsi composé le 20 décembre 1848: M. Odilon Barrot, ministre de la justice, chargé de présider le conseil des ministres en l'absence du président de la République; M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères; M. Léon Malleville, ministre de l'intérieur; M. le général Rulhières, ministre de la guerre; M. de Tracy, ministre de la marine et des colonies; M. Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes; M. Léon Faucher, ministre des travaux publics (qui bientôt remplaça M. de Malleville à l'intérieur); M. Bixio, ministre de l'agriculture et du commerce; M. Hippolyte Passy, ministre des finances. (Note de l'éditeur.)

L'Allemagne expliquée par la France 106 l'exhortons à approfondir mieux la question italienne, hongroise et polonaise.

L'ALLEMAGNE EXPLIQUÉE PAR LA FRANCE 27 mars 1849. Pour avoir une idée nette de la lutte politique en Allemagne, du rôle qu'y jouent les partis et les individus, il suffit presque de bien observer ce qui se passe en France. La révolution de Février a fait éclore les révolutions allemandes. Toutes les fois qu'il y a eu du mouvement au quartier-général de la révolution, à Paris, les avant-gardes de la grande armée révolutionnaire se sont mises en mouvement à Francfort, à Vienne et à Berlin. La réaction, triomphante à Paris le 15 mai \ recevait de M. de Lamartine a dit au procès de Bourges à propos du 15 mai: «L'étranger a joué un grand rôle dans cette affaire; les sociétés populaires de Oacovie et de Varsovie avaient dès le commencement de mai envoyé des organes dans tous les clubs de Paris pour contraindre la France à faire la guerre contre son véritable intérêt.» Or, à Oacovie, il n'y avait plus qu'une ombre de liberté, et il fallait toute la légèreté historique de M. de Lamartine pour parler de sociétés populaires à Varsovie sous Nicolas! Dans sa haine contre les Polonais, qu'il a appelés nation asiatique, race nomade, mamelouks du nord, M. de Lamartine exagère leur influence à Paris en 1818. Accueillis avec des promesses que leur prodiguait la bonne volonté populaire, c'est pour faire leurs adieux que la plupart du temps il leur arrivait de prendre publiquement la parole, et ceux d'entre eux qui restaient afin de rappeler leur patrie à la France étaient, est-il besoin de le dire, perdus dans le grand océan parisien. Or, à entendre M. de Lamartine, «les réfugiés polonais remuaient jusqu'au délire la population de Paris. > M. de Lamartine pousse la dérision jusqu'à affirmer «qu'il se servaient des subsides de la France pour l'agiter et l'entraîner à des émeutes et à des anarchies.!

106 La Tribuna* dtt PêvpU* l'Allemagne le bulletin des victoires remportées le même jour par la réaction d'Outre-Rhin. Or, ce subside a été calculé avec une si rigoureuse parcimonie, qu'il ne suffit pas au plus chétif entretien des individus qui le reçoivent, et, en 1848, ce peuple, qui venait de dédaigner les richesses d'un roi, aurait obéi à l'appât de quelques milliers de francs! «Les Polonais, dit ailleurs M. de Lamartine, sont le ferment de l'Europe, ils sont l'armée révolutionnaire du continent. Tout leur est patrie pourvu qu'ils l'agitent Ils menaçaient le gouvernement. Déclarer pour eux la guerre à la Prusse, à l'Autriche et à la Russie, c'était une croisade pour conquérir un sépulcre. La leur refuser, c'était s'exposer aux impopularités et aux séditions en leur faveur. • M. de Lamartine trouva un biais pour sortir de ce dilemme. Il répondit à une députation polonaise sur la place de Grève:

L'Allemagne expliquée par la France 107 La diplomatie, dans cette coïncidence de mouvements révolutionnaires, ne voyait que le résultat des efforts des clubs et des sociétés secrètes. Mais nous, nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis, que les plus actifs, les plus puissants des clubistes, sont bien loin de s'attribuer une influence aussi étendue. L'histoire prouvera (déjà les événements le prouvent) que c'est, au contraire la réaction qui, constituée depuis longtemps comme un vaste club, comme une société secrète, n'a cessé jusque aujourd'hui d'agir, sur tous les points de l'Europe, d'après un plan savamment combiné par ses chefs mystérieux. trument; il orut au républicanisme de ce louangeur des Girondins, qui n'en gardait pas moins ses préjugés d'ancien garde du corps de Louis XVIII. M. de Lamartine jeta à la foule des périodes sonores et l'endormit jusqu'à l'heure où d'autres la remirent sous le joug. Il recula ainsi cette rénovation européenne dont le 24 février semblait le précurseur. Nous terminerons par une citation emprunté au poète anonyme de la Pologne, qui, en 1847, devinant, à la lecture de quelques mots mal sonnants pour les Polonais de l'Histoire des Girondins, la discordance qui existait chez l'auteur entre Y être et le paraître, écrivait à M. de Lamartine: «La Pologne a pu réussir pendant longtemps à détourner le fer de l'Asie dirigé contre le cœur de la civilisation de l'Occident, mais elle ne peut empêcher ce cœur de s'avilir lui-même si telle est, comme vous aimez aie répéter souvent, la destinée! Vous employez ce mot de préférence à celui de la Providence : c'est un excellent mot pour servir d'excuse à toutes les lâchetés humaines! Mais je suis plus chrétien. J'ai 1847 ans de christianisme dans l'âme, cela me fait espérer que le principe russo-asiatique ne parviendra jamais à attirer dans ses pièges toute une grande nation ni même à oorrompre sans ressource cette faible minorité de citoyens que le sort a voulu infliger comme une punition à la France en les lui donnant pour représentants à cette phase du dix-neuvième siècle.» Tandis que la réaction l'emportait le 15 mai à Paris, ce même jour le roi de Naples proscrivait son parlement; le 17 mai, l'empereur Ferdinand se retirait de Vienne à Inspruck ; partout l'ancien régime relevait la tête et commençait à reprendre pied à pied le terrain qu'il avait d'abord perdu. (Note de V éditeur.)

108 La Tribune de» Peuplée Il y a tel réactionnaire qui, semblable à un adepte du tribunal des Francs-Juges, vit dans la solitude, se cache sous le masque de l'anonyme, et signe des arrêts qui, à peine lancés, sont exécutés par toute l'Europe. Le prince de Metternich, le solitaire de Londres, élabore des plans pour le cabinet de Pétersbourg, la princesse de Liéven les communique à M. Guizot, et des entremetteurs secrets de bas étage, dans le genre de Klingwort, sont chargés de les insinuer efficacement auprès du ministère français. Les fils de cette trame de club réacteur nous échappent par leur subtilité arachnéenne. Le parti populaire n'a pas de police ni d'espions, il n'en a pas même besoin; il lui suffit de voir ce qui se produit au grand jour pour deviner ce qui doit se tisser dans ces ténèbres. Or, nous ne voyons en Allemagne, au grand jour, que la reproduction fidèle des faits dont nous sommes ici témoins j depuis février. L'action et la réaction, les hommes et les partis, nous y apparaissent semblables en tout à nos vieilles connaissances politique de droite et de gauche à Paris, bien que ce soit à l'étranger sous d'autres noms et dans de plus larges proportions. Le rôle qu'ont joué et que jouent encore ici les ministres, là-bas ce sont les rois qui le remplissent. Les fractions de l'Assemblée sont représentées en Allemagne par les villes libres de l'empire, par les principautés et les royaumes. Qu'est-ce donc que cette diète de Francfort,¹ sinon notre majorité parlementaire, recrutée parmi les anciens libéraux et appuyée des monarchistes soi-disant convertis au républi¹ Le 27 juillet 1848 l'Assemblée de Francfort rejeta à la majorité de 331 voix contre 101 une proposition de M. Schaffrath ainsi conçue: d'Assemblée déclare que le partage de la Pologne a été une injustice ignominieuse, elle reconnaît que c'est un devoir sacré pour le peuple allemand de prêter son concours au rétablissement d'une Pologne indépendante.» {Noie de V éditeur).

L'Autmaçn* expliquée par la France 109 canisme. L'empereur d'Autriche ne fait que continuer un rôle trop connu; c'est le Barrot couronné de l'Europe. Après avoir défendu jusqu'au bout le vieux régime de Ferdinand, ce qui équivaut à la régence orléaniste, il se résigne aux nécessités du constitutionnalisme démocratique, à condition de fermer les clubs. Les clubs, en langue impériale, ce sont les chambres de Kremsier, la diète de Hongrie, celle d'Agram, les États de Léopol, la Lipa slotvanska (association slave), de Prague, et tous les petits États nationaux des provinces danubiennes. Le jeune empereur ne sévit, comme on le voit, que contre les clubs et les associations. La situation et le caractère d'activité politiques du roi de Prusse en Allemagne nous semble être du même genre, et avoir le même point de départ que la ligne de M. Thiers *. 1 Thiers, né à Marseille le 16 avril 1797, rédacteur du National sous la Restauration, député et ami du ministre Laffitte après 1830, ne parlait que de passer le Rhin et les Alpes, de sauver la Pologne, de délivrer la Belgique et l'Italie. Mais Laffitte tomba du pouvoir. Thiers soutint aussitôt Casimir Périer, s'opposa à la réunion de la Belgique à la France, défendit l'hérédité de la pairie et tenta de justifier l'abandon de la Pologne. Après la mort de Casimir Périer, il fut nommé ministre le 11 octobre 1832. Il acheta la trahison de Deutz, qui lui livra la duchesse de Berry, et promulgua, en 1835, les lois de septembre, les plus restrictives de la liberté de la presse. En 1840, son agitation impuissante n'aboutit qu'à faire exclure la France du concert européen. Il tomba alors définitivement du pouvoir pour rentrer dans l'opposition. Au lendemain du 24 février, il fut l'un des meneurs de l'orléanisme, et, sous Napoléon III, les élections ont porté au Corps législatif comme un épouvantail pour l'Empire cette personnification des vices qui ont amené la chute du gouvernement de la bourgeoisie. Quand Napoléon III fut complètement dérouteré, ce fut les avis de M. Thiers qu'il sollicita. Le gouvernement de la défense nationale en 1870 suivit ses indications et lui confia le soin de plaider sa cause devant les cabinets de l'Europe. M. Thiers fit prévaloir l'idée qu'il suffisait de durer un peu et de donner le temps aux gouvernements étrangers d'intervenir. La France répéta alors les

110 La Tribune des Peuple* Frédéric-Guillaume, comme M. Thiers, jusqu'à l'avène* ment de la République, a eu, sous le régime allemand déchu, des velléités révolutionnaires. Il s'est séparé du principe gouvernemental germanique avant l'explosion de la Révolution; il s'est rallié le premier au principe populaire, devenu pouvoir à Berlin. De même que M. Thiers compte bien revenir aux affaires, de même aussi Frédéric-Guillaume espère ressaisir sous peu le pouvoir en Allemagne. Quant aux rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, et aux autres princes souverains, ils jouent au-delà du Rhin le rôle secondaire que jouent en France les Dupin¹, errements de la Pologne en 1831; elle aussi n'obtint de l'Europe que de l'eau bénite de cour, et bientôt on vit des élections où les candidats qui offraient le plus de garantie qu'ils ne refuseraient rien à l'étranger furent choisis de préférence. M. Thiers poussa la France à ne pas résister davantage, quoiqu'elle disposât encore d'immenses ressources, à souscrire à un premier démembrement et à ajouter une rançon de oinq milliards à la cession de deux provinces. Et il fut proclamé libérateur d'un territoire dont l'intégrité venait d'être entamée. Il tourna le dos à la dynastie des d'Orléans, qui le regardait comme sien, liquida en homme d'affaires habile les dettes de la guerre et aida à la fondation de cette troisième République qui remplace par des expédients tous les grands principes d'autrefois et, fière de son nom, s'aveugle elle-même sur les contradictions flagrantes de sa politique et sur leurs conséquences. (Note de l'éditeur.) ¹ Dupin aîné fut président de la Chambre des députés, puis de l'Assemblée législative, et enfin procureur général à la Cour de cassation. Au moyen de la formule: «Mon pays avant tout.» il fut tout entier à chacun des gouvernements qui se sont succédé en France pendant sa longue carrière. Il eut un frère, avocat de talent et homme de plaisirs, qui mourut en 1840; un autre frère, qui rédigeait, après Waterloo, un programme d'une pompe funèbre à célébrer en l'honneur des guerriers français morts pour la défense de la patrie, était ensuite nommé baron par Louis XVIII, devenait sous Louis-Philippe le défenseur appointé de l'esclavage, et, sous le second Empire, sénateur. Ces trois grands cumuleurs d'emplois et de serments se croyaient

L'AUtmaçn* expliquée par la France 111 les Fould *, les Bugeaud*, les Denjoy8, et les Sénard4. Lorsqu'il s'agit de l'Allemagne, il semble au premier coup d'œil qu'il n'y ait pas lieu de parler du pape. Il y a pourtant en Allemagne un grand parti politique, dont on ne pourrait pas mieux définir la position et les tendances qu'en le comparant au légitimisme français. Ce parti n'est pas positivement papiste; il n'est pas plus ascétique ni plus croyant que les légitimistes; l'Église, pour modestement de nouveaux Gracques, et ils octroyèrent à leur mère l'épithète de Cornélie: t Ci-gît la mère des trois Dupin»! (Note de l'éditeur) 1 Fould (Achille), Israélite protestant, député de la majorité sous M. Guizot, fut accusé d'avoir proposé au gouvernement provisoire, comme la plus fructueuse des combinaisons, la banqueroute. Plusieurs fois ministre sous Napoléon III, il essaya toujours de faire prévaloir en politique les vues étroites des boursiers. [Note de l'éditeur.) * Bugeaud de la Piconnerie, maréchal et duc d'Isly, fut la grande épée du règne de Louis-Philippe. Il déploya la plus extrême rigueur dans la répression des insurrections de 1832 et de 1834, battit en Afrique Abd-el-Kader et les Marocains, et y inaugura ces razzias qui imprimèrent aux procédés de la plupart des généraux employés dans ces luttes ce caractère impitoyable dont Cavaignac et ses émules donnèrent tant de preuves à Paris. Bugeaud, dans les loisirs que lui laissait son commandement, s'adonna à l'élevage des bestiaux, à l'exploitation agricole, et défendit avec àpreté à la Chambre les intérêts des éleveurs et des grands propriétaires. Louis-Philippe lui retira à temps la direction de la force armée, pour lui éviter d'être le Marmont de 1848. Le choléra l'emporta un an après. (Note de l'éditeur.) * Polynice Denjoy, préfet sous Louis-Philippe; dans la Constituante et la Législative, l'un des interrupteurs habituels de l'extrême droite, membre des plus actifs du comité de la rue de Poitiers, fut nommé con\ Miller d'État après le 2 décembre. [Note de V éditeur.) * Sénard, avocat de Rouen, contribua en qualité de procureur général à comprimer l'insurrection de cette ville en 1848, présida l'Assemblée pendant les journées de juin, et organisa, comme ministre de l'intérieur, sous le général Cavaignac, les déportations en masse. {Note de l'éditeur.) i I

112 La Tribune des Peuple» lui, c'est l'ancien état de choses, c'est le bon vieux temps, c'est la cour, c'est la vie joyeuse de château, ce sont les loisirs pieux et artistiques. Tous les ennemis du mouvement en Europe sont sûrs de trouver un appui dans les hommes de ce parti. L'empereur Nicolas lui-même, ennemi déclaré du catholicisme, compte sur eux. Ainsi, l'Allemagne actuelle, sous sa double physionomie, nous est expliquée par la France du jour. Il y cependant une différence entre les deux nations. L'Allemagne travaille à construire son unité; la France depuis longtemps a conquis la sienne. 27 mars. Nous lisons dans la Gazette d'Auvergne, journal légitimiste: «Il vient de paraître à Paris un nouveau journal intitulé: la Tribtme des Peuples. «Cette tribune nous paraît avoir été ouverte aux ouvriers de la propagande démocratique, dont le centre fut jadis à Londres et Paris, et qui est parvenue à envelopper l'Europe dans un vaste réseau de révolutions. Pie IX avait rouvert les portes de l'Italie aux chefs les plus éminents de cette propagande infatigable; les émeutes qui ont éclaté dans plusieurs capitales en ont ramené beaucoup d'autres dans leur patrie; mais l'émigration polonaise est restée presque tout entière en France, où elle sert de point central aux opérations des frères et amis qui travaillent en Allemagne et en Italie à fonder la République universelle, que l'un d'eux, le fameux Heinzein, nous annonçait l'autre jour comme imminente. Sous le rapport de la forme, ce nouveau journal, qui compte parmi ses collaborateurs les plus fortes têtes de la république européenne, démocratique et sociale, sera certainement à la hauteur des meilleures publications que l'éla

Jeudi 29 mars 1849 113 ation de Vidée a enfantées; car, dans le langage des décrates, idée paraît signifier synthèse des doctrines révoonnaires. Mais la forme la plus éclatante a été donnée n souvent à de semblables travaux, sans pouvoir créer ni iplacer la vie. Personne n'a encore créée une âme et tant) les hommes qui travaillent à l'émancipation des peuples, i fondation d'un ordre nouveau, n'auront pas recours à ni qui crée les âmes, pour le prier de vivifier les formes îvelles qu'ils rêvent, celles-ci resteront inanimées, matière rte, et les esprits audacieux qui cherchent à les adapter t peuples de l'Europe, n'aboutiront qu'à agrandir le doine du chaos. «La lecture de la Tribune n'en est pas moins nécessaire à conque veut avoir une idée juste du grand mouvement ; préparent les apôtres de la démocratie. Dix numéros de journal, où les faits curieux abondent, nous en ont plus >ris sur les intentions véritables des auteurs de ce mounent, sur l'éloignement encore considérable du terme ils prétendent lui assigner, que tous les livres et toutes dissertations des idéologues modernes.» Notre journal prouvera, par sa vie politique, qu'il n'espère en Celui qui orée les âmes, et non seulement les âmes, is toute existence, c'est-à-dire, pour parler avec plus de nchise que la Gazette d'Auvergne, qu'en Dieu, dont les iples demandent chaque jour que le règne arrive. JEUDI 29 MARS 1849. A partir de cette date la Tribune adopta pour épigraphe dre du jour voté par l'Assembléetnationale le 23 mai 1848 ^ 1 Au désastre de Novare, au lendemain duquel le journal adopta e épigraphe, reste attaché un nom polonais. 8

I I 114 La Tribune des Peuples Pacte fraternel avec l'Allemagne ; Affranchissement de V Italie; Reconstitution de la Pologne libre et indépendante. A une époque où tant de généraux polonais, pleins du feu sacré, s'en allaient chercher au loin où combattre pour la liberté, le poste capital qui devait décider de tout, fut confié, malgré les protestations polonaises, au général Chrzanowski, l'homme le moins fait pour comprendre une situation révolutionnaire, et qui ne cessait de témoigner de la répugnance où il eût fallu de l'enthousiasme. Né en 1795, dans le palatinat de Cracovie, il fit la campagne de» Russie, fut blessé à Mozajsk, prit part comme capitaine aux campagnes des Russes contre les Turcs en 1829, et fut créé en 1830, après la bataille de Grochow, chef de l'état-major de toutes les forces polonaises et général de brigade. Durant la guerre, il fut de ceux qui, en conseillant de transiger avec les Russes, causèrent le dénouement fatal de la lutte. Son manque de foi dans les moyens révolutionnaires et son respect excessif pour les gros bataillons éclatent dans ce passage des mémoires de Charles Rôzycki, que cita la Tribune des Peuples. Rôzycki venait d'exécuter d'Ukraine à Varsovie une marche merveilleuse de 300 lieues au milieu de nombreux corps ennemis. Il rencontra enfin le corps du général Chrzanowski. «Officiers et soldats, tous se réjouissaient de notre arrivée, excepté le général. «Ces insurrections, disait-il, m'apportent plus de trouble que d'utilité.» Chrzanowski eut avec le général russe Thieman une entrevue secrète qui indigna les patriotes. Gouverneur de Varsovie, il s'opposa de toutes ses forces à l'armement de la garde nationale et empêcha les citoyens qui voulaient résister à outrance à l'entrée des Russes. Il continua d'habiter la capitale sans être inquiété et ne la quitta qu'au bout de quelques mois avec un passeport russe. Il se rendit à Bruxelles où le général Dwernicki déclara au gouvernement belge que les Polonais refusaient de voir dans le général Chrzanowski un compagnon d'exil. Ce général de la Pologne officielle, au lieu de déchaîner en Italie un ouragan populaire, n'opposa aux Autrichiens que la tactique qu'on enseigne dans les écoles, et il succomba. On put lire dans V Univers du 1er avril 1849:

État des for ces morales et matérielles 116 ÉTAT DES FORCES
MORALES ET MATÉRIELLES DE L'ITALIE RÉVOLUTIONNAIRE. 29
mars 1849. La guerre d'Italie est une guerre de principes. Cette guerre, quoi
qu'en pense aujourd'hui la réaction, n'est point finie, et les parties
belligérantes ne s'appuieront encore que sur des forces morales actives ou
négatives. Le maréchal Radetzki compte plus que jamais sur la crainte qu'il
inspire aux populations, beaucoup plus que sur l'effectif de ses bataillons.
S'il a menacé les chefs du parti révolutionnaire, c'est qu'il a vu derrière lui
l'Allemagne dynastique et l'empereur de Russie. Le parti révolutionnaire,
dont Charles-Albert était hier encore le chef, n'existe et n'agit qu'autant qu'il
est appuyé des sympathies nationales. La connaissance de l'état moral du
pays peut seule nous indiquer les conditions et les résultats de la lutte, qui
ne saurait être arrivée à son terme. Commençons par dire que cette lutte est
réellement nationale. Tous les peuples d'Italie ont le même désir de
conquérir une existence politique indépendante et de se constituer en un
corps d'État homogène. Le pape lui-même l'a dit. Le pape reconnaît que
tous les Italiens veulent être libres et indépendants; ce qu'il leur reproche,
c'est de n'être pas d'accord sur les moyens de conquérir la liberté, et sur la
manière d'en exercer le droit. Sous ce dernier rapport, en effet, les Italiens
diffèrent beaucoup entre eux. Cette nation a plus qu'aucune autre des
éléments hétérogènes. Elle a un souverain spirituel, des rois, des princes, un
clergé nombreux et riche, une aristocratie influente, des l'état-major, au lieu
de continuer la lutte, s'en alla faire déposer en Autriche les armes au corps
qu'il commandait. Il y a des gens qui portent en eux une véritable
malechance. (Noie de V éditeur). 8*

\ 116 La Tribun* dée PêupUs États et des villes dont les intérêts sont divers et souvent opposés. Tout cela modifie la tendance universelle vers l'unité. Le royaume de Sardaigne représente la force active de la révolution: un échec, quel qu'il soit, peut se réparer. Mais l'État sarde est composé lui-même d'éléments différents; ses soldats ne sont ni d'une même race, ni de même nature. Les Savoyards sont presque Français, ils ont la même vivacité et le même courage militaire; ce sont les meilleurs soldats de l'armée. On en compte à peu près vingt-cinq mille. Ils connaissent peu l'Italie et n'ont aucune idée des partis qui la divisent. Ils n'ont de commun avec l'Italie que la haine contre l'Autriche. Ce qui les enthousiasmait hier, c'était l'espoir de voir faire à leur chef de grandes choses, dont l'éclat rejaillit sur la Savoie. Les Piémontais, race mêlée, tiennent du Suisse et de l'Italien. Moins inflammables que leurs frères de la Basse-Italie, prenant peu de part aux intérêts moraux de la Péninsule, ils combattront de nouveau avec joie pour l'indépendance de leur pays. Ils sont bons soldats et susceptibles d'enthousiasme, mais à condition d'avoir un chef digne d'en inspirer. Le Piémont paraît compter, dans ce moment, jusqu'à 120,000 soldats. La ville de Gênes avec son territoire appartient, depuis 1815, au royaume de Sardaigne. Elle a conservé ses anciens souvenirs républicains et n'a cessé de faire une opposition systématique au gouvernement piémontais, qu'elle regarda comme étranger, jusqu'à la Révolution de février et les événements qui s'en suivirent en Italie. Du moment où Charles-Albert fit marcher ses troupes contre l'Autriche, les Génois, oubliant leurs anciennes querelles politiques avec le Piémont, sacrifièrent généreusement à l'intérêt de la patrie italienne tout, jusqu'au souvenir de leur ancienne existence républicaine. D'ennemis dangereux qu'ils étaient, ils devinrent les plus enthousiastes partisans d'un principe qui est désor

État des forces morales et matérielles 117 mais hors de cause. Les Génois se distinguent des autres peuples d'Italie par l'activité, la sagacité politique et l'énergie du caractère. Gênes est une des grandes positions révolutionnaires. Cette ville peut opposer aux impériaux une résistance bien autrement redoutable que celle de Milan, de Vienne ou de Bologne. Elle est d'ailleurs mieux située. L'aristocratie génoise est franchement révolutionnaire, de même que celle de Venise. La Toscane est le seul pays qui ait joui, sous le régime des traités de 1815, d'une liberté politique inconnue aux autres peuples d'Italie. On n'y connaissait ni espions, ni sbires; on y discutait des questions politiques dans les cercles, les cafés, et quelquefois sur les places publiques; on y recevait tous les journaux étrangers: le grand-duc permettait tout cela. Ce qui lui répugnait, c'était de rompre ouvertement avec la famille impériale. Ce qu'il ne pouvait jamais comprendre, c'était le désir qu'avaient les Toscans de devenir Italiens, et de risquer leur bonheur matériel dans une guerre qui ne pouvait avoir pour dernier résultat que de changer leur État, indépendant comme duché, en une province de l'État italien. Or, c'est précisément ce que les Toscans voulaient à tout prix. Ils peuvent servir de preuve comme quoi le bonheur matériel n'est pas le seul but d'une nation. La beauté du pays, la douceur des mœurs des habitants faisaient l'admiration des étrangers, qui appelaient les Toscans un peuple de rentiers. Gloire à ce peuple d'avoir préféré être soldat! Les Toscans, dans la dernière guerre, ont montré de l'élan et de la bravoure. Ce qui leur manque, c'est l'expérience militaire. Ils peuvent fournir vingt mille hommes de bonnes troupes. Livourne est à la Toscane ce que la ville de Gênes est au Piémont. Livourne, ville plébéienne, sans monuments ni musée, a déjà acquis un nom historique. C'est la bourgeoisie de Livourne qui entretient l'agitation dans la république de

\ 118 La Tribune des Peuples Toscane. Il y a là un grand nombre d'Israélites, très-dévoués à la cause du mouvement et très-capables de la servir. Ils devraient servir d'exemple à leurs coreligionnaires des autres pays. La Lombardie, avec la ville de Milan, ancienne capitale du royaume d'Italie, la Lombardie qui, sous le règne de Napoléon, avait une armée et une administration nationales, n'a pas su se résigner à redevenir une province de l'Autriche. La plus exposée aux vexations de l'étranger, elle a réagi la première. C'est elle qui a le plus osé et le plus souffert. Siège de sociétés secrètes et de conspirations incessantes, elle compte le plus grand nombre de martyrs politiques. Les autres États de l'Italie avaient quelques troupes, des arsenaux et des finances organisées; les Lombards, eux, attaquèrent les Autrichiens à Milan en 1848 avec 300 fusils seulement. Us le- ; vèrent plus de 20,000 soldats et volontaires pour la guerre de \ l'indépendance. L'aristocratie lombarde est en général patriote, mais elle n'a pas l'énergie de celle de Gênes. La bour- ; geoisie est partout franchement révolutionnaire. Le paysan fait des vœux pour la cause de la révolution; il aimerait à voir l'Italie unie et puissante. Il ne se pressera pourtant pas trop d'aller combattre les Autrichiens. Il n'a pas eu beaucoup à souffrir deux. Le gouvernement autrichien tirait de la Lombardie des ressources immenses. Il appelait ce pays son grenier (granaio del imper oj] mais il l'administrait par des employés italiens. C'est sur ces employés que retombait tout l'odieux des mesures oppressives. Le clergé lombard, les hauts dignitaires exceptés, fraternise avec le peuple. Les prêtres faisaient le service de la garde nationale. Il y a eu dans les compagnies de volontaires des pelotons formés de prêtres, marchant en soutane, en tricorne et le mousquet au bras. Les Lombards pourraient mettre sur pied 60.000 hommes de bonnes troupes. La ville de Modène, clergé, noblesse et peuple, arbora

État des forces morales et matérielles 119 avec enthousiasme le drapeau de la révolution. Le petit nombre de soldats de la maison militaire du duc paraissait d'abord hésiter; ils marchèrent pourtant contre l'Autriche, et firent bien leur devoir. Les paysans semblaient assez indifférents, tout le monde avait une certaine crainte de voir revenir ce souverain tant de fois chassé et cependant toujours rétabli par l'étranger. Les Modénais sont bons soldats. Ils fournissaient sans peine un contingent de 4 à 5,000 hommes. Parme et Plaisance, grandes et belles villes, gouvernées par la révolution par un même souverain, se séparèrent pendant la révolution et formèrent deux gouvernements distincts. On cherchait alors un centre nouveau d'action nationale. On s'adressa à Milan, et plus tard au Piémont. Ces deux villes, avec leurs territoires, peuvent mettre sur pied 10,000 hommes. Toutes les capitales dont nous avons parlé sont plus ou moins fortifiées, et seraient facilement mises en état de défense. Il en est de même des villes de Crémone, de Bergame, de Brescia, etc. Rome et la Romagne formaient, pour ainsi dire, deux États étrangers et hostiles. Les Bolognais, les Ferrarais, les Modénais, ne payaient qu'avec répugnance les impôts destinés à enrichir les cardinaux et leur nombreuse domesticité, ainsi que les troupes étrangères à la solde du pape. La dernière révolution réunit ces villes et ces populations si longtemps divisées d'intérêts et d'opinions. La Romagne ne commença réellement à exister, comme État, que depuis la proclamation de la république romaine. Rome elle-même est composée des quartiers habités par des populations qui ont l'air d'appartenir à des nationalités diverses. L'aristocratie princière romaine est de toutes celles de l'Italie la plus dégradée. Elle doit ses richesses aux bienfaits des papes; elle remplit à leur cour les hautes charges héréditaires et possède le privilège de donner au Sacré-Col

120 La Tribune des Peuples lège la majorité des cardinaux et à l'Église le pape. Par intérêt, par tradition et par caractère, elle est papiste sans être religieuse, et anti-révolutionnaire sans aimer la monarchie. Le haut clergé, en général, est dans la même disposition. Le bas clergé et les moines voient sans trop de déplaisir arriver le moment de la fermeture des couvents. Us voudraient profiter de la nouvelle liberté, en conservant pourtant leurs vieilles habitudes d'oisiveté et leur influence. La bourgeoisie est révolutionnaire. Le peuple, les Transtévérins surtout, était très-dévoué à la papauté. Il a fallu toutes les fautes et tous les crimes de Grégoire XVI pour affaiblir dans le peuple son respect religieux pour la personne des successeurs de saint Pierre. A l'heure qu'il est, la majorité du peuple s'est ralliée à la révolution. Quand on parle du royaume de Naples sous le rapport politique et militaire, on n'a réellement en vue que la ville de Naples; c'est elle qui règne et gouverne. Les provinces habitées par des populations qui diffèrent les unes des autres par les mœurs, divisées par les intérêts locaux, sont toutes également étrangères à la ville de Naples. Rien de plus rare que de voir un Napolitain s'avancer au-delà de sa ville natale jusqu'à la distance de dix lieues. Les provinciaux sont encore plus casaniers. Quant aux paysans, ils ne s'intéressent à rien de ce qui se fait à Naples. Aux environs de Palerme, les paysans donnaient, il n'y a pas vingt ans de ça, aux soldats napolitains le nom d'Espagnols (Spagnoli), par souvenir de l'ancienne domination à Naples. Les provinces obéissent pourtant à la capitale, paient régulièrement les redevances fixées d'après les anciennes coutumes, et envoient des recrues qui entrent au service militaire de Naples avec l'assurance de ne jamais être exposées à faire la guerre. Les soldats, et même les officiers, disent publiquement que le Napolitain n'est pas fait pour la guerre, cela regarde les Suisses qui sont payés pour cela. En effet, le sort

État des forces morales et matérielles 121 le la royauté de Naples dépend de la garnison suisse. Douze ni lie Suisses, établis dans des casernes et des postes bien brtifiés et protégés par les canons du Castelnuovo, suffisent >our garder toute la capitale. La bourgeoisie n'est ni assez énergique ni assez unie pour pouvoir attaquer avec succès in ennemi si bien préparé à la défense. D'ailleurs la bourgeoisie est menacée elle-même par 40,000 lazzaroni. Les laz:aroni sont tous papistes, légitimistes et conservateurs. Paesseux et lâches par nature, ils sont cependant capables de l'enflammer, et leur enthousiasme monte jusqu'à la rage tou,es les fois qu'il s'agit de combattre la révolution, c'est-à-dire mit ce qui est nouveau, tout ce qui les menace dans leur caresse et leur cynique pauvreté. Ainsi, comme il n'y a pas)ossibilité de faire marcher contre Naples les paysans, et ju'il est difficile de vaincre les Suisses et les lazzaroni à l'aide ies seuls bourgeois, l'état actuel de Naples pourra durer iniéfiniment. C'est un malheur pour l'Italie. On pourrait tirer ie Naples 100,000 hommes de troupes, qui seraient employées sinon à combattre, du moins à garnir des places fortes. Naples a une belle marine militaire. D'après tout ce que nous avons dit la première chose que levrait faire le commandant en chef des forces militaires de la révolution, ce serait d'envoyer quelques régiments de bonnes troupes pour organiser les armées à Modène, Parme, Florence et Rome, puis de prendre des mesures pour s'assurer du royaume de Naples. Une armée de 12,000 Romagnols et Toscans, envoyée au secours des révolutionnaires de Naples, suffirait pour y vaincre les Suisses. Il n'est pas probable que l'armée ou les populations napolitaines fassent des efforts pour défendre les Bourbons. Ces opérations intérieures auraient dû précéder l'ouverture de la campagne. Si nous n'avons pas parlé de Venise, c'est que nous la considérons non-seulement au point de vue politique, mais

122 La Tribune des Peuples au point de vue militaire, comme la position capitale, dans la campagne actuelle, qui, nous le répétons, ne saurait être terminée¹. Aussi réservons-nous un article à part à cette cité « 30 mars 1849. Nous sommes plus affligés que surpris de l'arrêt qui vient de frapper le citoyen Proudhon ⁸. Ce qui nous afflige surtout, c'est le réquisitoire du procureur général, en tant qu'il trahit l'esprit du parquet. Ce que Ton a particulièrement attaqué, c'est la forme que le citoyen Proudhon donne à sa polémi¹ lia Tribune des Peuples conseillait la continuation de la lutte mémo après Novare. Chrzanowski fut d'avis qu'on passât sous les fourches caudines de l'Autriche. Ce général joignait à des opinions pernicieuses beaucoup de bravoure et un vaste savoir. Il a exécuté dans son émigration une grande carte de Pologne en soixante feuilles, qui est justement estimée. Mais les qualités qui suffiraient à un directeur d'école militaire dans des temps calmes ne suffisent pas à un général en chef dans des temps exceptionnels. {Note de V éditeur.) ¹ Cet article n'a pas été écrit. [Noté dé V éditeur.) s II est question ici de l'un des nombreux procès du journal le Peuple, qui se jugea le 28 mars. Les deux articles incriminés, l'un intitulé: la Guerre, l'autre: Le président de la république est responsable, s'élevaient contre la dissolution de l'Assemblée: «Pourquoi veut-on la dissolution de l'Assemblée? Parce qu'au fond elle est républicaine, qu'elle ne veut plus marcher à la suite de la réaction, parce qu'elle songe à son origine? Pourquoi l'Assemblée ne veut-elle pas se séparer avant d'avoir voté les lois organiques ? Justement parce que les monarchies de toutes les couleurs demandent la dissolution.» Le réquisitoire fut débité par le citoyen Meynard de Franc, avocat général: «Ce n'est pas la pensée que l'on poursuit, dit-il, c'est l'appel de la pensée d'un seul à la pensée de tous ; or, cette publication de la pensée prend de telle ou telle circonstance, de telle ou telle époque, un caractère de gravité qu'elle n'aurait pas de telle ou telle autre. Les circonstances étant graves, les articles que nous incriminons en reçoivent une grande importance.» Le jury, à la majorité de huit voix contre quatre, condamna Proudhon à trois années d'emprisonnement et 3,000 francs d'amende. {Note dé V éditeur).

30 mars 1849 123 que, et qui nous paraît à nous-mêmes avoir souvent nui à ses idées fondamentales; mais au milieu d'événements tels que ceux dont nous recevons à chaque moment la nouvelle, est-il permis aux magistrats d'un grand peuple de s'occuper à faire appliquer la question à des phrases pour en tirer des indices d'intentions? Le parquet croit-il que le citoyen Proudhon est ennemi quand même de celui dont le nom a été mêlé si souvent au procès, du premier magistrat de la République? Si. le parquet le pense, il a peu étudié les écrits du citoyen Proudhon, et il connaît encore moins l'effet de ces écrits sur le public. Selon nous, la justice de la République aurait dû chercher ailleurs les vrais ennemis du principe qu'elle a voulu défendre en faisant condamner le citoyen Proudhon. Citons un exemple: Carnot le père, comme on le sait, combattit par sa parole et son vote, au Tribunat, le projet de conférer à Napoléon le pouvoir impérial héréditaire. Talleyrand au contraire, donna à ce projet tout l'appui de son influence mystérieuse. On croit même que c'est lui qui l'inspira à Napoléon. — Or, au moment du danger, Carnot accourut offrir son concours à Napoléon, menacé par la coalition, dont Talleyrand l faisait les affaires, de façon toutefois à échapper à toute espèce d'enquête et de réquisitoire. — Nous conseillons donc à la justice de la République de trouver les moyens de poursuivre légalement les Talleyrand, et lorsqu'il s'agit des vrais républicains, de savoir dégager l'idée, l'intention de la forme. Nous croyons que le citoyen Proudhon soupçonne lui-même, et l'expérience le lui rendra encore plus clair, que, si on le poursuit avec tant de haine, ce n'est pas pour défendre le principe constitutionnel de la Présidence, mais pour conl Mirabeau disait de Talleyrand:

The text on this page is estimated to be only 29.45% accurate

124 La Tribune des Peuples server le principe dynastique orléaniste. C'est l'esprit des Dupin et des Hébert I qui parle par la bouche des procureurs actuels de la République. Ce que nous venons de dire de l'accusateur public dans cette affaire s'applique également au réquisitoire du citoyen Baroche *. Nous n'attaquons pas les gens du métier eux-mêmes, mais nous appelons l'attention sur les dangers du métier. Malheureusement la tendance de l'époque est de faire de tout un métier, et il n'y en a pas dont les conditions de travail et de réussite soient aussi bien connues que celui de l'accusateur public. Dans l'innombrable hiérarchie judiciaire, il n'y a personne qui ne sache comment il faut argumenter et pérorer pour obtenir une condamnation qui serve à un I Michel-Pierre Hébert, procureur du roi à Rouen, en 1833, puis avocat général à la Cour de cassation, et ensuite procureur général près la Cour royale de Paris, se fit une triste célébrité par sa véhémence dans les procès politiques. II attacha notamment son nom à la découverte d'un nouveau délit qui rappelait les jours néfastes de l'empire romain. Un certain Quessiney qui, le 18 septembre 1841, avait attenté à la vie du duc d' Au maie, ayant parlé de l'influence qu'avait eue sur sa détermination la lecture du Journal du Peuple, le rédacteur de cette feuille, M. Dupoty, fut traduit devant la Cour des pairs comme prévenu de complicité morale, et condamné, sur le réquisitoire de M. Hébert, à cinq ans de détention. Seize journaux protestèrent collectivement contre cet arrêt monstrueux. M. Hébert était ministre de la justice lorsque la révolution de 1848 le relégua dans la vie privée. (Note de l'éditeur.) * Baroche fut, en 18i7, député de l'opposition. Il signa l'acte d'accusation contre Guizot, ce qui lui fit dire dans une proclamation, au lendemain de février 1848, qu'il avait «devancé la justice du peuple.! Nommé procureur général de la République, il prononça les réquisitoires contre les accusas du 15 mai. Nommé ministre de l'intérieur en 1850, il obtint de l'Assemblée la suspension du droit de réunion, la faculté d'interdire les réunions électorales, le rétablissement de l'impôt du timbre sur I(s journaux, l'augmentation du chiffre de cautionnement, la loi sur la déportation des condamnés a Noukahiva, etc. Sous Napoléon III. il fut Président du Conseil d'État, sénateur et ministre de la justice. Il mourut le 29 octobre 1870. (Note de V éditeur.)

La non-intervention 126 substitut ou à un avocat général de marche pied pour devenir procureur et même ministre. Les Dupin doivent le savoir encore mieux que d'autres, depuis qu'ils ont vu procéder leurs amis les Hébert. LA NON-INTERVENTION Vendredi 30 mars 1849. On embrouille de nouveau la question italienne avec les mots intervention et non-intervention¹. Ces mots n'ont jamais rien signifié en diplomatie. Ceux qui les ont créés et leur donné cours, Louis-Philippe, Thiers et Guizot ne voulaient pas. La comédie de la non-intervention a été jouée avec succès après 1830. On a successivement fait signifier à ces deux mots des choses diamétralement opposées; il suffira de quelques citations pour en donner la preuve. Le 1^{er} décembre 1830, le président du conseil disait. «La France ne permettra pas que le principe de non-intervention soit violé.» Le 6, M. Dupin commentait ainsi cette phrase: «Non-seulement le président du conseil a posé en principe que la France ne voulait pas intervenir, mais qu'elle ne souffrirait pas d'intervention. La France, en se renfermant dans son froid égoïsme, aurait pu dire qu'elle n'interviendrait pas; cela pouvait être une lâcheté; mais dire qu'elle ne souffrira pas qu'on intervienne, c'est la plus noble attitude que puisse prendre un peuple fort et généreux.» Le 8, le maréchal Soult disait à la Chambre des pairs : «La non-intervention est désormais notre principe. Nous le respecterons religieusement sans doute, mais à la condition essentielle qu'il sera respecté par les autres». Le 28, le président du conseil ajoutait: «La non-intervention est un principe vrai, fécond, naissant de la situation même. La sainte-alliance avait pour but d'étouffer par des efforts communs la liberté des peuples partout où elle viendrait à se montrer; le principe nouveau, proclamé par la France, a dû être de laisser déployer la liberté partout où

126 La Tribune des Peuples laient trouver qu'une expression à double sens, pour dire à l'étranger que la France n'agirait pas, et faire croire en même temps à la France que l'étranger n'agirait pas non plus. Les majorités successives des Chambres philippistes comprenaient le sens intime du système de non-intervention qui excusait leur inaction, sans empêcher en rien à l'action de l'étranger. L'étranger, il faut lui rendre justice, a plus d'une fois, dans des proclamations officielles, témoin celle de Milan en 1831 et celle de Pétersbourg en 1832 — 33, etc., expliqué et fixé la véritable signification du mot de non-intervention, comme système obligatoire pour la France seule. En parlant de la France, l'étranger ne voulait évidemment viendrait à naître. Plus d'intervention d'aucun genre. L'énonciation de ce principe n'est rien encore, c'est son application qui est tout.» Passons, en effet, à l'application. Des insurrections éclatent en Italie; les principicules menacés invoquent les bataillons de l'Autriche. L'Opposition à Paris interpelle le ministère: «Nous adoptons le principe de non-intervention, répond CasimirPérier, le 18 mars 1830; nous reconnaissons que l'étranger n'a pas le droit d'intervenir à main armée dans les affaires intérieures d'un autre peuple, mais nous ne nous engageons pas à porter nos armes partout où ce principe ne serait pas respecté.» Le général La Fayette interpellant le ministre des affaires étrangères, lui demande s'il est vrai qu'il ait déclaré officiellement que le gouvernement français ne consentirait jamais à l'entrée des Autrichiens dans les pays insurgés d'Italie.

La non-intervention 127 ment désigner que la France officielle; le peuple français a toujours compris comme nous ce mot barbare de non-intervention créée par Louis-Philippe, mis hors d'usage par la révolution de Février, et rétabli dans le dictionnaire diplomatique par M. de Lamartine. La non-intervention, qui du temps de Louis-Philippe exprimait l'abandon successif de la Romagne, de la Pologne, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Egypte, de Montevideo, etc., exprime aujourd'hui l'abandon immédiat à l'ennemi de la frontière française, l'abandon du Piémont et de la Savoie. Ainsi, après avoir laissé prendre à la coalition tous les postes avancés, on lui ouvre maintenant les portes de la cité. Le ministère promet d'aviser pour assurer l'intégrité de l'État sarde. Le ministère sait très-bien que l'ennemi n'a aucune idée de démembrer la Sardaigne et de s'en approprier le territoire. Le ministère se flatte d'empêcher l'ennemi de faire ce que celui-ci n'a nullement l'intention d'exécuter. Le Piémont et la Sardaigne ont été érigés en royaume, de même que les Pays-Bas, comme des corps d'observation et d'avant-garde contre la France. Par deux révolutions successives la France a entraîné ces corps dans sa sphère d'action; aujourd'hui pour la coalition, il s'agit de les ressaisir et de les réorganiser toujours contre la France. L'Autriche ne ferait même aucune difficulté d'ajouter aux États sardes les acquisitions qu'ils doivent à la révolution, Parme, Plaisance, peut-être la Lombardie entière, pourvu que le maréchal Radetzki conservât dans le cabinet de Turin la même influence que Metternich avait dans les conseils de la Restauration comme dans ceux de Louis-Philippe. Encore une fois, à Rome, à Varsovie, à Bruxelles, à Madrid, comme aujourd'hui à Turin, on attaque et on défend les mêmes intérêts qui luttent à Paris, dans les rues et dans l'Assemblée nationale.

128 La Tribune de§ Peuplée SAMEDI 31 MARS 1849. Le canon retentit à la frontière *. Il n'y a pas un soldat en France qui ne l'ait entendu; il n'y a plus pour le soldat français ni sommeil ni loisir; il entend les ordres du jour sans y comprendre un seul mot, tant son âme est ailleurs. Ce qu'il y a de plus français en France, c'est l'armée. C'est l'armée qui a fait triompher le principe de la grande Révolution. C'est à l'armée qu'ont recouru en dernier ressort les Danton, les Saint-Just et Napoléon, lorsqu'il s'est agi de combattre l'ennemi extérieur et l'anarchie intérieure. Le gouvernement ne comprend pas le danger de la situation. Ce qu'un gouvernement républicain vraiment national devrait surtout consulter dans les moments critiques, c'est l'opinion de la nation armée. Non, nous le répétons, le gouvernement ne comprend pas le danger de la situation. 31 mars 1849. Le général Ramorino, Génois d'origine, chef de bataillon sous l'empire, alla en 1831 chercher fortune en Pologne. Devenu commandant d'un corps opposé aux Russes, il ne fut pas heureux dans sa campagne; les uns l'accusèrent d'impéritie, les autres de trahison. Au lieu d'opérer sa jonction sur la basse Vistule avec le général Rybiriski, il franchit la frontière d'Autriche et laissa son corps aller à la débandade. En 1 Ces lignes sont inspirées par la nouvelle du désastre de Novare (23 mars), suivi, trois jours après, d'une paix désastreuse imposée par l'Autriche à l'Italie, abandonnée de la France, paix qui plongea l'Italie pour dix ans dans les fers jusqu'à ce que l'Empereur eût réparé à Magenta et à Solferino l'inaction du Président. {Noie de l'éditeur.)

Le comité de la rue de Poitiers 129 çne, Ramorino s'est fait l'instrument de la fraction aristique, représentée par son chef d'état-major, le comte >yski. C'est ce même Ramorino, qui depuis passa en e avec un corps de réfugiés et de conspirateurs suspects, i fit manquer l'expédition révolutionnaire, en quittant orps au moment du danger. Il s'associa ensuite à une tive pour restaurer le duc de Brunswick. Il fit partie de édition de don Pedro contre don Miguel, tenta contre la ie une expédition, et enfin alla offrir ses services à l'Ese contre don Carlos. Dernièrement, entré de nouveau >rvice du Piémont, et se faisant derechef l'instrument du e Zamoyski, il fit tout son possible pour désorganiser la n polonaise K Les soldats de cette légion, pour pouvoir ?rver leur drapeau, continuaient de servir la cause repuine en Toscane; ils furent obligés de rembourser au gou3ment piémontais ce que lui avaient coûté leurs uniforqui avaient cependant été couverts de poussière et de dans les batailles de Lonato, de Desenzano et pendant traite de Brescia. C'est Ramorino qui était chargé de re à exécution toutes ces ignobles mesures. LE COMITÉ DE LA RUE DE POITIERS ET LA PRESSE. 1" avril 1849. ,e comité de la rue de Poitiers se décide enfin pour la agande *. Le comité est composé presque en entier de Il s'agit de la légion polonaise créée en Italie en 1848 par Adam ewicz. (Note de l'éditeur.) Il était dit dans son manifeste que «les signataires, bien que difts d'opinions et d'origine, bien que rangés dans des partis hostiles, 9

130 La Tribune des Peuples vieux ennemis de toute espèce de propagande. Ils étaient jusqu'aujourd'hui conséquents avec eux-mêmes. Qu'avaient-ils à propager? le froid, les ténèbres, la mort Les principes destructifs de toute vie représentent, dans le système physique et moral, la non-intervention politique. Celle-ci ne se propage pas; elle n'existe qu'en niant toute propagande. Mais voilà que la nuit du comité de la rue de Poitiers, le froid des banquiers et la nullité des avocats qui le constituent, se transforment en propagateurs de la lumière et de l'action. Le susdit comité fera de la propagande spiritualiste, religieuse et sociale K Le comité commande des livres et des brochures bien que s'étant pour la plupart combattus longtemps et vivement, ont oublié leurs anciennes divisions pour s'unir contre l'anarchie et sauver la société menacée.» Voici le titre des principales productions patronnées par le comité des Poitevins: «A bas la folie révolutionnaire et sociale!» par A. Desloges; «Dieu le voudra!» par Jamet, avec cette épigraphe: Les républicains* de bonne foi sont des idiots, et les autres sont des intrigants; «le Pariageux, dialogue à la portée de tous», par Vallon. Sous le patronage de l'Académie des sciences morales et politiques, il parut également une série de petits livres destinés au peuple, et dont la répulsion du peuple interrompit bientôt la publication. {Note de Véditeur.) 1 Il nous paraît curieux de rapprocher de cette appréciation de ceux qui exploitent les idées politiques et sociales une note écrite par Adam Mickiewicz pour un de ses amis, M. Ram, le 11 juin 1844, contre ceux qui, tels que les Madrollo, les Vintras, etc., spéculent sur la théosophie et le mysticisme. La voici : «Quand on entend des hommes dont la vie ne porte aucun caractère particulier de sainteté, des hommes qui ne comprennent pas même le langage de l'esprit, et qui font des mystères de Dieu un sujet de discussions et de lettres anonymes, parler de révélations et de visions célestes, on est dégoûté de la religion. Le mal agit par ces faux révélateurs pour semer des difficultés sur le chemin du vrai verbe révélateur. Ce sont des hébertistes de la religion. Ceux qui les écoutent et propagent leur doctrine assument une grande responsabilité. \ «Le mal veut faire accroire aux hommes que. pour pénétrer les mystères de Dieu, il n'est pas nécessaire de vivre selon l'Évangile, de suivre le

Le comité de la rue de Poitiers 131 anti-socialistes. On payera les écrivains anti-socialistes à tant % ligne; tout ennemi du socialisme est assuré de gagner sa Durnée. Mais comme on vise à l'actualité, ce que l'on demande pour le moment, ce sont des ennemis contre l'Italie et la Pologne. La Presse, pour cette œuvre anti-italienne, anti-polonaise et anti-sociale, a souscrit pour une somme de 1,000 fr. Nous regardons la Presse comme un organe officiel de l'Académie des sciences morales et politiques, et de la majorité de l'Assemblée nationale. La Presse dit avec franchise et que le monde officiel rumine dans son silence diplomatique. La Presse se fait propagandiste, elle fournit des fonds et des arguments: elle dit que l'argent dépensé en frais d'incarcérations, de procès, de condamnations, d'exécutions, et évoqué par le procureur général, les témoins et le bourreau, était mieux employé à la propagande des principes. Oui, l'argent qu'il nous en coûte pour faire tomber la tête d'un socialiste, victime aveugle des passions, employons-le à l'achat de la lumière pour éclairer de pareils aveugles; c'est ainsi que la Presse nous semble avoir compris le programme de la rue de Poitiers. Aussi souscrit-elle pour 1,000 fr. La Presse, abordant la grande question de la propagande locale, s'engage dans l'inconnu. En souscrivant pour 1,000 p., la Presse suppose que nous sommes déjà assez marhards, assez exploités pour croire qu'on n'ait pas besoin d'une prime de plus de mille francs quand on veut avoir un livre édifiant. Le capital de 1,000 fr. est censé suffisant pour l'christ, mais qu'il suffit de lire des brochures et de consulter des femmes magnétisées. Les protestants croient qu'on pourrait apprendre la religion en lisant la Bible, comme si la religion était un système. Les juifs de la doctrine céleste vont plus loin, en dispensant même les hommes de vivre honnêtement, pourvu qu'ils lisent leurs brochures.» {Noté de l'éditeur}. 9*

Itt La Tribune dm Pempicê entreprendre l'œuvre de l'apostolat Le comité de la rue de Poitiers se trompe, la Presse se trompe. On continuera à lire les articles du citoyen Proudhon, ne fut-ce que par cette seule raison que l'honorable représentant du peuple n'est pas payé, qu'il paie au contraire ses articles de son argent et de sa liberté. Mais les livres et les articles du comité de la rue de Poitiers n'auront jamais pour le public que la valeur des annonces et des réclames. On nous dit d'avance que la propagande de la rue de Poitiers se vend et s'achète. La seule chose qui intéressera le public, ce sera de savoir le prix des articles. Le capital le moins productif est celui qu'un marchand consacré à une propagande morale. Sa souscription signifie que les appointements des procureurs généraux et autres accusateurs publics devraient, à partir de ce jour, être partagés entre les entrepreneurs de propagande morale qui font partie de l'église de la rue de Poitiers. Mais les livres et les articles du comité de la rue de Poitiers n'auront jamais pour le public que la valeur des annonces et des réclames. Propager veut dire se produire, s'étendre, se communiquer: dans le langage de la rue de Poitiers, cela signifie thésauriser, se concentrer, se cacher, s'enfouir, s'enterrer. Quoi! les mêmes hommes qui prêchent la non-intervention entreprennent la propagande! Propagande d'un genre nouveau On eut bien fait de la caractériser. Le comité de la rue de Poitiers et la Presse auraient dû déclarer que l'on abjurerait toute idée de propagande désintéressée, mais que l'on se réservait de faire de la propagande à tant la ligne. Il n'y a pas de propagande sans foi!

Le comité de la rue de Poitiers 133 Nous lisons dans V Univers:
«1^{er} avril 1849.1 La Tribune des Peuples, organe spécial des réfugiés
potiques, publie ce matin la note suivante: «On nous affirme que tous les
Italiens en état de porter les armes, résidant à Paris, sont partis ou font leurs
préparatifs de départ pour aller défendre la cause de V indépendance. Nous
n'attendions rien moins de leurs patriotisme.» Suit un long article sur la
conduite que devraient tenir >s réfugiés italiens. Le journal religieux
termine ainsi: «Il faut le dire, le fait le plus grave de cette guerre et le plus
triste pour l'Italie, ce n'est point la défaite de CharlesAlbert, c'est l'isolement
où le Piémont a été laissé par ceux qui l'avaient poussé à prendre les
armes1.» 1 Voici l'article de l'Univers, auquel il est fait allusion: «Nous
l'aouérons, ces préparatifs de départ nous semblent un peu tardifs; nous
royons même qu'il eut été plus méritoire de partir aux premiers bruits e
guerre qu'après la fin de la campagne.» L'Univers reproduit ensuite le
document suivant qu'il dit avoir été dressé à l'Assemblée nationale par les
Italiens présents à Paris: «Citoyens représentants, «Nous serons courts, car
il doit être question plutôt d'agir que de brler. Un ennemi, fort surtout du
morcellement de notre pays, vient infliger un échec à nos armes. Malgré la
bravoure de nos troupes, Autrichien est au cœur même du Piémont. Nous
ne désespérerons jatais du salut de la patrie, car notre cause est celle de la
justice et du roit, combattant l'iniquité la plus criante et l'Italie est décidée à
conuérir son indépendance à tout prix. Mais sa lutte avec l'Autriche sera
'autant plus longue et terrible qu'attendu la division de ses forces, elle e peut
être qu'inégale. «C'est le moment ou jamais pour la France d'accourir à son
aide. Que le glorieux drapeau de Février se montre seulement sur les Alpes t
l'esprit de nos soldats se ranimera tout à coup et les populations de os villes
et de nos campagnes désolées se lèveront comme un seul omme. Mais il ne
faut pas tarder un instant, tout retard pouvant en

134 La Tribune des Peuples C'est Charles-Albert qui s'est constamment tenu dans l'isolement La Lombardie s'est donnée à Charles-Albert lors de son entrée à Milan. La Vénétie s'est donnée dans l'espoir traîner de nouveaux désastres, de nouvelles épreuves douloureuses pour cette pauvre Italie déjà si cruellement éprouvée! Et c'est à vous, citoyens représentants, à prendre une noble initiative dans cette circonstance solennelle, à vous qui, par le vote mémorable du 24 mai, engagiez la parole de la France. «Au nom des Italiens présents à Paris: «(Signés): «/. Ricciardi, C. Menotti, Joseph de Filippi.* «Paris le 29 mars 1849. • L'Univers fait suivre ce document des réflexions suivantes: «Nous ne doutons pas que les signataires de ces pompeuses prouesses ne soient personnellement fort disposés à les tenir, nous savons d'ailleurs, qu'ils font leurs préparatifs de départ. Mais les engagements qu'ils prennent au nom de toute l'Italie, nous semblent bien téméraires, en présence des faits qui viennent de s'accomplir. Est-ce que le Piémont n'a pas été complètement abandonné dans cette seconde campagne? Les gouvernements révolutionnaires de Rome et de Florence se sont-ils mis en mesure de seconder l'armée de Charles-Albert? Ces héros de club, si savants dans l'art des émeutes, si terribles en paroles, si entreprenants quand il s'agissait de se débarrasser de M. Bossi et d'assiéger le Pape dans un palais qui n'avait point de défenseurs, qu'ont-ils fait contre les Autrichiens? Rien. Nous nous trompons, ils les ont appelés barbares et leur ont payé des indemnités. Que l'on ne dise pas que le dénouement a été trop prompt pour permettre aux démagogues de Rome et de Florence d'entrer en campagne, pour donner le temps à la Lombardie de s'insurger, car personne ne pourrait accepter cette défaite. N'est-il pas certain en effet que les Républiques romaine et toscane connaissaient le projet de Charles-Albert longtemps avant que ce malheureux prince dénonçât l'armistice. Le jour où les Piémontais ont passé le Tessin, on devait attaquer les Autrichiens de tous côtés et personne n'a bougé. M. Mazzini a fait des discours aux Romains, M. Guerrazzi a harangué les Toscans et Radetzki s'est jeté sur le Piémont avec toutes ses forces, bien persuadé qu'il n'avait rien à craindre de ces éléments discordants et que du moment où la question était portée sur le

Le comité de la rue de Poitiers 135 qu'il y viendrait; Parme, Plaisance se sont réunies au Piémont pour secourir leurs frères de la Vénétie et de la Romagne. Il n'y a pas d'exemple qu'on ait refusé au gouvernement de Charles-Albert quoi que ce fût, argent, hommes, munitions. Mais, dès les commencements de la guerre, l'esprit qui parle par l'organe de V Univers n'a cessé de donner au roi des conseils perfides dont les tristes résultats réjouissent maintenant la coterie de V Univers, Les jésuites et les conservateurs faisaient en Italie ce qu'ils font aujourd'hui en France. Ce n'est pas l'Autriche qu'ils combattaient, c'est la liberté et ses représentants. On a persuadé à Charles-Albert qu'il était de son intérêt de repousser le concours que lui offraient toutes les populations italiennes, depuis les bouches du Pô jusqu'à Palerme. Pour le parti dont V Univers est l'organe, le maréchal Radetzki, Y allié de Nicolas, était toujours le représentant du principe légitimiste, religieux et politique. Ce dont on pourrait accuser le parti national, c'est de n'avoir pas assez compris la pensée intime du parti dynastique et jésuitique en Italie. Cette pensée se révèle assez clairement en France dans VUnivers. Les rédacteurs de cette feuille sont plus explicites, assurés qu'ils sont d'agir dans le sens du monde officiel. Leurs amis de Turin agissent avec plus de mystère. Pour ce qui est des remarques de VUnivers, remarques champ de bataille, l'armée sarde était le seul ennemi qu'il put rencontrer». Suit la phrase citée dans la Tribune des Peuples, après quoi l'article se termine ainsi: «Chose étrange! Dans cette lutte engagée au nom de l'indépendance italienne les seules troupes dont les journaux et les correspondances s'accordent à louer sans réserve le dévouement, la discipline et l'énergie, sont les troupes savoisiennes! Il n'y a cependant pas de clubs en Savoie et l'on y a même énergiquement protesté contre les mesures, dont les Assemblées révolutionnaires de Turin ont frappé les communautés religieuses. Nos démagogues sauront-ils comprendre cette double leçon?» [L'Univers, union catholique, 31 mars 1849.) (Noie de l'éditeur).

136 La Tribune des Peuplée pieusement perfides, sur le devoir pour les réfugiés italiens d'aller se joindre à l'armée de l'indépendance en Italie, nous lui ferons observer que les réfugiés auxquels il fait allusion ont déjà fait leurs preuves sur plus d'un champ de bataille. Si VUnivers désire sincèrement les voir combattre Radetzki, il ferait bien de parler à ses amis du ministère et de la police pour lever les difficultés politiques et bureaucratiques du départ. La Gazette de France, journal certainement aussi religieux et pour le moins aussi catholique que VUnivers, n'a pas perdu, elle, le sentiment, le sens commun national, au point de ne pas voir l'intérêt qu'aurait la France d'assurer l'indépendance de l'Italie. Nous engageons les jésuites de VUnivers à lire les gallicans de la Gazette, qui s'expriment ainsi qu'il suit: «Quelque prévu que fût ce dénouement du «Piémont, après les nouvelles qui nous sont parvenues, il «nous est impossible de ne pas le déplorer. Si le gouverne«ment piémontais, à la première nouvelle du désastre de «Novare, puisant une inspiration énergique dans le danger «de la patrie, avait décrété que son siège était transporté à «Gênes et qu'il y eut convoqué les Chambres, nous ne sa«vons pas trop quel fruit le maréchal Radetzki aurait rem«porté de sa victoire et ce qu'il aurait gagné à occuper Tucrin. Que peut vouloir en ce moment la France, amie de «l'Italie? Deux choses que nous ne pouvons laisser confis«quer sans honte et sans humiliation pour notre propre pays «lui-même: l'intégrité du Royaume de Sardaigne, la liberté «de l'Italie.»

Le dénier de saint Pierre 137 LE DENIER DE SAINT PIERRE1

2 avril 1849. Sans doute, un événement immense vient de se passer ins l'Église de Dieu. Oh! si, il y a quelques siècles, le chef le père de tous les chrétiens eût été obligé de fuir, si on sût y déposé de sa puissance temporelle par ses propres ijets, si Ton eût vu tout le patrimoine des successeurs de dnt Pierre séquestré, saisi, vendu, la catholicité tout entière it été plongée dans la douleur et dans le deuil; les églises iraient retenti des gémissements des fidèles prosternés nuit t jour au pied des autels et implorant la miséricorde divine; q tel événement eût été une calamité publique, chacun y lirait reconnu un signe de courroux céleste! Est-ce ainsi que cet événement immense a été considéré? •h! non; il a à peine défrayé quelques colonnes de journaux. «Les nations même dissidentes dans la foi, dit M. Le Courtier, ont oublié leur dissidence, pour ne plus voir que l'ingratitude la plus révoltante envers un pontife suprême tel que Pie IX.» Il y a dans ce fait même l'appréciation exacte e l'effet produit généralement sur les esprits par cet imêense événement. Ces nations dissidentes ont-elles été par là ébranlées dans îur dissidence? Ont-elles renoncé à leur séparation, se sontIles inclinées devant l'autorité spirituelle du Souverain Ponte? S'il en eût été ainsi, le Souverain Pontife aurait béni, t toute la catholicité aurait béni avec lui, un événement qui 1 L'article s'est retrouvé de la main d'Adam Mickiewioz tel que tous le reproduisons ci-dessus. 11 a paru un peu plus développé dans a Tribune des Peuples. 11 a pu être amplifié par un collaborateur d'Adam tâktewicz, voilà pourquoi nous nous en tenons au texte autographe. (Note de l'éditeur).

138 La Tribune des Peuples aurait ramené au bercail des brebis égarées. Mais non, ces nations dissidentes se sont indignées contre un acte politique qui ajoute un souverain de plus à la liste des souverains détrônés et fugitifs devant le flot révolutionnaire qui soulève l'Europe; cet événement n'a malheureusement pas une plus haute portée à leurs yeux. Plus que les autres, les souverains dissidents se sont émus, parce que, en voyant tomber une couronne sous laquelle était la tiare pontificale, ils ont tremblé pour leur propre couronne à laquelle manque l'appui du respect religieux. Ames chrétiennes en qui il est resté une étincelle de ce foyer d'amour qui animait nos pères, quelque vestige de cette foi brûlante qui dans les premiers siècles de l'Église conduisait au martyre, qui de nos jours peut seule régénérer le monde qui s'écroule, ne sentez-vous pas que, dans cet événement immense, il y a plus qu'un mouvement politique, plus qu'un souverain détrôné, plus que l'œuvre d'un parti, plus qu'une colère populaire ? Ne sentez-vous pas qu'il y a la main de Dieu ? Sondons courageusement la plaie, et voyons en nous, autour de nous, partout, clans la vie privée comme dans la vie publique, dans la politique, dans l'industrie, dans les rapports sociaux, dans la famille, partout l'astuce, le mensonge, l'amour effréné de jouissance, Fégoïsme, la déification du moi, l'esprit du mal, l'oubli de Dieu. Et dans cette chute effroyable, dans ce cataclysme qui entraîne rapidement la société à sa ruine, que chacun prenne sa part de solidarité, et les peuples et leurs chefs, et les brebis et leurs pasteurs, non pour s'accuser les uns les autres, mais pour descendre au fond de leurs consciences et se reconnaître coupables. Ce qui peut sauver l'Église, et avec l'Église la société, ce n'est pas l'œuvre du denier de saint Pierre, œuvre toute terrestre et étroite, qui n'offre qu'un secours vulgaire, comme s'il s'agissait d'un malheur vulgaire; œuvre égoïste, qui, pour

Le denier de saint Pierre 139 doter des nonces, arrache l'obole du soulagement aux Irlandais qui meurent de faim par milliers, à ce tiers de la population parisienne, Irlande française, qui vit d'aumône faute de travail. Ce que Jésus-Christ accepta de la femme de Béthanie, ce qui attira sur elle le pardon, ce n'était pas le parfum dont elle oignit les pieds et la chevelure du Sauveur du monde, c'était l'amour pur qui remplissait son âme; ce vase qu'elle brisa, c'était son cœur qui s'ouvrait. Cet argent que vous offrez au vicaire de Jésus-Christ, ne le comparez pas au parfum d'amour de Madeleine, c'est la bourse de Judas que vous videz à ses pieds. Il est une autre œuvre qui ne se montre pas encore, Yœuvre de Vépée de saint Pierre; celle-là se perdra sans sauver l'Église, car Jésus-Christ a dit à saint Pierre: Tous ceux qui prendront Vépée périront par Vépée. L'œuvre la seule touchante, la seule noble, la seule chrétienne, parce qu'elle est la seule vraie, la seule efficace, la seule qui attirera la miséricorde et la grâce de Dieu, c'est Y œuvre du repentir de saint Pierre, de saint Pierre qui, après avoir renié son divin Maître, sortit et pleura amèrement. Oui, pleurons, pleurons tous amèrement, parce que tous nous avons renié; mais pleurez aussi avec nous, ministre du Très-Haut, vous à qui Jésus-Christ a confié son Église. Voyez autour de vous la société qui se débat dans l'agonie sous l'étreinte du mal. N'aurez-vous pour la sauver que de froides formules, que des quêtes ou de stériles gémissements? Prêtres et prélats, vous n'attendez de salut que par l'or, le canon et les protocoles, et ces moyens que vous ne possédez pas, c'est à la puissance terrestre que vous les demandez, vous qui devriez relever et sauver la terre, vous demandez à la terre de vous relever et de vous sauver. Ne dites pas que les peuples vous quittent, c'est vous qui les avez abandonnés; ils vous cherchent à votre poste, et ils ne vous y trouvent pas; ils veulent s'élever, et vous

140 La Tribuns des PtmpUê vous abaissez. Vous possédiez la force invincible, la richewe impérissable qui donnent la vie, et vous les avez abandon" nés, ces trésors du ciel, pour ceux de la terre qui tuent l'e* prit. Oh! pleurez, pleurez avec nous; rouvrez la source de la vie par l'ardeur de vos sacrifices; relevez-vous, et sous l'étendard de la foi vivante, les peuples unis marcheront avec vous vers l'accomplissement de leurs grandes destinées. LE NOUVEL EMPEREUR D'ALLEMAGNE 3 avril 1849. Un grand fait, un fait politique européen, vient de s'accomplir sous nos yeux, dans une ville qui touche presque à la frontière de la France. On a changé l'esprit et la forme de toute l'Allemagne. Un empire nouveau surgit; l'Allemagne nouvel aura un empereur nouveau. Le roi de Prusse, un Hohenzollern, est appelé à succéder aux Othon, aux Hohenstaufen, aux Habsbourg K Tout cela s'est fait à l'insu de la France officielle. Le gouvernement le plus révolutionnaire de l'Europe, celui de la France, a pris dans cette question l'attitude la moins offensante pour la vieille diplomatie. Le chargé d'affaires de France, heureux d'avoir été admis dans la société des grands personnages politiques, n'exigeait rien, ne demandait rien. Toutes les fois que ses amis les metternichiens ou les ennemis de la nouvelle Allemagne 1 «Le roi de Prusse a été proclamé Empereur d'Allemagne par l'Assemblée de Francfort. Sur 5H8 votants, 290 se sont prononcés pour et 248 se sont abstenus.» (L'Univers, 1er avril 1849). (Note dé V éditeur).

Le nouvel Empereur d'Allemagne 141 lui demandaient conseil, il en référerait gravement à son gouvernement. La seule chose que les ministres français gardent avec une habileté universellement reconnue, c'est leur gravité silencieuse qui continue à couvrir leur nullité réelle. La France est-elle décidée à favoriser l'établissement de ce nouvel empire, ou bien osera-t-elle le combattre ? Un tel fait, il y a quelques années de cela, aurait bouleversé l'Europe entière. Napoléon dut gagner vingt batailles pour faire accepter à l'Europe son titre nouveau d'empereur de la République française. Le monde a marché. Ce nouvel empereur d'Allemagne ne rencontrera pas d'opposition systématique de la part des monarchies, et pas même de la part du gouvernement quasi-républicain de la France. Le roi de Prusse tient entre ses mains le sort des peuples allemands. Dans la grande lutte, entre le monde nouveau et la vieille société, entre les républiques naissantes et les monarchies agonisantes, c'est le peuple qui donne l'exemple du respect de la légalité et même de l'histoire. Le peuple s'attache au souvenir des temps passés. La poésie et l'histoire, la foi et l'espérance ont influé sur le choix du nouvel empereur, éléments électoraux dont en France les partis ne veulent plus tenir aucun compte. Comment le roi de Prusse répondra-t-il à cet appel que lui fait le peuple allemand ? Accepte-t-il ? et, s'il accepte, comprendra-t-il le sens de cet appel ? Il a devant lui deux exemples, deux routes et deux manières d'agir. D'abord l'exemple de l'empereur d'Autriche, qui accepte tout, constitutions et révolutions, qui les accepte publiquement, officiellement, les jure à la face de Dieu et des hommes, mais à condition d'en rendre l'application impossible. Il a devant lui l'exemple de l'ex-roi Charles-Albert, appelé à

LE SOCIALISME PROPAGE PAR LA RUE DE POITIERS. 4
avril 1849. La vieille société européenne n'a jamais reçu de la part de Saint-Simon ni de Fourier, ni des citoyens Cabet et Proudhon, un affront comparable à celui que lui fait subir la réu¹ Un article sous le titre: l'Empereur d'Allemagne parut dans le journal le Corsaire du 6 avril 1849. (Note de l'éditeur). 142 La Tribune des Peuples gouverner l'Italie, et en acceptant l'offre malgré lui (il en a fait l'usage que Ton sait). Le roi de Prusse ferait bien de laisser là ces exemples historiques, et de créer, s'il est possible une chose sans exemple: Une royauté ou un empire populaire. Ce qu'il aura à craindre, ce ne sont pas les invasions des étrangers et des luttes avec les partis dissidents à l'intérieur. Ce sont les conseils de ses amis et alliés les empereurs d'Autriche et de Russie. En définitive, lui faudra-t-il s'unir à la Russie, à l'Autriche, au ministère français, ou bien aux peuples de l'Europe? Tous les pouvoirs nouveaux, élevés par le peuple: LouisPhilippe, Chtopicki, Charles-Albert, ont préféré l'alliance avec des ennemis. Ils sont tous tombés. Le ministère actuel du nouveau pouvoir de la France fait tout ce qu'il peut pour la faire entrer dans cette politique qui aboutit à la chute. Le roi de Prusse choisira, les peuples aviseront! l...

Le socialisme 143 nion de la rue de Poitiers. La réunion se constitue en représentation légale de la vieille société. Les honorables représentants du vieux monde n'exhibent en fait de pleins pouvoirs que leurs vieux titres d'anciens royalistes, d'anciens légitimistes, d'anciens procureurs, titres représentés par des billets de banque. C'est à la vieille société de voir si elle accepte une telle représentation. On en connaît déjà l'historique et le bilan moral. Des philosophes voltairiens, des banquiers juifs, des fils de croisés s'unissent dans un même intérêt. Séparés jusqu'à présent les uns des autres par le sentiment religieux, divisés d'opinions politiques, ils trouvent enfin un dogme commun, celui de VintérêL On n'a à opposer au socialisme que ce dogme; on recrute maintenant des apôtres pour le proclamer. La propagande est déjà organisée, bureaux, caisse, commis-voyageurs, tout cela existe; on embauche des apôtres. Cette ignoble parodie des fonctions les plus respectables, parodie de l'apostolat, parodie de la propagande et de l'association, cette parodie qui s'avoue elle-même anti-socialiste, est profondément affligeante pour tous ceux qui, comme nous, s'obstinent à croire à la possibilité d'un progrès organique, régulier et légal. La déclaration de la rue de Poitiers nous ôte l'espérance que nous conservions en dépit de l'avertissement évangélique, notre espérance de voir les vieilles outres devenir susceptibles de s'emplir de vin nouveau, de voir les vieux chiffons venir s'adapter à un habit neuf. Des philoéophes ne cessent de nous dire qu'une fatalité inexorable pousse les vieux pouvoirs et les vieilles institutions au suicide: pour nous, qui voyons les hommes de la rue de Poitiers agir en pleine possession de leur sens commun d'hommes d'argent et de places, et en toute liberté de propagandistes, sans qu'ils aient la moindre crainte d'être poursuivis et jugés, comme l'est chaque jour le commun des ré

144 La Tribune des Peuples publicains socialistes, nous n'acceptons pas le dogme de la fatalité; nous ne voyons dans le fait de la rue de Poitiers que la preuve de la puissance que s'est acquise parmi nous la volonté mauvaise, et de la liberté d'agir qui lui est accordée. Qu'on n'accuse pas la fatalité. Si nous voyons tomber les hommes puissants, entraînant dans leur chute de vieilles institutions, c'est qu'ils l'ont voulu. La royauté, l'institution la plus puissante du vieux monde, est certes tombée. En accusera-t-on les républicains? Sont-ce les républicains qui ont fait au plus puissant des représentants de la royauté, à Louis-Philippe la réputation que nous ne voulons pas qualifier? Est-ce pour plaire aux républicains que l'empereur Nicolas parlait en public de Louis-Philippe en l'appelant l'homme taré? Essayez s'adresser à un philippiste des plus fidèles, comme MM. Bugeaud, Dupin, Barrot, des compliments orléanistes, en appelant, par exemple, le maréchal Bugeaud le Louis-Philippe de l'armée et le citoyen Barrot le Louis-Philippe du ministère, vous verrez qu'ils en seront médiocrement flattés. C'est donc le roi des Français qui a porté en France le dernier coup à la royauté, en suivant le système que les Bugeaud et les Barrot font valoir auprès de la présidence, sauf à donner un jour des regrets officiels au président, comme ils en donnent aujourd'hui à leur vieux patron, ce qui ne les empêche en rien de servir son successeur. Après la royauté, la pairie, vieille et glorieuse institution! Il n'y a pas longtemps de cela, le titre de pair de France sonnait aux oreilles comme un coup de clairon. Qu'est devenue maintenant la pairie? Les grands destructeurs, les instruments les plus actifs du socialisme, les Decazes *, les Pasl Elie Decazes fut conseiller du roi Louis de Hollande, secrétaire des commandements de l'Impératrice-mère; sous la Restauration, préfet de police et ministre de l'intérieur. Il a eu une grande part de responsabilité dans les assassinats juridiques de Ney, de Labédoyère, de Mou

L'écoulement 145 uier¹, les Mole⁸, n'ont eu besoin que d'une vingtaine d'années pour détruire une institution qui datait de Charlemagne, et conservait encore quelque prestige au temps de Napoléon. La chevalerie périt de la même main qui a aboli la pairie. Guizot a été reçu chevalier de la Toison d'Or. Demandez aux vieux aristocrates de l'Europe, aux membres du chapitre de la Toison, d'où leur est venu tout à coup le scepticisme à égard de l'importance d'un des plus anciens ordres de chevalerie? De ce que Guizot a été reçu chevalier de l'ordre, démissionnaire et propagandiste de ses principes. Les propagandistes de la rue de Poitiers semblent vouloir aller plus loin que Louis-Philippe, Guizot et Thiers. Ils ont pris à tâche de rendre le titre de propriétaire aussi odieux que l'est devenu le titre de roi, aussi ridicule que celui de pair de France et de chevalier de la Toison d'Or. Ils s'attaquent déjà à la famille. Cette dernière question mérite d'être traitée à part. M. Duvernet, des frères Faucher, et aussi dans l'impunité accordée aux massacreurs royalistes du Midi, dans l'établissement des cours prévôtales, etc. En 1834, Louis-Philippe le nomma grand-référendaire de la chambre des Pairs, et Christian VIII de Danemark le créa duc de Glücksberg. (Note de l'éditeur).

¹ Denis Pasquier fut conseiller d'Etat et préfet de police sous Napoléon, garde des sceaux en 1815, et plusieurs fois ministre sous la Restauration. Sous Louis-Philippe, créé président de la Chambre des Pairs, il dirigea les débats de tous les procès politiques soumis à cette assemblée. Napoléon l'avait fait baron, Louis-Philippe le nomma duc. (Note de l'éditeur). * Le comte Molé, grand juge sous Napoléon, pair sous Louis XVIII, vota la mort de Ney, fut ministre sous Louis-Philippe, et, en 1848, dans la Constituante et la Législative, l'un des chefs de la réaction. (Note de l'éditeur). 10

144 La Tribune des Peuples publicains socialistes, nous n'acceptons pas le dogme de la fatalité; nous ne voyons dans le fait de la rue de Poitiers que la preuve de la puissance que s'est acquise parmi nous la volonté mauvaise, et de la liberté d'agir qui lui est accordée. Qu'on n'accuse pas la fatalité. Si nous voyons tomber les hommes puissants, entraînant dans leur chute de vieilles institutions, c'est qu'ils l'ont voulu. La royauté, l'institution la plus puissante du vieux monde, est certes tombée. En accusera-t-on les républicains? Sont-ce les républicains qui ont fait au plus puissant des représentants de la royauté, à Louis-Philippe la réputation que nous ne voulons pas qualifier? Est-ce pour plaire aux républicains que l'empereur Nicolas parlait en public de Louis-Philippe en l'appelant Vltwmme taré? Essayez s'adresser à un philippiste des plus fidèles, comme MM. Bugeaud, Dupin, Barrot, des compliments orléanistes, en appelant, par exemple, le maréchal Bugeaud le Louis-Philippe de l'armée et le citoyen Barrot le Louis-Philippe du ministère, vous verrez qu'ils en seront médiocrement flattés. C'est donc le roi des Français qui a porté en France le dernier coup à la royauté, en suivant le système que les Bugeaud et les Barrot font valoir auprès de la présidence, sauf à donner un jour des regrets officiels au président, comme ils en donnent aujourd'hui à leur vieux patron, ce qui ne les empêche en rien de servir son successeur. Après la royauté, la pairie, vieille et glorieuse institution! Il n'y a pas longtemps de cela, le titre de pair de France sonnait aux oreilles comme un coup de clairon. Qu'est devenue maintenant la pairie? Les grandes destructeurs, les instruments les plus actifs du socialisme, les Decaze *, les Pasl Elie Decazes fut conseiller du roi Louis de Hollande, secrétaire des commandements de l'Impératrice-mère; sous la Restauration, préfet de police et ministre de l'intérieur. Il a eu une grande part de responsabilité dans les assassinats juridiques de Ne y, de Labédoycre, de Mou

145 er1, les Mole*, n'ont eu besoin que d'une vingtaine d'anus pour détruire une institution qui datait de Charlemagne, conservait encore quelque prestige au temps de Napoléon. La chevalerie périt de la même main qui a aboli la pairie. Guizot a été reçu chevalier de la Toison d'Or. Demandez : vieux aristocrates de l'Europe, aux membres du chapitre la Toison, d'où leur est venu tout à coup le scepticisme à l'égard de l'importance d'un des plus anciens ordres de chevalerie ? De ce que Guizot a été reçu chevalier de l'ordre, désueur et propagandiste de ses principes. Les propagandistes de la rue de Poitiers semblent vouloir aller plus loin que Louis-Philippe, Guizot et Thiers. Ils : pris à tâche de rendre le titre de propriétaire aussi odieux 3 Test devenu le titre de roi, aussi ridicule que celui de roi de France et de chevalier de la Toison d'Or. Ils s'attaquent déjà à la famille. Cette dernière question >rite d'être traitée à part. -Duvernet, des frères Faucher, et aussi dans l'impunité accordée : massacreurs royalistes du Midi, dans rétablissement des cours préaies, etc. En 1834, Louis-Philippe le nomma grand-référendaire de la chambre des Pairs, et Christian VIII de Danemark le créa duc de Slesvig. {Note de l'éditeur). 1 Denis Pasquier fut conseiller d'Etat et préfet de police sous Napoléon, garde des sceaux en 1815, et plusieurs fois ministre sous la Restauration. Sous Louis-Philippe, nommé président de la Chambre des pairs, il dirigea les débats de tous les procès politiques soumis à cette assemblée. Napoléon l'avait fait baron, Louis-Philippe le nomma duc. (Note de l'éditeur). * Le comte Mole, grand juge sous Napoléon, pair sous Louis XVIII, à la mort de Ney, fut ministre sous Louis-Philippe, et, en 1848, dans l'Assemblée constituante et la Législative, l'un des chefs de la réaction. (Note de VédiUur). 10 i

RÉACTIONNAIRE ET LA CAUSE ITALIENNE >. 6 avril 1849. Les gouvernements réactionnaires de l'Europe croient que le moment est venu de confier à la diplomatie la tâche d'achever la ruine de la cause italienne. Il y aura donc un congrès de plénipotentiaires; on traitera. Il est évident que l'Autriche ne peut avoir d'autre but que celui de ramener l'Italie à l'état où elle se trouvait avant Février. Cette date une fois conquise, on laissera aux diplomates futurs le soin de rétablir en Italie, comme partout, l'ordre de choses d'avant juillet 1830. Les révolutions ont plus d'une fois vaincu les armées de la vieille Europe, mais elles n'ont pas entamé le vieux système diplomatique; les révolutions continuent de produire de nouveaux gouvernements, qui, à leur tour, ne cessent pas d'être absorbés par la vieille diplomatie. Le gouvernement provisoire, à peine installé à l'hôtel de ville, se trouva attaqué et conquis dans la personne du citoyen Lamartine par l'ambassade anglaise, aidée de celle d'Autriche et de Russie. Le général Cavaignac et le ministère actuel s'empressèrent de signer la capitulation Lamartine. Les négociations dont on nous menace ne peuvent avoir qu'un résultat fixé d'avance par l'Autriche et la Russie. Le ministère français s'est obligé à obtenir ce résultat de manière à ne pas trop choquer la susceptibilité du peuple français, ce qui pourrait compromettre la cause de l'Autriche et de la Russie. 1 Le journal la Vraie République cita le 7 avril des extraits de cet article et le 11 des extraits d'un article publié par Ivan Golovine dans « la Tribune des Peuples. (Note de l'éditeur).

La diplomatie réactionnaire 147 Que l'Italie se garde bien de fonder des espérances sur la coopération libérale du ministère. Le ministère n'est, dans cette négociation, que l'agent responsable de la société anonyme des réactionnaires de l'Europe. Il en a pris la responsabilité, enhardi par l'exemple des anciens ministres de la Restauration et de Louis-Philippe, qui ont tous fidèlement servi l'intérêt de l'étranger contre le peuple français, et qui n'ont aucun motif de regretter leur conduite passée. Les rois n'oublient et ne pardonnent jamais; le peuple est oublieux et miséricordieux. Lorsqu'il s'agit de se compromettre à l'égard des rois ou des peuples, on sait d'avance le parti que prendront les hommes habiles de l'école de Talleyrand et de Malthus. Ce qu'a fait en Italie le ministre Périer par l'entremise du général en chef Cubières, le ministre Barrot espère le faire avec l'aide du maréchal Bugeaud. En attendant, on négociera. Il y a un an, lorsque toute la puissance autrichienne en Italie se réduisait à la possession de trois forteresses sur l'Adige, l'Autriche proposa alors au gouvernement insurrectionnel de la Lombardie de négocier. L'Autriche ne demandait que l'abandon définitif de toute prétention, de la part des Italiens, à la possession de la ville de Venise et de son territoire. Ces propositions de l'Autriche n'étaient pas plus sérieuses que les promesses du ministère français d'alors. Le gouvernement lombard eut le bon esprit de refuser les unes et de ne pas croire aux autres. Pour les réactionnaires autrichiens et français, la question était de gagner du temps et de diviser les Italiens. Us n'ont , cessé d'agir en conséquence auprès du roi Charles-Albert. i On lui laissa entrevoir l'espérance de rester possesseur tran[quille de la Lombardie et des principautés, à condition qu'il n'entreprendrait rien dans l'intérêt de la Vénétie. On trompait de même le pape. Cela explique la conduite étrange du cabinet romain, qui envoyait une armée au se10*

148 La Tribuns des Peuple* cours des Vénitiens, à condition qu'elle ne combattait pas les Autrichiens! De même aussi le retard du gouvernement sarde à envoyer sa flotte dans les eaux de Venise et la répugnance du roi à passer l'Adige n'avaient d'autre source que les conseils perfides des diplomates. On négocia jusqu'à ce que Radetzki obtint des secours et rétablit ses communications avec l'Autriche. Alors la diplomatie changea de ton et de conduite; elle s'avoua franchement l'alliée du plus fort. Après avoir détaché ainsi la cause du Piémont de celle de l'Italie centrale, on médite de nouvelles trahisons diplomatiques, dans le but de diviser les intérêts des États, des villes et des populations que la révolution est parvenue à réunir. On promet aux Toscans un gouvernement représentatif, à condition qu'ils ne se mêleront pas des affaires de la Romagne; aux Romains, une administration séculière, pourvu qu'ils acceptent la domination papale avec le dogme du «chacun chez soi, chacun pour soi.» La diplomatie réserve à toutes ces constitutions et chambres le sort de celles de Kremsier, de Prague et de Turin. Si les Italiens se laissent tromper encore cette fois, ils n'auront plus le droit de prendre pour excuse leur ignorance des vues et des projets de la diplomatie. Les événements de cette année mémorable ont démontré jusqu'à la dernière évidence la solidarité qui existe entre tous les cabinets et tous les réactionnaires de l'Europe. Ce que médite l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche l'explique, le cabinet de Londres l'exprime dans ses notes diplomatiques, le cabinet français s'en inspire, et le congrès sera chargé de l'exécuter.

Le bonapartisme et l'idée napoléonienne 1 49 LE
BONAPARTISME ET L'IDÉE NAPOLÉONIENNE. 8 avril 1849. On donne quelquefois au parti national qui s'est manifesté dans le vote du 10 décembre le nom de parti bonapartiste. On se trompe. La majorité populaire n'est pas bonapartiste, elle est napoléonienne. On nous demandera en quoi consiste la différence entre le bonapartisme et le napoléonisme, ce qu'est l'idée napoléonienne ? La réalité et la vitalité de cette idée sont suffisamment prouvées par l'acte le plus spontané * et le plus solennel que le peuple français ait jamais accompli par le fait de l'élection. Le peuple a voulu. Maintenant c'est le devoir de ceux que le peuple a choisis pour ses organes, qu'il a chargés de parler et d'agir pour lui; c'est le devoir des magistrats de réaliser en paroles et en actes l'idée napoléonienne du peuple. Le bonapartisme n'est que dynastique. Les ennemis de la France tentent le parti napoléonien comme ils ont jadis tenté Napoléon, en persuadant à l'homme de la révolution universelle qu'il n'était que l'homme d'une dynastie nouvelle. Le peuple en France, c'est-à-dire l'ouvrier et le soldat, la blouse et l'uniforme, en saluant son élu, ne l'appelle pas par son nom de famille, mais par son nom de baptême. Le nom de Bonaparte est aussi peu connu du peuple que celui de Bourbon, de Mirabeau et de Saint-Just. Le peuple ne connaît de son passé révolutionnaire que le nom de Napoléon. 1 Malgré l'influence qu'a toujours un gouvernement, M. le général Cavaignac n'eut que 1,448,107 voix, et Louis Napoléon 5,658,755. {Noté de l'éditeur).

150 La Tribune des Peuples Que signifie ce nom? Il définit les qualités que le peuple et l'armée admiraient dans Napoléon: La foi dans la Grande-Nation; La foi dans les principes qu'elle a proclamés; La foi dans le triomphe de ces principes; La conformité de la parole à l'action; La parole brève et l'action vaste; L'homme qui parle répondant de l'homme qui agit; L'homme que les soldats appelaient leur camarade, leur caporal; les conseillers d'État, leur président-né; les membres de l'Institut, le plus légitimement choisi de leurs collègues; les aristocrates, le plus terrible des plébéiens; le clergé, l'Antéchrist (preuve de son christianisme); et que les rois, maîtres du monde ancien, malgré leur orgueil satanique, venaient tour à tour adorer et tenter. Napoléon, c'est la révolution devenue autorité régulière. C'est l'idée sociale faite gouvernement. Napoléon, c'est mille | autres choses que le peuple fera et nous forcera de lui expliquer. Il y a une grande différence entre le bonapartisme et le napoléonisme. Mais si la France entière évoque avec tant de solennité l'esprit de Napoléon, ceux qui tiennent à lui de plus près, les enfants, les parents de l'homme qui a tant aimé sa famille, doivent les premiers se pénétrer de son esprit Alexandre le Grand a laissé son héritage au plus digne. Le peuple français a donné à ceux qui sont les proches du héros tous les moyens de devenir les plus dignes du plus grand des héritages. Les familles et les dynasties périssent; l'idée reste. Les dernières révolutions ont démontré certaines vérités politiques, qui, désormais, doivent être acceptées comme axiomes, ainsi qu'il suit:

8 avril 1849 151 Un peuple qui combat pour son indépendance ou pour le développement de ses libertés, est autorisé à regarder comme ses ennemis naturels toutes les vieilles dynasties et tous les dynastiques, quelque estimables d'ailleurs qu'ils puissent être dans leur vie privée. Ce peuple doit se défier des hauts dignitaires de l'Église, tous également attachés au culte de l'absolutisme, fût-il mahométan, hérésiarque et même athée. Enfin, il lui faut refuser le concours des aristocrates, et particulièrement de ceux qui ont servi ou conseillé les gouvernements oppresseurs du peuple. Si les révolutions actuelles n'avaient acquis à l'humanité que ces seuls axiomes, ce serait déjà un grand pas de fait vers l'avenir. 8 avril 1849. Lorsque nous donnions dernièrement la biographie du général Chrzanowski¹, nous signalions déjà son manque de foi révolutionnaire et son respect pour ces pouvoirs que les hommes du jour en France appellent des pouvoirs réguliers. Au moment où nous écrivions, Chrzanowski commandait une armée; ce n'était pas le moment de donner des avertissements. D'ailleurs, Charles-Albert a été plus d'une fois averti sur le compte du général Chrzanowski. Le malheureux roi a préféré suivre les conseils de l'aristocratie polonaise et du jésuitisme français. Chose étrange! le général Chrzanowski, de tous les Polonais marquants, était celui qui paraissait le moins accessible à tout sentiment religieux, et c'est lui que le parti jésuitique poussait au pouvoir, par cette seule considération qu'il s'avouait hautement partisan quand même de la monarchie. 1 Dans le n° de la Tribune des Peuples du 19 mars. {Noté de l'éditeur).

162 La Tribune des Peuples Le culte dea rois, dans l'esprit des catholiques officiels d'aujourd'hui, excuse tout ce qui peut se commettre contre Dieu. Les mêmes hommes qui ont tué la révolution polonaise, les Czartoryski, les Zamoyski l, les Romarino, aidés de leurs alliés français qui ont faussé la révolution de Juillet et celle de Février, se sont servis du général Chrzanowski, leur ancien instrument, pour frapper au cœur là révolution en Italie. La honteuse capitulation de Varsovie explique celle qu'a contresignée le 26 mars le général Chrzanowski. La même majorité philippiste qui s'était tant réjouie de la chute de Varsovie, triomphe aujourd'hui dans l'espoir de voir tomber Turin et Alexandrie. Il y a progrès en cynisme! Aujourd'hui le citoyen Thiers avoue franchement sa vieille admiration pour l'empereur Nicolas et le citoyen Dupin, qui pendant longtemps n'avait que des sympathies secrètes pour le citoyen Thiers, ne craint plus de l'applaudir en public. LA SOLIDARITÉ DES RÉACTIONNAIRES ET DES TRAITRES. 11 avril 1849. De tous les Italiens, ceux que la réaction déteste le plus, ce sont les Lombards, les Vénitiens et les Génois. On en connaît déjà la raison. C'est Venise, c'est Milan, c'est Gênes qui 1 Le prince Adam Czartoryski, président du gouvernement national polonais, faisait l'aveu suivant dans une dépêche que La Fayette produisit à la tribune le 16 septembre 1831: «Nous nous sommes reposés sur la noblesse et la sagesse des cabinets; en nous y fiant, nous n'avons pas tiré parti de toutes nos ressources . . . Nous aurions pu frap

La solidarité des réactionnaires et des traîtres 168 poussaient le Pape, le roi de Piémont et les autres provinces alliés à l'Autriche à se déclarer contre l'Autriche. C'étaient des sentinelles trop éveillées qui ne laissaient pas entrer des espions attendus au quartier-général. C'étaient des soldats trop braves, qui avaient pris au sérieux un tournoi chevaleresque où les rois et les généraux ne devaient combattre qu'à armes courtoises. Les choses en sont venues à ce point que les auteurs d'armistice Salasco-Chrzanowski, ces fuyards officiels accusent de lâcheté les Lombards, qui ont cependant vaincu l'armée autrichienne toutes les fois qu'ils l'ont combattue, sans être guidés par les généraux et les diplomates piémontais; oui, ils les accusent de lâcheté. Lâche Venise! tu as osé t'emparer de l'arsenal, de la flotte autrichienne et de tout le matériel de la marine de l'Empire! Tu as osé couper les communications de l'armée de Radetzki avec l'Autriche! Tu as osé faire tout cela, sans avoir un seul soldat piémontais et surtout sans posséder ce que les journaux réactionnaires appellent un gouvernement régulier! Un homme, qui n'était ni ministre ni bureaucrate, ni même un journaliste en renom, un certain Manin, à l'aide du peuple de Venise, a fait tout cela. Manin est un lâche aux yeux du ministère Barrot. Manin a compromis sa sécurité. Les Milanais ont mérité le surnom de lâches pour avoir chassé Radetzki et toute son armée. Quant aux Génois, la per un coup, qui sans doute eût été décisif; nous crûmes qu'il fallait temporiser.» Le comte Ladislas Zamoyski a raconté que ses amis et lui, ne voyant pas de meilleur moyen de prévenir la révolution du 29 nov. 1830 que d'augmenter la vigilance de la police russe, perdirent dans les appartements du grand-duc Constantin une lettre anonyme qui dénonçait les desseins des conjurés. Le grand-duc n'y ajouta pas foi. La révolution faite, le comte Zamoyski obtint qu'on laissât s'éloigner, au lieu de les désarmer, les régiments russes. Ce fut lui qui détermina Charles-Albert à confier son armée à Chrzanowski. (Noie de V éditeur).

154 La Tribune des Peuples lâcheté qu'ils ont commise en défiant en même temps l'Autriche et le Piémont est tout ce qu'il y a de plus opposé aux sentiments de force et de bravoure du ministère français. Aussi ne doivent-ils attendre de ce ministère que mépris et hostilité. L'avenir le prouvera. Quant aux événements qui se sont passés dans cette dernière campagne nous les éclaircirons par des documents officiels concernant le passé révolutionnaire de la Pologne. On y verra comment les réactionnaires et les traîtres comprenaient et réalisaient depuis longtemps ces dogmes de solidarité que nous propageons dans l'intérêt de la Révolution. Les mêmes hommes qui accusent maintenant les Lombards et les Génois ont traité de la même manière les révolutionnaires polonais. Us s'acharnaient surtout contre ceux que la Pologne entière regardait comme les meilleurs patriotes et les plus vaillants soldats. (Nous donnerons demain l'épisode militaire du général Chrzanowski, d'après le mémoire du colonel Charles Rôiycki.) 11 avril 1849. Le citoyen Mazzini vient de reprendre à Rome le journal (Vltalia del Popolo) qu'il publiait l'année dernière. Nous avons sous les yeux son nouveau manifeste. «En recommençant, dit-il, la publication de Vltalie du Peuple, il ne serait pas besoin de programme (nous pouvons le dire sans être taxé d'orgueil), car ce journal sera rédigé par les mêmes hommes qui le rédigeaient à Milan. Or, ces hommes n'ont point varié.» C'est là, en effet, qu'est le principal mérite du citoyen Mazzini, et c'est aussi sa fidélité inébranlable au drapeau démocratique qui fait sa force et qui donne de l'autorité à sa parole. Au milieu des apostasies honteuses dont nous

Charles Rôzycki 155 vous été témoins dans ces derniers temps, il est beau de voir un homme politique trouver bon, aujourd'hui qu'il est au pouvoir, ce qu'il trouvait bon, il y a 18 ans, lorsqu'il était en l'exil. *Ultima del Popolo* pourra rendre de grands services à la cause démocratique. Nous engageons seulement son rédacteur en chef à se montrer sobre de théories, de paroles. C'est par l'action que l'Italie se relèvera, le journal de Mazzini doit surtout pousser l'action. 12 avril 1849. Le colonel Charles Rôzycki, un des officiers les plus distingués de l'armée polonaise, leva en 1831 un corps d'insurgés sur l'extrême frontière de la Pologne méridionale. Parti des bords du Borysthène, après une marche de trois cents lieues et des combats presque journaliers d'où il sortit toujours victorieux, vint rejoindre l'armée polonaise à Zamosc. Le premier chef polonais qu'il rencontra, c'est le général Chrzanowski. » On verra la manière, dont le colonel insurgé fut reçu par le général de la Pologne officielle. 1. 1 t ... Je fis partir Jean Oiniecinski, accompagné de quelques cavaliers pour Zamość, en le chargeant de la remise de mon rapport, où informais le commandant de cette forteresse de notre prochaine arrivée. Il y trouva le général Chrzanowski à la tête d'un corps d'armée qui, muni de renseignements exacts, venait à notre secours, et qui nous rejoignit à un millier de pas de la forteresse, dans la chaîne de ses vallées. Les escadrons de Cracus, les colonnes d'infanterie et d'artillerie, surpris d'une rencontre aussi inespérée, nous saluèrent par des acclamations d'allégresse. Ah! combien leur accueil fraternel nous fut cher! à elle plénitude de bonheur à les entendre parler notre langue, à les voir revêtus de nos couleurs nationales ! Trois fois notre cri favori de guerre: gloire à Dieu! retentit dans nos rangs, pour répondre à leurs salutations. C'est ainsi que nous finîmes une marche de 300 miles (300 lieues

156 La Tribune des P&upliê Ajoutons que, quelles que soient les opinions politiques des émigrés polonais, on ne nous en citera pas un seul qui ne rende justice au patriotisme et à la bravoure personnelle à peu près), après quatre semaines passées au milieu des campement* de soldats de notre tyran. «Les intempéries d'une saison pluvieuse et froide avaient fait souffrir nos braves, peu habitués aux fatigues d'une vie de camps. Presque la moitié de nos cavaliers avaient des enflures aux pieds, au point qu'ils ne pouvaient pas porter de chaussures. Jeunes et pleins d'espoir de pouvoir encore être utile à notre patrie, ils se débarrassèrent de cette infirmité, au bout de quelques jours passés dans les murs de la forteresse. cMon rapport fut expédié par une estafette au commandant en chef de l'armée. Nous attendions la réponse dans l'espérance d'être incorporés dans la cavalerie régulière. Mais on me fit savoir que nous formerions un detaohement à part sous le nom de cavalerie de Volhynie. cLes officiers et les soldats de la garnison, ainsi que ceux du corps de Chrzanowski, se réjouissaient tous de notre arrivée, ils nous en félicitaient tous, excepté ce général. Je le voyais tous les jours et je n'ai jamais eu l'occasion de remarquer qu'il eût partagé leurs sympathies à notre égard. Je finis par la triste conviction du contraire. tJe le priai de nous permettre d'aller sur la rive gauche de la Vistule, à Zavichost, où partout ailleurs où il lui plairait, et de nous accorder un délai de dix ou de douze jours au plus, indispensable à notre équipement. Nous ne demandions rien au trésor national; nous n'avions dans notre caisse que l'argent provenant de cotisations volontaires. Il était plus que suffisant pour payer le drap de nos uniformes. Ce dont j'avais besoin c'était d'abord une habitation tranquille et pourvue d'ouvriers nécessaires à notre équipement et, en outre, d'une dizaine de jours de repos, pendant lesquels les plaies de nos chevaux eussent le temps de se cicatriser, et nos hommes de se perfectionner au maniement des armes. «Voici la réponse du général Chrzanowski : «Ces insurrections m'ap«portent plus de troubles que d'utilité. Vous êtes sous mes ordres, Mon«sieur. Vous irez à Tomaszew, où vous pourrez vous reposer et vous «équiper.» «Je sais qu'obéir et remplir strictement les ordres du chef, c'est non seulement le premier devoir du soldat, mais une vertu plus indispensable encore que le courage. Aussi ai-je obéi et me suis-je rendu incontinent au lieu de ma destination. Je n'ignorais point ce qu'il y avait d'in

Charles Rôiytki 157 du colonel Charles Rôiycki. Toute la Pologne connaît un fait d'armes de lui, le seul qu'il n'ait pas cité dans ses mémoires. tempestif et de dangereux dans l'exécution de cet ordre du général Chrzanowski. Vous sou venez- vous camarades, du jour de notre arrivée à Tomaszew, bourg éloigné de Zamoâé d'une huitaine de lieues? D'un côté cinq heures de marche nous séparaient des avant-postes de l'armée russe commandée par Kaysaroff, et d'un autre coté, à une seule lieue nous avions les frontières de l'Autriche. cAfin d'éviter une surprise de la part des ennemis, qui avaient déjà passé la rivière du Bug, nos cheveaux restaient jours et nuit sellés, nos tailleurs cousaient dans les fourgons attelés, nos patrouilles se changeaient continuellement les unes les autres et nous-même, arme au bras, nous dormions à la belle étoile, vous en souvient-il, mes camarades? tToutes les communications avec Tomaszew furent interceptées ou coupées le quatrième jour après notre arrivé dans ce lieu choisi par Chrzanowski pour notre repos et notre équipement. Mes patrouilles et mes espions vinrent nous avertir de rapproche des Russes. Cependant nous n'évacuâmes pas Tomaszew avant que d'en avoir reçu l'ordre, qui nous fut donné par le commandant de Zamoâé, car le général Chrzanowski n'y était plus. «Vous rappelez-vous qu'à une heure après-midi nous sortîmes de Tomaszew, et qu'à trois heures déjà 3,000 Russes vinrent nous y remplacer? Nous effectuâmes notre trajet par Jozefow et, après une quarantaine d'heures de marche, nous gagnâmes Zamoâé. cChrzanowski connaissait fort bien les périls de notre position à Tomaszew: c'est aussi lui qui saurait mieux que tout autre répondre à cette question : pourquoi nous y avait-il envoyés ? cA Zaïnos, j'appris qu'il campait sur la rive gauche de la Vistule. C'est de là qu'il m'expédia l'ordre de passer cette rivière. tVous faites cpartie de mon corps d'armée, ajoutait-il, changez votre front de bataille en deux rangs et allez dans la ville de Solec pour achever votre «organisation.» «La commission de guerre m'envoya à Solec les imprimés concernant l'organisation. Nous y établîmes aussitôt un conseil d'administration et un bureau de chancellerie. Quelques centaines de tailleurs et autres ouvriers travaillaient sans relâche; vous camarades, vous faisiez l'école de peloton. Je fit dresser et expédier au général une liste d'officiers pour la soumettre à son autorisation. à

The text on this page is estimated to be only 29.91% accurate

158 La Tribune des Peuples A la bataille d'il j a, le colonel Rôiycki, marchant à la tête de sa cavalerie, rencontra le commandant de la cavalerie russe, l'attaqua corps à corps et l'abattit d'un coup de sabre. Ce succès valut aux Polonais une victoire. Les Russes eux-mêmes disaient alors que leur corps d'armée avait été tué par un seul coup de sabre de Roiycki. AVERTISSEMENT AUX DÉMOCRATES AMÉRICAINS¹. U avril 1849. Les nouvelles qui nous arrivaient de Brescia, de Gênes et de Pesth, accompagnées de coups de canon ne nous laiscChrzanowski, sans aucun ordre repassa la Vistule. Comme auparavant, il nous abandonna à notre sort. Après dix jours d'attente, j'expédiai une estafette au général en chef Skrzynecki en le priant de nous envoyer sur la ligne d'opération. Je lui annonçais que nous étions prêts et ne manquions de rien; que les armes que nous avions nous-mêmes prises aux Russes étaient en très bon état et pouvaient nous servir; que nous étions suffisamment pourvus des cartouches, échangées à Zamosé contre la poudre russe et que nos lances neuves et nos uniformes étaient payés avec de l'argent que nous avions apporté de chez nous. Je priai en même temps le général en chef de nous laisser conserver notre habitude de n'avoir qu'au seul front de bataille. Skrzynecki sut apprécier notre bonne volonté; il nous témoigna sa satisfaction de la promptitude avec laquelle nous nous étions organisés et accorda tout ce que je lui avais demandé. ..» (L'insurrection en Voïhynie ou mémoire du régiment de la cavalerie volhynienne en 183 J, écrit par son chef le colonel Charles Bôéucki et publié à Bourges, Souchois et C* 1832 (Pages 24—27). 1 *La Tribune des Peuples, lisons-nous dans le journal la Vraie République du 15 avril, relève avec une noble indignation un singulier factum des démocrates américains, qui ont mis à prix la tête des monarques et des chefs réactionnaires et déposé l'argent.» Suivent quelque citations. [Noie de V éditeur).

Avertissement aux Démocrates américains 159

saient pas un moment libre pour nous occuper d'un fait singulier de diplomatie démocratique américaine. Les Américains, désireux de nous aider dans notre lutte contre la réaction européenne, ont dirigé toutes leurs attaques contre les chefs de la réaction. Ils veulent les avoir vivants ou morts. Ils ont mis à prix les têtes des monarques et des chefs réactionnaires. L'entreprise américaine est sérieuse. Tout individu, possesseur d'une tête de monarque ou de général réactionnaire, n'a qu'à se présenter (munis des certificats nécessaires) à Philadelphie, tel rue, tel bureau pour toucher tant de milliers de dollars. L'affaire nous le répétons, est sérieuse, l'argent est déversé. Les prix sont modiques. Le gros lot, la tête de l'empereur d'Autriche, n'est estimée que 70,000 fr., d'après l'évaluation du Journal des Débats. La lecture de ce premier acte vraiment diplomatique de la démocratie américaine nous a remplis d'une tristesse muette. Il paraît que les républicains américains ne connaissent et ne jugent l'Europe que d'après les dires et les asseptions des organes européens tels que le vieux Observateur autrichien, le vieux Journal modénais, le Journal des États, la Presse, l'Assemblée nationale etc. Sur la foi de ces journaux, nos amis d'outre-mer croient naïvement que chez nous en Europe, rien ne se fait que par l'argent et pour le l'argent. Nous les excusons. Les publications récentes du comité de la rue de Poitiers partent déjà de Paris, comme autant de pièces justificatives à l'appui de la fausse idée que les républicains se font de la démocratie européenne. En effet, si le comité de la rue de Poitiers se fait fort de trouver des apôtres moyennant finance, pourquoi ne trouverait-on pas, moyennant le même argent, des sicaires? Les Américains se sont laissé induire en erreur par les organes de la presse philippiste; par les Débats, la Presse,

160 La Tribune des P*upU\$ V Assemblée nationale et par V
Univers religieux, organe du catholicisme officiel. Us ne connaissent pas
l'histoire de ces derniers temps. Il est vrai que chez nous, en Europe, le
plus auguste des monarques, le premier magistrat de l'Église, le pape
Grégoire XVI, avait mis à prix la tête du marquis de Tanara, chef bolonais,
et avait publié la tarif des têtes de ses partisans. Il est également vrai que le
prince Metternich, il n'y pas longtemps de cela, prit l'obligation officielle de
payer une certaine somme d'argent comptant, pour chaque tête d'un noble
polonais de Galicie. Mais les Américains ne savent probablement pas avec
quelle indignation l'Europe nouvelle repousse ces souvenirs des procédés
féodaux, mêlés aux mauvais désirs mercantiles qui distinguent la société
officielle française. Et, en effet, le pape Grégoire n'a pas trouvé des
sicaire: le prince Metternich n'a payé que des faits accomplis de
brigandage, et il a fini par s'avouer incapable d'enrôler une nouvelle armée
de brigands. Pendant que les Américains publiaient le prix-courant des têtes
de réactionnaires, il y avait en Europe des révolutions populaires. Le Peuple
était maître de Paris, il était maître à Berlin, à Vienne, à Milan, en Sicile,
maître un moment de l'Europe entière. Les gouvernements révolutionnaires,
établis par le Peuple, n'ont pas laissé tomber une seule tête. Pourquoi donc
offrirait-il aujourd'hui de l'argent pour ravoir ces têtes qu'il avait épargnées
dans le temps où il pouvait en disposer en toute conscience et en toute
sécurité! Nous conseillons aux Américains d'employer les fonds destinés à
l'achat des têtes monarchistes à équiper les Polonais et les Italiens victimes
du monarchisme et à leur fournir les moyens de rejoindre les armées du
général Bem, du général Dembiriski et la légion polonaise d'Italie. Ce n'est
pas avec de l'argent qu'on réussira à vaincre les hommes d'argent.

Séance de l'Assemblée 161 SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE1. 15
avril 1849. Nous croyons qu'en présence des questions qui agitent
humanité, il y a d'autres mesures à prendre que celles de banques
hypothécaires, de crédit mobilier, de syndicat du travail, de communes
modèles. Et d'abord, disons que tout système ne sera qu'une vaine utopie tant
qu'il prétendra résoudre la question humanitaire par la paix et sans léser
personne. Vous avouez qu'il n'y a qu'esclaves et oppresseurs, victimes et
bourreaux, et vous voulez rendre l'humanité heureuse en introduisant
l'harmonie entre le bien et le mal ? Vous voulez que les exploiters cèdent à
la logique de votre argumentation, quand ils ont résisté au dévouement et
aux sacrifices de générations entières ? Pour sauver la société, vous
proposez des banques hypothécaires et des communes; mais allez en
Pologne et vous y trouverez ces banques établies depuis trente ans; en
Russie, vous rencontrerez à chaque pas des communes, et cependant vous
n'admettez pas que l'état du malheureux paysan polonais, du serf abruti de
la Russie, constitue cet idéal de bonheur sur la terre que vous faites briller
aux yeux des déshérités de votre propre pays... Quand on parle de l'état de
la société, on doit embrasser un horizon beaucoup plus vaste que celui des
trente-huit mille communes de France. La question n'est pas seulement
française, elle intéresse tous les membres de la grande famille humaine. La
révolution de Février, en ébranlant l'Europe, a prouvé la solidarité de tous
les peuples. Le peuple français, lui à lui seul avait fait la révolution, savait
également corn1 Note autographe d'Adam Mickiewicz utilisée et
développée en aride dans la Tribune des Peuples par le rédacteur auquel le
poète l'avait confiée. (Note de l'éditeur.) 11

168 La Tribune des Peuples ment il aurait fallu la développer. Aussi l'avons-nous vu, après le 24 février, tout brûlant du désir de voler au secours de l'Italie, d'entreprendre la sainte croisade contre l'Autriche, contre la Russie. Les meneurs d'alors ne comprirent rien à ce magnifique élan, qui devait aboutir à la catastrophe du 15 mai. Bientôt la république, pour peine de son exclusivisme, subit les fatals massacres de juin et le triomphe de la réaction. Aujourd'hui, en voulant intervertir l'ordre de l'histoire, les réformateurs intempestifs ne font que servir la réaction. Que le citoyen Considérant dépose en conséquence pour un certain temps la bannière pacifique, qu'il arbore avec nous celle de la dernière guerre de la liberté contre le despotisme, et il peut être sûr de ne pas nous trouver, au jour de la victoire décisive, dans les rangs de ses adversaires. LE SOCIALISME 15 avril 1849. I. Le socialisme est un mot tout nouveau. Qui a créé ce mot? On l'ignore. Les mots les plus terribles sont ceux que personne n'a faits et que tout le monde répète. Il y a cinquante ans, les mots révolution et révolutionnaire étaient également des néologismes. des barbarismes. Le socialisme apparut pour la première fois officiellement, pendant les journées de février, dans les programmes populaires. On ignore le nom des auteurs de ces programmes. Une main inconnue y traça le mot de socialisme, au grand effroi de tous les Balthazars satisfaits de la France. La vieille société et tous ceux qui la représentent, sans avoir compris le sens du mot, y ont lu leur arrêt de mort La vieille société appelle les Clialdéens du ministérialisme et de

Le socialisme 168 police, ainsi que les mages de la rue de Poitiers, pour déiffrer les signes fatidiques: mais ni le citoyen Barrot, ni le ;oyen Thiers n'y comprennent rien, et ils ne donnent d'au38 conseils au pouvoir que celui d'effacer ce mot qu'on ne >ut pas déchiffrer. Effacer n'est pas détruire. On n'efface pas les mots qui nt reproduits un million de fois chaque jour dans les feuil3 publiques, et qui sont devenus des mots d'ordre de pari politiques. On ne détruit pas un parti politique en l'em tchant de proclamer son mot d'ordre, son principe. Refuser le combat, ce n'est pas échapper au danger; le fus du combat, de la part de la vieille société, nous prouve sez qu'elle a la conscience des dangers qu'elle court. Us nt réels. La vieille société se sent attaquée de tous côtés. 3 qui lui manque, ce ne sont pas assurément des procuurs ni des gendarmes. Elle dispose de plus de forces brûles que n'en a jamais eu l'empire romain et que n'en a l'emre de Russie. Ce qui lui manque, c'est la base morale, c'est conviction, c'est l'idée. Le vrai socialisme n'a jamais encouragé le désordre mariel, les émeutes et tout ce qui s'ensuit II n'a jamais été l'en>mi de l'autorité. Il démontre seulement qu'il n'existe plus ins la vieille société aucun principe sur lequel on puisse nder une autorité légitime, c'est-à-dire conforme aux be>ins actuels de l'humanité. Le socialisme irait au devant d'une autorité, mais d'une itorité nouvelle. Les anciennes bases de l'autorité n'existent plus. Le dogme religieux, reconnu et accepté autrefois parl'imîense majorité du peuple français, le dogme générateur de si vie religieuse et polilique, n'est plus officiellement invoué par des théoriciens sans force et des praticiens sans onscience. L'Église officielle et son magistrat le pape n'ont plus d'es11*

164 La Tribune des Peuples

voir que dans la protection des ministres autrichiens, russes et français, pour la plupart incroyants ou athées. Le plus honnête d'entre eux, le citoyen Barrot, a soutenu en plein tribunal cette thèse: Que la loi doit être athée¹. Quelle autorité pourrait maintenant avoir le pape dans la nécessité où il se trouve de s'appuyer sur l'autorité du citoyen Barrot? L'autorité vivante, représentée autrefois par la papauté et par les majestés impériales et royales, venant à manquer à la société, il restait encore à celle-ci d'anciennes traditions, qui avaient souvent force de loi et auxquelles on en appelait toutes les fois que l'ordre moral et social se trouvait en péril. On en appelait à la religion du serment, à la sainteté de la parole donnée, surtout à celle de la parole royale; on invoquait les engagements pris par l'autorité comme autant d'articles de charte constitutionnelle. Tout a été dit sur le serment. Un des plus illustres représentants de la vieille société, le duc Pasquier, qui a prêté quatorze fois serment de fidélité aux différents gouvernements qu'il a successivement servis, jugés et condamnés, personnifie en lui toute la question du serment politique. Quant à la parole royale, nous avons à citer d'abord la parole solidairement donnée par tous les monarques de l'Europe, lors de la grande lutte contre la France, d'accorder à leurs peuples respectifs des chartes constitutionnelles, puis la parole de l'ancien roi de Naples de rester fidèle à la constitution de 1821, et enfin la parole de Ferdinand d'Autriche et de Frédéric-Guillaume de respecter les institutions que la dernière révolution avait fondées en Autriche et en Prusse. ¹ En 1819, Odilon-Barrot, défendant des protestants du Midi, poursuivis pour avoir refusé de tapisser leurs maisons devant la procession de la Fête-Dieu, dit: «La loi est athée et doit l'être, en ce sens qu'elle protège toutes les religions, et ne s'identifie avec aucune.» (Note de V éditeur.)

Le socialisme 166 \près de tels exemples qui oserait maintenant se fier à la parole royale? Les engagements solennels des autorités publiques perdent chaque jour de leur valeur: comme preuve, nous n'avons qu'à citer l'engagement que l'Assemblée nationale a pris à l'égard de l'Italie et de la Pologne et qui sert d'épigraphe à notre journal. Dans une telle ruine de dogmes, de traditions et même de superstitions sociales, les hommes qui ont conservé la foi dans le progrès de l'humanité et qui s'intéressent au sort de la nation ont dû nécessairement chercher des principes et des modes d'association nouveaux. L'autorité, au lieu de s'en effrayer, devrait au contraire encourager des recherches et des essais dont dépend notre avenir.

IL 17 avril 1849. Tout ce qu'on a dit du désordre social actuel est accepté comme vrai par les ennemis les plus acharnés du socialisme. Tout le monde est d'accord, lorsqu'il s'agit d'accuser les abus de pouvoir de la vieille société. Mais comment remédier à ces abus? Tout le monde attend le remède, et, dans l'espoir de le trouver, ne fait aucune difficulté de constater l'existence et le progrès de la maladie. Le droit de nier la légitimité de la vieille société est déjà conquis. L'Assemblée nationale même accorde ce droit aux Bocialistes. Mais l'Assemblée et le public continuent de regarder le socialisme comme une négation. Les penseurs et les théologiens de l'Assemblée se rappellent à chaque moment l'histoire des hérésiarques, des schismatiques et des chefs d'émeutes parisiennes. En écoutant avec patience l'exposé des doctrines socialistes, ils ré

166 La Tribune des Peuples pondent à chaque proposition nouvelle par un souvenir des vieux temps et ils se disent intérieurement: «Les gnostiques avaient prétendu la même chose: Luther et Calvin ont nié l'ordre de choses qui existait à leur époque avec plus de force et d'efficacité "que n'en ont montré Saint-Simon et Fourier; Luther et Calvin ont mis en mouvement les populations et les armées; ils ont su intéresser à leur cause des chefs de gouvernements réguliers; ils ont fait marcher des cités contre des cités et des princes contre des princes; ils ont réussi à dissoudre le plus grand des empires, celui de l'Église universelle. Mais qu'ont-ils mis à la place ? L'Église moléculaire de Genève et une infinité de temples protestants se détruisant les uns les autres et se métamorphosant à chaque instant comme autant d'animalcules infusoires; ils ont détourné nos regards, fixés sur les grands phénomènes qui agitaient l'océan catholique, pour nous faire suivre avec attention leurs observations atomistiques sur ce qui se passait dans des gouttes d'eau, telles qu'un temple du prêtre Chatel \ des mônières lausannais ou des orthodoxes de Genève. Tous les fondateurs de ces associations hétéroclites prétendaient fonder des sociétés nouvelles; chacun d'eux se posait en prophète du socialisme nouveau. Tous ces hommes, très-puissants comme négation, n'ont jusqu'à présent rien affirmé; pour affirmer une idée, il faut s'appuyer sur la terre ferme; la terre ferme, 1 L'abbé François-Ferdinand Chatel fonda, le 16 janvier 1831, une église française. Sa doctrine se rapprochait le plus de celle des unitaires d'Angleterre ou d'Amérique. Il s'intitulait primat, et publia une série de journaux: le Bon Pasteur, le Catholique français, le Réformateur, l'Église française, la Religion naturelle, le Réformateur religieux. Ce mouvement semble s'être arrêté en 1844, année où cessa de paraître le dernier organe de cette secte. Les mônières, espèce de méthodistes, agitèrent, vers 1828, les cantons de Vaud et de Genève, furent proscrits un moment, puis tolérés. Leur nombre décru rapidement, et une statistique n'en comptait que deux cents dans toute la Suisse française. (Note de V éditeur).

Le socialisme 167 c'est le positif, c'est le capital; c'est une association qui exploite, c'est un chef qui en a les profits, ce sont des administrés que Ton paie, c'est enfin une loi qui protège le capital, les exploiters, l'administration. — Aucun des systèmes socialistes connus jusqu'à présent, depuis Platon jusqu'au citoyen Considérant, n'a su trouver le moyen d'avoir à son service des parquets, une police et des gendarmes; donc ces systèmes n'existent pas, donc ils ne sont que des négations des systèmes existants. Tout-puissants quand il s'agit de nier et d'attaquer, on les verra radicalement impuissants, lorsqu'il faudra affirmer et conserver.» C'est là, nous le répétons, ce que disent les penseurs et les théologiens de l'Assemblée. La fin de non-recevoir que l'on ne cesse d'opposer à tout système socialiste consiste en ce qu'on le déclare négatif. Le socialisme est sommé de répondre à cette première objection. Nous répondrons pour lui. Non, le système socialiste n'est pas une négation. Vous pouvez dire que le sentiment qui en est le germe n'a pas encore eu la force de vaincre les résistances de la terre natale, de l'atmosphère planétaire et de la malveillance du jardinier officiel. Vous pouvez dire que la pensée intime du socialisme n'a pas acquis assez de clarté pour pénétrer la prunelle des hommes du pouvoir, représentants d'une société hostile au socialisme, mais vous n'avez pas le droit d'accuser le socialisme de n'être qu'une négation. Le Socialisme moderne n'est que l'expression d'un sentiment aussi ancien que celui de la vie, du sentiment de ce qu'il y a d'incomplet, de tronqué, d'anormal et, par conséquent, de ce qu'il y a de malheureux dans notre vie. Le sentiment socialiste est un élan d'esprit vers une existence meilleure, non pas individuelle, mais commune et solidaire. Ce sentiment s'est révélé avec une force toute nouvelle, nous en convenons; c'est un sens nouveau que l'homme spirituel

168 La Tribune des Peuplées est parvenu à se créer, c'est une passion nouvelle. On se passionnait anciennement pour des villes natales, pour les États purement politiques; ces passions, grandes sans doute, si on les compare à celles d'un cannibale qui ne se passionne que pour un repas à faire avec la chair de son ennemi, ou à celle d'un Suisse, condottiere d'un pape ou d'un roi de Naples, Suisse qui ne se passionne que pour de l'argent, ces passions, on les excuse maintenant comme le goût des enfants pour les joujoux et les sucreries, qui leur promettent des jouissances immédiates; comme le goût des députés pour les places et les appointements, goûts légitimes dans le passé, passions légitimes au temps de la Restauration et de Louis-Philippe, mais qui ne peuvent plus tenter les hommes de désir du socialisme. Le socialisme, tout nouveau qu'il est, a des désirs nouveaux et des passions nouvelles, qui ne peuvent pas être compris des hommes de la vieille société, pas plus que les désirs d'un jeune homme ne sauraient l'être de l'enfance ni de la vieillesse retombée en enfance. Le désir et la passion ne sont jamais négatifs; les désirs et les passions sont des affirmations de l'âme, comme les problèmes sont des affirmations de l'intelligence. Un dogme est une affirmation de l'âme dans le passé, un axiome est une affirmation de l'intelligence dans ce même passé. Un problème et un désir sont des affirmations d'une intelligence et d'une âme qui marchent vers l'avenir. La société s'ensevelit dans les dogmes et les axiomes, elle renaît dans les désirs et les problèmes. La société qui se meurt s'accroche au dogme et à l'axiome. C'est elle qui n'accepte rien et qui nie tout; c'est elle qui est la négation. Tous les hommes de résistance légale ou religieuse n'ont été et ne sont que des hommes négatifs. Serviteurs du pouvoir ou de l'Église, ministres du monarchisme ou de l'hérésie, ils n'ont jamais rien affirmé, ils n'ont fait que

Le socialisme 169 protester. Luther et Calvin ont protesté contre l'Église, de même que MM. Guizot et Thiers protestent contre la République. Et voilà la grande différence entre tous les schismatiques et les hérésiarques du passé et les nouveaux socialistes. Les schismatiques et les hérésiarques ont voulu défendre leurs individualités contre les développements d'un dogme qui menaçait leurs droits, d'ailleurs légitimes, de personnalité. Les socialistes appellent tous les individus et tous les États à sacrifier leurs droits à un sentiment qui porte en lui le germe d'un dogme universel. Jusqu'à présent les schismatiques et les hérésiarques n'ont pas manqué de trouver le moyen de se maintenir sur la terre. Aujourd'hui leur véritable esprit se manifeste; car tous, tant qu'ils sont, schismatiques ou hérésiarques, ils se liguent déjà contre le socialisme. Ils se déclarent tous anti-sociaux. III. 20 avril 1849. Le sentiment social ne pourra devenir une passion, une action et une vérité que lorsqu'il aura éclaté dans l'âme des hommes vraiment religieux et patriotes. Les sentiments religieux et patriotiques sont la base du socialisme. C'est à ce point de vue que nous avons rendu compte du dernier discours prononcé à l'Assemblée nationale par l'orateur du socialisme. Notre journal n'est pas destiné à juger les principes d'une doctrine développée dans un grand nombre de volumes et défendue par un parti politique nombreux, d'une doctrine qui a déjà eu ses apôtres, ses martyrs et son histoire. Nous avons étudié les doctrines des maîtres du socialisme, avec tout le respect dû aux efforts d'esprits entreprenants et con

170 La Tribune des Peuples vaincus; car, dans chaque entreprise de spiritualisme et de conviction, il y a une pensée de révélation divine. Mais notre œuvre de journaliste consiste à prendre sur nous la peine du jour, la peine de servir l'idée universelle en ce qu'elle a d'applicable, d'actuel et d'immédiat. Nous sommes d'accord avec le socialisme toutes les fois qu'il apparaît comme développement du sentiment religieux et politique. Nous abandonnons au théologiens et aux philosophes de métier la discussion des théories. Ce n'était point la théorie du socialisme que son orateur devait proclamer à l'Assemblée nationale. Les théories, on les publie chaque jour dans des volumes et des feuilles publiques. Tous les représentants les connaissent ou doivent être censés en avoir pris connaissance. On attendait de l'orateur officiel du socialisme des conclusions, des projets de décrets, des projets de lois. L'Assemblée nationale est un grand pouvoir: elle a à ses ordres des trésoriers de la République, des maréchaux de France. Quand on parle à un tel pouvoir, il faut prendre ses conclusions, il faut lui présenter clairement un article de budget et un itinéraire militaire. On traitait à l'Assemblée nationale de grands intérêts internationaux. Il s'agissait de l'Italie, de la Hongrie, du pouvoir spirituel et temporel du pape, du principe des nationalités slaves et magyares, questions qui résument le procès religieux et social entre les représentants de la vieille Église officielle, les vieux dynastiques et les hommes religieux et socialistes du nouveau monde. A l'instant le plus décisif de cette discussion, l'orateur socialiste, laissant de côté les questions les plus dangereuses, les seules qui préoccupassent les membres de l'Assemblée nationale, se retira dans la sphère des théories universelles. Les hommes pratiques de l'Assemblée, les meneurs des partis, les ennemis les plus habiles du socialisme s'en réjouirent

ht socialisme 171 au fond de leur âme. Ils laissèrent à l'orateur socialiste la pleine liberté d'attaquer les principes de la vieille société, satisfaits qu'ils étaient d'assurer à cette vieille société le droit de disposer de l'Italie, de la Hongrie et de la Pologne. Au moment même où l'on envoyait des flottes pour rétablir le pouvoir du pape, où l'on offrait son concours à l'Autriche, qui représente la réaction sur le continent slave, dans ce moment gros d'événements, on écoutait tranquillement l'orateur socialiste, défendant avec conviction et talent les principes contraires au papisme et au monarchisme. Ceci nous explique la patience de l'Assemblée nationale *.

«Qu'il parle, qu'il parle toujours, se disaient les membres de la majorité; qu'il parle pendant que nous agissons. Il donne aux 1 C'est à la séance du 14 avril que Considérant, qui avait vainement demandé à l'Assemblée cinq séances de nuit pour faire connaître ton remède au malaise social, occupa la séance presque tout entière par la lecture d'un travail sur les conditions d'une transformation pacifique capable de satisfaire à tous les intérêts, sans léser personne.! Il concluait à ce qu'on lui fit une concession de 12 à 1,600 hectares de terre, dans la forêt de Saint-Germain, pour la fondation d'une commune sociétaire conforme aux théories de Fourier et qu'on créât un ministère du progrès. Pierre Leroux, en approuvant Considérant, exprima le vœu que le gouvernement «entrât dans la voie d'une science progressive basée sur l'expérimentation.! Il faut ajouter, à l'honneur des socialistes, que leur instinct patriotique l'emporta dans la pratique sur leurs théories, et que, tout disposés qu'ils parussent à se renfermer dans l'expérimentation de leurs systèmes, ils souffrirent tous pour les nationalités. Considérant, notamment, se fit proscrire, le 13 juin, pour la cause de l'Italie. Seulement, en perdant de vue habituellement que le siège du mal, c'était la majorité réactionnaire de l'Assemblée, et qu'il y avait avant tout à s'emparer du gouvernement de la France, afin d'employer la force de la grande nation, non à paralyser, mais à aider les efforts des peuples, ils ne se préparaient pas à la lutte, l'acceptaient dans les plus mauvaises conditions, et recueillaient la défaite au lieu de triomphe. (Noté de l'éditeur.)

172 Lu Tribuns des Peuplés socialistes des paroles sonores, pendant que nous donnons en secret à nos alliés, les régisseurs du vieux monde, nos millions et nos soldats. Nous laissons aux socialistes les nuages de leurs théories, et nous continuons à accaparer la terre ferme, les forteresses, les populations et les capitaux.» En attendant, les populations italiennes et slaves, matière du socialisme futur, continuent de dire: «Le ciel (la théorie socialiste) est trop haut, et les Français (l'orateur socialiste) sont trop loin de nous, tandis que l'empereur de Russie et Radetzki, et le système Barrot sont toujours devant nous et contre nous.» Ce qu'on a le droit de reprocher au socialisme français, c'est de ne pas connaître encore ses propres forces morales, pas plus que la Pologne et l'Italie ne connaissent leurs forces matérielles. Le socialisme propose à ses ennemis un armistice honteux. Il leur abandonne le terrain de l'action. Il se résigne à souffrir et à prêcher, et met l'esprit et le style de sa prédication au niveau de son auditoire. Il se fait immensément grand en esprit, et infiniment petit dans le monde politique. Or, ce qui coûte le plus maintenant à un parti ou à une personnalité politique, c'est de se compromettre dans les actes politiques, dans des motions de projets de lois, dans des votes. Nous conseillons aux socialistes de prendre pour exemple le courage réactionnaire des Guizot et des Thiers. Ces hommes du vieux monde ne le cédaient en rien aux socialistes quanta l'habileté doctrinaire et théorétique, mais ils ne parlaient qu'après avoir agi. Ils ne prêchaient la théorie de l'astuce, de la lâcheté et de l'egoïsme qu'après l'avoir réalisée dans des faits accomplis. Les faits s'accomplissent dans le monde politique par des années, par des soldats. Louis-Philippe, Guizot et Thiers abandonnaient à l'opposition et à M. Barrot, son chef, tout le terrain politique, excepté la trésorerie et les casernes. Quand M. Barrot défendait jadis, à la Chambre, l'indépendance de

Le socialisme 173

L'Italie, le général Cubières faisait en Italie les affaires de la dynastie d'Orléans. Le ministère Barrot voudrait mettre les socialistes dans la position où il s'est trouvé lui-même à l'égard des ministères Guizot et Thiers \ Il suppose aux socialistes le vide de convictions et le manque d'énergie qu'il reconnaît en lui-même. Ce serait un grand malheur pour les orateurs socialistes s'ils acceptaient le rôle de l'ancienne opposition Barrot, s'ils se contentaient de produire des théories, en évitant d'engager la responsabilité dans des votes décisifs. Un vote résume une question du jour. La question du jour qui s'agite dans l'Assemblée nationale résume la question européenne. Un représentant du peuple, chargé de porter la 1 Il y eut cette différence, qu'Odilon-Barrot n'opposa à l'expédition d'Ancone que des phrases, tandis que les, socialistes résolurent de s'opposer, même par les armes, à l'expédition de Rome, et ils tinrent parole. Un des rédacteurs de la Tribune des Peuples, Jules Lechevalier, écrivait au lendemain du 13 juin: «Les socialistes ne sont pas des moines retirés du monde, étrangers à ses intérêts, à ses devoirs, ils sont aussi des citoyens, des enfants de la patrie. Quand ils ont engagé leur foi aune Constitution, ils la prennent au sérieux. Quand ils ont affirmé, au nom de cette Constitution, la liberté des peuples, ils entendent d'abord qu'on ne fasse pas servir les armes de la France à les opprimer chez eux. Ils veulent même qu'on les aide à s'émanciper. cLa République française de 1848 est demeurée sourde, aveugle et paralytique, lorsque le cri des peuples appelait son intervention active à Milan, à Berlin, à Naples, à Vienne! Sous la présidence de l'héritier du nom de Napoléon, qui paraît avoir hérité aussi de son amour pour les restaurations papales et les alliances dynastiques, la République française est allée, en compagnie de quatre puissances monarchiques, restaurer le trône du successeur de Grégoire VII! «L'expédition romaine, avec toutes les circonstances qui s'y rattachent, a marqué, selon moi, la limite de toutes les erreurs, de toutes les fautes, de toutes les trahisons, accumulées, depuis le 16 avril 1848, contre l'esprit de la Révolution, et, depuis le 4 novembre 1848, contre la lettre même de la Constitution, votée et promulguée par l'Assemblée constituante.» (Note de l'éditeur.)

174 La Tribune des PeupUê parole au nom du peuple, ne peut et ne doit avoir d'autre but que de réaliser cette parole, d'en faire un article de loi ou un ordre du jour de l'armée. Les socialistes nous paraissent malheureusement méconnaître la position que le peuple leur a faite l'Assemblée nationale. Ils cherchent à convertir au lieu de faire agir. Ils se font apôtres au lieu de se faire législateurs et hommes d'action, comme le peuple l'espérait d'eux. Ils consomment leurs forces oratoires à vouloir convertir les banquiers, les marchands en gros et les malthusiens \ dont la conviction ne peut être ébranlée que par un vote de l'Assemblée. Pour obtenir ce vote, il faut s'adresser aux éléments vitaux de la na1 Malthus, célèbre économiste anglais, partant de l'hypothèse que le fléau des États est dans l'excès de la population, fit consister la sagesse des législateurs à trouver des moyens raisonnables pour s'en délivrer! Il y eut d'odieuses idées émises par ses disciples. L'un d'eux proposait aux mères de consentir à ce que chaque troisième enfant nouveau-né fût enfermé dans une boîte faite exprès pour être asphyxié par quelque gaz délétère. Une théorie aussi contraire à ce précepte: tCroissez et multipliez, > de la Bible, fut accueillie avec bonheur par l'orléanisme. Au lieu de faire des sacrifices pour soulager la misère, les riches se trouvaient n'avoir d'autre devoir que de proclamer que le mariage doit être l'apanage de la richesse et l'accroissement des familles subordonné à l'augmentation des revenus! On connaît la phrase célèbre de Malthus: «Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si les riches n'ont pas besoin de son travail, est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et elle ne tardera pas à mettre ellememo cet ordre à exécutions Cette phrase anti-chrétienne fut commentée par un ministre de Louis-Philippe, M. Duchâtel, dans un volume qu'il appela dérisoirement De la charité, où il conseille de tne rien faire qui excite à l'imprévoyance et enoourage la population,! et où il ose prétendre que tles livres saints, tout-puissants en religion, n'ont pas en économie politique plus d'autorité qu'en physique et en chimie.» L'Académie française décerna le prix Monthyon à cette œuvre, où M. Duchâtel réduisait la charité à n'être, selon l'expression de Pierre Leroux, qu'une affaire de police et de propreté. [Note de l'éditeur.)

Politique générale 176 .nçaise, à ses sentiments véritablement chrétiens de ressèment, de dévouement, de grandeur et de gloire, t pas en qualité de raisonneur, ce n'est pas en présenppât de jouissances immédiates que, Ton pourra cônes avocats et les banquiers millionnaires, socialisme, comme principe, ne saurait être accepté r les hommes religieux et patriotes. Exposer ces prinla tribune de l'Assemblée nationale, c'est les compro. Une majorité qui ne voit pas que le rétablissement à Rome du pouvoir papal est le plus grand attentat n ait jamais porté à l'Église, des hommes qui laissent r à leur porte des nations entières, sans que cela dé3n rien leurs calculs d'intérêt personnel, quel intérêt le majorité et de tels hommes peuvent-ils prendre au îr futur de l'humanité, bonheur encore invisible et able? . résultats des dernières séances de l'Assemblée naapprendront, nous l'espérons, aux socialistes, ce dont vons toujours été convaincus: c'est que les hommes , de tout temps combattu tout sentiment religieux, et 3ut sentiment national français, sont ennemis-nés du me. Il faut chercher un autre moyen de les convertir. POLITIQUE GÉNÉRALE. 20 avril 1849. Révolution démocratique et sociale1 du 18 de ce mois ait l'article suivant: et article ne figure pas sur la liste des articles d'Adam Mickieais a dû être public avec son approbation préalable, puisqu'il déclaration collective de la rédaction. (Note de l'éditeur).

The text on this page is estimated to be only 27.74% accurate

176 La Tribuns des Peuplée «Une nouvelle preuve de la faiblesse du gouvernement nous est donnée: il craint l'allure ferme et indépendante d'un nouveau journal, la Tribune des Peuples et, comme les rédacteurs sont pour la plupart des étrangers parmi lesquels se trouvent des réfugiés, l'association Barrot-Falloux-Faucher se propose, dit-on, de les inviter à quitter la France au plus vite. «Nous ne pouvons croire à une telle résolution. Cette trinité modérée nous a habitués à de singuliers faits d'armes politiques; mais il nous semble qu'arrivée à une certaine limite, elle devrait reculer devant la réprobation universelle. «L'exécution d'une pareille mesure mettrait le comble à l'indignation que la conduite du ministère a déjà soulevée en France.» Nous remercions nos confrères de la Révolution démocratique et sociale des sentiments qu'ils expriment à notre égard, sentiments qui seront partagés par tous ceux dont le cœur est encore accessible, dans ces tristes jours de réaction aveugle et furibonde, aux idées de justice et de liberté. Il est cependant de notre devoir de rassurer les abonnés de notre journal, qu'on dit menacé d'une mort prématurée par l'anti-poison que voudrait lui administrer le grand docteur de la modération, M. Léon Faucher. Pour parler sérieusement au ministre à qui on prête à tort ou à raison un projet aussi odieux que ridicule, nous commencerons par lui déclarer qu'il n'est pas en son pouvoir de supprimer la Tribune des Peuples, et voici pourquoi. Nos rédacteurs principaux sont des citoyens français; par conséquent une mesure arbitrairement administrative ne saurait les atteindre. Quant aux étrangers qui nous prêtent un concours précieux, de loin ou de près, ils continueraient à nous aider de leurs lumières. Chacun de nos numéros prouve la quantité toujours croissante de nos relations en ce Q-enre. Puis ces collaborateurs,

Politique générale 1777 n'est moins à Paris qu'il faut les chercher qu'à Vienne, à Rome, à Constantinople. La Tribune des Peuples, publiée dans la capitale de la démocratie militante, est, pour ainsi dire, rédigée dans vingt lieux à la fois. Chaque nation qui se débat contre ses tyrans indigènes et étrangers, trouve nos colonnes ouvertes à ses griefs et à ses espérances, et ce n'est pas dans un moment de lutte sur elle-même, d'où la société doit sortir régénérée qu'une feuille comme la nôtre s'éteindrait faute de matériaux. Il ne faudrait rien moins que la suppression de la poste et la destruction des voies de communication (deux mesures honnêtes et modérées que nous recommandons au cabinet) pour empêcher l'Italie de nous envoyer un hymne de deuil et la Hongrie un chant de triomphe. Sous le rapport pécuniaire, l'existence de la Tribune des Peuples est assurée et garantie de la manière la plus solide, nos ressources financières nous proviennent d'une cotisation abondante au-delà de nos prévisions, et qu'augmenteraient sans besoin les patriotes de sept ou huit nations différentes, qui ont cru rendre hommage à la France comme à leur sœur aînée dans la carrière de la liberté, en arborant dans son sein la bannière de la solidarité universelle. Parmi ces adhérents, y en a dont le pays serait une énigme pour M. Drouin de Rhodé, ce grand ethnographe, qui ne connaît ni l'Autriche, ni l'heure qu'il est, que la camarilla d'Olmütz. Ces déclarations faites, qu'il nous soit permis de rappeler au docteur M. Léon Faucher la fable de la belette usant sa queue et ses dents à vouloir entamer un petit morceau de terre, car nous vivons, en dépit de la réaction jalouse de ne pouvoir monopoliser les nouvelles étrangères au profit de la Bourse, nous vivons tant que notre voix, libre et indépendante, trouvera un écho en France, nous vivons tant que nos efforts seront utiles à l'affranchissement des nationalités opprimées. 12

178 La Tribune des Peuplées Et pour vous dire encore un mot, Monsieur Léon Faucher, nous ne désespérons pas de vous voir revenir un jour à votre maxime économique, que les fumées du pouvoir vous ont fait oublier: «laissez faire, laissez passer,» maxime dont l'application, en matière politique, ne nous choquerait pas autant que vos vains essais de compression. 20 avril 1849. Les journaux italiens et français publient des articles justificatifs de la conduite du général Chrzanowski. Voici, suivant lui, les causes auxquelles on doit attribuer les revers de la dernière campagne: 1° L'organisation de l'armée d'après un système de service de courte durée, pareil à celui de la landwehr prussienne, système bon pour mettre en avant des masses imposantes, mais non pour leur communiquer l'élan et l'enthousiasme; 2° les menées des partis extrêmes qui se sont fait sentir dans tous les corps; 3° la conduite inconcevable du général Ramorino, etc. C'est un douloureux devoir pour nous que de répondre au général signataire de l'armistice piémontais. Nous lui ferons observer: 1° que, dans la guerre de Pologne de 1831, il avait persécuté le corps d'insurgés du colonel Rôiycki, en l'accusant d'avoir trop d'élan et d'enthousiasme; 2° qu'il avait { fait désarmer les bourgeois de Varsovie, soupçonnés de vouloir défendre la ville avec trop d'enthousiasme; 3° qu'il a eu ; tort d'employer le général Ramorino, trop bien connu de lui \ en Pologne. On sait que ce dernier a fait entrer en Autriche et désarmer un corps polonais de vingt mille hommes. PARIS, 22 AVRIL 1849. Ce qu'on ignore en France, et à Paris plus que partout ailleurs, c'est que le monde officiel, c'est-à-dire les ministres, '

Paris, 21 avril 1849 179 îs préfets, la police, les personnes enchaînées dans le cercle arlemen taire, est le moins bien renseigné sur ce qui se passe ans le peuple et parmi les soldats. On se rappelle que, la veille même de la révolution de nillet, les Polignac 1, les Raguse 2, les Mangin 8 assuraient au oi et aux diplomates étrangers qu'ils feraient passer les orlon nances sans éprouver de sérieuses résistances. On se rappelle que, le jour même de février, au moment 1 Le prince Jules de Polignac entra dans le complot tramé par reorges et Pichegru contre la vie du Premier Consul, eut besoin que le •ape levât ses scrupules pour prêter serment à la Charte, fut appelé au ainistère le 8 août 1829, signa le 25 juillet les ordonnances qui furent occasion de l'expulsion de Charles X, fut condamné à la prison perpétuelle, gracié en 1836, et mourut en 1847 à Saint-Germain-en-Laye. (Note de l'éditeur.) * Marmont, duc de Raguse, qui avait livré en 1814 l'armée que lui vait confiée Napoléon, commandait à Paris en juillet 1830, et fit feu sur î peuple. Il trahit, en 1830, la liberté comme la patrie en 1814. Judas vait rendu les 30 deniers et s'était pendu de désespoir et de remords; îs traîtres modernes gardent le prix de leurs crimes et persistent dans î mal Le duc de Raguse, chassé, fut chargé par le prince de Metterich d'enseigner au duc Reichstadt l'histoire de son père; il s'en alla ueillir à Saint-Pétersbourg les éloges de l'empereur Nicolas, osa prenrepour devise: Patriae totus et ubiquef écrivit des Mémoires où il joint . l'apologie de ses actes les plus coupables force calomnies contre les gloires les plus pures, et s'éteignit à Venise, en 1852. (Note de V éditeur.) • Mangin était préfet de police pendant les journées de juillet 1830. fous ne citerons de lui qu'un seul trait qui dépeint suffisamment cet xlieux personnage. A Poitiers, lors de l'affaire de Berton, un des conlammnés à mort, le médecin Caffé, dans la nuit même qui précédait l'exécution, se coupa l'artère crurale avec une lancette que son jeune fils lui ivait apportée cachée dans ses cheveux. Le matin, lorsqu'on entra dans ta cellule, on le trouva baigné dans son sang et sans connaissance. On Jla porter la nouvelle au procureur général Mangin, qui s'écria: «S'il li reste un souffle de vie, qu'on le porte à l'échafaud.» (Note de V éditeur.) 12*

180 La Tribune des Peuples où les fusils populaires frappaient la royauté, la Chambre des pairs royalistes riait des avertissements de M. de Boissy. Nous faisons cette remarque avec le sincère désir qu'elle soit méditée sérieusement par le chef de l'État 22 avril 1849. Citoyens de la Hongrie! 1 Quand votre cause semblait perdue, quand les hommes d'État de la réaction escomptaient d'avance le prix de votre défaite dans l'intérêt de leurs plans égoïstes, vous n'avez pas douté de vous-même, vous avez su conserver la foi dans le triomphe définitif de la justice. Nous non plus, nous n'avons point douté de vous! Quand nos frères slaves, mus par un injuste ressentiment envers un passé dont vous ne pouvez accepter la solidarité, se laissèrent égarer au point de se ranger sous le drapeau détesté de la tyrannie pour l'aider à vous combattre, nous les avons avertis, nous avons déploré leur erreur, et nous n'avons cessé d'espérer qu'un jour, mieux éclairés, ils s'uniraient à vous pour conquérir fraternellement une commune liberté. Le jour de gloire est arrivé pour les hommes de foi et d'énergie! Vous qui connaissez le chemin de Vienne pour y être allés au secours de la démocratie assiégée, cette fois encore vous êtes aux portes de la capitale des Césars germaniques, et, derrière les soldats tremblants de Welden 2, une 1 Cet article, comme l'article du 20 avril, ne se trouve pas sur la liste des articles d'Adam Mickiewicz; il peut n'avoir pas été écrit par lui, mais, en tant que déclaration de la Tribune des Peuples, ne saurait point ne pas avoir reçu son approbation entière. {Note de V éditeur.) * Louis, baron de Welden né en 1780, mort en 1853, fit les campagnes contre Napoléon I^{er}, en 18-Ê8 bloqua Venise, fut commandant de Vienne d'avril à Juin 1849, puis passa au commandement de l'armée de Hongrie. {Note d* l'éditeur.)

22 avril 1849 181 pulation frémissante vous tend les bras, comme à des libé;eurs désirés. La terreur répandue parmi les suppôts du despotisme, r votre héroïque audace, par l'énergie et par l'habileté des efs que vous avez su vous donner, livre en vos mains, 3sque sans résistance, la destinée de l'empire d'Autriche, par conséquent celle de la liberté en Europe. Bem a déjà su réunir sous ses drapeaux les Madgyars x Slaves et aux Roumains, présageant ainsi à votre révoion ses hautes destinées. Ce n'est plus seulement d'un intérêt national qu'il s'agit! Votre cause est devenue pour tous les peuples gémissants js l'oppression séculaire de l'Autriche la cause d'une comme liberté. Déjà, les soldats russes dispersés par Bem, sont es porter la nouvelle d'une prochaine délivrance jusque ns les contrées lointaines régies par le despotisme de Nilas. Vous, dont la nationalité était jusqu'à présent une énigme ur l'Europe, vous vous révélez à elle comme les champions toutes les nationalités opprimées; vous qu'on a accusés tre aristocrates, vous défendez la cause populaire et vous rez à ce qu'il y a de vivace dans les classes privilégiées Nord l'exemple de votre dévouement. Ce que vous avez fait est grand, ce qui vous reste à faire ; sublime. Après l'élan prodigieux de l'année passée, l'Allemagne, couragée par les machinations de ses despotes, retombe ns le marasme, sans avoir pu conquérir ni l'unité ni la lirté. A vous de tendre une main fraternelle à ce peuple ignanime, dont l'énergique soulèvement à Vienne vous a vert la voie de l'avenir. La Pologne, comprimée d'un côté par la force brutale, de utre par le manque d'une sympathique assistance sur laelle elle avait le droit de compter, ne pouvant combattre l

182 La Tribune des Peuples sur son propre terrain, vous a envoyé ses meilleurs généraux qui s'appellent Dembifiski et Bem; ses soldats les plus intrépides, dont le nom est légion. L'armée hongroise ne peut s'arrêter à cette frontière que les Polonais ont su franchir, malgré tous les obstacles, pour venir en aide à l'indépendance de la Hongrie. Dans vos rangs les Italiens combattent aussi, et l'Italie, envahie par ses ennemis, en proie aux traîtres à l'intérieur comme à l'extérieur, n'a pas en vain tressailli d'espoir au retentissement de vos victoires. Elle sait que vos ennemis sont les siens, que vous ne pouvez asseoir votre nationalité sur une base inébranlable que si son indépendance est en même temps assurée, et, sans espérer un secours direct, elle regarde comme un gage de son propre avenir les défaites que votre héroïsme inflige aux Autrichiens. Ceux de nos frères slaves qui d'abord se sont crus en droit, par suite d'anciennes injures, de se mettre dans les rangs de vos ennemis, hésitent et s'ébranlent, après vous avoir aidés dans la défense de vos foyers, par leurs frères polonais Citoyens de la Hongrie, Entre vos mains est l'avenir du monde, et si vous savez cueillir les fruits de la victoire, comme vous avez su en mériter les lauriers, votre triomphe sera celui de la liberté en Europe. Que l'esprit de liberté qui vous anime, vous préserve de toute transaction, de tout compromis avec les éternels ennemis de la justice et du droit. Voyez! si l'Italie n'avait pas mis sa confiance dans les rois et les princes, ceux-là ne l'auraient pas entraînée, par leur faiblesse ou leur trahison, jusqu'au bord de l'abîme! Voyez! si le gouvernement français n'avait jamais voulu pactiser avec la politique rétrograde, le drapeau français aurait-il jamais subi le déshonneur de s'unir en Italie au drapeau jaune et noir du despotisme.

Une victime de la Révolution 183 Non! point de transaction! En avant! Ce mot d'ordre vous est familier. Que de fois vous l'avez entendu de la bouche de votre chef intrépide, de l'héroïque Kossuth. En avant! pour vous-mêmes, pour les Slaves, pour les Allemands, pour les Italiens! En avant! encore un pas, et toute la vieille Europe s'ébranlera en entendant ce cri de guerre, auquel elle se souvient d'avoir répondu, quand vous l'appeliez jadis à la croisade pour la défense de la chrétienté. En avant! La reconnaissance des peuples vous accompagne, leurs espérances vous indiquent la voie. Salut et fraternité! Les rédacteurs de la Tribune des Peuples* Paris 21 avril 1849. UNE VICTIME DE LA RÉVOLUTION 22 avril 1849. Rossini \ à ce qu'on dit, est atteint d'aliénation mentale. Le grand maître qui régnait sur la musique depuis la chute de l'Empire jusqu'à l'époque des dernières révolutions, vient d'abdiquer. On attribue le malheur de Rossini à l'impression des menaces de mort que lui auraient faites les révolutionnaires Italiens. 1 Le Messenger des théâtres avait publié une lettre affirmant que des Italiens avaient cherché Rossini pour l'assassiner et l'Événement du 19 avril 1849 avait accueilli le bruit que Kossini serait devenu fou. (Noté de l'éditeur). i

184 La Tribune des Peuples Pour nous, il est évident que ce ne sont pas les révolutionnaires qui ont porté le coup à Rossini, mais que c'est l'esprit de la Révolution qui a frappé à mort ce grand esprit artistique. Lors des derniers événements en Italie, personne n'en a été aussi affecté, aussi affligé que Rossini. Il entendit d'instinct et de loin le son d'une musique nouvelle, qui allait faire taire à jamais les joyeux concerts de la musique matérialiste et sensuelle de Figaro. Le peuple de Bologne commençait à chanter presque aussi faux que le chanteur des rues de Paris, mais en y mettant cet accent qui a fait la popularité de la Marseillaise, accent barbare pour l'Italie des Bourbons et de l'Autriche. Rossini apprécia toute la portée de la révolution qui allait s'opérer dans son art, et il ne se sentit plus la force d'y prendre part. Il se posa le premier en réactionnaire; il s'attaqua à l'esprit nouveau en employant toutes les ressources de son vieil esprit de causticité, de sarcasme et même de calembour. Il faisait triompher la résistance dans son salon qui était devenu une place d'armes de l'esprit anti-révolutionnaire et le quartier-général des gros cardinaux, des belles dames et des compositeurs de libretti de Bologne. Rossini était devenu chef d'un espèce de comité de la rue de Poitiers. Cependant la Révolution marchait de plus en plus sérieuse; elle avait envahi tous les théâtres, toutes les sociétés philharmoniques, tous les salons qui avaient un piano et une flûte; dans tout ce vaste monde musical il n'y avait plus de place pour le joyeux Figaro. Le grand maître de la résistance musicale fit encore quelques efforts pour faire prévaloir l'ancien système des cavatines gaillardes et des airs grivois: il fut sifflé. Le bruit fut si nouveau pour notre maestro qu'il crut entendre le sifflement des balles. Il quitta Bologne et annonça le projet de se réfugier à Londres. Les Italiens disaient alors qu'il était trèsnaturel pour un Figaro d'aller rejoindre les Basiles français

Le milliard 185 réfugiés à Londres. Figaro, en homme populaire, eut un reste de patriotisme et revint à Bologne. Mais il n'eût plus la force de reconquérir sa position de maestro tout puissant Il est atteint d'une maladie, dont la contre-révolution ne pourra plus le guérir, car il n'est plus au pouvoir de personne de faire en Italie une restauration rossinienne, de recomposer pour lui un public de gros et gras cardinaux, de diplomates insoucieux et de dilettanti aristocratiques, un public enfin semblable à celui qui a essayé de se réunir rue Duphot. Le sort de Figaro, revenant en Italie, devrait servir de leçon aux Basiles, qui se préparent à quitter Londres pour rentrer en France

K LE MILLIARD 23 avril 1849. Le milliard que le peuple français avait accordé comme gage de réconciliation aux rétrogrades des deux anciens régimes; ce milliard, le peuple le redemande². On se prépare 1 La tiédeur de l'Italianisme de Rossini était notoire. On connaît le dialogue qu'il échangea dans un salon: «J'adore l'Espagne.» — «Et pourquoi?» — tparceque, si elle n'existait pas, ce serait l'Italie qui serait le dernier des pays d'Europe». (Note de l'éditeur.) * Il était dit dans le manifeste du comité démocratique socialiste des élections: «Tout citoyen dont la candidature pour la représentation nationale est posée devant le comité déclare à la face du peuple, par le seul fait de sa candidature, adhérer sans restriction ni réserve d'aucune sorte aux six propositions suivantes: «1. La République est au-dessus du droit des majorités. «2. Si la Constitution est violée, les représentants du peuple doivent donner au peuple l'exemple de la résistance. «3. Les peuples sont solidaires comme les hommes. L'emploi des forces de la France contre la liberté des peuples est un crime, une vio

186 La Tribune des Peuples à imposer aux députés, sur cette question, des mandats impératifs. La France révolutionnaire, après avoir mis sur pied des armées assez nombreuses pour combattre le monde tout entier, après avoir payé de ses deniers la solde des conscrits et la dotation des maréchaux, et les listes civiles des rois créés par Napoléon; la France vaincue, envahie et pillée, après avoir payé les ennemis, trouva encore un milliard pour désarmer les haines intérieures. On espérait acheter avec ce milliard la neutralité du clergé, la sympathie, sinon le concours des vieux nobles, et l'indifférence des bureaucrates. Le marché n'a pas réussi. Le clergé, tout en acceptant les fruits de la terre, continuait de maudire et la terre qui les produisait et les hommes qui se chargeaient de les distribuer. Le clergé acceptait des pensions en son ancienne qualité de propriétaire féodal. Ces pensions lui étaient dues, se disait-il; c'étaient des redevances. Le clergé ne se donnait pas la peine et ne se croyait pas obligé de les mériter par des travaux ecclésiastiques. Le clergé s'est déclaré propriétaire; il en a appelé à ses anciens droits et privilèges; il s'est séparé de la nation de la Constitution. La France doit des secours aux nationalités qui combattent la tyrannie. Elle peut aujourd'hui les accorder immédiatement. «1. Le droit au travail est le premier de tous les droits, il est le droit de vivre. «La plus dure de toutes les tyrannies est celle du capital. La représentation nationale peut et doit poursuivre l'abolition de cette tyrannie. «5. Dans une nation libre, l'éducation doit être pour tous gratuite, commune, égalitaire et obligatoire. «6. Le rappel du milliard des émigrés est une mesure juste, utile, possible.» Un article intitulé: la restitution du milliard des émigrés, parut dans le n° du 28 février du journal: la Constitution républicaine du présent et de Va venir, Charles Martin, rédacteur-gérant. Le journal: la Vraie République du 2i avril traita l'article de la Tribune des Peuples sur le milliard d'excellent et en donna des extraits. (Note de ledit.)

Le milliard 187 travailleurs; il s'est posé en fils de grande maison, dépossédé de l'héritage de ses ancêtres. Le journal qui représente le mieux les tendances et les vœux du clergé gallican, la Gazette de France, n'a jamais vu dans la question du budget ecclésiastique qu'un procès de propriétaire à propriétaire, un procès entre les hommes qui prétendent posséder la terre au nom de l'esprit et de la tradition, et ceux qui s'en emparent par le droit de la force matérielle, par le droit de conquête. Le clergé, c'est l'ancien conquérant, c'est le Normand, c'est le Tudesque, c'est l'Autrichien, c'est le Russe; il est combattu par les chefs d'invasion du Nouveau-Monde, les républicains, les nationaux, les socialistes. Pour prononcer dans ce procès, on en appelle l'Assemblée nationale, composée en grande partie d'hommes politiques, qui ressemblent parfaitement aux prêtres actuels. Les politiques de l'Assemblée nationale ont hérité du terrain que leurs ancêtres, les grands hommes de la Révolution, avaient conquis, labouré et ensemencé. Ils voudraient jouir de cet héritage; ils voudraient conserver le caractère d'initiateurs et de chefs conducteurs des nations, sans perdre le droit d'exploiter et de faire valoir leur vrai intérêt personnel, celui d'un gain journalier et de jouissances immédiates. La majorité de l'Assemblée votera pour l'intérêt prêtre, qui est son propre intérêt. Le vieil intérêt prêtre est intimement lié aux intérêts de l'aristocratie. Les partis des prêtres, des aristocrates, des incrédules et des athées, depuis si longtemps séparés, se réunissent tous pour la première fois dans l'adoration du dieu capital. Le peuple s'attaque au capital. Le plus grand capital du monde ancien, la base de toutes les entreprises réactionnaires, le milliard d'indemnité des émigrés, est en grand danger. Si l'on parvient à l'abolir, on mettra à l'ordre du jour des questions politiques et sociales dont personne, à ce qu'il paraît, ne prévoit encore la portée.

188 La Tribune des Peuples Oter un milliard aux réactionnaires, c'est tarir la source d'où ils tiraient jusqu'à présent toutes leurs forces vitales; c'est les priver de respiration, car il est sûr que la réaction n'a vécu depuis la Restauration jusqu'à ce moment que du milliard en question. Les représentants les plus parfaits du vieux monde, les aristocrates français une fois remis en possession du grand capital, s'en sont servi pour rétablir l'ancienne coutume de récompenser et de pensionner le talent de plaire et celui de tirer profit des mérites des courtisans et des exploiters pour l'opposer aux efforts des hommes de dévouement et de désintéressement. C'est avec ce milliard que les aristocrates, solidaires de la réaction européenne, ont payé les traîtres de Waterloo, les transfuges de l'armée de la Loire, les juges de Ney, de Labédoyère, de Mouton-Duvernet, des quatre sergents de la Rochelle, les juges de Louis-Napoléon, coupable des tentatives de Boulogne et de Strasbourg, les juges des accusés du 15 mai et de juin. Le fonds dont on a tiré des sommes pour payer tous les travaux des réactionnaires n'est pas, à proprement parler, le budget de l'Etat. Ce fonds, c'est le milliard voté pour l'ancienne réaction. Jamais capital n'a été employé d'une manière aussi savante, aussi productive que celui-là. On dépensait beaucoup pour amuser le roi Louis XVIII et mériter les bonnes grâces du confesseur du roi Charles X. On faisait des sacrifices pour appuyer la royauté de LouisPhilippe. Ces dépenses et ces sacrifices, les rois les rembour9 saient en pensions sur le budget de l'Etat, en places et même en subventions. Les hommes du milliard, les réactionnaires du vieux régime, ont constamment appuyé la royauté d'Orléans. L'opposition que les légitimistes faisaient à ce régime était tout aussi peu sérieuse que celle de M. Barrot. On se combattait

Le milliard 189 n public, mais on était toujours d'accord sur la question essentielle, celle de gagner, d'exploiter et de jouir. Le milliard tait au fond de tout cela. Louis-Philippe, avant de se charer de la royauté, assurait, par un acte judiciaire, la possession d'une partie de ce milliard à sa famille. Les ministres e la royauté d'Orléans ont eu toujours en vue la conservaion de ce milliard et l'espoir d'en profiter à leur tour. Ce milliard, le seul vrai principe des théories royalistes e Louis-Philippe, des doctrines savantes de M. Guizot et es mouvements oratoires de M. Thiers, est déjà battu en rèche par les collèges électoraux, et il est plus que probable u'il sera mis à néant par le fait des élections prochaines. La réaction, qui ne s'appuyait en définitive que sur de argent, qui ne parlait que d'argent, qui n'agissait que par argent, s'abîmera, nous en sommes sûrs, dans cette question argent. Cette question forcera même les ministres réactionnaires de sortir de leur apathie matérialiste, et on les verra faire ppeel aux sentiments de pitié, d'humanité, à, la sainteté des roits acquis. Ils parleront bientôt des souffrances de l'anienne émigration française, des misères des Bourbons, des 'hoiseul-Gouffier, des Polignac, des Bassompierre et des Rihelieu (dont quelques-uns étaient déclarés en état de faillite vant la révolution), chassés par la République et enrichis •ar l'Autriche et par l'empereur de Russie. Pauvres honteux! à qui l'empereur Alexandre donnait [es millions confisqués sur des Polonais, et qui, de retour en ^rance, tout en s'extasiant sur l'hospitalité d'un peuple dont Is avaient si longtemps dévoré les revenus, n'ont cessé d'agir t de voter contre l'intérêt des Polonais, des Bohèmes et des taliens. Après avoir joui des bonnes grâces des monarques et garné des millions dans les pays slaves et italiens, les émigrés rançais revinrent pour se partager le milliard arraché au >euple français par le traité de Paris.

The text on this page is estimated to be only 29.31% accurate

190 La Tribune* des Peuples Ils ont réussi à mettre dans leurs intérêts les avocats de l'ancienne opposition qui étaient en même temps leurs conseillers ou leurs intendants. Ils ont pour eux les généraux de Louis-Philippe; ces généraux savent très-bien que l'expédition du général Cubières 1 et l'enceinte continue de Paris n'avaient pour but que de défendre la royauté et le milliard sur lequel elle s'est fondée. Les généraux de Louis-Philippe se rappellent bien ce qu'avait gagné en avancements, en grades, et en décorations le général Cubières, la grande épée de la dynastie, et les avantages dont a joui le ministre Thiers, l'auteur de l'enl L'expédition d'Ancône fut en quelque sorte le prodrome de l'expédition de Rome. Lorsqu'en février 1832 les insurrections des sujets du pape menaçaient son autorité temporelle, Louis-Philippe envoya un corps d'armée sous les ordres du général Cubières occuper An cône, pendant que les Autrichiens envahissaient les Légations. Cet acte fut présenté aux patriotes comme un premier pas pour contre-balancer la prépondérance autrichienne en Italie, aux gouvernements comme un procédé habile pour maintenir le statu qiw. Quand la réaction austropapale eut pris le dessus, le corps expéditionnaire d'Ancône fut rappelé lrs 24 octobre 1888. C'est cette marche tortueuse que le ministre OdilonHarrot rêvait de suivre; seulement, les forces de la révolution italienne et les colères de la réaction en France amenèrent rapidement une lutte ouverte. Il n'en est pas moins édifiant de voir le vide de la politique des faux républicains de 1848, dont en cette occasion M. de Lamartine se lit l'orateur. Le 25 avril il vient préconiser à la tribune *la guerre tnodéréé, par opposition à la guerre de coalition. La guerre de coalition, prétenditil, est celle de la révolution et de l'Empire, la grande guerre des rois et des peuples qui inilue sur les destinées de l'Europe, venge les nationalités opprimées, modifie les frontières, et classe les puissances en raison de la prépondérance victorieuse de leur flotte ou de leur armée. Cette guerre, évitons-la à tout prix. La guerre modérée, au contraire, est celle qui fait serpenter les vaisseaux de ligne le long des côtes et cloue les bataillons au pied des Alpes, qui équipe des flottes pour sillonner les flots de la Méditerranée, et solde des armées à la condition de rester toujours l'arme au bras.» (Note de V éditeur.)

23 avril 1849 191 ceinte continue, le grand bouclier de la dynastie d'Orléans. L'un et l'autre s'appuyaient sur le milliard. Les hommes du milliard les récompensaient, les choyaient, les encourageaient. Ce sont les hommes du milliard qui ont créé M. Thiers député et qui espèrent bien réhabiliter M. le général Cubières \ Il est facile dès aujourd'hui de prédire qu'ils n'y réussiront pas. Ce qui renverse leurs calculs, c'est ce dieu inconnu, le seul que M. de Talleyrand craignait, Y imprévu, la question du milliard. Les réactionnaires, à force de parler d'argent, et de ne parler que d'argent, ont enfin attiré l'attention de tout le peuple français sur la question d'argent. Le peuple, après avoir longtemps suivi d'un œil attentif les réactionnaires dans leurs discussions parlementaires et leurs mouvements politiques, a fini par découvrir leur point de départ, leur asile, leur position forte, leur secret. Le peuple a compris que tous ces hommes sortaient du milliard, s'appuyaient sur le milliard et n'agissaient que par le milliard. La question du milliard emportée, la réaction n'a plus de raison de vivre. 23 avril 1849. La Gazette de Vienne vient de publier la proclamation que le général Welden, successeur du prince Windischgraetz, a adressée à l'armée autrichienne. Il paraît que ce général veut relever le sentiment d'honneur et l'esprit abattu des 1 En août 1847, le général Despant-Cubières, ancien ministre, fut condamné par la Chambre des pairs, comme coupable de la corruption exercée sur M. Teste, ministre des travaux publics, qui avait reçu 100.000 francs pour une concession de mines. Le général Cubières obtint sous l'Empire sa réhabilitation. [Note de l'éditeur.)

192 La Tribunt des Peuples Autrichiens par des moyens peu honorables, en excitant, par la calomnie, la haine des soldats contre la nation qui combat pour ses libertés, et contre les Polonais, ses auxiliaires. «Regardez, dit-il à ses soldats, qui sont vos adversaires! D'infâmes scélérats, un rebut de tous les peuples, des Polonais mercenaires!» Ce langage n'a rien qui puisse nous étonner de la part des généraux autrichiens. La plupart d'eux ne savent pas même à quelle nationalité ils appartiennent. Ce sont les descendants d'officiers de fortune établis en Autriche et employés au service particulier de la dynastie d'Autriche. Ils ne conçoivent pas que l'on puisse avoir un autre motif de servir que le gain; ils supposent le même motif aux Polonais. Nous pouvons affirmer que, parmi tous ces Polonais qui combattent en Italie et en Hongrie dans les armées de la liberté, il n'y en a pas un seul qui ait en vue la solde ou l'avancement. Ces soldats, que le général Welden appelle le rebut de tous les peuples et des scélérats, sont en grande partie des hommes riches et qui occupaient dans leur patrie une position honorable, car on ne passe pas les frontières bien gardées de la Pologne, sans posséder des ressources pécuniaires. L'Autriche et la Russie le savent mieux que personne pour avoir confisqué les fortunes de ces mêmes soldats qu'ils calomnient dans leurs feuilles officielles. Ce qui nous étonne, c'est qu'il y ait en France des journalistes qui paraissent tout aussi mal disposés à l'égard des Polonais que le général Welden. Au premier rang marche V Univers religieux. Il a pour coutume peu religieuse d'appeler les légionnaires polonais des condottieri. On donnait anciennement le nom de condottieri aux soldats qui servaient pour de l'argent; en fait de condottieri, il n'y a plus aujourd'hui que les Suisses au service de l'étranger, et particulièrement ceux qui servent le Saint-Siège. Nous ajouterons que la plupart des compagnies polonaises combattant en Italie ont

Les cités ouvrières 193 fait le voyage à leurs propres frais et ont été équipées avec de l'argent polonais; nous pourrions en donner les preuves officielles à V Univers K LES CITÉS OUVRIÈRES 25 avril 1849. On essaie de construire à Paris des cités ouvrières. Ce sont des établissements d'un genre tout à fait nouveau pour la France. Nous en sommes redevables à la révolution de Février et aux idées qu'elle, a commencé à réaliser. Dans ces établissements on assure à l'ouvrier la possibilité de respirer un air sain, un gîte et le chauffage, avantages dont le prolétaire a été jusqu'ici privé. Comme rien ne se fait sans capitaux, il y a, à ce qu'on dit, des riches qui s'associent afin de bâtir ces cités pour l'ouvrier. C'est donc le fruit de l'esprit

1 Nous citerons un exemple de l'esprit qui animait les légionnaires polonais. C'est un épisode du siège de Rome. «La journée fut glorieuse pour nous, Le commandant en chef de l'armée publia le lendemain un ordre de jour dans lequel il décernait les plus grands éloges à la légion. Le ministre de la guerre voulut décerner à ceux d'entre nous qui s'étaient le plus distingués des croix d'honneur. C'était d'un usage constant dans la légion de la consulter en corps dans les circonstances graves, usage qui ne porta aucun préjudice à la discipline militaire. La légion fut rassemblée, et son chef lui donna lecture des propositions du ministre. La réponse fut unanime: cNous combattons pour la liberté de Rome et pour le principe de la solidarité des peuples; aucun d'entre nous n'a rien fait au-delà de son devoir, que chacun a mis le même zèle à accomplir ; nous trouverons notre récompense dans notre conscience; nous sommes loin de la chercher dans des distinctions honorifiques.» Cette réponse fut portée à la connaissance du ministre, qui sut apprécier le sentiment qui l'avait dictée.» (Souvenirs d'un soldat de la légion polonaise.) (Note de l'éditeur). 13 à

194 La Tribune des Peuples d'association. A ce titre on ne saurait assez encourager la construction des cités en question. Mais voilà que les bailleurs de fonds et les constructeurs, tout en se soumettant en apparence à l'idée socialiste, se concertent entre eux pour s'en servir en vue de l'intérêt du moment. C'est la vieille tactique des exploiters que celle de n'accepter d'une idée excellente en elle-même que ce qui leur convient personnellement. Aussi la réaction s'est-elle empressée de prendre sous la tutelle les cités ouvrières. Elle compte se servir de cette institution sociale comme d'une armée contre le socialisme. Si on écoutait les réactionnaires, ce seraient eux que l'on devrait regarder comme inventeurs des cités. Le socialisme, au contraire, serait l'ennemi implacable du bien-être de l'ouvrier. On a droit de demander aux représentants officiels de la réaction, à MM. Thiers, Fould, aux deux Dupin, pourquoi, dans le temps où ils étaient au pouvoir, et où ils se proclamaient hautement vainqueurs de la République et du principe socialiste, l'idée ne leur est pas venue d'affecter à la construction des cités ouvrières ces énormes capitaux qu'ils employaient à construire l'enceinte continue, les prisons et autres établissements du même genre qui n'avaient pour but que le bien-être de la royauté. Ces observations, nous les adressons aux ouvriers, habitants futurs des cités. Qu'ils soient convaincus que c'est l'esprit révolutionnaire et socialiste, que c'est l'esprit de Juillet et de Février qui a forcé les capitalistes à reconnaître la nécessité de s'occuper enfin du bien-être du prolétaire. On doit regarder le concours que les capitalistes offrent à la classe ouvrière comme une concession arrachée à l'égoïsme par le progrès humanitaire, et non pas comme une initiative de l'amour chrétien. Il est donc de l'intérêt de l'ouvrier de nourrir en lui et de développer au dehors cet esprit qui a créé les cités: plus cet

Les paysans 195 esprit deviendra puissant, et plus on trouvera de moyens d'assurer le bien-être de ceux qui le représentent. Si les ouvriers se laissaient gagner par les avances intéressées des matérialistes qui les prennent sous leur tutelle, si, satisfaits de leur position tant soit peu améliorée, ils se séparaient de la cause universelle du prolétariat, ils ressembleraient alors à ces hommes d'opposition qui, devenus magistrats salariés ou ministres, abjurent les sentiments et les opinions qui leur ont valu ces mêmes places dont ils paraissent maintenant si fiers. Ainsi le sort des cités ouvrières dépend des ouvriers eux-mêmes. Qu'ils restent, comme citoyens, ce qu'ils ont été dans les journées de Février. Qu'ils n'oublient pas que c'est en prenant les armes dans l'intérêt de la souffrance et de la misère universelles, que c'est au cri de: Vive la France, vive l'Italie, vive la Pologne! qu'ils ont conquis, eux qui n'avaient pas où reposer leurs têtes, le droit de vivre dans ces cités. Ce n'est qu'après avoir ébranlé les puissances de l'Europe entière qu'ils ont forcé les puissants de la France à s'occuper de leur sort. LES PAYSANS 1^{er} mai 1849. I. Les paysans qui, pendant des siècles, n'avaient d'autres droits politiques que celui de donner au pays leur sang et leur argent, ont enfin conquis, grâce à la révolution de Février, le droit de voter. Par l'exercice qu'ils en ont fait, ils ont décidé la plus grande question de la situation. Ce sont eux qui ont affermi la République en appelant à la présider l'homme dont le nom résumait l'histoire de la Révolution française. On se rappelle la surprise que ce résultat du vote

The text on this page is estimated to be only 12.75% accurate

196 La Tribune des Ptuplts populaire excita dans les régions parlementaires et con ciales. Cette surprise montre bien la profondeur de Va qui sépare le peuple de ceux qui ont depuis longteir prétention de le représenter comme publicistes ou or agents du gouvernement qu'ils disaient être l'cxprossit vœux du pays. Le pays nourrissait des souvenirs et des espérance la presse et le parlement n'ont pas officiellement dit i mot. Le pays avait déjà depuis longtemps son candidl que les faiseurs d'élections, la veille même du sent soupçonnaient à peine le nom. Que l'on ne s'étonne ce même pays tentait un de ces jours des appels et d< (jui surprendraient de nouveau les hommes politiqu parlement et serviraient de commentaires au vote cain du 10 décembre. Les réactionnaires pressentent ce danger. Ils < hautement reconnu l'importance de l'opinion des du pays, c'est-à-dire des paysans. Ils mettent tout e pour circonvenir les paysans, pour les influencer et I dans leur association officielle '. Iles hommes qu< présent- s'étaient si peu occupés du paysan, qui ne jamais donné la peine d'étudier ses intérêts mor&u: riels, ces hommes, dont, la plupart n'ont jamais p paysan, se sont avisés tout à coup de se poser e. exclusifs de la religion et de la propriété du p ' On lit dans un article signé: Froment et intitu fiaynans. «Ces Messieurs île la Montagne aonl d n'ont jamais parlé au peuple des o un pag qu'ils veulont vous dire. Tout peuple, d ^^J^ti][Lar ' ''.

The text on this page is estimated to be only 11.67% accurate

res, rnc.nent !))llS uvons

Le prêtre est non seulement hostile à la
liberté d'instinct lors de la
révélation sur le dogme, et tout ce
qui n'est pas de la religion dont le prêtre ne fut que
le gardien conservait dans sa

le bien et de moralité que le prêtre
les mœurs et les habitudes
où il s'apercevait que
la religion et les act
de la doctrine
sont intérieures. Son bon

198 La Tribune des Peuples l'existence d'abus dans l'Église; il ne connaissait ni retendue ni la nature de ces abus, mais il souffrait de leurs effets. Aussi lorsque la justice populaire vint atteindre les pharisiens et les scribes d'alors, il se garda bien de les défendre. En vain lui disait-on que poursuivre l'évêque d'Autun¹ et emprisonner l'évêque de Brienne², c'était attenter à la religion: il ne voulut pas non plus croire que les terres de ces abbayes et de ces monastères qui enrichissaient quelques élégants abbés commendataires et quelques fainéants parasites étaient la propriété sacrée de l'église du Christ. Le paysan laissa faire la Révolution, assuré qu'il était que ce qu'il y avait de vraiment religieux dans la religion, ce qui avait résisté aux persécutions séculaires du paganisme était plus fort que les décrets des pouvoirs éphémères de l'époque. Le paysan sentit vrai et raisonna bien; il vit la réouverture des temples, le retour des curés, le rétablissement des splendeurs de l'Église et sa restauration officielle: ce qui le tourmente encore, c'est de ne pas retrouver dans toutes ces formes du passé, qui sont réellement françaises et catholiques, l'esprit français, l'esprit vivant, l'esprit paysan, l'esprit de mouvement et de force, l'esprit du Dieu vivant. Il est temps pour le paysan de comprendre qu'il ne peut plus rencontrer cet esprit vraiment religieux dans les associations prétendues religieuses; il faut qu'il apprenne à se connaître, à s'estimer lui-même; il faut qu'il ait le courage de se dire à lui-même, et de le proclamer dans les élections, que c'est lui, le paysan, qui est le vrai représentant du sentiment religieux. Il représente le travail de la terre à la sueur du front, imposé à l'homme par la plus ancienne des lois religieuses; il représente, comme conscrit, comme contribuable, l'esprit de sacrifice, qui est celui du christianisme. 11 essaie 1 Tallevrand. (Note de l'éditeur). 2 Maître de la liste des bénéfices. {Note de l'éditeur}.

Les paysans 199 déjà de prendre l'initiative des lois nouvelles, ce qui témoigne de sa tendance à relier la loi ancienne du travail au devoir chrétien du sacrifice et aux espérances de la nouvelle société, et à unir ainsi l'ancienne loi et l'Église militante à la loi de la société nouvelle, qui doit triompher. Dans une position si neuve, le paysan doit prendre conseil de lui seul ou de ceux en qui il reconnaît l'esprit et les tendances que nous venons de caractériser, et que nous osons appeler l'esprit paysan. Le paysan souffre maintenant au fond de son âme; il a déjà des doutes sur la religion; il s'adresse déjà des questions sur le but de son existence comme homme et comme citoyen; il nous est extrêmement difficile de lui venir en aide; les questions qui le préoccupent sont plus hautes que celles qui agitent l'Assemblée nationale. Or, pour parler aux membres de l'Assemblée, nous avons un langage tout fait, tandis que, pour répondre aux besoins nouveaux d'un pays tout entier, nous ne trouvons rien dans l'histoire du passé. Nous nous bornerons pour le moment à donner aux paysans, quelques simples conseils, fruits d'une longue expérience, qui nous paraissent utiles dans le moment actuel. Nous conseillons donc à tout paysan religieux de se défier des hommes qui, au moment des élections, lui parleraient de la religion, et surtout de ceux qui accompagneraient ces paroles religieuses de certains accents, de certains gestes, que le paysan connaît parfaitement bien pour les avoir observés dans les maquignons et les commis-voyageurs, et que nous ne pourrions mieux qualifier qu'en les appelant jésuitiques. Nous lui conseillons également de se défier des livres, des brochures et des publications autorisés par le gouvernement et le clergé, et colportés par des hommes officiellement religieux. Nous connaissons, littérairement parlant, les plus célèbres auteurs de ces livres et brochures; nous pouvons

200 La Tribune des Peuplée affirmer que c'est le mouvement électoral seul qui a le pouvoir de leur faire comprendre, pour un moment, l'importance des questions religieuses. Ce monde-là ne parle de la religion qu'en vue des élections. C'est en vue des élections qu'il soulève d'une manière perfide la question de la propriété. Le paysan est religieux; il est propriétaire: nous avons montré ce que la réaction tente contre son sentiment religieux au nom de la religion; nous ferons une étude pour lui montrer comment, en vertu du principe de la propriété, elle tend à le dépouiller de tout ce qu'il possède! IL 2 mai 1849. Les réactionnaires se présentent comme défenseurs de la propriété en général et de celle du paysan en particulier qu'ils prétendent être menacées par la Révolution. La France a déjà traversé bien des révolutions, le paysan en conserve le souvenir; il n'a qu'à consulter sa mémoire: il se rappellera bien que la grande Révolution, loin d'attenter à la propriété du paysan, l'a mis au contraire en état d'acquérir de la terre et lui en a assuré la libre possession. C'est la Révolution qui a fait le paysan propriétaire, et certes ce ne sont pas les républicains, héritiers de la Révolution, qui voudraient abolir un des droits les plus précieux qu'elle ait fondés, celui d'acquérir par le travail. La République n'a pas distribué des terres nationales en cadeau ainsi que les monarques ont l'habitude de le faire; elle ne pourra pas non plus les ôter par une espèce de caprice législatif. Les réactionnaires eux-mêmes ne supposent pas que l'Assemblée nationale puisse jamais avoir envie d'attenter au droit de propriété.

Les paysans 204 Mais ils craignent, disent-ils, les violences des républicains ouges et des socialistes dont le nombre est si grand; car, ans le langage des réactionnaires, tout citoyen qui n 'apparent pas à la faction légitimiste-orléaniste ou qui n'est pas mployé du gouvernement, pour peu qu'il s'occupe de politique, est inscrit parmi les républicains rouges et les sociastes. C'est de la part de cette classe nombreuse de citoyens, estructeurs de la monarchie de Louis-Philippe et ennemis e son système, malheureusement encore en vigueur, que on craint des violences contre la propriété. Le paysan a plus 'une fois souffert de la violence; sa propriété a été plus d'une Dis saccagée et même confisquée. Nous sommes les premiers rappeler au paysan son devoir de veiller sur sa propriété t de la bien garder contre ses «nnemis. Quant à ces deriers, le paysan les connaît parfaitement: ces ennemis, ce ont les amis des réactionnaires, ce sont les Cosaques qui lettaient le feu aux villages de la Lorraine et de la Chamagne, ce sont les soldats de Blttcher qui, après avoir pillé et accagé un grand nombre de propriétés particulières, s'aprétaient à détruire à Paris les propriétés nationales telles ue les monuments et les ponts, que l'on a été obligé de raheter des Prussiens en leur donnant des millions pris sur i propriété du paysan; ces ennemis, ce sont les émigrés léitimistes qui, pendant le règne des Bourbons de la branche înée, n'ont cessé de menacer tous les propriétaires de biens lationaux en France et qui, à force de menaces, appuyés juils étaient par les puissances russe, autrichienne et prussienne, ont réussi à extorquer aux paysans un milliard d'indemnité. Et notez que l'immense majorité de ceux qui ont payé l'indemnité n'avaient en rien profité des confiscations dont la République avait frappé les terres des émigrés. L'achat de ces terres augmenta la fortune des hommes riches, des

202 La Tribune des Peuples spéculateurs, des banquiers, des fermiers-généralx et des employés haut placés. La majorité de ces hommes composa la chambre des pairs et les assemblées législatives du temps de Louis-Philippe; et, comme ils ne trouvaient plus de terres nationales à acheter, ils continuèrent à s'enrichir en Raccordant les uns aux autres de gros appointements sur les budgets; or, c'est sur la propriété du paysan qu'on prélève surtout cette immense masse d'impôts qui constituent le budget Il nous reste maintenant à nous occuper d'un nouveau genre d'ennemis de la propriété, de ceux dont la réaction parle le plus souvent et le plus volontiers, de ceux qu'elle appelle les communistes, les partageux. Il n'est pas facile de les trouver: la réaction, qui les dénonce à la haine populaire, n'en donne pas les noms et n'en désigne pas le domicile, et même ceux qu'on accuse le plus de communisme n'ont jamais été convaincus d'avoir dit ou écrit quoi que ce fût dans le but d'amener le partage des propriétés. Il se pourrait pourtant qu'une nouvelle secousse politique, en donnant le pouvoir à quelques hommes violents, les mît dans le cas de tenter une mainmise de l'Etat sur la propriété, ce que l'on prétend être une conséquence nécessaire d'une révolution radicale. Y a-t-il à craindre un tel avenir, les réactionnaires le redoutent-ils réellement? Nous en doutons. En général, ils n'ont pas l'habitude de mettre le public dans le secret de leurs craintes ni de leurs espérances réelles. Ce qu'ils paraissent redouter le plus, ce n'est pas le retour des violences révolutionnaires, mais bien plutôt raffermissement du pouvoir républicain et le progrès régulier des principes de justice et d'humanité. En effet, le développement de ces principes menace la pire espèce de communistes et de partageux, qui n'est autre que celle des réactionnaires. Ce sont ces mêmes réactionnaires qui ont joui en commun des capitaux de la France, comme si elle était une association communiste, sans y avoir mis leur quote-part. Les

Les paysans 203 migres, les anciens sénateurs, traîtres à Napoléon, et les organistes, traîtres à tous les gouvernements, restèrent poursuit fidèles à l'engagement qu'ils avaient pris les uns envers 3s autres de s'entr'aider dans l'exploitation de la France. On hangeait de gouvernement on persécutait les hommes qui ^présentaient les idées religieuses ou politiques; mais on pargnait toujours les hommes d'intérêt, les exploiters qui appelaient autrefois légitimistes, honnêtes gens, plus tard onservateurs, et enfin qui n'étaient que ce qu'ils sont aujourd'hui, c'est-à-dire des réactionnaires. Le légitimiste duc de :ichelieu, après la chute de l'empire, protégeait et payait alleyrand; Talleyrand protégeait à son tour M. Thiers, qui rotège les membres du club de la rue de Poitiers. Ce club 3 compose en grande partie d'hommes riches, qui continuent e partager entre eux le budget. Ce sont là les véritables artageux! Ajoutons une remarque historique. Les hommes les plus influents de la grande Révolution, 3nt quelques-uns disposaient des ressources de la France itièr avec un pouvoir dictatorial, sont presque tous morts iuvres; et nous demandons qu'on nous montre les paysans :>nt ils auraient partagé la propriété. Les révolutionnaires 3 Février ont été maîtres de Paris pendant plusieurs mois: ms ce temps où les tribunaux ne siégeaient pas et où la >lice était désorganisée, on ne nous citera pas un seul exeme de spoliation ni de partage des biens d'autrui. Et si, dans ne ville comme Paris, le respect de la propriété a été si bien t>servé par une population immense, armée, et composée q partie de ces hommes qu'on appelle socialistes et partaeux, si les diamants des Tuileries et les effets précieux du arde-meuble royal ne les ont pas tentés, croit-on sérieusement que ces hommes se laisseraient prendre par l'appât de >artager entre eux la pauvre terre d'un paysan qui suffit à >eine à ses besoins et à ceux de sa famille ?

The text on this page is estimated to be only 24.66% accurate

204 La Tribune des Peuples Nous venons de raconter des choses que tout le monde sait à Paris, qui ont été dites et redites mille fois; mais la réaction se garde bien d'en instruire le paysan. Il faut donc le lui répéter jusqu'à satiété, il faut lui redire chaque jour l'histoire de la révolution de Février, lui raconter la manière dont le peuple de Paris, ce paysan le plus pauvre peut-être de la France, a usé de sa victoire. C'est ainsi que les paysans, hommes du pays, apprendront de leurs frères, les prolétaires de Paris, les paysans de la cité, quels sont les communistes et les partageux qu'ils ont les uns comme les autres à redouter. III. 3 mai 1849. Les paysans sont appelés à élire leurs représentants. Le droit de se faire représenter n'appartient qu'aux souverains. Les paysans, qui forment la majorité du peuple français, et qui sont réellement peupie et Français, ont de tous temps exercé la souveraineté dans ce quelle a de pénible et de dangereux. Ce sont les paysans qui prenaient sur leur cassette privée des sommes pour payer l'administration du pays. Ce sont les paysans qui donnaient le mot d'ordre aux armées, en les poussant contre l'étranger, et en marchant à leur tête comme sentinelles avancées, comme tirailleurs, et parfois comme généraux en chei". il y eut même des paysans promus à la royauté, et acceptés comme rois légitimes par ia vieille Europe monarchique. La Révolution, qui n'était au fond que l'expression des besoins et des v.-cux du paysan, s'est déjà suffisamment légitimée comme force matérielle. Les monarques ont été obligés de traiter avec elle. Il* la flattent, il lui font même la cour; ils l'acceptent donc comme souveraine et. en honorant

Les paysans 205 ainsi la Révolution française, ils rendent hommage au peuple français, aux paysans. L'Europe est dans une grande attente pour voir comment le paysan français, sorti de la tutelle officielle, usera de sa souveraineté. Il n'a cessé d'accuser, durant des siècles, ses maîtres d'abus de pouvoir, de violence et de concussion. Maintenant qu'il est devenu lui-même maître, il doit méditer sérieusement sur le choix de ses représentants et de ses ministres futurs. Les élections approchent. Tous les partis politiques travaillent pour leurs candidats. Le parti national, le parti des paysans, est le seul qui jusqu'à présent n'ait pas formé de comités électoraux, qui n'ait pas publié de brochures et qui n'ait pas employés d'agents. Il n'a pas besoin de recourir à tous ces petits moyens que mettent en usage les petits hommes des petits partis politiques. Le paysan n'a qu'à vouloir et à exprimer sa volonté par un vote. Le candidat qu'il fera adopter dans sa commune, comme vrai représentant de ses sentiments et de ses intérêts, sera le représentant du peuple français tout entier. Ainsi chaque commune, dans les élections qui vont avoir lieu, ne doit prendre conseil que d'elle-même, et chaque citoyen appelé à voter, ne doit obéir qu'à la voix de sa conscience et à celle de ses concitoyens, à la voix du peuple, qui est la voix de Dieu. Si les paysans ont le souverain courage d'obéir à cette voix, ils choisiront de préférence pour leurs représentants des paysans ou des hommes intimement liés à la vie du pays, comme eux: des gardes champêtres, des maîtres d'école et des curés véritablement chrétiens. On leur dira de la part du gouvernement que des candidats paysans ne peuvent pas avoir l'instruction et l'habileté nécessaires pour gérer les affaires d'un grand pays. Les paysans pourraient répondre que ce grand pays, toujours gou

206 La Tribune de* Peuples verné par les hommes instruits et habiles, se trouve dans la nécessité de changer tous les quinze ans de gouvernement, et qu'il voit chaque jour ses préfets et ses juges, hommes très-instruits, chassés de leurs places par des ministres également instruits. Nous pouvons assurer aux paysans que, parmi ces hommes instruits, il en est qui se défient de la valeur de cette instruction dont on parle tant officiellement. «Éducation n'est pas synonyme d'instruction ou de culture intellectuelle; il y a plutôt à se féliciter de l'insuccès des plans d'éducation populaire qu'à les déplorer. «Ces plans, s'ils étaient mis en exécution, auraient ajouté aux douleurs physiques du peuple, qu'ils n'avaient pas puis-sance de guérir, des peines intellectuelles et morales. Il vaut mieux aujourd'hui que la majorité de nos paysans soit en-core assoupie au sein de l'ignorance que s'ils avaient l'esprit faussé et le cœur aigri ou rongé de passions mauvaises.» Nous citons là les paroles d'un homme très-instruit qui est conseiller d'Etat et un des rédacteurs du Journal des Débats. Nous différons toutefois d'opinion avec lui sous un point de vue essentiel. Lui, en sa qualité d'homme instruit et connaissant tous les dangers de l'instruction, il respecte l'innocence des paysans qu'il croit ignorants; c'est le système de tous les exploiters. On croit que tout homme qui se laisse tromper est nécessairement ignorant; on protège cette ignorance si utile à l'exploitation. Nous, au contraire, nous sommes convaincus que les Français en majorité sont forts et sages; que, s'ils se laissent si souvent tromper par les exploiters instruits et par les habiles, cela vient précisément du sentiment intime de l'immensité de leurs ressources. Un homme riche et honnête se laisse tromper souvent et longtemps par son intendant, et il faut qu'il ait acquis des preuves matérielles de la perfidie pour qu'il la dénonce à la justice. Plus on est puissant et riche, plus on est tolérant.

Les paysans 207 e a été la position du peuple français, fort de ses
 sentiîts nationaux et riche de ses espérances, à l'égard de ses îinistrateurs
 habiles et instruits. Le moment est venu de régler les comptes entre le peuet
 ceux qui ont jusqu'ici prétendu le représenter. Le moit est venu pour les
 paysans de créer une représentation ionale véritablement paysanne. Un
 homme instruit, un des ministres du gouvernement visoire de la
 République, le citoyen Carnot, dans ses cirlires adressées aux instituteurs,
 insistait sur la nécessité)peler à l'Assemblée nationale les hommes du pays,
 et s ce nom il comprenait les paysans. «N'ayez pas peur, lit-il, de nommer
 des hommes illettrés \» La France ne nque pas de savants et d'hommes de
 lettres. La science es belles-lettres sont de grandes et belles choses, mais il
 temps de reconnaître que sciences et lettres et tout ce 3n appelle instruction
 ne sont, après tout, qu'un accessoire, ssentiel, c'est le caractère moral, c'est
 la force morale, c'est aient, c'est-à-dire le don du ciel. Pour ne pas citer des
 exemples antiques de Rome, où l'on it vu des paysans dicter des lois aux
 rois et aux ministres (-instruits de la Grèce et de l'Egypte, pour ne pas même
 ler de l'histoire de France, dont les plus illustres héros, que Charlemagne,
 les chefs des croisades et Jeanne d'Arc, savaient ni écrire ni lire, appelons-
 en à l'histoire contemaine. Il existe à côté de nous des monarchies absolues
 et royaumes constitutionnels où l'on accepte pour dogme > le chef de l'État
 n'a besoin d'aucune espèce d'instruc1: il n'a qu'à choisir des ministres
 instruits. Nos réactionres ne s'inquiètent nullement de l'inexpérience de
 l'emeur d'Autriche ou de l'ignorance de la reine d'Angleterre, qui les
 préoccupe, c'est l'ignorance et l'inexpérience de * Circulaire du 16 mars
 1849. [Note de V éditeur.)

208 La Tribune d^h Peuples la majorité du peuple français, c'est-à-dire des paysans. Et cependant les ministres et les diplomates eux-mêmes conviendront avec nous qu'un paysan français est beaucoup plus apte à gérer ses affaires, et par conséquent mieux préparé à s'occuper des affaires d'autrui, que ne le sont les souverains de l'Autriche et de l'Angleterre. Le devoir du paysan est de reconnaître qu'il est appelé à gouverner. Il va déléguer ses pouvoirs à une assemblée qu'il doit créer. Tous les peuples de l'Europe attendent la décision du Grand Peuple, de la Grande Nation. Les paysans de l'Europe entière attendent leur salut du paysan français.

L'ORLÉANISME I. 4 mai 1849. Dans l'histoire des peuples, il est un groupe d'hommes que l'on rencontre toujours. A Rome comme à Athènes, dans les temps anciens comme dans les temps modernes, nous les retrouvons à l'œuvre partout où bat le cœur d'une nation. \ Ils ont peu étudié l'histoire, ils ignorent même qu'ils ont eu 1 des prédécesseurs, et cependant tous ces hommes agissent comme s'ils obéissaient à une tradition soigneusement conservée; comme s'ils étaient tous membres d'une solidarité habilement établie. Ils ne se sont point parlé, et cependant ils professent tous le même dogme: la haine de tout mouvement moral. Ils ne se connaissent pas, et cependant on trouve toujours le même instinct répulsif au fond de leur cœur pour repousser les pensées généreuses. D'où viennent-ils V d'où sortent-ils? quels ont été leurs maîtres? Nul ne le sait. Seulement, ce qu'on peut affirmer t

L'orléanisme 209 sans crainte d'être démenti par les événements, c'est que, si l'on parle du progrès religieux, ils l'arrêteront au nom de la religion; s'il se présente une question de nationalité, ils seront contre elle; si l'on demande une amélioration sociale, ils se déclareront contre cette amélioration. Nous le répétons: ce n'est pas d'aujourd'hui que ces hommes agissent ainsi; ce n'est pas seulement de notre temps, mais encore dans le passé. Ils sont immuables, ils ne varient pas: ils datent du commencement de la société, ils l'ont accompagnée dans toutes ses transformations, ils la suivront certainement jusqu'à sa Gn. Quel est donc le mobile qui meut ainsi tant d'individualités? Ce mobile, c'est l'égoïsme, l'égoïsme qui se trouve dans tous les cœurs et que l'homme ne peut vaincre que par de grands efforts. Beaucoup ne peuvent remporter sur eux-mêmes une telle victoire. Les hommes qui se laissent aller à l'égoïsme se reconnaissent facilement entre eux. Ils ont un mot d'ordre qu'ils savent tous sans qu'on le leur ait appris. Combien cela rapporte-t-il ? voilà leur mot d'ordre, voilà la question qu'ils adressent tous invariablement, lorsqu'on les engage à faire un acte de volonté. L'ennemi marche vers nos frontières, le peuple est dans la misère: il faut repousser l'ennemi, il faut soulager le peuple, leur dira-t-on; à ces appels du patriotisme, de l'humanité, ils opposeront toujours leur froide et impassible question: Combien cela rapporte-t-il ? Pas un projet ne sera formé, pas une modification à la loi ne sera proposée qu'immédiatement ces hommes ne tentent d'arrêter tout progrès avec la même question. Toutes les nations, avons-nous dit, recèlent dans leur sein cette lèpre de l'égoïsme, résumée en quelques hommes; la France, depuis quelque temps, ressent plus que toute autre les fâcheux effets des agitations suscitées par les menées de 14

210 La Tribune des Peuples ces égoïstes. Jusqu'alors ils n'avaient pu s'emparer du pouvoir chez aucun peuple; depuis peu ils dirigent les destinées de la France. En 1789, l'élan national brisa les entraves du peuple. L'égoïsme ne fut pas écouté. Cependant il ne désespéra pas de son avenir; il renoua ses trames rompues, il attendit des jours meilleurs. Un moment il trouva même que la Révolution avait du bon: il spéculait sur les biens du clergé, des émigrés, les achetant à vil prix, les revendant à beaux bénéfices aux paysans. Peu à peu l'égoïsme redevint insolent Riche par des spéculations, il commença à demander tout bas à quoi bon Marengo et Austerlitz, qu'avait-on besoin de Wagram ou de la Moskowa? Ils étaient riches les hommes au cœur de pierre, ils ne pensaient plus qu'à jouir de leur fortune, qu'à augmenter leurs richesses; et, tandis que les enfants de la France succombaient glorieusement, écrasés même par leurs victoires, ils criaient, eux, les égoïstes: Vivent nos amis les ennemis ! Vivent nos amis les ennemis! C'était là, en 1814 et en 1815, le cri de joie de tous nos grands et nos petits Crésus, c'était là leur cri de guerre ou plutôt leur cri de fortune. En effet, l'égoïsme avait rapidement calculé ce que pouvait rapporter l'invasion. D'un coup d'œil il avait vu, à la suite des désastres nationaux, le pillage des paysans par les Cosaques et le fruit de ces rapines s'engloutir dans son escarcelle. Il avait vu les contributions de guerre imposées aux villes et partagées entre les généraux ennemis, et ces contributions dépensées au profit de son coffre-fort Il avait vu une série d'emprunts contractés pour payer ces contributions, et se sentait seul capable de faciliter ces emprunts pour en profiter. Il avait vu un essaim d'émigrés redemandant à grands

L'oHéanisme 211 •is leurs biens, et, dans l'impossibilité de faire cette restiition, il avait p resenti le milliard! A cette vue, les appétits de l'égoïsme, surexcités tout coup, n'eurent plus de frein. Déposant toute pudeur, les se laves de cette passion se vautrèrent aux pieds de l'inasion. L'égoïsme avait trouvé son dogme: c'était l'invasion; il ut son temple: ce fut la Bourse; il eut aussi ses grandes)ie8: ce furent les jours marqués de deuil pour les peuples, *s jours des batailles perdues et des fusillades. I/armée de l'émancipation européenne succombe: Wa^rloo met la Bourse en joie. Ney, Labédoyère, les frères Faucher sont assassinés juriiquement; Brune et Ramel sont frappés par les sicaires de invasfon: la Bourse hausse. En vérité, la Bourse est bien le saint des saints de l'éoïsme; on y sacrifie chaque jour le sang des peuples en escomptant en hausse! Cependant, si le temple de l'égoïsme, la Bourse; si son ogme, l'invasion et les fusillades, étaient trouvés, il lui manvait le magistrat, le grand pontife, le coordonnateur de la octrine: 1830 le fournit. La France voulut effacer les souvenirs de 1815: elle fit 830; mais, confiante comme toujours, elle se laissa imposer -.ouis-Philippe. Dès ce moment, la religion de l'égoïsme fut complète: l'orléanisme se révéla dans toute sa nudité. Jusqu'alors il n'y avait pas de nom pour désigner la secte, Louis-Philippe fournit celui de sa famille; il fit mieux; il s'appliqua à mettre uniquement en action toute la doctrine du Combien cela rapporte-t-il ? Ne reconnaissant pas d'autres vérités que cette interrogation, il s'efforça de faire partager sa croyance à toute la nation. La Pologne veut être libre, l'Italie le veut aussi: la Po14*

212 La Tribune des PeupUs logne et l'Italie sont sacrifiées, non parce que les batailles tuent des hommes et que l'égoïsme a peur pour ses enfants, mais parce qu'une bataille coûte de l'argent. Le Combien cela rapporte-t-il? fit partie de la langue officielle. Il fut démontré que l'orléanisme était la meilleure forme de gouvernement possible, parce que, disaient les harangues de la couronne, la prospérité est de plus en plus croissante. Cette idée que tout devait se coter, s'escompter, était tellement entrée avant dans le cœur du monde officiel que, lorsque la France cria de sa voix formidable: Réforme ou révolution, il se mit à rire, le monde officiel. En effet, que pouvait rapporter la réforme? Plus de dignité dans le gouvernement, plus de liberté dans les institutions; or, la dignité et la liberté ne se cotent pas à la Bourse. On ne crut pas à la sincérité de ce cri: Réforme. Quant au second terme de la volonté populaire: Révolution, on y crut encore moins. Comment ajouter foi, en effet, à la possibilité d'une révolution qui, non seulement ne rapporterait rien, mais compromettrait toutes les fortunes! Ainsi se trompa l'orléanisme: il jugea la France d'après son propre cœur; ne trouvant pas de bénéfice d'argent à accorder à la réforme, il la refusa. En quelques heures, le 24 février vint prouver à l'orléanisme la vanité de ses illusions. Louis-Philippe parti, restèrent ses élèves, les membres de la religion du: Combien cela rapporte-t-il? Nous dirons quelle fut leur conduite depuis Février, et comment ils sont parvenus à faire douter de l'avenir de la Révolution.

Uorléunisme 213 II. ô mai 1849. Après la révolution de février, l'orléanisme fut comme frappé de stupeur. Il hésita un moment, sans savoir s'il suivrait le mouvement révolutionnaire pour l'exploiter comme en 1792. Cette hésitation fut de courte durée. Bientôt l'on vit affluer à l'Hôtel de Ville les principaux banquiers de la secte, qui vinrent dire au gouvernement provisoire que la gravité de la situation gisait seulement dans la question financière. Le commerçant ne vend pas, le fabricant ne fabrique pas, l'ouvrier ne travaille pas, dirent-ils au gouvernement provisoire; faites vendre, fabriquer et travailler tout ce monde-là et vous échapperez au péril. Au lieu de s'en rapporter à l'admirable patriotisme du peuple de Paris, qui se privait du nécessaire, en attendant les grandes choses que devait produire la révolution, les hommes de l'Hôtel de Ville écoutèrent les conseils de l'orléanisme. Ils créèrent les 45 centimes et les ateliers nationaux, deux mesures qui semblaient indiquer que la révolution n'avait eu d'autre but que d'imposer le paysan et d'asservir l'ouvrier à l'embrigadement. Dès ce moment l'orléanisme se vit sauvé; la révolution n'avait plus l'intelligence de sa mission. De toutes parts on fit entendre des plaintes; il n'y a plus d'argent: voilà les paroles patriotiques que l'on entendait sortir de toutes les bouches. Il semblait que, malgré la chute du chef de la secte, l'orléanisme eût asservi la France entière à son idolâtrie. Cependant le peuple se souvenait de 1815: il n'avait pas

2 lé La Tribune des Peuples oublié la Pologne, l'Italie. Il s'inquiétait de voir la révolution de février s'annuler comme celle de juillet. Tout à coup, les échos retentissants de la frontière apportèrent à la France le signe de vie. La France retrouva enfin le sens de toutes ses révolutions: l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, frémissant sous le joug, se levant pour l'indépendance, vinrent lui rendre présent l'objet réel de sa mission. Il s'agissait, pour en finir enfin avec la question européenne, d'assurer l'émancipation des peuples. Le peuple français comprit ainsi le but de sa révolution. Un jour il cria: Vive la Pologne! K Ce cri fut étouffé. L'orléanisme avait dit que la guerre coûtait de l'argent 1 Dans son numéro du 15 mai, le journal la Vraie République, dont Barbes était un des collaborateurs, publiait en quelque sorte le programme de cette journée: «La Pologne, y était-il dit, à été trahie par la Révolution française... Reprenons notre initiative glorieuse, et déclarons que la France est encore la Jeanne d'Arc inspirée qui, avec l'aide de Dieu, proclamera la délivrance de tous les peuples.» Ce n'est que le 3 avril 1849 que fut prononcé, par la Haute-Cour de Bourges, l'arrêt contre les accusées du 15 mai. Avant d'entendre la sentence qui le condamnait à la déportation, Barbes prononça ces nobles paroles: «La souveraineté du peuple ! vous ne pensiez guère, il y a un an, à en devenir les protecteurs jurés! Vous êtes les plus forts, frappez-moi donc. Aussi bien, lorsque mes plus chères espérances sont trompées, quand la patrie entière est plongée dans la douleur, que sa chair et son âme se tordent sur ce brasier à laGuatimozin, que, comme pour nos rallier, on nomme du saint nom de République, que m'importe d'être enfermé dans un cachot! Les murs me préserveront du moins de voir de mes propres yeux des maux que je suis impuissant à soulager. Seulement, pardonne-moi, chère France, de ne t'avoir été utile à rien dans ma vie! Et vous, mes frères, opprimés te toutes les nations, pour qui je n'ai rien pu faire non plus, pardonnez-moi aussi, car nul ne fut plus animé que moi du désir de briser vos fers!» (Note de l'éditeur.)

L'orléanisme 215 L'Assemblée le crut, elle sacrifia l'idée à l'argent: l'Assemblée était convertie à l'orléanisme. Le peuple, lui, n'était pas converti. Il se replia sur lui-même. Il s'interrogea. Il se demanda si soixante années de révolution ne devaient aboutir qu'à arrêter le mouvement franco-européen devant une question de budget La réponse que le peuple français trouva à cette question fut digne de la grande nation. Le peuple français voulut sacrifier son dernier enfant comme son dernier écu pour le salut des nations. Il renia une seconde fois l'orléanisme. Il renia aussi les nouveaux auxiliaires de l'orléanisme, les faux révolutionnaires de février et du 4 mai K Au fond de l'urne électorale il jeta un nom. Pour le vrai peuple, pour le peuple qui laboure la terre, qui forge le fer, qui tisse la toile et la soie, ce nom voulait dire Europe libre! Louis • Napoléon Bonaparte fut acclamé président de la République française. Il fut élu malgré les partis officiels. Son élection passa sur la France comme un souffle régénérateur. Puis la France attendit Mais l'orléanisme veillait toujours. Il vint réitérer au président ce qu'il avait déjà dit au gouvernement provisoire, à l'Assemblée, à Cavaignac: le marchand ne vend pas, le fabricant ne fabrique pas, l'ouvrier ne travaille pas. Et l'orléanisme persuada qu'il fallait, pour sauver les suites de l'élection, faire seulement vendre, fabriquer et travailler. Or, depuis le 10 décembre 1348, l'orléanisme a vaincu, 1 Le 4 mai fat le jour de la réunion de l'Assemblée constituante de 1848. (Noté de V éditeur.)

216 La Tribune des PeupUs car depuis lors l'Italie a été égorgée, la Pologne vivante e«t toujours dans le sépulcre, et la Hongrie lutte seule, au bout de l'Europe, pour l'idée européenne. Dans quelques jours, le peuple français va s'assembler de nouveau, de nouveau il va jeter des noms au fond de l'une électorale. Que sortira t-il de ce vaste scrutin? La victoire de l'esprit français sur l'orléanisme ou sa défaite. La victoire! elle serait définitive. La défaite! elle ne serait pas sans lendemain. IIL 7 mai 1849. Pour l'orléanisme, il n'y a ni Dieu, ni patrie, ni principe; et cependant ses adeptes sont ceux qui emploient le plus souvent ces termes. Ils servent tous le pouvoir jusqu'au moment précis de sa chute. Un commis ordinaire quitte son bureau avant que le patron ne soit déclaré en faillite; l'orléanisme admet que ses adhérents restent fidèles à leur poste, assistent aux scellés, au déménagement, qu'ils pleurent même sur le sort du patron, en ne le suivant pas, en restant pour communiquer au nouveau patron certains secrets de la commandite! Comment se débarrasser de l'orléanisme? Ses hommes s'offrent à servir avec fidélité... jusqu'aux heures des revers. L'Empereur avait un faible pour les légitimistes. «Ils savent obéir,» disait-il; seulement, ce qu'il ignorait, c'est que c'étaient ses grenadiers qui, moralement, les contraignaient à l'obéissance. Les hommes de l'orléanisme, eux, savent servir; mais comment payer leurs services?

L'orléanisme 217 Payer! voilà le dernier mot de Porléanisme. Ou plutôt il l'a que deux mots dans sa langue: vendre et recevoir \ L'orléanisme peut se résumer en une seule phrase: c'est > système du commis- votageur appliqué à la politique. C'est en empruntant toutes les formes que l'orléanisme est parvenu à capter la confiance des hommes qui, depuis ivrier, ont touché au pouvoir. Ce n'est pas seulement dans les hautes régions du pouvoir que l'orléanisme a fait prévaloir ses dangereuses doctrines, c'est dans la rue, dans l'atelier, dans la presse démocratique qu'il y est aussi parvenu en partie. L'orléanisme s'est attaché à faire dévier de la véritable voie nationale des hommes qui s'étaient voués à la mission de défendre l'idée nationale. La faute une fois commise, l'orléanisme l'exploita. Il feignit, profitant de l'erreur de quelques hommes sincères, il eignit de croire et s'efforça de faire croire que le peuple de Paris n'avait pris les armes en février que pour une question de potrau-feu. Il s'attacha même à persuader le monde qu'au bout toute la révolution n'était qu'une question de bien-être matériel. Il transforma le socialisme pur en matérialisme. 1 Henri Heine a écrit, sous une impression analogue, les lignes suivantes: «Si je dois mourir, que ce soit dans un champ vaste et noble! Ne le laissez pas étouffer dans cet étroit monde de boutiquiers. Ils mangent bien, ils boivent bien, ils jouissent de leur bonheur et taupes, et leur générosité est aussi grande que le trou du tronc des auvres. Ils se promènent le cigare à la bouche et les mains dans les poches; leurs facultés digestives sont bonnes, mais qui pourrait eux-mêmes les digérer ? «Ils trafiquent avec les épices du monde entier, et cependant, dans l'air de leur cité, en dépit de toutes les épices, on sent toujours l'odeur putride de harengs et d'âmes corrompues.» (Nocturnes.) (Note de l'éditeur.)

218 La Tribune des Peuples Puis il affirma que, pour satisfaire des besoins impérieux, le peuple égaré voulait partager les fortunes, détruire la propriété et la famille; de là les haines qui déchirent la société, les luttes qui ont ensanglanté le pays. Malheureusement quelques écrivains, quelques démocrates fournirent des armes à l'orléanisme en ne parlant que des besoins matériels du peuple, en négligeant complètement l'idée nationale qui est le mobile de toutes nos révolutions. Sur le terrain du matérialisme, l'orléanisme devait être puissant; il le savait: aussi tous ses efforts ont été constamment dirigés dans le but de placer toute la discussion révolutionnaire sur ce terrain, qui était le sien propre. Il y a réussi jusqu'à ce jour. Il s'agit maintenant d'éclairer le pays, tous les hommes sincères, afin de transporter d'un commun accord le débat révolutionnaire sur son véritable terrain: la question nationale. Avant de s'occuper de l'individu, il faut résoudre toutes les questions qui sont vitales pour la France, et non - seulement pour la France, mais encore pour l'Europe, pour le monde: il faut trancher enfin la grande question européenne. Alors, mais seulement alors, l'heure des intérêts privés sonnera. Quand la Hongrie aura achevé de reconquérir son indépendance, quand la Pologne aura brisé la pierre de son sépulcre, quand l'Allemagne et l'Italie se seront régénérées, quand enfin tous les peuples libres les uns par les autres, et les uns pour les autres, auront proclamé la véritable, la seule Sainte- Alliance: celle des peuples, la première moitié de l'œuvre des nations sera accomplie, alors tous les peuples ensemble entameront résolument la seconde partie, la plus difficile, celle de faire part aux individus du bonheur conquis par un travail commun.

L'orléanisme 219 Jusque-là, évitons soigneusement, dans les partis démocratiques, tout débat, toute discussion propre seulement à nous diviser en présence d'un ennemi commun. Prouvons au monde que l'orléanisme ment à la vérité, lorsqu'il affirme que les révolutionnaires sont des hommes qui, ne possédant pas, veulent posséder. Non! il n'est pas vrai de dire que la guerre soit seulement entre ceux qui ne possèdent pas et ceux qui possèdent. Cette guerre est plus noble dans ses doctrines, plus sainte dans son but, car c'est la guerre des hommes de la liberté contre les hommes du despotisme, car c'est la guerre des nationalités contre les royautes, car c'est la guerre de l'union des peuples contre le diviser pour régner. Cette guerre est sainte, avons-nous dit, rien de matérialiste ne peut lui être reproché. C'est en vain que l'orléanisme voudra tromper les consciences sur son but. Ce but, comme un phare lumineux, attire déjà les regards des peuples; ils se dirigent vers lui pas la pensée, en attendant que tous ensemble ils y marchent d'un pas rapide; car ce but, nous ne saurions trop le répéter, c'est l'union des nations pour préparer le bonheur commun ! Encore une fois, il n'y a rien de matérialiste dans cette guerre. Qui donc en douterait maintenant, lorsque l'on voit, parmi les soldats qui en supportent le fardeau, les riches sacrifier leur fortune, les pauvres leur temps, et tous leur existence ! Combien d'heureux du siècle ont déjà succombé, en simples soldats de la sainte cause, sur les champs de bataille de la liberté, depuis le jour où Varsovie se leva pour l'indépendance jusqu'à celui qui vient d'éclairer les dernières victoires des Hongrois ! Combien d'heureux du siècle préfèrent mener une vie errante et vagabonde plutôt que d'accepter les satisfactions de la terre au prix d'une soumission au czar ou à Mette rnich !

220 La Tribune des Peuples Combien de pauvres ont quitté leur seule fortune, leur famille et leur charrue, pour changer le fer de cette charrue en glaive de l'indépendance! Combien parmi eux errent tristement loin de leurs foyers en proie à tous les besoins, alors que leur obscurité, les couvrant largement, leur permettrait de revoir ces foyers regrettés, cette famille si chère; et cependant ils renoncent à tous ces bonheurs pour ne pas être témoins de la ruine de leur patrie; ils attendent, sentinelles fidèles, que l'heure de la liberté nationale vienne les relever de leur sainte et longue faction. Non! il n'y a rien de matérialiste dans la guerre des peuples. On se rappelle cette pièce comique * où, dans un moment critique, l'un des personnages s'écrie: Sauvons la caisse! Ces trois mots: sauvons la caisse! expriment mieux que . de longs commentaires toute la doctrine de l'orléanisme *. Pour les adeptes de cette doctrine, en effet, il s'agit seulement de sauver la caisse. Cette caisse contient tout pour ces hommes. Les uns y voient de l'argent, les autres un portefeuille, d'autres encore des croix, des places, d'autres enfin le pouvoir. Dans cette caisse fortunée, il y a de tout: elle renferme les âmes de tout Robert Macaire, pièce qui, en 1834, fut interdite parce que Frederick Lemaitre, le grand artiste bien-aimé des prolétaires, pour mieux rendre son rôle, se grima en Louis-Philippe. {Note de l'éditeur.) 2 Voici ce que Chateaubriand a dit du fondateur de l'orléanisme: tLouis-Philippe ne sent pas l'honneur de la France. L'Europe peut lui cracher au visage: il s'essuie, remercie, et montre sa patente du rot Narquois, il conduit dextrement sa barque sur une boue liquide. La branche aînée des Bourbons est séchée, la branche cadette est pourrie. Louis-Philippe a dans sa personne de quoi ralentir la destinée, il n'a pas de quoi l'arrêter. Le parti démocratique est le seul en progrès, parce qu'il marche vers le monde futur.» (Mémoires d'outre-tombe.) (Note de l'éditeur)^

Les Poitevins 221 38 les sectes de l'orléanisme; ce sont ces âmes, maintenant, ont nous avons dévoilé la doctrine, qu'il nous reste à montrer dans leur hideuse nudité. Nous dirons donc ce que sont les sectes de l'orléanisme. LES POITEVINS I. 13 mai 1849. Longtemps les diverses sectes de l'orléanisme se sont fait i guerre, guerre d'intérêt, de rivalité, d'influence. L'une des ectes était au pouvoir, les autres voulaient y parvenir: ce jt Tunique cause de leur lutte. Cette lutte se perpétua sans rien produire, jusqu'à ce que Février vint mettre toutes les etites rivalités d'accord en les confondant dans la même roscription. Après la révolution, l'orléanisme n'eut plus la parole: ses ectateurs se turent épouvantés. Cependant, ils ne tardèrent as à se rassurer. Ils profitèrent des fautes du gouvernement rovisoire, où ils avaient des représentants (Lamartine entre utres), pour reparaître sur la scène politique. Après la veue de l'Assemblée nationale, ils se comptèrent avec joie. La France était alors divisée en deux camps: les hommes u passé et les hommes de l'avenir. Ces derniers d émanaient que l'on fermât 1 ère révolutionnaire en donnant sasfaction aux justes exigences des peuples. Les hommes du assé, au contraire, s'inquiétaient peu de continuer la révoition. Ce qu'ils voulaient, c'était que le monde ne changeât)int, qu'il continuât à rester exploité par l'intrigue, l'astuce l'égoïsme.

222 La Tribune des Peuples Nous avons dit que les sectateurs de l'orléanisme se comp- I tèrent avec joie après l'élection de l'Assemblée nationale. En effet, ils se trouvèrent plus forts qu'ils n'avaient osé l'espérer; de nombreuses recrues leur étaient fournies pas les faux partis révolutionnaires, ou plutôt ces partis et les anciennes sectes de l'orléanisme se reconnurent membres d'une même religion. Un mot avait rallié toutes les sectes: G est un fait accompli, dirent les révolutionnaires satisfaits aux élus de la réaction, pour excuser la proclamation de la République. C'est un fait accompli! L'orléanisme se reconnut dans cette phrase. Ce n'est pas que l'orléanisme accepte tous les faits accomplis. Non; mais c'est une des formules qu'il préfère, en ce sens qu'elle lui a toujours réussi auprès des hommes au cœur timide, qui tremblent à l'idée de prendre une résolution énergique, et qui sont fort aises, lorsqu'on fournit un prétexte à leur inaction. Or, dès qu'un fait est accompli, pour eux c'est un motif suffisant pour s'abstenir de toute protestation contre lui. L'orléanisme accepta donc le fait accompli de la proclamation de la république. Que lui faisait, en effet, république ou monarchie, pourvu que ses principes subsistassent et que ses intérêts fussent satisfaits? Et l'orléanisme espérait bien forcer le nouveau pouvoir à prêcher sa doctrine comme à sauvegarder ses intérêts. Cependant il s'agissait de s'entendre; il fallait des conciliabules, où l'on pût dire les secrets de la doctrine. On fit des réunions extra-parlementaires. Tandis que les hommes de la révolution se réunissaient en dehors de l'Assemblée pour aviser à sauver cette même révolution en lui faisant porter tous ses fruits, les hommes de l'orléanisme s'assemblèrent aussi, mais pour altérer l'esprit révolutionnaire.

Les Poitevins 223 Leur réunion se nomma la rue de Poitiers. L'ordre fut leur mot de ralliement. Pour la rue de Poitiers, ce mot: Vordre, voulait dire: (million jusqu'à ce que les places et le pouvoir fussent rendus , l'orléanisme. Nuls anarchistes ne firent plus de désordre que tous ces nnis de Vordre. Dans leur cénacle, on rencontra bientôt toutes les nuanes des anciens partis parlementaires. Les hommes de Guizot r coudoyaient ceux de Thiers, les phalanges d'Odilon-Barrot onfondaient leur rang avec ceux des faux révolutionnaires: es radicaux du National; on y trouvait aussi les légitimistes, es faux socialistes, les faux napoléonistes affublés du nom !e bonapartistes. En un mot, toutes les sectes de l'orléanisme s'y trouvaient représentées et s'y tinrent en conspiraion permanente contre la société. Tordre et la volonté de la Vance. Les hommes de l'orléanisme conspirèrent contre la soiéty en rendant par leurs actes et leurs discours les abus lus criants; ils conspirèrent contre l'ordre en s'efforçant par 3urs manœuvres d'arrêter la renaissance de la confiance; ils ombattirent les volontés de la France en tâchant, aidés par i corruption, d'altérer le suffrage universel. Ils étaient donc tous réunis au nom de leurs intérêts priés: c'était leur véritable lien. Ou plutôt la cause de leur nion, c'était une commune infortune: exilés du pouvoir, ils oulaient faire cesser cet exil. Il y avait parmi les satisfaits du jour quelques hommes rop haut placés, trop en vue pour aller sacrifier dans le Tand temple; mais, danâ des réunions secondaires, satellites e la rue de Poitiers, ils parlaient et agissaient dans le mêle sens que parlait et agissait le concile; et, s'ils différaient uelquefois de langage avec lui, ce n'était que sur des ques

224 La Tribune des Peuples tions secondaires; ils se ralliaient promptement, dès que | Vidée commune était menacée. L'intérêt, avons-nous dit, tel a été, tel est encore le lien des diverses sectes de l'orléanisme. Parmi toutes ces sectes, y en a-t-il une sincère. Non. Toutes proclament la souveraineté du fait accompli, et lorsque ce fait est contraire à leurs intérêts privés, elles le sacrifient, ainsi font-elles de la république romaine. Toutes se sont faites les zélatrices de Tordre et toutes troublent Tordre dès que leurs positions personnelles sont menacées \ Les orléanistes regrettent moins le roi déchu que les chemins de fer, les places, les dépêches télégraphiques qu'il leur livrait en pâture. Les légitimistes pleurent plus leurs dignités, ont plus de sensibilité à l'endroit de leurs armoiries effacées que de sympathies pour leur roi enfant 8. 1 On vit en effet, après l'élection du président, les orléanistes faire pétition sur pétition, manifestation sur manifestation, article sur article pour que l'Assemblée nationale, supposée républicaine, consentit à se dissondre, même avant d'avoir fait les lois organiques. Et comme l'Assemblée nationale constituante hésitait, le général Changarnier, alors coryphée du grand parti de Tordre, opéra sa pression militaire du 29 janvier 1849. (Noie dé l'éditeur). * Le 2 mars 1848, le gouvernement provisoire rendît le décret suivant: «Liberté, Egalité, Fraternité: Au nom du peuple français, le gouvernement provisoire, considérant que l'égalité est un de trois grands principes de la République française, qu'il doit en conséquence recevoir une application immédiate, décrète: Tous les anciens titres de noblesse sont abolis, les qualifications qui s'y rattachaient sont interdites; elles ne peuvent être prises publiquement ni figurer dans un acte public quelconque.» Ce que l'art. 10 de la Constitution du 8 novembre 1848 confirme en ces termes: «Sont abolis à toujours tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste.» Le marquis de La Rochejaquelein, ennemi de la Pologne et futur sénateur de l'Empire et d'autres légitimistes avec lui, n'en tirent pas

Les Poitevine 225 Les barrotistes aiment les luttes parlementaires, ils y brillent par le vide de leur éloquence; le pouvoir même ne peut être dédommager de la perte de leur influence, influence acquise au prix de cette fausse vie, dont ils faisaient semblant de vivre. Les radicaux du National ont été plus embarrassés de leur victoire dont, faute d'idée politique, ils ne surent que lire, et qui s'est changée en défaite qu'ils veulent réparer au profit de leur orgueil. Les matérialistes, que nous nommerons faux socialistes, egretent au fond la chute de Louis -Philippe: ils amenaient tout de cet homme, ils n'espèrent rien de la république; que leur font les intérêts nationaux, ils ne songent qu'à élever la marmite. Enfin, la secte des hommes qui se décorent du nom de bonapartistes, c'est-à-dire les faux napoléonistes, sont tout aussi infectés de l'orléanisme que les autres sectes. Ces hommes, dans l'avènement d'un Bonaparte au pouvoir, ne voient que les places, les croix auxquelles ils ont droit, disent-ils. La rue de Poitiers a été l'exutoire de la France; tous les faux partis nationaux y ont trouvé un refuge, tous les hommes après à la curée y ont communiqué: désormais ces hommes auront un nom dans l'histoire, on les appellera Poiteins. L'Orléanisme, c'est la doctrine; les Poitevins, ce sont les ectateurs. loins leur adhésion à la République pour mieux la trahir, et siégèrent dans les assemblées, dignes de cette apostrophe que du haut de la tribune Chateaubriand leur adressait le 11 août 1830: «Je laisse la peur . ces généreux royalistes qui n'ont jamais sacrifié une obole ou une lace à leur loyauté. Que tous ces preux, dont les exploits projetés ont fait chasser les descendants d'Henri IV à coups de fourches, tremblent vainement sous la cocarde tricolore : c'est tout naturel; les nobles cœurs dont ils se parent protégeront leurs personnes et ne couvriront pas leur lâcheté.» (Noté de l'éditeur). 15

226 La Tribune des Peuples L'Orléanisme, c'est le culte de VÉgoïsme; le Poitevin, c'est le converti à ce culte. Les Poitevins sont bien en vérité tous corrompus par V Orléanisme, car tous ils repoussent l'idée nationale de la même manière: Combien cela rapporte-tril? A quoi bon? II. 16 mai 1849. Comment se débarrasser des Poitevins? Ils encombrent le avenues du pouvoir; ils assiègent le gouvernement. Leur unique préoccupation, c'est de créer des embarras aux hommes qui gouvernent, pour les amener à leur livrer en pâture les places, l'agiotage et le budget. Jusque-là, ils harcèlent, ils tourmentent ce pauvre gouvernement. Ils ont des formules toutes prêtes, qu'ils emploient dans toutes les circonstances, et qui sont maintenant connues de toutes les sectes de l'orléanisme. C'est à l'aide de ces formules qu'ils annihilent la bonne volonté de tous les vrais révolutionnaires. Le fait accompli, la prospérité, V ordre, la propriété, h famille, la société en péril, V anarchie, l'équilibre du budget, la non-réception des nouvelles officielles, ï équilibre européens sont des mots, des formules entre mille autres, employés habilement par l'orléanisme, pour entraver la marche de l'idée démocratique, pour paralyser les efforts de ses représentants au pouvoir. Tous ces mots, toutes ces formules, ne sont employés par les Poitevins que pour les besoins du moment. Une fois les périls éloignés, ils se rient, ils se moquent de leurs formules, inventées par eux uniquement pour la plus grande prospérité de leurs intérêts privés.

Les Poitevins 227 «Nous jouerons le même air; seulement nous le jouerons mieux,» dit un jour, sous le dernier règne, un barrotiste, arlant de ce que lui et ses amis feraient, lorsqu'ils seraient u pouvoir. Cette naïveté explique bien des événements, onne le mot de la conduite énigmatique tenue par bien des ommes depuis la révolution. Tour à tour, depuis Février, tous les partis officiels ont té au pouvoir, et tour à tour ils ont essayé de mieux jouer ? même air que Louis-Philippe exécutait avec tant d'habileté. Que voulaient donc, avant la révolution, tous ces partis fficiels ? Des places, rien autre chose. Le roi déchu le savait; aussi traitait-il tous ces partis en onséquence. Seulement une des nombreuses erreurs de iOuis-Philippe, c'est qu'il s obstina à ignorer que derrière ces artis officiels il y avait la France. Ces partis étaient dans la lême illusion, si bien que Février les surprit autant, sinon lus, que les hommes qui régnaient aux Tuileries. Tous les opposants dynastiques et anti-dynastiques eurent onc le pouvoir. La révolution le leur livra successivement. X tous ils en ont usé exactement, comme Louis-Philippe en urait usé lui-même, avec moins d'habileté toutefois: ils ont erui de jouet aux corrompus, tandis que le roi déchu se wvait des corrompus. Cependant quelques-uns des hommes à qui Février livra îs destinées de la France auraient peut-être pu agir dans î sens de l'esprit national; mais il leur aurait fallu s'isoler e Torlénisme, refuser de communiquer officiellement ou fficieusement avec ses adeptes. C'était difficile. Comment, n effet, se refuser de recevoir les conseils, les éloges, les ncouragements donnés diplomatiquement par les banquiers, îs anciens ministres, les hauts fonctionnaires qu'on avait)ujours eus pour adversaires implacables, pour insulteurs charnés? On croyait les avoir convertis, on se flattait de les 15*

828 La Tribune des Peuples dominer par la puissance de l'intelligence; or, ce furent ces docteurs de l'orléanisme qui convertirent, qui dominèrent Le réveil fut prompt et terrible. Les hommes qui avaient perdu de vue le but noble et élevé de la révolution, pour s'engager dans le dédale de la diplomatie de couloir, se trouvèrent tout à coup dans l'isolement. Le peuple, trompé par eux, leur avait ôté sa confiance; cette confiance était toute la force des révolutionnaires pai*venus; or, c'était cette force qu'encensait en eux l'orléanisme; dès qu'elle eut disparu, ils n'eurent plus que du mépris et de l'insulte pour leurs flattés de la veille. Tous les hommes qui ont été au pouvoir depuis Février se sont laissés aller à la même illusion: l'espérance de ramener à l'idée nationale l'orléanisme qui ronge la société; tous ont été circonvenus, entretenus dans leur illusion de la même manière par les Poitevins, et tous se sont aperçus trop tard qu'ils n'avaient été que les dupes de roués habiles. Dépopulariser les hommes populaires en leur persuadant d'ajourner l'exécution des promesses qui leur avaient valu la faveur du peuple, telle a été la base de toute la diplomatie de l'orléanisme pour détruire un à un tous les révolutionnaires. Tous ces hommes, pour échapper à cette diplomatie, au lieu de recourir aux moyens énergiques, de chasser les vendeurs du temple, se complurent à respirer l'encens empoisonné que brûlaient leurs thuriféraires sous forme de conseil. Doivent-ils se plaindre de l'ingratitude du peuple? Ils seraient vraiment les bien-venus! Est-ce lui ou eux qui a changé? Le peuple, lui, a tenu ses engagements; il a promis et donné le pouvoir aux hommes qui lui avaient juré de lui rendre sa gloire perdue, de soulager ses misères, de le débarrasser des exploiters et des corrompus de l'ancien régni

Les Poitevins 229 ne; à ces conditions, il a donné le pouvoir, il a exécuté fidèlement le traité, tandis que les parvenus de la révolution» circonvenus par les Poitevins, ont laissé protester la trahison [ue le peuple a présentée le jour où les engagements sont venus à échoir, c'est-à-dire bien des jours après la victoire. Le peuple s'est vengé de cette trahison en retirant sa main puissante qui soutenait les hommes sortis de la révolution; et ces hommes sont tombés, et comme eux tombent tous ceux qui, élevés par le peuple, oublieraient les conditions auxquelles le pouvoir leur a été octroyé. Le peuple français a une volonté immuable, il brise impitoyablement les hommes, il renverse les doctrines qui s'opposent à sa marche. Qu'on ne l'accuse pas d'inconstance sous le vain prétexte qu'il brise chaque jour une nouvelle coalition. Il ne brise que les hommes qui veulent s'ériger en Rois. A celui à qui le peuple français donne sa confiance, il dit: « Tu me délivreras de mes misères, tu briseras les chaînes des peuples opprimés, tu ne pactiseras pas avec les hommes du passé; à ces conditions, je te donne ma fortune, mon sang, mes enfants » Jusqu'à ce jour les hommes qui ont accepté le pouvoir avec les conditions qu'y avait mises le peuple, n'ont pas tenu ses conditions; c'est pour cela que le peuple français a laissé tomber ces hommes du pouvoir, lorsqu'il ne les en a pas lassés lui-même. 1 «Les révolutions, a dit M. de la Lamartine, le 19 novembre 1845, sont comme les sibylles antiques; elles ne disent jamais mieux le mot du destin que dans l'accès même de leur inspiration. C'est leur enthousiasme qui leur arrache leur secret.» (Note de Védier.)

RÉPUBLIQUE ET LES PARTIS I. 29 avril 1849. La question du moment, vitale pour la France, est presque toujours la seule dont on s'occupe peu en public et dont les assemblées politiques paraissent ne pas même soupçonner l'existence. Tout le monde se fait diplomate. La dernière chose que dira un citoyen, c'est précisément la chose à laquelle il pense jour et nuit La vieille tradition des hypocrisies religieuses et gouvernementales et le nouveau genre d'hypocrisie officielle de nos jours justifient maintenant la maxime de l'homme, qui est la personnification la plus complète du système orléaniste. Cet homme a dit que la parole est faite pour déguiser la pensée. Talleyrand a donné la formule de l'orléanisme. Talleyrand a été le véritable fondateur et chef de l'orléanisme. Après la révolution de juillet, deux hommes qui, tout en travaillant pour le même but, s'étaient jusqu'alors fait officiellement la guerre, Louis-Philippe et Talleyrand, une fois en possession du pouvoir, se sont concertés sur leur plan ultérieur, sans avoir besoin de converser ou même d'échanger des regards. Louis-Philippe et Talleyrand, le lendemain de la révolution de juillet, reconnurent que le temps était venu d'introniser la parole hypocrite, celle qui déguise la pensée pour détruire, à l'aide de cette même parole, les vrais représentants de la pensée, les hommes d'action. Leur système a été fidèlement suivi par les hommes qui leur faisaient la plus

Le président de la République 231 fière opposition, mais avec la restriction mentale d'imiter Talleyrand et Louis-Philippe du moment où ils réussiraient à les remplacer au pouvoir. M. de Lamartine et les ministres actuels ne sont en effet que les continuateurs du système Talleyrand-Louis-Philippe. Le système a plus de représentants qu'on ne le pense. La haute banque, la haute administration et toute la bureaucratie sont essentiellement orléanistes. On a accepté officiellement le système de parler comme parle le peuple français, d'imiter même son accent et ses gestes révolutionnaires; mais quant à Faction, quant aux votes, quant à la distribution des fonctions militaires et civiles, les grands parleurs soi-disant révolutionnaires obéissent en secret à cet instinct qui leur est commun avec les hommes gouvernementaux de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, à l'instinct animal de conservation individuelle. Toutes les grandes idées de la philosophie ancienne et du christianisme, fruit de tant de travaux intérieurs de l'homme, toutes les vérités conquises par la Révolution française, au prix de tant de sueur et de sang, l'orléanisme s'en empare et les fait valoir, comme les nobles du temps de Louis XV, les chevaliers d'antichambre étalaient les titres et les armoiries de leurs ancêtres des Croisades. Les orléanistes savent tout, parlent de tout, mais ils ne peuvent rien. Leur secret consiste à parler toujours, à étourdir le monde par la parole, et à ne dire jamais ce qui les fait parler. Ce qui les fait parler tant et si bien, c'est toujours la peur. Quant aux belles paroles, dont ils sont si prodigues, ils les trouvent dans les discours des Mirabeau, des Robespierre, des Barnave, des Talleyrand et des Chateaubriand; toute monnaie leur est bonne, pourvu qu'ils puissent l'échanger. Or, on commence à vouloir savoir ce que l'orléanisme se propose d'acheter avec toute cette monnaie -là. Ce grand secret, qu'ils cachent soigneusement, nous impose le devoir

232 La Tribune des Peuple* de faire des études spéciales sur l'orléanisme et les orléanistes. Ce que nous constatons dès aujourd'hui, en croyant être d'accord avec l'opinion populaire, c'est que l'orléanisme, ayant toujours pratiqué le système des réticences, tente tous les efforts possibles pour faire adopter ce système par le peuple républicain et la presse démocratique qui en est l'organe. L'orléanisme voit avec joie les orateurs de l'Assemblée et les publicistes éviter avec le plus grand soin les questions qui le brûlent le plus intérieurement. Une de ces questions, ou pour mieux dire la seule question du moment, est celle qui concerne la situation et la personnalité du président. L'histoire du président, sa position à l'égard des différents partis qui divisent la république, ses rapports avec les hommes influents du jour, sont le sujet de toutes les conversations de nos ministres et même des ministres étrangers qui, pour le moment, dirigent le ministère et influent par conséquent sur l'Assemblée. Pas un mot de ces conversations intimes n'est entré dans des discours officiels prononcés du haut de la tribune. Les journaux les mieux renseignés sur ce qui intéresse leurs patrons ou leurs adversaires, gardent également sur ce sujet une réserve diplomatique et orléaniste. Quant à nous, défenseurs de l'idée républicaine napoléonienne, nous nous croyons obligés en conscience de dire franchement au public ce dont tout le monde parle dans les rues et ce que beaucoup de gens attachés au gouvernement ont le petit courage d'exprimer dans leurs conversations particulières. Nous parlerons de M. le président de la République, en nous adressant à M. le président de la République lui-même. Ce que nous dirons ne vient pas de nous. Ce que nous espérons de lui, ce que nous attendons de lui, nous l'espérons, nous l'attendons avec des millions qui l'ont appelé de l'exil à occuper

Le président de la République 283 un poste élevé au-dessus de tous les trônes du vieux monde, une position qui n'est comparable dans l'histoire qu'à celle que Napoléon, le vainqueur de Toulon et de Marengo, avait jadis prise en face des puissances du vieux monde. Le Premier Consul n'avait d'autre appui que son génie, d'autre levier que l'esprit révolutionnaire du peuple français; il n'avait sur le globe qu'il avait ébranlé tout entier d'autre auxiliaire fidèle que les Polonais K Le président a été appelé par l'esprit de la France et par la terre française, par la Révolution et par l'intérêt matériel, par les socialistes et par les orléanistes. Il a pour auxiliaires les nationalités les plus fortes de l'Europe moderne: la Pologne, qui se présente cette fois accompagnée des peuples slaves, autrefois les ennemis les plus terribles de Napoléon ; le peuple d'Italie, jadis hostile ou indifférent, maintenant homogène et uni dans ses sympathies pour la France et pour le grand nom de celui qui a révélé l'Italie à elle-même, qui avait établi un royaume d'Italie, une administration italienne et qui a associé à sa gloire militaire des noms italiens. Le président de la république a des auxiliaires, que le Premier Consul et l'Empereur n'ont jamais connus que de nom et dont tout le monde raconte déjà les victoires. Le président de la république a pour lui les sympathies des Hongrois, parce qu'il est censé représenter la France révolutionnaire et qu'il porte le nom de Napoléon. Le président de la république a des auxiliaires même audessous de la terre, même dans la boue, dans l'enfer, c'est-à-dire dans la bancocratie et la diplomatie. C'est là le danger de sa position! 1 En 1814 Napoléon donnait au ministr de la guerre l'ordre suivant: tNe confiez plus de commandement supérieur à aucun étranger, sauf aux Polonais.» [Note de l'éditeur.)

234 La Tribune des Peuples IL 6 mai 1849. La Providence a fait à M. le président actuel de la République une position exceptionnelle et on ne peut plus heureuse. De tous les hommes qui, depuis la grande Révolution, se sont succédé au pouvoir, il est le seul qui y soit arrivé sans précédents politiques et sans engagements pris avec un parti quelconque *. M. le président, le jour de son avènement, a été l'homme le plus libre de la France entière, le seul peut-être à qui il fût donné d'être parfaitement libre. Il ne devait absolument rien aux chefs des partis 2 qui prétendaient représenter la France. Il ne devait rien aux bonapartistes dynastiques qui, après avoir suggéré à Napoléon l'idée dynastique, le trahirent au profit des Bourbons, et trahiraient de même le président de la république du moment où ils entreverraient la possibilité de le remplacer par un dynaâte dont le nom fût 1 A la fin de novembre 1848, M. le comte d'Alton-Shée, alors président du comité central des républicains démocrates socialistes qui avaient adopté la candidature du citoyen Haspail comme protestation contre le principe de la présidence, ayant eu chez la princesse Belgiojoso une entrevue avec Louis-Napoléon Bonaparte, dans le désir de savoir ce qu'on pouvait avoir à en craindre ou à en espérer, et lui ayant demandé: «Si vous êtes nommé président, sur qui comptez-vous vous" appuyer, sur les blancs ou sur les rouges?» reçut cette réponse que d'Alton-Shée répéta de suite aux membres du comité : tNi sur les uns ni sur les autres.» Malheureusement, le lendemain de son élection, M. le président s'appuya sur les gens de l'ancien régime d'avant février 1848. {Note de V éditeur.) * Napoléon Ier disait: «S'appuyer sur les chefs de parti en France, c'est s'appuyer sur le vide.» (Note de l'éditeur.)

Le président de la République 235 moins antipathique au vieil ordre de choses en Europe. Il n'avait pas non plus d'obligations au parti officiellement républicain, celui du National. Il n'avait à s'appuyer que sur cette force qui, d'après les propres paroles de M. le président, «a jadis servi de base au pouvoir de Napoléon,» le peuple et l'armée. Mais comment M. le président peut-il connaître les opinions du peuple, comment peut-il savoir ce que veut l'armée? La politique de tous les pouvoirs légitimes, constitutionnels ou républicains, tendait toujours à substituer les intérêts des partis, des familles et des individus à ceux du peuple. Tout pouvoir, quel qu'il fût, parla et agit toujours comme représentant du peuple, et le Moniteur officiel est toujours regardé par les hommes du pouvoir comme l'expression fidèle de l'esprit populaire. Les partis de l'opposition avaient aussi chacun leur Moniteur officiel, organe de quelques meneurs aspirant au ministère. Louis- Napoléon, exilé de la France et privé de tous moyens d'avoir des rapports immédiats avec le peuple français, ne connaissait la France que par les livres et les journaux. Dans ces livres, les auteurs les plus célèbres démontraient: les uns l'infailibilité du dogme de la légitimité et la nécessité de renouer la vieille tradition royaliste au néocatholicisme et à l'orléanisme; les autres espéraient pouvoir continuer la tradition de Robespierre et de Babœuf. Tous les auteurs politiques de renom étaient d'accord dans leur haine de l'idée napoléonienne. Tous paraissaient également abhorrer le souvenir de la grandeur nationale, de l'influence universelle de la France, de la force avec laquelle Napoléon avait posé et maintenu les principes révolutionnaires de la Grande-Nation. Ces auteurs, qui vivaient de l'exploitation des opinions du jour, heureux d'exister à une époque où on pouvait vendre au poids de l'or chaque parole, pourvu qu'elle flattât les opinions du jour, sans être obligé d'appuyer cette

236 La Tribune des Peuplées parole d'actes et de faits, ces auteurs avaient raison de détester l'époque napoléonienne, époque de travail et de réalisation. Ils haïssaient d'instinct l'homme qui méprisait tous les idéologues. Les idéologues d'alors, c'étaient les mêmes hommes qui se firent plus tard connaître sous le nom de doctrinaires. Ainsi la doctrine et la littérature politique officielle continua, durant tout le règne de la Restauration et de Louis-Philippe, à combattre la Révolution en la personne de Napoléon, son représentant le plus glorieux et le plus redoutable pour les réactionnaires. Ce qui se publiait dans les livres se répandait au loin par la voie des journaux. On finit par faire accroire à l'Europe que le peuple français avait complètement oublié cet épisode de son histoire, qui comprend les années écoulées entre la chute du Directoire et la Restauration, les seules années dont les peuples aient gardé le souvenir. Louis-Napoléon a lu ces malheureux livres et ces vils journaux! Il ne connaissait pas la chronique scandaleuse des auteurs achetés par le gouvernement ou travaillant à se faire acheter. Il ignorait la position des journalistes qui écrivaient sous l'inspiration des spéculateurs, quelquefois sous la pression morale des partis et presque toujours dans l'espoir d'obtenir un succès du jour. Tout ce que Louis-Napoléon recevait de la France, par l'entremise des auteurs politiques et des journalistes officiels, semblait être calculé pour détruire en lui les sentiments français, la volonté d'agir et l'espoir de voir venir pour la Grande-Nation des jours d'une liberté puissante et glorieuse. Il eut pourtant assez de force pour vaincre ces influences délétères. Il osa, pendant que l'on était en plein orléanisme, arborer à Strasbourg et à Boulogne le drapeau de Napoléon. Chose étrange! les publicistes orléanistes et républicains se réconcilièrent alors pour blâmer d'un commun accord ces tentatives hardies. Les mêmes hommes qui

Le président de la République 237 avaient conspiré sous les Bourbons, qui, sous Louis-Philippe, avaient comploté l'affaire de la rue des Prouvaires¹, qui avaient combattu à l'église Saint-Merry², qui avaient tenté des mouvements révolutionnaires à Paris et à Lyon, les prisonniers de Doullens et de Saint-Michel et même les républicains amnistiés par Louis-Philippe, accusaient le conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, le prisonnier de Ham. «Il n'a pas réussi,» disait-on; l'insuccès de l'entreprise suffisait pour en faire condamner l'auteur. Le système orléaniste, dont le dogme fondamental est le culte du succès et du fait accompli *, avait fini par pénétrer dans les consciences républicaines. 1 La conspiration légitimiste de la rue des Prouvaires, qui se proposait de s'emparer de la famille royale par un coup de main sur les Tuileries, aboutit le 2 février 1832 à l'arrestation des conjurés, pour la plupart employés au service des Bourbons déchus, qui, en se défendant, tuèrent un agent et en blessèrent plusieurs autres le 25 juillet; six accusés furent condamnés à la déportation, vingt et un autres qui à cinq, qui a un an de prison. (Note de V éditeur.) * Déjà, à la nouvelle de la prise de Varsovie (17—18 septembre 1831), dans les faubourgs de Paris avait éclaté une émeute réprimée par la troupe de ligne. La misère poussa la ville de Lyon à se soulever en inscrivant sur les drapeaux: Vivre en travaillant ou mourir en combattant. Une armée, commandée par le duo d'Orléans, écrasa l'insurrection. Enfin, les 5 et 6 juin 1832, la foule immense rassemblée aux obsèques du général Lamarque, qui avait été avec La Fayette le plus ardent conseiller d'une guerre en faveur de la Pologne, engagea une lutte avec la troupe aux cris de: Vive la république! Deux mille hommes mal armés, refoulés dans le quartier formé par les rues Saint-Merry, Aubry-le-Boucher, des Arcis, résistèrent à une armée de 25,000 fusiliers et de 40,000 gardes nationaux. Le futur duc d'Isly, Bugeaud, se distingua dans la répression de ce mouvement, répression qui aboutit à regorgement des insurgés dans l'église Saint-Merry. (Note de V éditeur.) * M. de Lamartine a dit le 19 novembre 1846: «On vous met un anneau de fer au petit doigt; vous dites: «Le fait est accompli!» et vous ne remuez plus la main. Un autre au bras droit: «Le fait est accompli!»

238 La Tribune des Peuples Cependant, le peuple français, laissant passer les calomnies des publicistes et des journalistes, sut gré au neveu de Napoléon d'avoir cru à la sympathie populaire pour le nom du héros. Il commença à aimer ce jeune étranger qui paraissait connaître le peuple français mieux que ceux qui le gouvernaient et se disaient ses organes. Le peuple aima dans Louis-Napoléon précisément ce défaut que les publicistes et les journalistes lui reprochaient le plus; il aima sa foi dans le peuple, son courage, son esprit aventureux. Plaise à Dieu que le président conserve ce défaut que le peuple français, par son suffrage de six millions de voix, a érigé en vertu! Plaise à Dieu que ce conspirateur turbulent, que le public officiel, avait calomnié et conspué comme perturbateur de l'ordre établi, et que le peuple a appelé comme garant de l'ordre à établir, comprenne que cet ordre qu'il vint troubler à Strasbourg et à Boulogne a été à jamais détruit par la révolution populaire! Plaise à Dieu qu'il comprenne qu'on l'a appelé pour garantir la France de toutes les tentatives de retour de cet ordre! Tout homme de bonne foi sent les difficultés au milieu desquelles se trouve le président de la République. Abreuvé de calomnies et d'insultes pendant son long exil et sa captivité, repoussé par ceux-mêmes qui se proclamaient les défenseurs de la tradition nationale, par les républicains, il Une chai ne enfin à tous les membres : aLe fait est parfaitement accompli!... Hommes imprévoyants, ne voyez-vous pas que, si vous aviez d'abord secoué le petit doigt, puis les bras, puis les jambes, puis le corps, à toutes ces entreprises d'usurpation légale sur votre liberté et sur les droits de la nation, rien ne s'accomplissait? mais qu'en tendant ainsi les bras, les membres, le corps et l'âme à ces tentatives encouragée^ de la réaction, elle finira par enchaîner jusqu'à votre langue?» (Note de V éditeur.)

Le préaident de la République 239 arriva en France, solitaire; à la veille de son entrée au pouvoir, il était encore sous le coup d'une loi de bannissement et des arrêtés ministériels d'un Lamartine. Les ennemis de Napoléon profitèrent de cette position exceptionnelle du président. Ils se sont jetés au devant de lui avec le même empressement qu'ils avaient mis autrefois à le calomnier et à le persécuter; ils l'ont entouré, ils lui ont bientôt formé une cour, ils ont éloigné de lui ses amis les plus dévoués. Ils ne cessent de mettre tout en œuvre pour le séparer de ses proches et de sa famille: nous parlons ici du peuple, car c'est là sa famille. Les ennemis de la Révolution et de Napoléon, effrayés du souvenir de leur triste passé, n'ont eu depuis la révolution de Février d'autre sentiment que celui de la peur. Le peuple a eu beau laisser sortir impunis Louis-Philippe, Ouizot et tous leurs complices, les orléanistes n'en persistent pas moins à craindre pour leurs personnes. Pendant les journées de Février, ils fuyaient sans être poursuivis; ils se cachaient, bien que personne ne pensât à les aller chercher. Ils criaient au meurtre et au pillage, et ils supposent jusqu'à présent que la République tout entière n'est occupée que de complots contre leurs propriétés et leurs personnes. Et il arriva tout naturellement que ceux des orléanistes, dont l'imagination a été le plus frappée de terreurs imaginaires, accoururent les premiers chercher l'abri sous la popularité du nom du président. Ils forment maintenant son ministère; ils ont pour eux la majorité de l'Assemblée; ils ont la police; ils ont rétabli la garde municipale. Que manque-t-il à leur sécurité? Et pourtant tout prouve qu'ils continuent à avoir peur. Il ne leur suffit pas d'être appuyés par la majorité et gardés par les sergents de ville, ils cherchent un appui dans l'étranger. Il faut que les am

240 La Tribune de* Peuples bassadeurs d'Angleterre, de Russie et d'Autriche les rent sur leur impunité et leur durée ministérielle. Que peut avoir de commun avec ces hommes -là M. président de la République ? Qui l'oblige à assumer la responsabilité du passé des légitimistes et des orléanistes? ce à lui de protéger les hommes traîtres à Napoléon, \à transfuges de Waterloo, les meurtriers de Ney et de Labédoyère, et ceux qui ont applaudi au meurtre de Murât, à l'é> gorgement de la Pologne et à l'anéantissement de l'Italie} Quel est le devoir pour lui d'obtenir du peuple français m bill d'indemnité pour les concussionnaires, complices àm ministres de Louis-Philippe? Il n'a qu'à les laisser à leur triste destinée. Un seul mouvement de sa volonté, un mouvement napoléonien peut le rendre libre de tous ces parasites qui ne vivent que de la substance matérielle et morale d'autruiL Un seul mouvement de sa volonté, un seul mot napoléonien peut encore expliquer à la France et à l'Europe le mystère du Dix Décembre, qui est en même temps celui de la destinée du président. Il y avait un temps où il croyait à sa destinée: il Ta cherchée à Strasbourg et à Boulogne. La France la lui a révélée dans la journée du Dix-Décembre. La France a fait tout pour Louis- Napoléon; ce quelle attend de lui doit répondre à ce qu'elle a fait pour lui. LA RÉPUBLIQUE ROMAINE. 13 mai 1849. La République romaine maintient son indépendance¹. Son grand avantage, c'est de n'avoir pas été reconnue par 1 L'expédition romaine a été la démonstration éclatante qu'il n'y avait rien de religieux dans le débat élevé entre la papauté et ses su

La République romaine 841 lissances étrangères. Elle n'a pas chez elle un corps n a tique composé d'agents étrangers. Ce sont ces agents it le plus contribué partout à démoraliser les gouver'enthousiasme des masses appelait le pape à prendre en main le >u d'une croisade européenne contre l'absolutisme. Tant qu'il eût la réalisation des aspirations modernes, le pape eût été in violatome. Il préféra, au contraire; fonder son seul espoir sur les gouuents les plus oppresseurs; chargé de représenter la supériorité orce morale, il se réduisit à ne régner que par les baïonnettes, i ce jour les âmes vraiment chrétiennes ont senti l'imminence le ces grandes crises que Dieu déchaîne chaque fois que les déres de sa loi veulent enrayer eux-mêmes la réalisation de son sur la terre. Beaucoup d'esprits honnêtes, mais timides, se con: d'une attente pleine d'effroi. Les âmes viriles, qui n'ignorent pas neutralité entre le bien et le mal ne nous est pas permise, prenne autre attitude. Adam Miokiewicz estimait que le devoir de la te était de se garer de déviations, quelque voilées qu'elles fussent ttes apparences; il approuva pleinement qu'une légion polonaise tilt à Rome contre le retour du pape; il répétait que, depuis des le catholicisme n'avait point reçu d'atteinte morale comparable que la papauté se portait à elle-même en bombardant la ville le. En revanche, les égoïsmes se trouvèrent coalisés en faveur tvoir temporel. Le roi de Prusse protestant, le tzar schismatique pleins du même zèle que les tyranneaux d'Italie, ou que les goulents catholiques d'Autriche et d'Espagne. En France, le voltaïfiers et le pasteur Coquerel appuyèrent MM. de Falloux et de embert. Le statu quo religieux est le corrolaire du statu quo poC'est pourquoi cette funeste expédition, qui était la clef de voûte u quo européen, fut voulue par tous les cabinets. M. Guizot nous id dans ses Mémoires que, s'il avait dépensé sa rhétorique à proulis que le principe de non-intervention ne permettait pas à la ; d'aider la Pologne, il allait dépenser le sang de la France à inir contre la liberté italienne, si le 24 février ne l'eût balayé du poui C'était évidemment à Rome, dit-il, qu'était le foyer des événeet des périls italiens. C'est en prenant position à Rome que nous »ns soutenir l'influence à la fois réformatrice et anti-révolutionle Pie IX. Sur ma proposition, le roi et son conseil résolurent que, ape, menacé soit du dehors, soit au dedans, réclamait notre ap>us le lui donnerions efficacement. Des régiments furent désignés, 16

The text on this page is estimated to be only 28.42% accurate

242 La Tribune d\$\$\$ PntpU* nemen te révolutionnaires. La diplomatie française est, coi on sait, composée en entier de contre-révolutionnaires. Souj règne de Louis-Philippe, leur position était excessivement' un commandant fut choisi pour cette expédition éventuelle, 2,600 mes furent tenus disponibles à Toulon, et 2,500 à Port-Vendres, à s'embarquer au premier signal pour Civita-Vecchia. Le 27 janh 1848, toutes ces mesures étaient prises et annoncées à M. Rossi, qui autorisé à les annoncer au gouvernement romain. Le 23 février sui?; le cabinet du 29 octobre n'existait plus, et le lendemain 24, la moi chie de 1830 était tombée» (tome VIII). Le 7 novembre 1847, M. Guizot, qui n'a jamais péché en ignorant, de cause, écrit au prince de Joinville: «Les Italiens voudraient que France mit à leur disposition ses armées, ses trésors, son gou ment pour faire ce qu'ils ne peuvent pas faire eux-mêmes, ce qu'ils w tenteraient pas sérieusement, pour chasser les Autrichiens d'Italie, et établir en Italie, sous telle ou telle forme, l'unité nationale et le goavtt» nement représentatif... Ce vœu général des Italiens est-il bon ou mauvais en soi; je n'examine pas cela. Je ne fais ni de la philosophie, ni de l'histoire, ni de la prophétie, je fais de la politique pratique et actuelle. Dans ces limites, je dis très-positivement que nous ne devons pas entre» prendre pour le compte de l'Italie le remaniement territorial et politique de l'Europe, en prenant pour point d'appui et pour allié l'esprit de guerre et de révolution.» En effet, la caractéristique de M. Guizot, c'est de mettre la philosophie dans ses volumes et la routine dans ses acte*. Cet homme a protesté contre la possibilité d'appliquer les principes de l'Evangile au gouvernement des États, il semble s'être imaginé que, pourvu qu'il se livrât en guise de passe-temps à des méditations religieuses, il était libre de no reculer devant aucune bassesse pour garder le pouvoir, libre également de faire servir ce pouvoir aux fins intérêt* sées des cabinets. Au doctrinarisme royaliste de M. Guizot succéda le dootrinarisme républicain du général Cavaignac, qui continua les préparatifs de M. Guizot et mérita les éloges latins du Saint-Père. Bientôt les ministrei du prince-président demandèrent le départ du corps expéditionnaire. A la vérité M. Odilon-Barrot, président du conseil, avait dit le 31 janvier 1848: «Tous les Etats italiens ont un droit absolu de choisir la forme de gouvernement qu'ils jugent la plus convenable dans toute la plénitude de leur indépendance.» En avril 1848, les ministres

protestèrent «qu'il n'entrait pas dans la pensée du gouvernement de faire
concourir le

La République romaine 348 M. J., obligés qu'ils étaient de se faire accepter par les cours de l'Alliance, tout en ayant l'air de représenter le principe évolutionnaire. Dans cette fausse position, ils ont contracté certaines habitudes qui tiennent plus de la police secrète que la vraie diplomatie; mais en même temps ils se sont perfectionnés dans l'art de l'intrigue et des menées secrètes. De tels hommes avaient beau jeu avec les membres de gouvernements rovisoirs des États révolutionnaires. Ils arrivaient avec un système tout fait; ils s'appuyaient sur des dépêches et des communications officielles, ils se sentaient appuyés de la jrmopathie de leur cabinet. Que pouvaient opposer à une telle influence les révolutionnaires appelés à gouverner les pays roubles par les discordes civiles et menacés de tous côtés par les armées ennemies ? C'est au sortir de la séance oraeuse d'un club ou d'une assemblée populaire que les memd'un gouvernement révolutionnaire italien fatigué rance à la destruction de la république italienne.» Le général Oudinot, t 24 avril, déclara aux habitants de Civita-Vecchia que «la France vouit respecter le vœu des populations romaines». Entré comme ami, il soupa la ville en maître, attaqua Home et fut repoussé. L'Assemblée vita alors le gouvernement «à prendre sans délai les mesures néceslirespour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée x but qui lui était assigné.» Le gouvernement répondit à ce vote par bombardement de Rome. Le 18 mai 1849, le prince-président écrivit Ney la lettre célèbre où il disait: «La république française n'a envoyée une armée à Rome pour y étouffer la liberté italienne. On oolait donner comme base à la rentrée du pape la proscription et la rrannie Je résume ainsi le rétablissement du pouvoir temporel du ape: Amnistie générale, sécularisation de V administration, Code Natféon et gouvernement libéral. Lorsque nos armées firent le tour de KSurope, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la des•uction des abus de la féodalité et les germes de la liberté ; il ne sera as dit qu'en 1849 une armée française ait pu agir dans un autre sens t amener d'autres résultats.» Ce programme resta lettre-morte jusqu'en 1870, où les désastres de l France lui firent rappeler son armée de Rome, ce qui permit à l'ariée italienne d'y entrer. (Note de Véditeur.) 16*

244 La Tribuns d\$ê Peuplea d'émotions et plein d'inquiétude sur l'avenir rencontraient à leur porte un diplomate français porteur de conseils et d'instructions. Tous ces conseils et toutes ces instructions nV vaient jamais d'autre but que de détruire le reste d'énergie que pouvait encore avoir l'homme révolutionnaire. On ne cessait de lui représenter les dangers de sa position, la nécessité de modérer les mouvements populaires; à cette condition on lui faisait entrevoir la possibilité de secours. Tout le monde alors espérait des secours de la France, et c'est avec la promesse de ces secours que la diplomatie mettait un peuple révolutionnaire en état de ne pouvoir être secouru. Alors s'accomplissait le fait fatal de la contre-révolution et du bombardement, et toutes les diplomaties s'empressaient de l'accepter. Les diplomates français avaient encore un intérêt particulier et personnel à mettre plus d'activité dans leur œuvre contre-révolutionnaire. Ils avaient usé leur vie auprès des cours de la Sainte-Alliance dans l'humiliation et le mépris: quand les révolutions vinrent à éclater, ils saluèrent avec joie l'occasion de jouer un rôle quelconque et de se mettre enfin sur le pied d'égalité avec les hauts personnages de la vieille diplomatie. De là, leur idée fixe de réunir des congrès, de négocier, d'échanger des notes, de pratiquer enfin cette vie diplomatique qui, sous le règne des deux branches déchues, n'avait pour eux aucune réalité. Ils ont donc tous travaillé, et ils ne cesseront de travailler à se créer des positions diplomatiques européennes au prix de l'indépendance des peuples. Par conséquent, toute nation, province ou ville qui se met en révolution, doit commencer par renvoyer tout le personnel de la diplomatie, en commençant par les agents français. En effet, les seuls États révolutionnaires qui ont réussi à opposer à l'ennemi une résistance sérieuse sont ceux qui n'avaient pas dans leur sein l'ennemi intérieur, l'ennemi diplomatique.

Politique générale 245 Nous avons fait cette remarque en parlant de Rome; elle peut également s'appliquer à la Sicile; la Sicile n'a cessé de combattre qu'au moment où elle accepta les conférences avec les amiraux et les ambassadeurs de l'Angleterre et de la France. Il serait salulaire pour la république de Venise d'être privée aussi longtemps que possible de l'honneur d'être reconnue par les puissances étrangères. Les Hongrois s'en sont bien passés et ne s'en trouvent que mieux. Nous espérons que les Saxons et les Allemands du Palatinat suivront leur exemple. POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 15 mai 1849. L'élection doit nous donner des hommes nouveaux. Nous en attendons la venue dans l'intérêt des idées nouvelles. Tous les partis sont à la recherche d'une idée nouvelle. Les réactionnaires eux-mêmes présentent leurs vieilles théories sous un masque de nouveauté. Or, une théorie, une idée n'existe qu'autant qu'elle est représentée par une individualité vivante, par un homme. La France est saturée de théories; toutes les idées religieuses et philosophiques qui ont eu cours dans le monde ancien et au moyen âge continuent de circuler parmi nous. On manifeste de tous côtés des désirs et des espérances de voir faire et de faire soi-même de grandes et belles choses. Et pourtant rien de beau, rien de grand ne se fait. La masse confuse de ces théories d'idées et de désirs a fait explosion dans les journées de Février; le globe en a été ébloui et ébranlé et nous voilà retombés dans une réalité plus sombre et plus triste qu'a jamais. La France avait des théories et des idées; elle n'a pas trouvé son homme. Les partis et les hom

246 La THkmm éê§ Pimtfiêê mes qui représentaient le mouvement de Février se sont ses et sont réduits à l'inaction. Une époque nouvelle va commencer avec le scrutin d'i jourd'huî. Il faut que les représentants de l'Assemblée se rendent compte avant tout du besoin le plus i le plus universel de la France, de celui d'avoir son h Que chaque représentant fasse tous ses efforts pour d l'homme de son pays et de la situation actuelle du mosdft La position que le pays fait à chacun de ses représentants ressemble à celle où elle avait appelé le premier magistnt actuelle de la République. Il ne s'agit plus d'appuyer un parti organisé, de travailler à faire prévaloir un système arrêté d'avance, d'aider à porter au pouvoir un homme désigné par l'opinion publique: la République n'a pas encore un système arrêté ni un parti véritablement organisé et reconnu comme national ni un homme sur qui elle puisse fonder toutes M espérances. Pour être l'homme de la République il faut s'identifier à tous les besoins, à tous les désirs, à toutes les espérances qui ont poussé le peuple au mouvement de Février; il faut tirer de son âme une force nécessaire pour donner à l'idée républicaine la réalisation dont elle manque encore. D'où vient ce manque de force? La révolution de Février n'a été qu'une suite de la révolution de Juillet, fille de la grande révolution, laquelle remonte elle-même aux révolutions religieuses de l'antique chrétienté. On a déjà reconnu que la manière dont on organise la société dépendait de la façon dont on conçoit les rapports entre la Divinité et l'humanité. Les théories partielles sur les institutions, les doctrines sur les attributions des pouvoirs et sur leur jeu constitutionnel n'intéressent plus personne. Les études historiques et judiciaires ne suffisent plus pour faire un représentant. Cependant la France n'entend pas sortir de la grande tradition religieuse, politique et scientifique.

Politique générale 247 Ce que la France demande, c'est que cette tradition soit continuée dans les actes et dans la vie sociale: elle cherche le D'ontinuateur de Charlemagne, de Saint-Louis, de Mirabeau, 3^e Napoléon, de J.-J. Rousseau, de Carnot, du Lafayette des Ûeùœ mondes, mais elle ne le reconnaît pas dans les historiens et les avocats qui se contentent d'imiter ces grands hommes en paroles, et dans les maréchaux et les généraux orléanistes qui les parodient Si le scrutin nous donne, comme nous l'espérons, des hommes ou un homme qui soit moralement à la hauteur de la grande tradition nationale, nous appuierons ces hommes ou cet homme de toutes nos forces, et il ne nous restera qu'à concourir à son action. La Démocratie arrive à cette phase où elle doit nécessairement devenir militante. C'est ce qui distinguera les démocrates futurs de ceux qui n'ont travaillé jusqu'à présent que comme théoriciens et hommes de négation. La Démocratie militante doit affirmer, agir, combattre et vaincre. Cela suppose un camp et un chef. Elle aura sans doute encore beaucoup à détruire, mais la destruction ne doit plus être son but principal. Que son mot d'ordre ne soit pas: je détruirai pour édifier mais bien -.je vivrai et je vaincrai ainsi la mort ! 15 mai. Il n'est question dans les journaux étrangers que des paroles dernièrement prononcées à la tribune par M. Drouin de Lhuys sur l'intervention russe. Le ministre français avait bien l'air de vouloir dire qu'il aviserait. Cette promesse toute diplomatique a pourtant étonné l'Europe, tant elle est peu accoutumée à entendre un ministre des affaires étrangères de la France dire quoi que ce soit sur les rapports internationaux. L'Europe a pris au sérieux les paroles de M. Drouin

248 La Tribune de* Peuples de Lhuys; elle y voit une menace à l'adresse de la SainteAlliance. Personne ne désirerait certes plus que nous que les paroles de M. le ministre des affaires étrangères eussent le sens qu'on leur suppose; nous devons cependant avertir nos amis des pays étrangers de ne pas attacher à la phrase ministérielle plus d'importance que l'Assemblée nationale ne lui en a donné, car si M. Drouin de Lhuys avait entendu réellement faire un acte politique sérieux, il n'aurait pas été écouté avec tant de bienveillance par la majorité orléaniste. LES ÉLECTIONS. 18 mai 1849. Le peuplé de la capitale de la Grande Nation s'est prononcé sur la politique de la France à l'intérieur et à l'extérieur. Il vient de nommer ses représentants. Dans une telle occasion, le peuple ne parle que par des noms propres. Il n'est pas difficile de comprendre ce que ces noms signifient Le sens de l'élection de Paris est pour nous bien fixé dès aujourd'hui, et il entend qu'on la réalise. Il a choisi de préférence les» hommes d'action ou ceux qu'il espère être appelés à l'action par leurs précédents ou leur nom. Murât est à la tête de la liste: il n'a été recommandé que par le souvenir de son père; son père, à son tour, n'a eu d'autre mérite politique que d'avoir beaucoup osé et vaillamment combattu. En nommant Murât, le peuple expliquait son vote du 10 décembre. Il rappelle au président de la République les espérances qu'il fondait sur lui: il donne en même temps au président un avertissement solennel en évoquant le souvenir d'un des plus glorieux soldats de la Révolution, et qui a fini de la manière la plus misérable pour avoir séparé sa

Les élections 249 use de celle de la nation. Murât est fils d'un roi qui a expié ses faiblesses monarchiques par un jugement des rois, ses lègues, qui, après l'avoir flatté, l'ont fait exécuter comme 1 brigand¹. Si le nom de Murât est resté seul sur la liste de tous ceux » la famille de Napoléon, c'est au président seul qu'il appartient d'en dire la raison. Après Murât envoyé à la Législative pour y représenter esprit guerrier de la nation, Ledru-Rollin l'est comme homme à conseil courageux et de verbe populaire. Ce que veut dire la nomination de Lagrange, tout le monde le comprend *. Lagrange, le conspirateur, le combattant de Lyon qui, dans tant d'occasions, a donné au peuple exemple du courage et le conseil de la clémence; Lagrange, est la république victorieuse et miséricordieuse, c'est Tamisier. C'est toujours le désir de voir la France agir qui a donné sa voix au général Bedeau, le seul des généraux orléanistes qui ne se soit pas compromis ni dans les violences ni dans les sourdes menées de la réaction. Les hommes que nous venons de citer et qui ont passé les premiers, représentent le besoin immédiat de la France; les socialistes expriment les espérances de l'avenir. Le peuple a été admirable de réserve et de tact politique. Il n'a pris parmi les socialistes que ceux qui étaient les moins exclusifs les plus rapprochés du peuple par leurs sentiments sympathiques. 1 Joachim Murât, débarquant pour reconquérir son royaume, fut pris sur la plage de Pizzo, et, après un simulacre de jugement, fusillé à l'ordre de Ferdinand de Naples, le 13 octobre 1815. (Note de l'éditeur.) * Charles Lagrange réclamait alors constamment l'amnistie. (Note de l'éditeur).

860 La Tribuns de PmtU L'avantage, obtenu par le peuple dans les élections, est, comme on le voit, grand et décisif. Il a été vivement disputé. La réaction, si puissante dans le gouvernement et dans l'Assemblée nationale, a eu le moyen de nommer plusieurs de ses adhérents; mais ce qu'il faut remarquer, c'est qu'elle a manqué de courage ou de force pour faire nommer à Paris ses chefs de file naturels, les banquiers, les anciens ministres de Louis-Philippe et les généraux qui s'avouent hautement orléanistes. Le jour où les Fould, les Dupin, les Thiers, les Mole, les Bugeaud, sont déclarés indignes de représenter la ville de Paris, ce jour marquera dans l'histoire du progrès moral de la France. La réaction n'a réussi à introduire parmi les représentants de la capitale que ces caractères vagues et indécis que l'on pourrait appeler des amphibiens politiques, hommes qui n'ont pas encore osé ou pu montrer ce qu'ils sont, dont les précédents sont peu connus et dont les noms obscurs n'ont pas assez éveillé l'attention du peuple tels que les Passy, les Woïowski, les Bixio, les Coquerel. Mais le fait capital de cette élection, selon nous, c'est l'accord unanime de toutes les fractions du parti républicain à nommer les citoyens Boichot et Rattier, sergents de l'armée. Nous aurons bientôt l'occasion de dire tout ce que nous avons compris dans le fait de ces deux nominations et tous les résultats qu'ils nous font pressentir. | LE MANIFESTE DE L'EMPEREUR DE RUSSIE. Paris, 22 mai 1849. Le véritable chef de la réaction européenne, l'empereur de Russie, a publié son manifeste.

Le manifeste de l'empereur de Russie 251 L'empereur se sent assez fort pour proclamer hautement ses principes et les projets que les réactionnaires subalternes, ris qu'un empereur d'Autriche, des rois d'Allemagne et des résidents de Républiques, n'osent pas encore avouer. L'empereur déclare qu'il est décidé à combattre ses ennemis partout où ils se trouvent. Il ne dit pas qui sont ces ennemis et ne désigne pas non plus les pays où ils se trouvent. Il se réserve le droit de les découvrir, de les poursuivre et de les punir. La première campagne est dirigée contre les Hongrois. On doit remarquer qu'il n'existe aucune espèce de traités ni de conventions qui puissent, sous quelque prétexte que ce soit, autoriser diplomatiquement l'intervention russe dans les affaires austro-hongroises. L'empereur de Russie s'affranchit du premier du passé légal. Il méprise les formules diplomatiques. Il dédaigne les formules vides de sens de l'équilibre européen, du respect des traités, des droits acquis et des intérêts internationaux. Le manifeste russe part d'un principe. On regardera désormais comme ennemis de la Russie toutes les nations, tous les partis et tous les individus qui ont été la cause ou les instruments de ce que le manifeste appelle «les troubles de l'ouest de l'Europe.* Tout le monde en France est déjà assez diplomate pour comprendre quel est le pays désigné sous ce nom vague de contrées de l'ouest. Ainsi la guerre contre les Hongrois n'est qu'une opération partielle d'une campagne entreprise contre tous les pays en révolution. Nous avons été les premiers à dénoncer l'existence des traités secrets entre l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Nous avons publié, il y a longtemps, le plan des campagnes qui viennent de s'ouvrir. On nous a traités alors d'alarmistes et de rêveurs. Les journaux réactionnaires, prêchant toujours la paix et la sécurité, prévenaient le public contre tout avertissement de dangers à venir. Les journalistes réactionnaires étaient encore mieux

252 La Tribune de* Peuplés que nous instruits des plans de leur chef, l'empereur de Ru* aie, mais ils avaient leurs raisons pour ne pas divulguer oei plans avant le moment convenu de leur mise en exécution. Ce moment est arrivé. L'empereur de Russie est déjà en position d'agir ouvertement; ses amis les réactionnaires de l'Europe lui ont préparé de tous côtés le terrain, et ont levé les obstacles qui empêchaient jusqu'à présent l'action de 11 Russie. Matériellement parlant, l'empereur de Russie a déjà conquis sur le parti révolutionnaire des positions décisive! Il est maître d'agir sur toute l'Allemagne par l'entremise du roi de Prusse, son chef d'avant-garde, et il peut porter une armée de Cosaques, en moins d'une semaine, jusqu'aux bords du Rhin. Il possède l'Italie presque entière, soumise, à l'heure qu'il est, aux ordres du maréchal Radetzki, feldmaréchal de l'armée russe. Ce sont surtout les désastre# de l'Italie qui ont décidé l'entrée en campagne des Russes. De la possession de l'Italie dépendait le sort de cette première campagne révolution* naire, qui a commencé avec les journées de Février, et qui s'achève sous les murs de Rome. L'Italie offrait aux partis révolutionnaires ses trésors, les ports de ses villes, les plus belles, les plus populeuses et les plus fortes de l'Europe; tous les ports militaires et marchands de la Péninsule, depuis Venise jusqu'à Gênes! L'Italie, c'était la place forte et le magasin de la Révolution. Le lendemain de la révolution de Février, la France pouvait disposer de l'Italie. Les 300 millions d'argent comptant extorqués par Radetzki, le double de cette somme gaspillée par le gouvernement de Piémont, et les 100 millions de contributions exigés maintenant par l'Autriche, tous ces millions, l'Italie les aurait consacrés avec bonheur et joie à l'entretien d'une armée qui aurait combattu pour la cause de son indépendance, liée à celle de la liberté des peuples. Tous ces millions, le parti réactionnaire français les a abandonnés à l'Autriche. Les grandes villes de Milan,

Le manifesté de l'empereur de Russie 263 Brescia, de Gènes, de Catane, de Messine, de Livourne, Bologne, grands centres de commerce et d'industrie, qui raient ouvert à la France manufacturière d'innombrables bouchés et auraient en même temps ravitaillé la France oléaire, on les a laissé bombarder, piller et incendier. Le gouvernement français a poussé sa frénésie réactionnaire jusqu'au point d'aider l'Autriche et les Bourbons de Naples détruire le dernier asile de l'indépendance italienne: la lie de Rome. L'Italie une fois vaincue, l'empereur de Russie n'avait us de mesure à garder. Les réactionnaires français, de leur côté croient que le moment est venu de se prononcer hautement Ils n'iaient jusqu'à présent les nouvelles que Ton dondt du progrès des armées russes. Ils mettaient même paris en doute l'existence de ces armées. Maintenant ils chan>nt de tactique. Ce manifeste de l'empereur de Russie, qui est après tout qu'une menace, ils le prennent pour un bultin de victoire. Ils saluent déjà le vainqueur futur, ils exajrent les forces des armées russes, autrichiennes et prus*nnes. Ils suivent en tous points la tactique de leurs processeurs les royalistes de 1791, 1813 et 1814 Quels que soient les dangers actuels du parti révolutionlire et quelque avantageuse que puisse être la position ratégique de l'empereur de Russie, nous ne croyons pas îe les réactionnaires fassent un acte de prudence en mafestant avec tant d'éclat leur joie et leurs espérances sinises. Ils oublient trop l'histoire de la grande révolution qui a été après tout que le prologue du grand drame auquel)us assistons. Le manifeste de Pilnitz avait été salué par s royalistes d'alors comme une parole messianique de la ►ntre-révolution. Les princes, les nobles et les prêtres sorient chaque jour de leur maison avec l'espoir de voir les in d ours et les Cosaques aux Tuileries. En se prononçant ivertement pour la cause de l'ennemi, les réactionnaires

L'ARMÉE ET L'ORLÉANISME * 24 mai 1849. L'armée française aura bientôt à l'Assemblée nationale ses véritables représentants, nommés par le suffrage universel. Ce sera à eux de prendre en considération les discours politiques du commandant en chef de l'armée des Alpes et la conduite des généraux orléanistes. Le discours de M. Bugeaud² et les proclamations du général Oudinot révèlent suffisamment le système que le gou1 M. de Cotlogeon publia toute une série d'article sous le titre: Varmée dans les numéros des 11 avril, 25 avril, 18 mai, 29 mai et 11 septembre 1849 du journal: le Corsaire et, cela va de soi, dans un esprit diamétralement opposé à celui d'Adam Mickiewicz. {Note de l'éditeur.) 1 Le maréchal Bugeaud professa toujours la doctrine que le soldat ne doit être qu'un aveugle instrument. Un jour que, le 26 janvier 1834, il prônait l'obéissance passive: «Faut-il obéir, lui cria le député Dalong, jusqu'à se faire geôlier, jusqu'à l'ignominie.» Cette allusion au rôle 254 La TrQnme des Pê*pU\$ d'alors attirèrent sur eux les premiers coups que la révolution dirigeait contre cet ennemi Il est vrai qu'alors les Russes, les Prussiens et les Autrichiens n'avaient en France d'autres alliés que les nobles, les prêtres et quelques paysans égarés par les prêtres. Il est vrai aussi que l'empereur de Russie compte maintenant en France de nombreux partisans même parmi la bourgeoisie et qu'il a pour lui les sympathies de tous les banquiers et hommes d'affaires orléanistes. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a déjà en Italie, en Allemagne et même en Russie un parti immense plus hostile à l'empereur, le chef de la réaction, et à tous les réactionnaires que ne l'est en France le parti socialiste à l'ordre de choses actuel.

L'armée et TorUameme 255 ornement précédents ont suivi à l'égard de l'armée, et que le ministère actuel s'efforce de maintenir. Ce système a suivi deux marches en apparence différente, mais dirigées au fond par la même idée mère. Cette idée était celle du désarmement de la France, dans le but d'annihiler sa force d'action sur l'Europe. Les Bourbons se proposaient de diminuer l'effectif de l'armée, tout en augmentant les cadres. Us donnaient de préférence le commandement aux officiers attachés à la domesticité de la maison régnante; ils s'efforçaient de réduire l'armée française à l'état où se trouve actuellement celle du royaume bourbonnien de Naples. Énerver l'esprit militaire national et employer des troupes mercenaires, c'était mettre la France dans la dépendance des puissances étrangères. Et somme les Bourbons de la branche aînée ne régnaient en France que par l'appui de l'étranger, la force militaire française une fois détruite, le règne des Bourbons devait durer aussi longtemps qu'ils conserveraient les bonnes grâces de leurs alliés le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie. La Révolution de juillet arrêta cette marche du système bourbonnien, chassa de Paris les troupes mercenaires, et força la royauté de la branche cadette à rétablir sur un pied respectable l'armée désorganisée. L'orléanisme, tout en restant fidèle à la pensée bourbonnienne, suivit une autre marche. Les Bourbons de la branche aînée avaient pris pour modèle l'organisation militaire de Naples, l'orléanisme chercha à imiter l'exemple de l'armée anglaise des Indes-Orientales. Il ne s'agissait plus de gouverner la France désarmée à l'aide de troupes mercenaires de l'étranger, mais de faire mieux honorable que M. Bugeaud avait rempli à Blaye, lorsqu'il y gardait prisonnière la duchesse de Berry, amena un duel où le député Dulong fut tué. (Note de l'éditeur).

256 La Tribune des Peuples peu à peu de toute l'armée française une espèce de troupes de Cipayes mercenaires. À cet effet, on déclamaient contre la conscription, en tournant en ridicule le devoir sacré de chaque citoyen de défendre la patrie; on encourageait les remplacements; on disait hautement que l'armée devait être regardée comme une carrière de profits et d'honneurs pour les officiers, et comme un métier pour les soldats. Il y avait des journaux spécialement chargés de propager ces idées, comme la Presse^ le Journal des Débats et la Sentinelle de V Armée. On espérait mettre l'armée à la disposition de l'industrialisme. De là ce projet, soi-disant romain, d'employer les soldats aux travaux (futilité publique, tels que creusement des canaux, construction des édifices et exploitation des mines. On voulait faire des soldats des terrassiers et des mineurs. Si ce système s'était établi, il aurait alors suffi à un exploitateur d'obtenir un ordre d'un maréchal d'une armée des Alpes ou du Rhin pour faire marcher des divisions et des brigades vers les mines de Saint-Bérain et de Gouenans \ Puisqu'on se faisait fort alors de faire passer, moyennant finance, des lois, on eût obtenu plus facilement encore des ordres du jour sur l'emploi de l'armée. Un tel emploi d'un demi-million de bras aurait fait baisser les prix des journées du prolétaire: on aurait enrichi du même coup les exploitateurs, et réduit le prolétariat à l'état où se trouve celui d'Irlande. Nous avons dit que les infâmes inventeurs de ces projets anti-nationaux citaient à chaque moment l'exemple des légions romaines. Ils feignaient d'ignorer que les légions n'étaient jamais employées qu'aux travaux militaires; les routes que faisait construire la république de Rome n'avaient d'au1 Ces mines donnèrent lieu à de scandaleux procès auxquels se trouva mêlé M. Emile de Girardin, et qui démontrèrent que les lois qui en concédaient l'exploitation avaient été achetées à deniers comptants à un ministre des travaux publics. (Note de V éditeur). i

L'armée et l'Orléanisme 257

to but que de faciliter la marche et le transport de l'armée. Il n'y entrait aucune idée de spéculation commerciale; si les soldats travaillaient à bâtir des fortifications coloniales, c'était dans le but d'assurer à l'armée des positions stratégiques. L'Orléanisme, au contraire, en affectant de détruire dans l'armée toute idée de guerre, voulait employer tous les hommes armés pour les combats, nourris et armés aux frais de l'État, à exécuter des travaux dans l'intérêt particulier de quelques spéculateurs. Ce qui se fait depuis la révolution de Février nous laisse présumer que l'idée bourbonnienne et orléaniste de la transformation de l'armée française en une troupe de mercenaires et de travailleurs, condamnés à être exploités par le capital, subsiste toujours dans une certaine région de militaires orléanistes haut placés. Le fait d'armes du général Oudinot et les discours du maréchal Bugeaud en sont la preuve. Nous recommandons ces observations à l'attention des citoyens Boichot, Rattier et Commissaire, militaires représentants du peuple. 17

The text on this page is estimated to be only 28.30% accurate

POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 1^{er} septembre 1849. La Tribune des Peuples partage le sort de la cause qu'elle s'est vouée à défendre. Sous le régime de l'état de siège, notre journal «avait été suspendu. Le rédacteur-gérant * et deux personnes attachées à la rédaction furent emprisonnés et subirent une longue détention. La Tribune des Peuples fut suspendue à la suite du 13 juin. Ledru-Rollin avait dit en pleine Assemblée : «Nous défendrons la Constitution même par les armes.» Le 13 juin, six journaux : la Vraie République (de Thoré), le Peuple (de Proudhon), la Révolution démocratique et sociale (de Delescluze), la Démocratie pacifique (de Considérant), et la Réforme (de Ribeyrolles), parurent avec une première page couverte de proclamations. La première, émanant de la Montagne, était signée de cent vingt-deux noms. Les comités démocratiques socialistes déclaraient le président et la majorité de l'Assemblée hors la Constitution. Mais cette journée malheureuse, loin d'empêcher le bombardement de Rome, entraîna la dispersion ou l'arrestation des chefs de l'opposition. Dans l'Assemblée nouvelle, les uns s'exilèrent, les autres se virent condamnés par la Haute Cour de Versailles (novembre 1849). La veille du 13 juin, les républicains, agités du pressentiment de leur défaite, disaient qu'il ne fallait pas qu'un attentat tel que l'expédition de Rome pût s'accomplir, sans qu'au moins pour l'honneur du peuple français Paris ne fût proclamé en état de siège, souffrant pour l'Italie ce qu'au 15 mai il avait souffert pour la Pologne. Ce fut aussi la seule consolation qu'ils aient eue. (Note de l'éditeur.) * Jules Lechevalier qui avait eu la malencontreuse idée de prendre sur lui la publication dans ce journal des pièces incriminées, s'empressa de dégager la responsabilité de M. Mickiewicz par une lettre publique, dont nous avons donné le texte ailleurs. (Note de l'éditeur).

JWtiflEf jMt mit 969 détention. Ces rigueurs n'avaient d'autres motifs que la publicité donnée par le journal & deux proclamations, dont l'une portait la signature d'un grand nombre de représentants, dont l'autre exprimait l'opinion de la presse et d'une partie de la jeunesse des écoles: pièces criminelles, dit-on comme ayant dû provoquer la manifestation du 13 juin. Bientôt la justice appréciera le caractère des pièces incriminées. Comme nous avons été poursuivis pour les avoir publiées, nous dirons, pour notre part, que nous ne concevions la manifestation projetée pour le 13 juin que comme une démarche constitutionnelle, légale et éminemment pacifique. Ce n'est certes pas notre journal qui poussera jamais la population de Paris aux émeutes, qui suscitera la guerre civile. Rien n'est plus contraire à l'esprit de notre œuvre. Nous servons la cause des peuples; les peuples continuent de fonder leurs espérances sur les forces de la nation française; les émeutes et les guerres civiles n'auraient d'autre effet que d'énervier la nation; elles ne peuvent profiter qu'à nos ennemis. Os le savent bien. L'histoire de la révolution et de l'empire leur apprend combien il serait dangereux pour eux de réveiller l'esprit national des Français par une attaque ouverte. Depuis la Révolution de juillet ils ont changé de tactique. Leur plan consiste à cerner la France, à laisser ses forces se consumer dans des luttes intestines. En attendant leurs armées parcourent l'Europe depuis le Niémen jusqu'aux Alpes et au Rhin, détruisant partout les éléments moraux d'indépendance et de liberté, et s'emparant de toutes les ressources matérielles. Ce plan n'est plus un mystère pour personne; ce que l'on connaît moins, c'est l'état des pays et les dispositions des populations intéressées dans la lutte. Nous étions en position d'avoir à ce sujet, des renseignements particuliers. Nous les communiquons à la France dans l'intérêt de la cause com17*

260 La Tribune des PtupUs mune. Ces affaires, que Ton s'obstine à appeler étrangères, sont pour la France des affaires intérieures, des affaires intimes. C'est à Pétersbourg et à Londres que se combinent, c'est à Rome, à Rastadt et à Komorn que se décident les affaires que Ton traite à la Bourse de Paris. Des chances morales de cette lutte entre le vieux monde et le monde nouveau dépendent les mouvements du monde matériel. Dans cette conviction, tout en donnant des renseignements matériels sur les hommes et les choses de l'étranger, nous appelions l'attention de l'Europe sur les graves questions morales qui agitent la société française. Ce sont les idées écloses à ' Paris qui ébranlèrent les pavés des capitales de l'Autriche et de la Prusse, et obligèrent le souverain pontife à abandonner Rome. Cet antagonisme entre les forces terrestres de l'étranger et l'action intellectuelle de la France ne peut trouver de solution que dans le réveil universel de ce sentiment qui a créé et inspiré toutes les nationalités chrétiennes, dans le réveil du sentiment chrétien, dans la résurrection de l'idée chrétienne et son application sérieuse aux lois qui régissent la société civile et les affaires matérielles. Tel a été notre programme au 15 mars. Ils nous accusaient d'en avoir méconnu l'esprit et la lettre, ceux qui nous dénonçaient comme coupables d'avoir fomenté la discorde intérieure. La justice a repoussé ces accusations en nous laissant libres de toute poursuite. Nous sommes décidés à continuer notre œuvre.

Politique générale 261 POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 2 septembre 1849. Les armées populaires sont partout vaincues ou forcées de capituler. Venise est réduite. On parle de la capitulation de Komorn. Si l'Italie et la Hongrie n'avaient combattu que dans l'intérêt de quelques familles ou d'un parti politique quelconque, on pourrait regarder la lutte comme terminée. Mais, dans ces pays, on a combattu pour l'intérêt de sa nationalité. Une telle guerre ne se décide pas par une bataille rangée ni par une prise d'assaut. L'Italie n'était pas tout entière sur le champ de bataille de Novare; elle n'était pas non plus enfermée dans l'enceinte des vieilles murailles de Rome. L'esprit national hongrois survivra à ses défaites. Il y a un demi-siècle qu'on prétend que la Pologne n'existe pas officiellement; on a retrouvé pourtant les Polonais à Lonato, à Kapolna et devant Hermanstadt. La guerre que l'on ne cesse de faire à la Pologne fait prévoir la durée de celle que Ton sera obligée de continuer contre l'Italie et la Hongrie. Ce sont, nous le répétons, des guerres de nationalités. Qui ne sait qu'en Italie au fond de tous les mouvements populaires, à Naples, en Piémont, en Lombardie, il n'y avait qu'une seule pensée, celle de la nationalité. Les royaumes, principautés et républiques d'Italie n'avaient qu'un désir, celui de donner à cette pensée nationale un corps d'État. Toutes les autres questions de constitutions plus ou moins libérale, de suffrage universel, de forme de gouvernement, n'étaient que secondaires. Si l'Italie avait trouvé parmi ses monarques un homme capable de s'enthousiasmer pour la pensée de la nation, et de la mettre en œuvre, elle lui aurait décerné volontiers tous les titres imaginables.

La Trinité en Jésus-Christ Nous savons de bonne source que les Hongrois n'étaient pas éloignés de donner la couronne de Saint-Etienne à celui des princes d'une famille régnante qui aurait eu le courage d'embrasser leur cause. L'espoir des Italiens et des Hongrois fut déçu. La papauté, la monarchie et la vieille aristocratie ont définitivement abandonné la cause des nationalités. Ce fut là l'origine véritable du parti républicain en Italie et en Hongrie. Ce parti doit son existence et son accroissement rapide aux violences de l'Autriche, à la mauvaise foi du souverain pontife et à la conduite inqualifiable des monarques du Piémont. Décidément, à l'heure qu'il est, le grand parti national italien est convaincu de l'inexorable nécessité de l'établissement d'une République italienne. Ajoutons que dans l'idée des Italiens une république signifie: un État unitaire, ayant une seule capitale et un gouvernement central. Il est probable que les populations hongroises et slaves seront bientôt poussées dans la même voie. Le réveil des nationalités est un fait nouveau. Un État qui aurait le premier reconnu l'importance de ce fait et l'aurait pris pour base de sa politique se serait fait le centre de l'Europe moderne, aurait commencé une ère nouvelle. Des deux grands États qui étaient de force à prendre une telle position, la Russie n'a pas pu le faire, la France ne l'a pas voulu. Au milieu de l'affaiblissement de tous les sentiments moraux, le sentiment de nationalité se pose de nos jours avec une force qui pourrait être également salutaire pour les gouvernements et les peuples. Il y a du religieux dans ce sentiment. Il est éminemment organisateur. A vrai dire, il n'est que le développement régulier du sentiment de famille et de propriété. Développement régulier, disons-nous, et pour tant contraire à l'égoïsme. Qu'est-ce en réalité qu'une nationalité, si ce n'est une immense famille dont tous les membres s'aiment au point d'être prêts à mourir les uns pour les autres.

autres et dont les propriétés sont mises au service du bien-être commun? Et Ton permet que de telles familles, modèles des familles particulières, soient assaillies et exterminées par une horde étrangère! Que la propriété de toute une nation soit mise au pillage en vertu de l'ordre d'un chef étranger! Les puissances complices du meurtre de tant de nations se trouvent fatalement poussées à continuer leur œuvre en tuant les nations qui sont encore debout. La guerre sera longue, mais dès aujourd'hui, tout le monde en pressent l'issue. La papauté et les vieilles dynasties forcent, par tous les moyens, les peuples à se constituer en républiques. Ce que les théoriciens ne parviendraient à établir que par des sociétés de travail, le souverain pontife, avec l'aide du cardinal Lambruschini et du général Oudinot, nous paraît devoir l'accomplir dans un avenir peu éloigné. Et ce ne sera pas encore la fin. La cause des nationalités, condamnée par le pape et les monarques, se trouve repoussée par la République. Nous parlons de la République française. C'est la seule qui existe. Il est facile de deviner vers quel ordre d'idées cet abandon jettera les esprits des Italiens, des Hongrois et des Slaves. Et puis on les accusera de ne pas savoir former un gouvernement! Il n'est pas naturel à l'homme d'imiter son ennemi. Or, tous les gouvernements réguliers se sont déclarés également ennemis de la cause des nationalités. Déclaration plus fatale que celle de Pilnitz et de Coblenz! On en aperçoit déjà les conséquences morales. Déjà cette antipathie que les peuples opprimés avaient contre les rois et les prêtres fait place à un autre genre d'antipathie, mille fois plus dangereuse: antipathie contre tout ce qui est pouvoir et même contre tout ce qui est loi et règle.

L'ÉTRANGER Paris, 3 septembre 1849. Quelque tristes que fut fussent nos prévisions à l'égard de la révolution allemande, elles ont été au-dessous de la réalité. Il paraît que de cet universel mouvement de tous les pays germaniques il ne restera bientôt qu'un vague souvenir. Des négociations entre les princes, de la longue existence des parlements, des vœux des populations appuyés quelquefois par la force des armes, de tout cela il ne reste aucune trace constitutionnelle ou légale. L'Allemagne retombe dans son ancienne immobilité et son impuissance. Ce qu'il y a de plus triste, c'est qu'elle n'a pas le droit de se plaindre. Elle a fait ses affaires elle-même. L'Italie et la Hongrie succombèrent aux attaques de l'étranger. En Allemagne, ce sont les Allemands dont on s'est servi pour accabler les Allemands. Des peuples d'une même origine qui se laissent ainsi employer à s'entre-détruire prouvent combien ils sont encore loin de pouvoir constituer une nation. Il n'y pas de nation qui n'ait été troublée par des discordes et les guerres civiles; mais la guerre que les régiments prussiens ont faite aux habitants de Dresde, ainsi que l'expédition des régiments prussiens, hessois et mecklembourgeois contre les habitants du duché de Bade, ce n'est pas là que la guerre civile, ce sont des expéditions du moyen-âge où les troupes domestiques et les soldats mercenaires de quelques chefs combattaient contre les populations des campagnes et contre des cités naissantes. On voit bien que l'esprit de l'Allemagne nouvelle n'a pas pénétré dans l'armée allemande. Les régiments prussiens, hessois, wurtembergeois et bavarois se disent, il est vrai, allemands, mais en réalité ils ne connaissent d'autre patrie que leur casernes, d'autre devoir que celui d'obéir à leurs chefs,

Politique générale- 265 'est-à-dire à leurs princes. Nous ne parlons pas des régiments autrichiens: on sait qu'en Autriche l'armée est regardée comme une propriété. En Autriche chaque grand seigneur possède un ou plusieurs régiments. Il porte même officiellement le titre de propriétaire de tel ou tel régiment (Inhaber des Régiments)). Tous ces régiments pris ensemble forment la propriété militaire de l'empereur d'Autriche. Que pouvaient les parlements et les clubs allemands contre une classe de soldats qui se regardent, les uns comme domestiques, les autres comme serfs, comme propriété de leur souverain? Ce dont on a le droit d'accuser les hommes parlementaires de l'Allemagne, c'est de n'avoir pas tenu compte de cet état des choses. Si l'on n'avait pas trouvé le moyen de gagner la force armée à la cause du peuple, on devait bien se hâter d'attaquer les souverains qui avaient à leurs ordres une domesticité si nombreuse, si bien armée, et qui possédaient une immense propriété consistant en états-majors, forpreses, canons, provisions militaires. Ce dont on peut accuser les parlements allemands, c'est qu'ils n'avaient pas essayé d'organiser les finances de leurs pays respectifs. Ils auraient pu ainsi ôter aux souverains les moyens les plus efficaces dont ils se soient servis contre les libertés de l'Allemagne: l'argent. Le premier exemple de cette incurie politique a été donné par l'Assemblée nationale de Francfort. Nous avons donné dans le temps (Voir la Tribune des Peuples du mois d'avril) l'histoire de cette triste Assemblée. Ses mesures immorales, oppressives pour les peuples, étaient votées dans le but de flatter l'orgueil national et de capter en même temps la bienveillance du monarque. Nous avons parlé de ses travaux stériles pour créer une législation à laquelle on n'avait aucun moyen de donner une sanction. Tout cela est déjà du passé. L'Assemblée elle-même n'existe plus; mais la manie théorétique

The text on this page is estimated to be only 28.37% accurate

M6 La Tribune de PmpUs dont était atteinte cette Assemblée existe toujours. Elle sert communiquée aux parlement* de Berlin et de Vienne. Cette Assemblée de Francfort nationale, allemande, souveraine, n'avait pas de trésors; elle n'avait pas & sa disposition un seul soldat. L'Assemblée constituante de Berlin s'était mise dans les mêmes conditions d'impuissance. Aussi a-t-elle suffi au gouvernement d'envoyer un piquet de soldats de police pour la dissoudre. L'empereur d'Autriche n'avait pu besoin d'employer des gendarmes contre l'Assemblée de Vienne. Un agent du gouvernement intima l'ordre aux représentants du peuple de quitter la capitale et de se transporter à Kremsier. Ils ne purent qu'obéir. Un autre agent les a chassés de Kremsier. On ne sait pas maintenant quel sera le lieu de la nouvelle réunion. Les souverains allemands traitèrent avec le même sans-façon les constitutions et leurs propres chartes octroyées. La constitution dite de Francfort fut abolie comme tombée en désuétude avant même d'avoir été mise en usage. Les constitutions de Berlin et de Vienne ont été remplacées par des chartes, auxquelles les monarques qui les avaient octroyées substituèrent bientôt d'autres chartes destinées à leur tour à être modifiées ou abolies. Les députés acceptent toutes ces constitutions et chartes, les discutent article par article, et ne prêtent serment de les observer que pour les voir bientôt changées et même anéanties. Le peuple, las de tant de changements, ne croit pas plus à la parole des monarques qu'à la valeur des constitutions ou à la bonne foi des représentants. Il trouve inutile de les nommer et ne va plus aux élections. L'Allemagne est de nouveau au pouvoir des monarques. Ils se sentent même maintenant plus forts qu'ils ne l'étaient avant la Révolution de février. L'Assemblée de Francfort a mis entre leurs mains une arme terrible et toute nouvelle: Cette arme, c'est la loi sur l'état de siège. Elle était inconnue à l'Allemagne. L'Assemblée de Franc

fort en a emprunté l'idée à la nôtre. C'est la seule loi de cette malheureuse Assemblée que Ton ait laissée en vigueur. Les monarques prennent des mesures qui auraient scandalisé les Allemands d'autrefois. Ils ne respectent plus les anciennes circonscriptions territoriales des Etats. Us envoient leurs troupes et leurs gendarmes jusque dans les capitales des pays sur lesquels ils n'avaient aucun droit d'action légitime. Cette intervention militaire et policière de nouvelle espèce s'exerce au nom de l'empire germanique. Un État allemand, qui a l'avantage d'appartenir à l'empire germanique, est par cela même soumis au régime de nous ne savons combien de gou» vernements et de polices. Les Saxons, les Schleswigoia et les Badois en ont fait une terrible expérience. Tous ces souverains se groupent comme par le passé, autour du roi de Prusse et de l'empereur d'Autriche, leurs chefs naturels. Malgré les difficultés, qui viennent surtout du besoin de ménagements que Ton doit encore garder à l'égard des peuples, la meilleure intelligence n'a cessé de présider aux rapports entre ces chefs, et ils sont plus intimement et plus que jamais liés de sympathie et d'intérêt avec Tempe* reur de Russie. L'ancienne sainte-alliance a été, comme on sait, conclue dans le but d'arrêter les progrès de ce que l'on appelait l'es* prit révolutionnaire, l'esprit français. La nouvelle alliance s'arme contre l'esprit de toutes les nationalités renaissantes. La Prusse, au nom de l'Allemagne, promet à l'Autriche sa coopération contre les Madgyars, les Slaves et les Italiens. L'Autriche, remise en possession de ses conquêtes, tiendra à la disposition des souverains allemands ses régiments madgyars, slaves et italiens. Quant à la Russie, qui ne craint pas chez elle la guerre des races, elle surveillera ce que Ton appelle maintenant en diplomatie les intérêts moraux de l'Europe. La Russie s'est réservée la liberté de combattre son ennemi quelque part qu'elle le trouve.

268 La Tribune des Peuples Cet ennemi, l'empereur de Russie Ta nommé dans son manifeste, c'est l'esprit révolutionnaire. POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 4 septembre 1849. La presse parisienne recommence à discuter le mérite respectif des formes gouvernementales. Nous voilà de non* veau en pleine métaphysique. Le pouvoir doit-il être délégué par le peuple à un seul individu ou bien à une commission composée de plusieurs individus? Le peuple a-t-il le droit de déléguer son pouvoir à qui que ce soit? Discussion éternelle qui depuis Platon et Aristote, Rousseau et J. de Maistre, n'a pas fait un seul pas. Est-ce en vérité, le moment de la recommencer? Nous ne regardons pas, tant s'en faut, les formes de gouvernement comme indifférentes. La forme monarchique ou républicaine, aristocratique ou démocratique, exprime l'état des esprits et l'ordre de choses d'un pays. Nous défendons la forme républicaine comme la seule qui convienne à l'état actuel de la France. Nous sommes en République; il s'agit de savoir ce que la République peut et doit faire de mieux que les monarchies légitimes et quasi légitimes. En quoi notre politique républicaine diffère-t-elle de celle du pape, de l'empereur de Russie et de M. Guizot? Il en est de même du pouvoir. Qu'il soit revêtu du manteau royal, de la capote grise ou de l'uniforme de lieutenant-général, les difficultés de sa position n'en seront ni augmentées ni diminuées. La question de forme n'est que secondaire, l'essentiel c'est de savoir quel usage on fera du pouvoir. Supposons le système royaliste rétabli chez nous et personnifié dans son incarnation la plus légitime. Nous ne demandons pas aux partisans du roi futur, en vertu de quel droit ils prétendent nous le ramener. Nous n'examinons pas

Politique générale 269 es moyens dont ils se servent pour lui livrer le pouvoir. Mous nous bornons à leur demander quel usage ils croient jue ce roi doit en faire. Un roi très-chrétien était avant tout serviteur de l'Église. Il s'appuyait principalement sur le clergé, qui occupait le premier rang parmi les ordres de l'État. Un roi très-chrétien était le premier gentilhomme du royaume, et comme tel, protecteur né de la noblesse. Est-ce bien là le programme du royalisme actuel? Si ce programme est changé, nous serions curieux de savoir sur quels articles porte le changement. Nous adressons chaque jour, sous mille formes, cette question aux partisans de M. le président de la République. Nous adressons cette question, toujours la même, à ceux de nos confrères républicains qui ne veulent pas de présidence et conseillent de confier l'exercice du pouvoir exécutif à une assemblée. Mais un individu, nous dit-on, quel qu'il soit, ne pourra que difficilement se défendre de penser à ses intérêts personnels. Une assemblée sera tôt ou tard forcée, par l'opinion publique, de s'occuper des intérêts matériels et moraux d'une nation. A la bonne heure! La question donc est, de l'aveu de tous, de savoir en quoi consistent les intérêts matériels et moraux d'une nation. Sous ce rapport, les gouvernements des républiques n'étaient pas plus d'accord entre eux que les gouvernements des monarchies. Sans parler des républiques classiques d'Athènes et de Rome, il existe, tout près de nous, des républiques parfaitement démocratiques dans les petits cantons suisses. Groit-on que la question des intérêts matériels et moraux y ait trouvé sa solution définitive? La France alors n'aurait qu'à se modeler sur les institutions démocratiques de Schwytz ou de Zug, institutions qui n'empêchaient pas ces citoyens démocrates d'opprimer leurs compatriotes Grisons réduits en esclavage, et de se mettre en service des rois despotes.

The text on this page is estimated to be only 29.77% accurate

170 Lm Tnbtmê dm FêmpUê D'ailleurs la France avait déjà joui de constitutions très démocratiques (celle de 91, par exemple); elle avait possédé une Assemblée chargée du pouvoir exécutif. Eh bien, elle n'a pas hésité à sacrifier ces formes pour le salut de son principe national. Elle préféra armer ce principe d'un pouvoir despotique plutôt que de le voir détruit au nom de la liberté. L'étranger nous laisserait certes toute liberté de pratiquer chez nous la démocratie h la manière des Suisses et même à la manière des Américains, pourvu que nous abjurions notre esprit national Il y a donc dans l'esprit de la nation française un principe qui ne s'est encore révélé ni dans les républiques antiques, ni dans la république suisse, ni dans la république américaine; principe dont une forme gouvernementale, quelle qu'elle soit, n'est qu'un accessoire. Ce principe est énoncé dans le mot sacramentel de fraternité, que la Révolution de Février ajouta à l'ancienne formule: Liberté, Égalité. Ce mot d'ordre de la France nouvelle impose à la nation des devoirs nouveaux. Il serait utile que les publicistes de la France nouvelle s'attachassent surtout à expliquer ce nouveau devoir, officiellement accepté par la nation. Tous les partis en profiteraient également, les monarchistes aussi bien que les républicains. POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 5 septembre 1849. Quel sens politique attache-t-on chez nous au mot sacramentel de fraternité, inséré dans le symbole officiel de la République ? Les rois entre eux s'appellent frères. Ils ont le droit de se donner mutuellement ce nom si beau. Ils ne reculent pas devant le sacrifice que leur impose le devoir de

Politique générale 269 les moyens dont ils se servent pour lui livrer le pouvoir. Nous nous bornons à leur demander quel usage ils croient que ce roi doit en faire. Un roi très-chrétien était avant tout serviteur de l'Église. Il s'appuyait principalement sur le clergé, qui occupait le premier rang parmi les ordres de l'État. Un roi très-chrétien était le premier gentilhomme du royaume, et comme tel, protecteur né de la noblesse. Est-ce bien là le programme du royalisme actuel? Si ce programme est changé, nous serions curieux de savoir sur quels articles porte le changement. Nous adressons chaque jour, sous mille formes, cette question aux partisans de M. le président de la République. Nous adressons cette question, toujours la même, à ceux de nos confrères républicains qui ne veulent pas de présidence et conseillent de confier l'exercice du pouvoir exécutif à une assemblée. Mais un individu, nous dit-on, quel qu'il soit, ne pourra que difficilement se défendre de penser à ses intérêts personnels. Une assemblée sera tôt ou tard forcée, par l'opinion publique, de s'occuper des intérêts matériels et moraux d'une nation. A la bonne heure! La question donc est, de l'aveu de tous, de savoir en quoi consistent les intérêts matériels et moraux d'une nation. Sous ce rapport, les gouvernements des républiques n'étaient pas plus d'accord entre eux que les gouvernements des monarchies. Sans parler des républiques classiques d'Athènes et de Rome, il existe, tout près de nous, des républiques parfaitement démocratiques dans les petits cantons suisses. Croit-on que la question des intérêts matériels et moraux y ait trouvé sa solution définitive? La France alors n'aurait qu'à se modeler sur les institutions démocratiques de Schwytz ou de Zug, institutions qui n'empêchaient pas ces citoyens démocrates d'opprimer leurs compatriotes Grisons réduits en esclavage, et de se mettre en service des rois despotes.

272 La Tribune des Peuples l'opinion publique, ce qui fut plus tard la source de la malheureuse issue de la manifestation du 13 juin. Cette manifestation devait avoir pour but d'appeler l'attention du peuple français sur les dangers de son frère le peuple romain. Rien de plus légal et de plus humain. Cependant la manifestation manqua son but Le gouvernement en eut peur; le peuple s'en défia: on se rappelait avec terreur et tristesse les suites de la manifestation faite, il y a un an, dans l'intérêt de la Pologne. Alors le peuple de Paris s'était levé comme un seul homme ; il ne voulait qu'une chose, il voulait montrer à l'Assemblée souveraine de ses représentants qu'il était prêt à accomplir son devoir de fraternité envers la Pologne. Il espérait que l'Assemblée après avoir fait la revue morale de cette innombrable armée du monde nouveau animée d'un si saint enthousiasme, sentirait son omnipotence à l'égard du vieux monde, et aurait le courage de prononcer le mot de salut Le peuple ne voulait que cela. Mais les hommes de parti qui s'étaient mis à la tête du peuple de Paris, au lieu de suivre ses instincts généreux, crurent qu'il était d'une meilleure politique de saisir l'occasion pour changer, quoi? le système du gouvernement? Non, la forme du gouvernement, le personnel des gouvernants! Us ont fait ainsi avorter ce beau et grand mouvement! Ils ont compromis le principe de la fraternité internationale, et en ont retardé le triomphe pour long-temps. Et pourtant tôt ou tard il faut que ce principe triomphe. Ce n'est pas seulement l'esprit politique nouveau qui l'exige; l'esprit de famille, la morale individuelle y sont également intéressés. L'époque actuelle est éminemment politique. Auprès du foyer domestique du plus pauvre des paysans, on entend discuter les affaires des nations. Nous nous y intéressons comme s'il s'agissait de celles d'individus de notre connaissance.

Politique général* 278 Les nations sont devenues des personnes de connaissance pour tout le monde: tout le monde en demande des nouvelles chaque jour. On devient ami et même amoureux d'une nation, on en déteste une autre; on les bénit, on les maudit les passions autrichienne et hongroise, russe et polonaise, gisent également les habitants de l'Elysée et ceux de la plus levée des mansardes de Paris. Ces amours et ces haines taient inconnues à nos ancêtres: ils ne haïssaient que ceux qui ils faisaient la guerre, ils ne voulaient du bien qu'à leurs alliés. Maintenant chaque citoyen a des rapports d'amitié ou des démêlés politiques avec toutes les nations de la chrétienté. Il se croit personnellement obligé de s'informer de leur conduite, et d'en apprécier consciencieusement la moralité. Il y cherche des exemples, des règles de conduite. Le gouvernement est à la recherche des moyens de moraliser le peuple. Il n'y en a pas de plus simple et de plus efficace que de lui donner l'exemple de la moralité. Voulez-vous rétablir parmi les particuliers la religion du serment et de la parole donnée, commencez par observer le serment et la parole politiques qui vous engagent envers les nations. *ous vous plaignez de l'affaiblissement de la foi, de l'égoïsme, du manque de charité! Vous n'en avez pas le droit. Le meurtrier à qui vous demanderez ce qu'il a fait de son frère, le père dénaturé à qui vous reprocherez d'avoir abandonné ses enfants, l'usurier impitoyable que vous accuserez d'avoir ruiné son voisin, vous demanderont à leur tour ce que vous avez fait de Rome, de la Pologne et de la Hongrie! Dans les siècles de la théocratie les yeux des peuples étaient fixes sur le prêtre. Le prêtre enseignait; le prêtre par son exemple, montrait comment on doit pratiquer l'enseignement. A notre époque politique, la position qu'occupent dans le monde les hommes politiques leur impose ce double devoir. Nous citerons un fait qui en dira plus que tous nos raisonnements: 18

274 La Tribun* dm PmpUs Sous le règne de Louis-Philippe, une des chambres correctionnelles de Paris eut à juger un pauvre homme accusé du délit de mendicité. Le malheureux avait un frère très riche. Le président du tribunal, à qui l'on avait certifié la bonne conduite du mendiant, fait appeler le riche; il l'engage à secourir un frère malheureux. Le riche fait observer avec beaucoup de sang-froid qu'aucune loi ne l'oblige à faire la charité. Réprimandé sévèrement par le président, il ne répond que par ces mots: Chacun chez soi, chacun pour soi Maxime de M. Dupin l'aîné. M. Dupin était alors président de la Chambre des députés! POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 13 septembre 1849. Le salut politique de la France, ainsi que celui des nations ses sœurs, consiste dans l'union de l'idée napoléonienne avec l'idée socialiste \ L'idée napoléonienne diffère des idées révolutionnaires sorties du contrat social. Les sectateurs du contrat social ne tinrent aucun compte des précédents historiques d'un peuple ni de ses rapports internationaux. Passant de l'abstraction dans la vie pratique, ils se virent condamnés à modifier à chaque moment leur théorie prétendue universelle et finirent par tomber dans l'empirisme plus bas que leurs prédécesseurs. 1 Il ne faut pas confondre l'idée napoléonienne avec le bonapartisme. L'idée napoléonienne doit être comprise en ce sens qu'elle est la personnification du principe français qui lutte contre le principe russe; l'un et l'autre tendent à envahir l'Europe. Le bonapartisme au contraire est l'exploitation d'un nom au profit d'un homme, d'une famille, exactement comme le légitimisme et l'orléanisme.

Politique générale 275 Dans la réalisation de leurs plans de réforme ils ne se rent aucun scrupule d'user des mêmes moyens dont ils aaient reproché l'emploi à la société ancienne. La législation des hommes du contrat social ne connaît l'autre sanction que celle de la force brutale. L'idée napoléonienne en reconnaissant que la grandeur ationaleest une des conditions de sa vie, s'est posée comme ontinuatrice de l'histoire de la grande nation. L'idée napoléonienne, en tant qu'elle puisait toute sa force ans le mouvement révolutionnaire, donnait à l'histoire de i France nouvelle une signification sociale. L'idée napoléonienne n'admet dans la réalisation que emploi des moyens reconnus comme licites et légaux. Elle npose aux individus, pour premier devoir, celui de devenir éros (chacun dans sa sphère). Elle accorde aux héros tous 38 droits dont avaient joui dans le passé ceux qui portaient e titre. Dans le langage populaire on appelle celui qui exelle dans sa spécialité le Napoléon de sa spécialité. On n'em)loyait pas dans ce sens le nom de CésarnideGharlemagne. L'idée napoléonienne reconnaît la nécessité d'une sancion religieuse. L'empereur la chercha (celle du destin, de ton étoile ne lui suffisant plus) sur la terre, dans l'église officielle; il s'avoua ainsi inférieur à ces législateurs des naions qui réussirent à l'obtenir d'en haut. L'idée sociale ne se renferme pas dans les limites du Gonrat social (Rousseau et les assemblées nationales.) Le Contrat social fixait les devoirs et les droits des citoyens d'un état (idéal). Le socialisme s'occupe des droits et des devoirs de tous les (hommes) habitants de (la terre) la cité de Dieu. Les fondateurs du socialisme actuel prétendaient avoir reçu leur mission d'en haut (Fourier, Saint-Simon). Il ne leur ht pas donné de sanctionner les lois qu'ils établissaient par les actes de force, soit surnaturelle, soit matérielle. Sous ce 18*

276 La Tribune d'États-Unis* rapport, ils sont au dessous des législateurs des nations, audessous des révolutionnaires proprement dits et de Napoléon. Dans leur préoccupation du bonheur humanitaire futur (idéal), les socialistes oublièrent, de même que les sectateurs du contrat social, les conditions politiques d'existence nationale, la raison d'État. Ils firent des études approfondies sur les caractères et les types des individualités, sans égard aux différents degrés de leur développement. On supposa qu'une individualité française ou russe, polonaise ou allemande, pourvu qu'elle appartînt au même groupe ou série, pourrait être appelée à exercer dans la société universelle les mêmes fonctions. On n'a pas tenu compte des nationalités. Or, l'idée qu'on se fait d'une nationalité donne seule la mesure du progrès social des individus qui la composent. Les individus n'ont de valeur politique qu'en leur qualité de membres de leur nation: la force d'action d'un peuple réside dans sa nationalité. Le socialisme, pour devenir un jour humanitaire, doit d'abord se faire national, français. La France comme nation ne pourrait agir avec efficacité qu'en vertu de sa mission sociale. politique: générale 17 septembre 1849. Le Constitutionnel publie différents documents diplomatiques, tels que les notes échangées entre les chargés d'affaires d'Autriche et d'Angleterre, les instructions du ministère anglais, etc., le tout se rapportant à la dernière guerre d'Italie. Nous n'avons pas cru intéressant de communiquer in extenso à nos lecteurs toutes ces pièces justificatives du grand

Politique générale 277 procès international, terminé déjà, comme on sait, grâce aux faits accomplis. La correspondance en question constate officiellement ce que personne n'ignore, savoir que le cabinet autrichien, durant la guerre d'Italie, promettait l'indépendance à la Lombardie et de grandes concessions à l'État vénitien. Le Constitutionnel[^] dont tout le monde connaît la sympathie pour la cause autrichienne, qu'il croit toujours être celle de l'ordre, de l'honnêteté et de la modération, accuse de nouveau les démagogues italiens d'avoir empêché l'Autriche de réaliser ses projets si salutaires pour l'Italie. Il suffit de faire attention aux dates de toutes ces notes et instructions pour comprendre les motifs qui les ont dictées, ainsi que le but que le cabinet autrichien poursuivait en 1849 par les voies diplomatiques, et qu'il a si heureusement atteint. On connaît l'habileté des diplomates de Vienne; les documents publiés dans le Constitutionnel en donnent des preuves nouvelles. Rappelons-nous la position où se trouvait l'Autriche dans le temps où M. Hummel Auer commença à correspondre avec le chargé d'affaires de l'Angleterre. La Hongrie se levait alors tout entière, prête à appuyer les mouvements révolutionnaires qui éclataient à Léopol, à Prague et jusque dans la capitale de l'empire. Le maréchal Radetzki ne conservait de toute l'Italie qu'un territoire de quelques lieues, protégé par les canons de trois forteresses. Les armées de toute l'Italie, y compris le royaume de Naples, faisaient le siège de ces forteresses, auxquelles l'insurrection vénitienne ôtait tout espoir de recevoir du secours. Dans cet état de choses, pendant que l'armée autrichienne d'Italie se trouvait condamnée à l'inaction, le cabinet de Vienne ouvrit sa campagne diplomatique. Il avait pour but unique de gagner du temps. Il fallait pour cela paralyser les efforts du roi de Piémont, obtenir l'alliance ou la neutralité de celui de

278 La Tribune de* Peuples Naples, séparer l'intérêt des Lombards d'avec celui du reste de l'Italie, et isoler ainsi Venise et l'État vénitien. De la possession de l'État vénitien dépendait l'issue de la guerre. Le maréchal Radetzki ne pouvait rien entreprendre contre les armées d'Italie avant d'avoir reçu des renforts. Ces renforts ne pouvaient venir que par les chemins qui traversent la Vénétie. Toute la question militaire était là. C'est un intérêt qui dicta les notes diplomatiques du cabinet de Vienne. On persuada au pape que l'on était prêt à reconnaître l'indépendance de l'Italie tout entière, Venise exceptée. On espérait ainsi tromper ce que le Constitutionnel appelle aies démagogues de Rome,» c'est-à-dire tous les patriotes des États Romains, et les maintenir dans l'inaction. On complota avec le roi de Naples une contre-révolution suivie d'un bombardement C'est ce qui rendit au roi le pouvoir despotique dont il profita pour rappeler son armée, en trahissant le premier ouvertement la cause de l'Italie. On promit, de la part de l'Autriche, au roi de Piémont d'ériger la Lombardie en État indépendant On abandonnait de même les duchés de Parme, de Plaisance, etc. On restituait tout cela à l'Italie, la Vénétie exceptée. Les hommes politiques du Constitutionnel s'étonnent que la Lombardie n'ait pas accepté de si belles conditions. On la laissait indépendante, libre de se choisir un gouvernement, libre de jouir en repos de son bien-être matériel. Pour s'assurer tous ces avantages, les Lombards n'avaient qu'à séparer leur cause de celle de leurs frères vénitiens; ils n'avaient qu'à faire à part leur paix avec l'Autriche dans l'intérêt de leur égoïsme. Or, les Lombards préférèrent souffrir avec l'Italie tout entière. Ce fait, le Constitutionnel le trouve inexplicable, à moine d'y voir les résultats des menées démagogiques. Le Constitutionnel n'a pas assez remarqué que dans les conditions

Politique générale 279 de paix offertes à l'Italie par l'Autriche, on n'accordait pas d'indépendance à la Vénétie. Nous en avons dit plus haut la raison; le Constitutionnel paraît l'ignorer, mais elle était parfaitement connue des Lombards. Les Lombards savaient bien que du moment où l'armée de Radetzki aurait rétabli ses communications avec l'Autriche, celle-ci aurait mis fin à toutes ces discussions diplomatiques, qui n'avaient, comme nous l'avons dit, d'autre but que de gagner du temps. Car, supposez qu'un traité solennel eût été conclu, il y a un an, entre l'Autriche et la Lombardie, que ce traité eût été garanti par la France; supposez encore que les Autrichiens se fussent avisés d'en violer toutes les conditions; les Lombards se seraient alors adressés à la France. Dans ce cas, quel conseil le Constitutionnel eût-il donné au gouvernement français? — Le même apparemment qu'il donna lors des affaires d'Orient, de Cracovie, de Posen, où l'on violait ouvertement les traités dans lesquels la France était une des parties contractantes. Promesses de l'Autriche, ou traité solennel avec l'Autriche! l'Italie sait par expérience, qu'elle en est la valeur. La colère du Constitutionnel contre les démagogues d'Italie nous paraît illogique. Le Constitutionnel les accuse d'avoir perdu la cause et l'indépendance de l'Italie, et favorisé par là la réaction autrichienne. Mais ils se trouveraient ainsi avoir agi dans l'intérêt le plus cher des hommes du Constitutionnel. On n'aurait donc pas dû s'en fâcher. Il n'y a pas plus de logique dans les accusations haineuses dont le Constitutionnel ne cesse d'accabler la nation lombarde. Il rappelle aujourd'hui même que la Lombardie «n'a donné à Charles-Albert ni une recrue, ni un canon, ni un écu.» Il aurait pu rappeler également ce qu'il a dit tant de fois durant la guerre d'Italie, sur la lâcheté des Lombards et

280 La Tribune des Peuples l'empressement avec lequel ils ont livré leur pays à l'Autriche. Nous rappellerons de notre côté, que les Lombards avaient mis à la disposition du roi de Piémont tous leurs écus, tous leurs canons et tous leurs hommes. Cette fatale confiance a été la cause principale de leur ruine. Si l'on avait laissé les Lombards agir seuls ils auraient résisté à Milan, comme ils l'ont fait à Como, à Brescia, à Rome. La réputation militaire des Lombards est établie sur des faits nombreux et bien avérés. Cette réputation attire aux Lombards, de la part de l'Autriche, de terribles persécutions dont on lit chaque jour le récit: elle nous explique les petites persécutions du Constitutionnel. La Presse reproduit et complète les documents publiés par le Constitutionnel. On y voit la preuve que dans le cas où l'armée française eût passé les Alpes, les Autrichiens étaient décidés à se retirer vers l'Isonzo. Rien de plus naturel Radetzki qui, avant sa réunion avec l'armée de Nugent et d'Aspre, pouvait à peine tenir tête aux Piémontais, n'aurait certes pas attendu l'armée française sous les murs de Vérone. C'était alors une opinion générale en Italie qu'il suffisait d'une seule division française pour délivrer à jamais l'Italie du joug des Autrichiens. Mais les diplomates autrichiens se gardent bien de dire le véritable motif de la retraite que Radetzki se proposait de faire vers l'Isonzo. D'après notre diplomate, si le maréchal Radetzki avait abandonné les Italiens, ce n'eût été que pour laisser à ceux-ci l'occasion de faire une seconde fois l'expérience du régime français. La diplomatie autrichienne adressait aux Français les menaces que voici: «Français! nous n'irons pas à votre rencontre. Si vous venez nous chercher, nous nous retirerons.* La Presse explique ces menaces à sa manière, elle y voit le progrès des sentiments pacifiques. Elle conseille à la France de désarmer. Nous ferons remarquer que Milan et la Lombardie ont été livrés à l'Autriche dans un état complet

Politique générale 281 désarmement; ce qui n'a pas préservé les Lombards de xmtiscation, de la proscription et de la bastonnade.

POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 18 septembre 1849. C'est aujourd'hui que devait avoir lieu à Saint-Germain Laye l'ouverture du synode provincial de Varchidiocèse Paris. Pour la première fois dans notre siècle, quelques mbres de l'Église, c'est-à-dire de l'association universelle, sont assemblés pour faire un acte de vie sociale. Les sy]es provinciaux étaient dans les temps anciens, de vérités parlements spirituels. Ils exerçaient la juridiction moe sur les synodes diocésains, espèce d'assemblées primaide la chrétienté, et en appelaient eux-mêmes de leurs lisions aux conciles œcuméniques. Toutes ces grandes titutions, créées par l'activité libre et l'esprit chrétien, délérèrent et peu à peu disparurent sous l'influence de l'est matérialiste. Cet esprit n'a pas fait contre l'Église usage i forces matérielles. Pour mettre fin aux conciles œcuméues on n'eut pas besoin de faire un 18 brumaire matériae, et en France ce ne fut pas la terreur révolutionnaire empêcha la réunion des synodes provinciaux et diocéns. Bien avant la clôture du concile de Trente (le dernier icile œcuménique) l'esprit matérialiste, la force brutale, se itaient déjà maîtres de ce dernier parlement spirituel. Le sar, après avoir fait une alliance momentanée et intéressée 3C ceux qui se disaient les plénipotentiaires de Jésusrist, recommença à agir dans son propre intérêt. Il perida aux représentants de l'esprit qu'ils n'avaient plus rien ittendre de cet esprit qu'ils représentaient et qu'ils de

282 La Tribune (Us Peuples * vaient au contraire espérer tout de la terre dont lui, le sar, était le représentant Les conciles œcuméniques, assemblées constituantes et souveraines de la spiritualité mirent leurs pleins pouvoirs entre les mains du pouvoir temporel. L'éternité se soumit au temps, l'esprit à la matière. Dès lors le monde spirituel a été mis en état de siège < droit d'association, conquis par le sacrifice de milliers de confesseurs et de martyrs, fut abandonné au bon plaisir du pouvoir temporel par ceux mêmes qui se disaient les successeurs et les héritiers des martyrs et des confesseurs. Dès lors, si l'humanité, dans ses moments de crise < avait besoin d'assembler toutes ses forces spirituelles, si l'humanité constituée en Église et nation voulait consulter ses organes de son esprit, elle devait obtenir d'abord l'autorisation suprême de sa matière. Il fallait un rescrit du pape de l'empereur d'Autriche et des arrêtés pris en conseil de France, ainsi que des lettres de cabinet du roi de Prusse, pour que les métropolitains, les archevêques, évêques et abbés de la chrétienté pussent s'assembler pour prendre en commun une décision sur une question de fait ou de morale. Cette chute morale de l'Église, cet asservissement des citoyens de la République spirituelle de la chrétienté au pouvoir qui représente la matière et le hasard, s'expliquent ce que nous voyons se passer sous nos yeux dans la politique. Dans tous les pays de l'Europe, il s'est tenu, de un an, un grand nombre de conciles et de synodes particuliers, et tous, grâce à ceux qui les présidaient et les influençaient, finirent par abdiquer leur pouvoir entre les mains des ministres, des généraux, des préfets et des bourgeois. C'est aux représentants du pouvoir spirituel qu'il appartient de remonter le moral des pouvoirs temporels. Sauf gré au gouvernement de la République de n'avoir pas d'obstacle à la réunion des membres du nouveau synode <

Politique général 288 miers ils sont autorisés à exercer le droit (l'associadus espérons qu'ils connaissent toute la gravité de ve qu'ils ont prise. ynode provincial de Paris n'est pas seulement un ént français, il intéresse toute la chrétienté. C'est en que l'esprit religieux a, dans ces derniers temps, le i; ce sont les livres français, les journaux français, les émissaires et les soldats français qui raniment e qu'il est, à Rome l'intérêt pour les questions res. Les hommes les plus religieux du haut clergé le doivent le réveil de leurs sentiments chrétiens ence des écrivains religieux français. L'illustre père i, général de l'ordre des théatins, dans la préface grand ouvrage philosophique reconnaît cette vérité, niliante qu'elle puisse être pour les habitants de la officielle de l'Église. 11 est hors de doute que l'Église ce est desservie par le clergé le plus instruit et le liscipliné de toute la chrétienté. Les hauts dignitaie clergé sont en position de connaître mieux que e et les besoins qui agitent et les opinions qui divinos jours la cité spirituelle. Paris, le chef-lieu de tous èses de la France, est en même temps le foyer du lisme européen. 3 appelons l'attention des publicistes sur les travaux de de l'archidiocèse de Paris. Nous comptons pouimuniquer sous peu à nos lecteurs des renseigneur les intérêts et les tendances des partis religieux ce.

284 La Tribune de* Peuples POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 19 septembre 1849. On ne parle plus de l'agitation départementale, à l de laquelle nos réactionnaires de la Chambre espér; changer la Constitution. On a échoué dans les départem on change de tactique, on abandonne l'idée de la déce lisation, on ne se fie plus aux états provinciaux du Boui nais, de la Normandie, de la Bourgogne. On reconnaît < la légitime influence que la capitale exerce sur les provi La faiblesse des réactions départementales réhabilitant ris, l'existence de Paris est décidément reconnue par le actionnaires comme un fait accompli. On ne brûlera pas le moment Paris. Le projet du citoyen d'Uzès est ind* ment ajourné. On reconnaît de même l'existence et l'influence de semblée nationale. On la conservera. Le parti rétrogi abandonné par les départements, est obligé de se retir Paris, et de se réfugier dans le sein de l'Assemblée. On espère que la majorité de l'Assemblée, ayant une acquis le sentiment de sa force, se prononcera ouverter pour le système qui, à ce que l'on suppose, a depuis l temps toutes ses sympathies. Ce système, quel est-il? C ment le formule-t-on? comment l'appelle-t on? Sous le rè de Louis-Philippe, lorsqu'il n'y avait plus dans le minis d'homme assez important pour que l'on donnât son non système gouvernemental, on désignait ce système par date. Il y eut des ministères de tel et tel mois, de mars e novembre, etc. Quelle est la date que l'on fixera au syste de nos rétrogrades? Il paraît que les rétrogrades eux- mêm n'en savent rien jusqu'à présent. Ce qu'ils savent tous, b quiers, voltairiens et jésuites, c'est que la Constitution ré, blicaine les mettra tôt ou tard dans la terrible nécessité révéler à la nation leurs principes religieux, moraux et jk

Politique générale 1885 es. La Constitution républicaine, c'est le suffrage universel c'est la publicité, c'est le droit d'association. Pour avoir suffrages, il faut se présenter devant ses électeurs, il faut justifier sa conduite passée, il faut prendre des engagements! La publicité surveille l'accomplissement de ces engagements; l'association donne la sanction morale à la publicité! Tristes inconvénients, inconnus aux députés des anciennes chambres royalistes! Or, la plupart de nos représentants siègent dans ces chambres en qualité de députés. Ils se rappellent avec regret cet heureux temps où, pour se faire nommer député, il suffisait d'être bien auprès d'un ministre. Les engagements que possédait alors chaque candidat ministériel d'obtenir les électeurs les plus influents d'un collège, lui assuraient d'avance les voix. Cela n'est plus possible avec la Constitution actuelle. Si un candidat ministériel soit appuyé par tous les ministres, il ne pourra jamais avoir à sa disposition autant de crédits d'honneur, de bureaux de poste et de bureaux de tabac qu'il faudrait pour corrompre l'universalité des votants, toutes raisons, que chacun connaît, et bien d'autres encore, évidemment connues de tout le monde, excluent toute possibilité de compromis entre les constitutionnels républicains et les hommes élevés dans les traditions monarchiques. On bravera donc la constitution dans les journaux et à la tribune; on l'attaquera au risque de troubler l'ordre public, > sera toujours au nom de l'ordre. De tous les mots du langage politique l'ordre est celui qui dit le moins et permet lire le plus. L'ordre de choses établi par le gouvernement provisoire a été aboli au nom de l'ordre par le général Macdonald. La manière dont le général Cavaignac pratiquait cela n'est que du désordre aux yeux de M. Barrot; il est simple que M. de Falloux et le puissant parti qui l'appuie) veuillent de nouveau mettre l'ordre dans l'ordre établi M. Barrot.

286 La Tribuns dss Peuple* Pour le moment tous les faiseurs d'ordre sont occupés de la position constitutionnelle de M. le président de la République. Cette sollicitude à l'égard de M. le président prouve la faiblesse du parti. Il y eut sous la Restauration des politiques plus royalistes que le roi; ils survécurent à la royauté et ils manifestent maintenant pour les privilèges de la présidence plus de zèle que n'en a montré M. le président lui-même, car il nous paraît officiellement satisfait de la situation qui lui est faite par la constitution républicaine et tout le monde trouve qu'il a raison. D'où vient donc ce fanatisme hypocrite des hommes de l'ordre pour les privilèges de la présidence? Il vient, nous le répétons, du sentiment qu'ils ont de leur faiblesse; leur zèle excessif pour la personnalité du premier magistrat ne prouve que le peu de foi qu'ils ont en eux-mêmes. Ils ne cherchent à fortifier cette personnalité que pour l'employer un jour à la défense de leurs misérables individualités. Comme, d'après leur système, le gouvernement n'est autre chose qu'une exploitation, ils sont convaincus que le chef du gouvernement doit être nécessairement et avant tout le chef de tous les exploités: ils lui supposent toutes leurs qualités; par celi même qu'il possède le plus de pouvoir, il doit, d'après leur système, être le plus accessible à l'égoïsme et à la lâcheté. Ils croient sincèrement qu'un président de la République ne peut avoir pour les institutions de son pays, et pour ses cotcitoyens, d'autres sentiments que ceux qu'un exploitateur professe pour ses ouvriers, ses employés et ses commettant! Bref, M. le président de la République est censé devoir être ennemi de la République. Sa puissance ne peut grandir que sur les ruines de la Constitution; les années que Ton ajouter! à la durée de la présidence on les prendra à la République; une présidence viagère prouvera que la République n'eit pas viable. Ces doctrines de la réaction effrayent ce qu'il y a dans Je

Politique générale 287 parti d'hommes prudents et expérimentés. Le Journal des Débats blâme ouvertement le zèle intempestif de ses protégés; la Presse publie à ce sujet des articles pleins de bon sens et d'à-propos. La durée du pouvoir \ dit la Presse, dépend de V usage qu'on en fait La Presse a raison d'insister sur l'importance de cet axiome politique. Les Débats sont du même avis. Malheureusement les conseils que les Débats et la Presse donnent à M. le président sur la manière dont il doit user de son pouvoir nous paraissent tout aussi désastreux que les complots des hommes d'action rétrogrades. Nous discuterons la valeur de ces conseils.

POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 26 septembre 1849. Nos idées sur la mission civilisatrice de la France paraissent trouver peu d'accès auprès des Italiens. Le journal la Concordia, de Turin, proteste contre cette prétendue mission. La civilisation, dit le publiciste italien, est une œuvre commune des peuples. Tous les peuples sont appelés à la faire avancer dans l'intérêt de l'humanité. Et ne serait-ce pas fonder une espèce d'aristocratie internationale que d'attribuer, dans cette œuvre, à une nation un rôle principal et, pour ainsi dire, providentiel? Et comment justifier une prétention aussi exorbitante? — La révolution de 89 n'a pas été exclusivement française. Elle se rattache, comme les historiens français l'avouent eux-mêmes, aux grands mouvements religieux et politiques qui eurent lieu antérieurement en Allemagne et en Angleterre. L'histoire de cette révolution n'est qu'un chapitre de l'histoire universelle de la civilisation, dans laquelle l'Italie a certes sa place. i

288 La Tribune des Peuples Le publiciste italien a parfaitement raison en tout ceci. Il n'aura pas trouvé, nous l'espérons, dans nos articles rien qui fut contraire à sa manière d'envisager l'histoire. Pourquoi nous accuse-t-il de vanité nationale et de prétentions à la prééminence? C'est qu'il aura pris les termes d'initiation et de transmission dans un autre sens que celui que nous y attachons. L'initiateur n'est pas nécessairement l'inventeur, encore moins le possesseur exclusif des vérités à la connaissance desquelles il nous admet. Initier ne veut pas dire seulement communiquer à quelqu'un nos idées et nos sentiments. L'initiation consiste dans l'action qui fait passer l'idée et le sentiment! l'état de fait. Observons, sous ce rapport, l'histoire des peuples modernes. Nous n'avons pas besoin de rappeler que c'est en Italie que commença la renaissance scientifique et littéraire, suivie bientôt d'un réveil général des besoins politiques. Nous ne ferons aucune difficulté d'avouer que dans la masse des idées religieuses, politiques et sociales, qui circulent en Europe, l'Italie moderne en a une grande part à revendiquer. Il n'y a que les ignorants qui croient que la patrie de Galilée et de Volta, de Vico et de Beccaria, manque maintenant de lumières scientifiques et de conceptions morales. Nous croyons qu'à cet égard l'Italie contemporaine ne le cède en rien à celle des siècles passés. Comment se fait-il que ce peuple si plein d'ardeur et d'intelligence, possédant tous les éléments de vie et de force, soit si peu capable de manifester ses idées par des actes nationaux? Ne serait-ce pas parce qu'il manquerait de cette qualité initiatrice que l'on voudrait en vain refuser à la nation française? Cette qualité ne s'acquiert que par de grands sacrifices. Elle est le résultat d'une vie d'activité et de dévouement. L'histoire prouve que telle a été la vie du peuple français, depuis les croisades jusqu'à la chute de l'Empire.

Politique générale 289 Ce continuel travail de réalisation, ces efforts à lier toujours l'idée au fait, la pensée à l'acte, donna au Français une juste mesure de ses forces, un esprit d'à propos et de conduite. D'où il suit qu'une idée acceptée par la France a de grandes chances de devenir bientôt une réalité politique, un acte national, une révolution européenne. Tous les peuples ont travaillé à la cause du progrès, mais la France est jusqu'à présent le seul peuple qui en ait fait sa cause nationale. Les ennemis du progrès le savent mieux que personne. Ils permettent aux Allemands de créer à loisir de vastes systèmes philosophiques. Ils encouragent en Italie les études chimiques, anatomiques et artistiques. Us prêchent aux Polonais le culte des intérêts matériels. En fractionnant chaque peuple, en le retenant par force dans des tendances partielles et spéciales, ils espèrent empêcher que son esprit ne se recueille, ne parvienne au sentiment de sa propre force et ne devienne esprit de réalité, comme il Test devenu en France. Mais où voyez- vous maintenant cet esprit en France? nous demande le publiciste italien; — et il examine la conduite de nos ministres, généraux et ambassadeurs. Il est facile à deviner ce qu'il en conclut. Mais sa conclusion ne s'adresse qu'à la France officielle. Les Italiens doivent savoir que notre France officielle ressemble parfaitement à cette Italie cléricale, aristocratique et marchande, qui les a livrés à Radetzki, à Bedini et à Lambruschini. On voudrait nous livrer de même. Et, pour y réussir, on veut d'abord, ce que les patriotes de Turin, de Milan et de Rome ne soupçonnent pas; on veut nous persuader les mêmes choses que nous dit le publiciste de la Concordia, à savoir que la France n'a pas de mission initiatrice, et que tous les grands 9t saints devoirs que suppose une telle mission ne sont que les illusions. Nous avertissons nos coreligionnaires étrangers que ce 19

290 La Tribune de PâmpUê qui pour eux n'est qu'un objet de discussion historique a pour nous tout l'intérêt d'une lutte décisive. Quel serait le sort de la France, si l'esprit de la grande nation abjurait sa mission initiatrice entre les mains des alliés de l'empereur de Russie, de Radetzki et des banquiers employés à leur service? Quel serait alors le sort de l'Italie ? N'enviez pas à la France cette prérogative pour laquelle elle a tant souffert et qu'il lui est si difficile de maintenir contre l'universalité des égoïsme intérieurs et extérieurs. L'initiation ressemble si peu à la suprématie que le mot initier signifie presque autant que se dévouer. Espérons que l'on n'appliquera pas à la France cette maxime des anciens sages que Vinitiateur doit souvent périr de la main des initiés. POLITIQUE GÉNÉRALE (Nr. 115 du 27 septembre 1849.) La Gazette de France x nous adresse plusieurs questions de logique gouvernementale en nous engageant à les méditer. Les doctrines de la Gazette sont suffisamment connues 1 La polémique avec la Gazette de France fut engagée par un rédacteur de la Tribune des Peuples dans les numéros des 23 et 25 septembre, ce qui provoqua deux répliques de M. de Lourdoueix que nous citons, parce que c'est Mickiewicz lui-même qui lui répondit: «La Tribune des Peuples nous dit aujourd'hui: «l'aristocratie, l'au«tocratio, la monarchie, tous les systèmes reposant sur des bases fausses, «doivent nécessairement redouter l'analyse, ils ont pour cela leurs rai«sons, mais il n'en est pas de même de la démocratie, elle ne peut avoir «peur de la lumière; sûre d'elle-même et des droits qu'elle proclame, elle «les respecte en les respectant dans autrui et ne sent jamais le besoin de «mentir à ses principes. Loin de perdre à la discussion, la vérité y gagne «toujours. Or la République, c'est la vérité; aussi acceptons-nous dans «toute sa latitude la liberté d'examen.» I

Politique générale 291 e ses lecteurs. Us ont eu plus d'une occasion de méditer sur es questions comme celles-ci: «Pourquoi le peuple qui a le droit, dans les Républiques, de se gouverner lui-même, décLa démocratie est le gouvernement du peuple. Or le gouvernement du peuple est impossible. Ce n'est pas nous qui le disons. C'est îan Jacques Rousseau: «La démocratie, dit-il, entendue dans ce sens qui est le véritable) est impossible dans les grands États et je doute n 'elle ait même existé nulle part» c Le peuple en effet ne peut exercer lui-même sa souveraineté. Il est trcé de la déléguer et, quand il Ta déléguée, il ne Ta plus, pendant tout temps que dure la délégation. «Si la délégation est à terme fixe, comme dans les Républiques, il între dans la souveraineté pour l'aliéner à l'instant même. Si elle est terme indéfini, comme dans les monarchies, il est forcé, quand une ynastie s'éteint, de déléguer encore sa souveraineté, soit à une autre ynastie, soit à une assemblée. Pour qu'il y ait un gouvernement dans ne société, il faut toujours quelque sorte de délégation, par conséquent quelque sorte d'abdication temporaire, non du droit de souveraïeté, mais de son exercice. Le droit du peuple à se gouverner reste >mme le prinoipe de tout pouvoir, soit républicain, soit monarchique, tais l'exercice du droit du peuple par le peuple lui-même est une imDssibilité, un mensonge. cil s'en suit que la démocratie, le gouvernement du peuple, ne sauiit supporter la discussion libre et que le droit d'examen tuerait bien te cette chimère en prouvant que tous les faits sont en contradiction rec le principe. C'est ce qui explique pourquoi les gouvernements qui, i France, se sont appelés démocratie, loin de donner la liberté, ont -oduit la pi us épouvantable tyrannie. cLa monarchie représentative légitime, c'est-à-dire celle où la royité est une délégation héréditaire de la nation et où l'Assemblée est îe délégation temporaire du peuple entier, peut donner la liberté la us complète, car son principe étant vrai et les faits étant d'accord reo son prinoipe, la discussion, au lieu de ruiner ses bases, les met en m ière et les fortifie. «Il n'en est pas de même aveo une monarchie où la royauté est usurie et où l'Assemblée est le produit de l'élection d'une classe seulement, L'exclusion des autres. Sous un tel régime, la liberté de descussion est ipossible, parce qu'elle prouverait que les faits sont la violation des incipes.

19*

La Tribune des Peuples clègue-t-il ce droit à une Assemblée? Ce peuple a-t-il le droit de rentrer dans l'exercice de sa souveraineté avant le terme de la délégation?» etc. etc. Une royauté légitime, c'est-à-dire où le pouvoir établi est de droit national, et une Assemblée légitime, c'est-à-dire nommée par le vote universel voilà le gouvernement qui peut, sans danger pour lui-même, donner la liberté de discussion, parce que ce gouvernement est l'accord de la vérité des principes et de la vérité des faits. «Sou s la Restauration, nous eûmes une royauté légitime et des Assemblées illégitimes, parce qu'elles reposaient sur le cens à 300 francs. Ces Assemblées illégitimes ont voulu avoir une royauté illégitime: c'est le fond de la révolution toute parlementaire de 1830 et de l'intronisation de la branche d'Orléans. «Ces deux illégitimités réunies ont succombé en 1848, au cri de réforme, qui était la revendication des Assemblées légitimes, c'est-à-dire du vote universel. «Le triomphe de la réforme devait amener la réalisation des deux légitimités nationales dans le gouvernement de la France. Au lieu de cela, on a essayé une démocratie c'est-à-dire une chimère qui devait nous conduire au communisme, car Montesquieu a dû, il y a juste un siècle (en 1748): «Le partage des terres est de l'essence de la démocratie.» «Nous pouvons donc, sans être prophète, poser ainsi la question d'avenir: «Ou les Assemblées légitimes amèneront la royauté légitime, «Ou une usurpation nouvelle détruira les Assemblées légitimes et fera une suspension dans la marche des idées; «Ou la société périra, dévorée par les communistes. «Nous écartons cette dernière chance, comme heureusement impossible, et nous combattons la seconde comme éminemment dangereuse, car elle peut nous jeter dans la guerre universelle et nous livrer de nouveau aux invasions. «Les Cosaques peuvent revenir par le Napoléonisme, comme les communistes par la démocratie. H. de Lourdoueix. {Gazette de France du 24 septembre 1849). *La Tribune des Peuples nous fait aujourd'hui une réponse, dont voici le passage le plus saillant : «Que penser du logicien de la Grautê

Politique générale 293 La Gazette répond elle-même à la première des questions, en nous disant que le peuple ne délègue à ses représentants que la part de souveraineté qu'il ne peut exercer lui-même. «de France, qui ne reconnaît au peuple le droit de souveraineté qu'à la condition pour le peuple d'en abdiquer l'exercice en faveur d'une monarchie héréditaire? Qu'est-ce qu'un droit, dont on est tenu d'aliéner à l'instant la jouissance? N'est-ce pas un leurre?» t Nous prions la Tribune des Peuples de nous dire pourquoi le peuple, qui a le droit de se gouverner lui-même, délègue dans la République ce droit à une Assemblée, qui se trouve dès lors supérieure à tous les citoyens et au peuple lui-même, puisqu'elle fait des décrets en vertu desquels on peut venir prendre la propriété de chacun, faire violence à sa volonté et même lui ôter la vie s'il refuse ? «Nous lui demandons, si le peuple peut rentrer dans l'exercice de sa souveraineté, avant le terme de la délégation. t Si quand le terme est expiré, il peut exercer cette souveraineté autrement qu'en nommant une Assemblée nouvelle, investie des mêmes droits que la précédente? «Voilà des questions bien simples. Si la Tribune des Peuples veut les examiner mûrement, elle reconnaîtra que nous n'avons rien dit de ridicule en soutenant avec Rousseau, qui l'a démontré, que la démocratie, le gouvernement du peuple, est un mensonge, attendu qu'il n'y a pas de société qui puisse se gouverner autrement que par une délégation quelconque. c Maintenant que le peuple entier, ne pouvant exercer sa souveraineté, la délègue soit à une Assemblée, soit à une dynastie, soit en même temps à une dynastie et à une Assemblée, n'est-il pas libre de le faire? Le principe n'est-il pas le même dans tous ces cas ? Ce principe n'est-il pas le droit souverain de la nation ? Nous défions l'écrivain de la Tribune d'entamer le lien logique de ces vérités et de produire en dehors une seule objection qui puisse soutenir la discussion. c Voici l'argument ad hominem qu'il nous adresse: «Si nous disions «à l'éminent publiciste, qui nous fait l'honneur de nous discuter : Cito«yen Lourdoueix, nous vous reconnaissons l'imprescriptible droit de «penser et d'écrire contre la démocratie, mais à la condition que vous «n'en usiez pas, que vous en déléguiez l'exercice pendant toute votre vie «aux défenseurs-nés de la démocratie. — Si nous disions cela au cito«yen Lourdoueix ne nous répondrait-il pas: Qu'ai-je à faire d'un droit

294 La Tribune des Peuples Un citoyen, par conséquent, est censé n'avoir jamais délégué à qui que ce soit son droit de penser et de discuter, par la raison qu'il a toute qualité pour exercer ce droit. Rien de plus vrai: pourtant il est également vrai que presque tous les pouvoirs, bien qu'émanés du peuple, ont toujours cherché à ravir au peuple les droits qu'il peut exercer par lui-même. Le système monarchique admettait si peu la liberté de discuter et de penser qu'il a plus d'une fois sévi contre les écrivains de la Gazette et persécuté des penseurs tels que Chateaubriand et Lamennais (monarchiste alors) pour avoir voulu user de ce droit que la Gazette déclare imprescriptible, ou, pour mieux dire, indéléguable. Il ne restait au peuple qu'à retirer sa délégation à un pouvoir aussi abusif. La Gazette soutient que le peuple aurait dû attendre le terme de la délégation. Et quand est-ce qu'aura légalement lieu ce terme ? Ce sera, d'après le système de la Gazette, le jour où finira l'existence du dernier de la race des Capete. Nous ne voulons pas de mal à cette race, nous croyons que c'est lui rendre un mauvais service que de déclarer ainsi son existence incompatible avec celle de la République française. Nous savons par l'histoire que les rois de cette race octroyaient souvent une partie des propriétés nationales et de leurs droits royaux à certaines grandes familles, se réservant «dont vous me refusez l'usage ? Gardez votre prétendue liberté d'écrire «et de penser, je ne m'en soucie point.» «Non, ce n'est point là ce que nous répondrions. Nous vous dirions: le peuple ne délègue à des représentants que la partie de souveraineté qu'il ne peut exercer lui-même, mais chaque citoyen réserve ses droits individuels, ceux qu'il peut exercer directement. «Or, nous n'avons besoin de personne pour exprimer nos opinions sur les affaires publiques. Si on nous enlevait ce droit, on serait en état d'usurpation et de tyrannie, puisque nous ne l'avons point donné avec notre mandat électoral.» (La Gazette de France du 26 septembre 1849). I

Politique générale 295 Tant le pouvoir de leur retirer au besoin cette sorte de donation, c'est-à-dire leurs titres et leurs fiefs. Il ne serait donc pas logique de refuser à la nation française le même droit qu'ont possédé et exercé ses délégués, les Capets. Mais tout cela n'est qu'une discussion d'avocat: elle ne fera pas faire un pas à la question du pouvoir. Cette question est religieuse et sociale encore plus que politique. Il est regrettable que la Gazette, dans le désir de la vulgariser, l'ait circonscrite dans les limites d'un débat judiciaire, on dirait d'une question de propriété entre la famille des Capets et la famille des Français. La Gazette ne représente qu'une fraction du système légitimiste. Ce système est beaucoup plus logique que la Gazette. Il y eut de grands penseurs et de grands hommes d'État et des hommes de grande piété qui furent légitimistes, en ce sens, qu'ils croyaient que les peuples ne pouvaient être politiquement représentés que par des familles régnantes. Ils admettaient tous la fiction constitutionnelle de la délégation, mais ils prétendaient et cherchaient à persuader aux peuples que les membres de ces familles régnantes étaient providentiellement marqués du sceau d'une élection spéciale, qu'ils étaient doués de qualités gouvernementales toutes particulières. Un tel système a sa logique. Il est en pleine vigueur chez les Turcs. Les Osmanlis croient que le sort (takdir) de leur empire est à jamais lié à celui de la tribu d'Osman. Si les chefs du parti légitimiste français n'ont pas la foi robuste des Osmanlis, ils professent du moins la théorie turque en l'appliquant à la race capétienne. Le privilège divin de la race une fois établi, il en résulterait naturellement certaines prérogatives en faveur des nobles familles qui tiennent de près ou de loin aux Capets. C'est aux représentants de ce noble parti que la Gazette paraît abandonner la tâche périlleuse de débattre les points essentiels de la cause, à savoir:

296 La Tribune des Peuples l'existence et l'étendue des droits divins des Capets. Elle ne se réserve que le soin d'en plaider la partie civile. Dans ces conditions, notre discussion avec la Gazette ne peut aboutir à aucun résultat. Tout cela est du ressort des tribunaux civils. Un tribunal peut seul décider des questions de délégations, de possessions, ainsi que de l'état civil des prétendants. A propos de l'état civil, nous rappellerons à la Gazette qu'il y eut plusieurs prétendants, dont chacun se disait descendant du roi Louis XVI. Nous croyons qu'il se trouve encore deux ou trois individus qui se font forts de prouver que le dauphin, duc de Normandie, n'a pas cessé d'exister. Cette affaire n'a pour nous aucun intérêt politique. Elle en a un très-grand pour la Gazette. Supposez, en effet, qu'un tribunal civil quelconque eût légalisé les titres d'un de ces prétendants; dans ce cas, l'individu à qui l'on aurait reconnu, en sa qualité de Capet, le droit de rentrer en possession de la France n'aurait autre chose à faire qu'à sommer par huissier la République française de le réintégrer dans ses droits de nous gouverner. Que pourrait répondre la Gazette à une pareille sommation ? Dirait-elle que les titres du prétendant ne sont pas sérieux? Nous n'en savons rien, l'affaire n'ayant été, jusqu'à présent contradictoirement plaidée devant aucun tribunal. D'ailleurs, il nous semble que la Gazette elle-même soupçonne vaguement la faiblesse de son système de délégation légale. Bien qu'elle n'ait pas admis la monarchie par droit divin, elle n'en continue pas moins à mêler le divin dans ses conclusions toutes profanes. Dernièrement encore, en voulant prouver l'éternité du principe monarchique héréditaire, elle le comparaît au principe chrétien: «La forme monarchique, tout en se modifiant, «durera éternellement comme le christianisme» dit la Gazette. Singulière confusion d'idées et de droits divins et humains. Le fondateur du christianisme a dit à ses disciples:

Politique générale 297 «Ce n'est pas vous qui m'avez choisi, c'est moi qui vous ai choisis.» Nous engageons à notre tour la Gazette de France à mériter ces paroles. 27 septembre 1849. Le Dix Décembre, en s'occupant de la position gouverneementale de M. le Président de la République vis-à-vis de n ministère et de l'Assemblée, ressuscite les vieilles ques►ns entre régner et gouverner. La Gazette de France est ivis que la Constitution défend à M. le Président l'un et utre. Toutefois la Constitution permet à M. le Président, m me à tout autre citoyen, d'agir. Nous croyons, nous, qu'il b urgent pour lui d'agir. Qu'il agisse et que son action soit nne, voilà l'essentiel; peu nous importe le nom qu'on voua lui donner. POLITIQUE GÉNÉRALE 28 septembre 1849. On observe ces jours-ci, dans le parti rétrograde, une reudescence de haine contre les noms et les faits, contre les tînmes et les choses chers à la liberté européenne. Voyez ffet que le nom de Mazzini a produit sur les citoyens les us modérés de la France, les rédacteurs du Constitutionnel. y a longtemps que l'épicerie européenne n'a vu son orme moral dans un tel état d'excitation. Que dire des fours d'autres journaux du même parti ? Cela mérite de notre irt une attention spéciale; nous y voyons la preuve des rogrès que fait chez nous le sentiment de la solidarité des

298 La Tribune du Peuples peuples. De quoi s'agissait-il ? — de Mazzini, étranger — de Rome, ville étrangère, qui ne s'abonne pas aux journaux rétrogrades, et qui, par conséquent est censée n'avoir rien de commun avec la France; il s'agissait enfin de la question italienne, qui n'exerce plus d'effet immédiat sur les opérations de la Bourse. Question étrangère, s'il en fût jamais! Et voyez pourtant comme elle agit, comme elle jette hors d'eux-mêmes ces hommes qui ne vivent que dans le statu quo et n'estiment que le chez soi et le pour soi. Us interviennent tous dans cette question, après nous avoir prêché, pendant si longtemps, le système de la non-intervention. Nous ne sommes nullement étonnés de cette contradiction flagrante entre les doctrines et la conduite de nos rétrogrades. Nous n'avons jamais pris au sérieux leurs doctrines: s'ils invitaient chacun à ne penser qu'à soi, c'est qu'ils croyaient s'assurer ainsi le droit exclusif de penser à tous. Le premier soin que prend l'ennemi, dans une ville conquise, c'est d'engager les habitants à rester chez eux, ce qui n'implique pas de sa part la promesse de rester chez lui. Nos réactionnaires, hommes du statu quo et du chez soi, pendant qu'ils engageaient le peuple à oublier l'étranger, concluaient des alliances secrètes avec ce même étranger; leurs joies ou leurs terreurs arrivaient avec les dépêches de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Tout le monde l'a pu remarquer durant la session de la dernière Assemblée; toutes les fois que l'on voyait les figures des apôtres de la paix à tout prix et de la non-intervention animées d'une joie subite, on était sûr qu'il y avait eu quelque part un bombardement ou un massacre. Jamais les yeux de M. Dupin. de M. Fould et de M. de Montalembert n'avaient autant d'éclat que les jours où s'y reflétaient les incendies de Prague, de Vienne et de Brescia. Le jeu de physionomie de ces hommes allait de concert avec celui du télégraphe et lui servait de commentaire. Semblables à ce damné du Dante dont le corps se proS

Politique gérait 299 tenait sur la place publique de Gènes pendant que son esprit hantait les conciliabules infernaux, nos rétrogrades n'asLstaient à l'Assemblée que corporellement; leur esprit était il leurs, il stationnait dans les anti-chambres de l'empereur Ticolas, il errait dans le camp de Radetzki, il rodait autour es gibets sur lesquels pourrissaient les cadavres des patriotes lolonais, italiens et hongrois. Le génie du mal pénètre souvent plus avant dans l'avenir que l'instinct des hommes de tien. Les livres sacrés nous disent que ce fut le démon qui, e premier, soupçonna la grandeur de la mission du Sauveur. Le génie ennemi de la France est doué de la même peripicacité. Il sait bien que la nation française est appelée, pour 'accomplissement de sa mission, à établir une nouvelle vérité humanitaire, celle de la solidarité des peuples; il sait rien que l'époque est venue où la vie d'un peuple ne peut >lus se développer chrétiennement, sans entrer dans des rapports vraiment chrétiens avec les peuples, ses frères. Des rapports chrétiens présupposent l'existence de sentiments le justice et de charité internationales; ils impliquent le devoir d'assistance mutuelle. Ces sentiments et ces idées de devoir ont déjà mûri dans l'Ame des populations. Nos ennemis s'efforcent de les détourner de leur but et de les exploiter à leur profit. Au sentiment de la justice, ils substituent celui de l'intérêt; ils paralysent la charité par la doctrine du pour soi, et, quant à l'assistance mutuelle, ils tâchent d'en rendre la pratique impossible en divisant les peuples, en les armant les uns contre les autres, et en persécutant tous ceux qui défendent leur cause. La guerre que l'on fait maintenant à Mazzini n'a rien de personnel; on espère tuer en lui la cause des peuples d'Italie. Il paraît que les généraux Radetzki, Cordova et Oudinot ne suffisent pas à cette besogne. Aussi vient-on de tous côtés à leur aide. Les feuilles cléricales de Rome, les feuilles juives

298 La Tribune des Peuples peuples. De quoi s'agissait-il? — de Mazzini, étranger — de Rome, ville étrangère, qui ne s'abonne pas aux journaux rétrogrades, et qui, par conséquent est censée n'avoir rien de commun avec la France; il s'agissait enfin de la question italienne, qui n'exerce plus d'effet immédiat sur les opérations de la Bourse. Question étrangère, s'il en fût jamais! Et voyez pourtant comme elle agit, comme elle jette hors d'eux-mêmes ces hommes qui ne vivent que dans le statu quo et n'estiment que le chez soi et le pour soi! Us interviennent tous dans cette question, après nous avoir prêché, pendant si longtemps, le système de la non-intervention. Nous ne sommes nullement étonnés de cette contradiction flagrante entre les doctrines et la conduite de nos rétrogrades. Nous n'avons jamais pris au sérieux leurs doctrines: s'ils invitaient chacun à ne penser qu'à soi, c'est qu'ils croyaient s'assurer ainsi le droit exclusif de penser à tous. Le premier soin que prend l'ennemi, dans une ville conquise, c'est d'engager les habitants à rester chez eux, ce qui n'implique pas de sa part la promesse de rester chez lui. Nos réactionnaires, hommes du statu quo et du chez soi, pendant qu'ils engageaient le peuple à oublier l'étranger, concluaient des alliances secrètes avec ce même étranger; leurs joies ou leurs terreurs arrivaient avec les dépêches de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Tout le monde l'a pu remarquer durant la session de la dernière Assemblée; toutes les fois que l'on voyait les figures des apôtres de la paix à tout prix et de la non-intervention animées d'une joie subite, on était sûr qu'il y avait eu quelque part un bombardement ou un massacre. Jamais les yeux de M. Dupin. de M. Fould et de M. de Montalembert n'avaient autant d'éclat que les jours où s'y reflétaient les incendies de Prague, de Vienne et de Brescia. Le jeu de physionomie de ces hommes allait de concert avec celui du télégraphe et lui servait de commentaire. Semblables à ce damné du Dante dont le corps se pro

The text on this page is estimated to be only 20.59% accurate

menait sur la place prèbq»» de 0*fca*s peziar? q» prit hantait les
cnebabojee izie-usx. m* rârzçrades nasnotaient à TAmseaMée qoe
œr^r^Leaienî: ie-ar esorrt était ailleurs, fl stationnait daas les aati~?Lambi«s
de Tempei^or Nicolas, il errait dans le camp de Radetxki il rcdah autour des
gibets sur lesquels pourrêaierî les cadavres des patriotes polonais, italiens
et hongrois. Le gê~ ie du mal pénètre souvent plus avant dans I~a venir que
îias^nct des hommes de bien. Les livres sacrés nous disent que ce fut le
démon qui* le premier, soupçonna la grandeur de la mission du Sauveur. Le
génie ennemi de la France est doué de la même perspicacité. D sait bien que
la nation française est appelée, pour l'accomplissement de sa mission, à
établir une nouvelle vérité humanitaire, celle de la solidarité des peuples: il
sait bien que l'époque est venue où la vie d'un peuple ne peut plus se
développer chrétiennement sans entrer dans des rapports vraiment chrétiens
avec les peuples, ses frères. Des rapports chrétiens présupposent l'existence
de sentiments de justice et de charité internationales; ils impliquent le
devoir d'assistance mutuelle. Ces sentiments et ces idées de devoir ont déjà
mûri dans l'âme des populations. Nos ennemis s'efforcent de les détourner
de leur but et de les exploiter à leur profit Au sentiment de la justice, ils
substituent celui de l'intérêt; ils paralysent la charité par la doctrine du pour
soi, et, quant à l'assistance mutuelle, ils tâchent d'en rendre la pratique
impossible en divisant les peuples, en les armant les uns contre les autres, et
en persécutant tous ceux qui défendent leur cause. La guerre que Ton fait
maintenant à Mazzini n'a rien de personnel; on espère tuer en lui la cause
des peuples d'Italie, H paraît que les généraux Radetzki, Cordova et
Oudinot no suffisent pas à cette besogne. Aussi vient-on de tous oôtta à
leur aide. Les feuilles cléricales de Rome, les feuilles juives

300 La Tribune des Peuples et voltairiennes de Paris, toutes se déclarent solidaires de l'entreprise. N'est-ce pas rendre hommage au dogme de la solidarité des peuples? Le dogme que les Dupin, les Fould et les Montalembert n'exprimaient que par des gestes, des regards et des paroles, leurs journaux le posent déjà et le formulent. POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 29 septembre 1849. Les proclamations papales, que l'on regardait, il y a un an à peine comme de grands événements du temps, n'ont maintenant, tout au plus, qu'un intérêt de réminiscence. Il est désormais prouvé que Pie IX ne comprend pas mieux sa position de souverain italien qu'il n'a compris ses devoirs de chef de l'Église catholique. C'est surtout en sa qualité de chef des fidèles qu'il aurait pu opérer pour le bien de l'humanité d'une manière plus salubre et plus décisive qu'aucun de ses prédécesseurs. Le moment était solennel, unique. Les esprits de la Chrétienté, les uns las de la longue immobilité où les retenait l'Eglise officielle, les autres fatigués de doutes et exténués d'efforts religieux qu'ils avaient tentés en dehors de l'Eglise, étaient tous réduits à attendre leur salut de la Providence. Les Catholiques et les schismatiques, les sectaires de l'Europe et ceux du nouveau monde étaient tous d'accord sur ce point que, pour ranimer la vie chrétienne, il ne fallait rien moins qu'une nouvelle effusion de l'esprit de Dieu. Au milieu de cette attente solennelle, le nom de Pie IX retentit, salué des acclamations du peuple de Rome, auxquelles vinrent bientôt se joindre les bénédictions des peuples de l'Italie entière. «Nous vous annonçons,» dit le procla

Politique générale 301

mateur du haut du Quirinal, «nous vous annonçons une grande joie. Nous avons le pape Pie IX.» Annuntiamtis gaudiutn magnum ! Ces paroles cessèrent alors d'être une vaine formule. Elles exprimaient réellement le sentiment de ceux qui avaient fait l'élection et de ceux qui en apprenaient le résultat. Le clergé était dans la jubilation, le peuple uni d'âme et de cœur avec le clergé. Tout le monde se disait: a Cela ne s'est pas vu à Rome depuis des siècles.» Et quelques-uns ajoutaient tristement: «Et cela ne se verra plus!» Cette joie dont se feraient difficilement l'idée ceux qui ne l'ont point partagée, joie excessive, presque folle, avait les motifs les plus sérieux. On sait que le clergé forme dans les États de l'Église une caste à part. C'est, à proprement parler, la seule caste privilégiée; la noblesse n'est que son émanation. C'est le clergé qui choisit le Pape, lequel fait les nobles. C'est le clergé qui dispose de toutes les places militaires et administratives. Il est protégé en outre par les forces des monarques de l'Italie et les sympathies de l'Autriche et de la Russie. Rien ne manquait donc au pouvoir matériel de la caste. Quant au spirituel, personne ne le lui disputait; non pas que l'on fût à Rome plus convaincu que partout ailleurs de sa supériorité spiritualiste, mais parce que depuis longtemps à Rome, il n'y avait plus personne qui s'occupât des questions religieuses et de la morale dans ses rapports avec la religion. Cependant la caste, maîtresse du spirituel et du temporel, n'était pas sans inquiétude sur le solidité et la durée de son double règne. Elle se sentait de plus en plus séparée du peuple; elle devenait étrangère à la vie italienne, étrangère à l'Italie. Et, si elle s'expatriait ainsi en esprit, si elle se détachait du sol natal, ce n'était pas pour se réfugier en esprit, pour prendre l'essor vers le ciel: non, c'était pour s'attacher plus intimement aux cabinets de Turin et de Naples et aux ambassadeurs d'Autriche et de Russie.

302 La Tribune des Peuples Ce qui arrive maintenant en France, où nous voyons un parti placer toutes ses espérances dans le Cosaque, a eu lieu depuis longtemps à Rome. Depuis longtemps, les hommes qui représentaient le mieux à Rome le vieux principe ultramontain fondaient toutes leurs espérances sur la Russie. Mais la Russie était loin. L'Autriche paraissait plus occupée de questions territoriales que du soin de raffermir l'esprit clérical à Rome; et les princes italiens avaient trop à faire chez eux. Dans cet état de choses, la situation des hommes du clergé de Rome ressemblait beaucoup à celle des hommes blancs dans les colonies. Il existait même moins de rapports entre un Italien séculier et un prêtre, qu'il n'y en a entre le nègre et son maître. L'Italien, après s'être agenouillé le matin devant le prêtre officiant la messe, et, après avoir assisté à son prône, évitait soigneusement le même prêtre tout le restant de la journée. Un prêtre était pour lui quelque chose d'étranger, d'hostile, disons le mot, quelque chose de hideux. Le clergé le savait bien! il se défiait du peuple, il le craignait, il le détestait. Jugez donc de la joie du clergé, de cette partie du clergé qui conservait des sentiments chrétiens, lorsqu'à l'avènement de Pie IX, il vit un prêtre, le chef des prêtres, salué comme l'homme le plus populaire de l'Italie. L'immense popularité du chef rejaillissait sur tous les membres de l'Eglise. Celui qui est censé tenir les clefs de la cité de Dieu ouvrait aux prêtres la cité des hommes. Il leur rendait la patrie, il les rendait à la patrie. Les patriotes commencèrent à penser que ceux qui se donnent pour serviteurs de Dieu ne sont pas nécessairement obligés d'opprimer l'humanité; ils voyaient dans Pie IX la preuve vivante qu'il peut y avoir parmi les prêtres des hommes généreux. Le Pape osa déplaire aux despotes de l'Europe; donc la religion n'exclut pas le courage civil. Ce Souverain de Rome amnistiait ses sujets: on ne pouvait donc plus dire que le

Politique générale 303 Lolicisme endureit nécessairement les cœurs: et, puisque les améliorations les plus salutaires s'annonçaient par l'organe du chef de la religion dans les États de l'Eglise, il se pouvait bien en effet, que la religion et l'Eglise eussent pour but d'améliorer les hommes. Pour la première fois, la religion et l'Eglise attirèrent l'attention sérieuse du peuple italien. C'est le monde entier était déjà fixée sur le Chef-lieu de l'Eglise et sur son premier magistrat; car, ce qui se passait à Rome se répétait dans le monde entier. Les penseurs de tous les pays, à quelque secte religieuse qu'ils appartiennent, avoueront qu'ils ont eu un moment de foi et d'espérance, dont ils sont redevables au pontife romain. On se réjouissait de voir tomber tous les obstacles qui séparaient les différentes sociétés chrétiennes de l'Eglise mère; on espérait que, forte de cette unité qui semblait si rochaine, l'Eglise, ayant reconquis le sentiment de son universalité, reprendrait sur la voie du progrès sa marche glorieuse et cette fois vraiment triomphante! — Qui est-ce qui aurait pu désormais lui résister? Dans toutes les sectes, dans toutes les philosophies, il n'y avait pas de théorie, pas de système, pas de préjugé qui pût tenir contre ce désir inné dans le cœur de l'homme de s'unir à ce qui paraît bon et vrai et juste. Or, à aucune époque, le catholicisme n'est apparu meilleur, plus vrai et plus juste. Les hérétiques, les philosophes et les incrédules qui avaient pour le catholicisme les mêmes motifs de défiance et d'aversion que le peuple de Rome conserve pour son clergé, saturent Pie IX comme le représentant du catholicisme renouvelé. Ils conclurent, de même que le peuple de Rome, qu'il y avait possibilité d'unir dans le sein de l'Eglise universelle les vœux et les pensées de notre temps avec la foi sur laquelle s'appuie le catholicisme et avec la tradition qu'il porte en lui. Les philosophes et les hérétiques ne se convertirent pas tout de suite, du moins ils se promirent intérieurement d'exa

804 La Tribune des Peuples miner avec plus d'attention les dogmes et la doctrine catholiques. Cette disposition des esprits était universelle. Pie IX méconnut complètement sa position. On attendait de lui qu'il appliquât les vérités chrétiennes à la discipline de l'Eglise et aux lois politiques et il laissa les affaires ecclésiastiques in statu quo, dans ce statu quo objet perpétuel de scandale pour le monde, et qui fut la source de tous les malheurs de l'Italie! Il laissa in statu quo le cardinalat, la prélature et le clergé régulier. Tout le monde sait que les membres du Sacré Collège sont, pour la plupart, des hommes du esprit vulgaire, d'un caractère nul et d'une instruction médiocre. Tout occupés de petites intrigues de cour et de soin de petite administration, ils n'avaient ni l'envie, ni le loisir de faire des études scientifiques sérieuses. Quant aux dons spirituels et aux vertus chrétiennes héroïques du cardinalat, on n'en entendait plus parler à Rome. Les princes de l'Eglise passaient, au contraire, pour être ennemis de tout ce qui ressemble à la vie spirituelle, à la vie intérieure, ou qui porte le caractère d'un zèle ardent ou d'une piété profonde. La plupart d'entre eux reprochaient à Pie IX sa piété. Le premier devoir du souverain pontife était donc de s'entourer de personnes qui eussent du moins une véritable piété. C'est par la réforme de la chambre privée du saint pape et du Sacré Collège que devait commencer la reconstitution de l'Italie. Nous croyons superflu de parler de l'Etat du clergé régulier, de tous ces couvents et congrégations, formés jadis par des hommes de zèle et d'action, et où maintenant se réfugiaient la torpeur et l'indolence. Tout cela a été laissé in statu quo. Le monde religieux, qui s'attendait à un mouvement providentiel dans l'Eglise, vit régner dans son centre même l'antique immobilité. Cette immobilité vient d'être érigée en principe par celui des Papes, qui paraissait le moins ennemi des réformes. II

Politique générale 305 est évident que Pie IX est décidé à tout sacrifier pour conserver dans l'ancien état ce qu'il appelle l'Eglise, c'est-à-dire le personnel, les possessions et les privilèges du clergé. On conservera donc décidément ce qui fut cause de l'hérésie de Luther et de Calvin, des souffrances de Galilée, de la révolte philosophique du dernier siècle et du misérable état actuel de l'Italie. La religion n'a plus rien à attendre du Pape. Ce Pape, comme prince italien, ne paraît pas avoir la moindre idée des besoins et des sentiments politiques de ses sujets. Chose incroyable! il ne sait pas, jusqu'à présent, que ce que les Romains voulaient avant tout, c'était d'être Italiens. Lui, cardinal du temps de Grégoire XVI, il n'a donc pas eu connaissance de ces innombrables procès que l'on faisait alors aux patriotes romains! il n'a donc jamais lu le réquisitoire des procureurs pontificaux! il n'a jamais parlé avec leurs victimes! Comment s'imaginer-t-il que les martyrs de SaintAnge, d'Ancône, de Civita-Vecchia, sans parler de ceux de Spielberg, n'avaient dans leurs tentatives politiques d'autre but que d'introduire à Rome l'institution de la garde nationale et du code civil! Ce qui prouve l'isolement où vivaient les prêtres, c'est cette ignorance des choses de leur pays, qui étaient connues de toute l'Europe. Si le Pape avait moins ignoré les tendances du peuple de Rome, il ne se serait pas étonné du peu d'effet que produisirent sur l'esprit des Italiens ces créations des consultes, des conseils municipaux, des chambres et de la garde nationale. A chacune de ces concessions, avec lesquelles on croyait pacifier Rome, le peuple répondait par un cri de guerre. Le peuple était prêt à se dévouer pour la cause de ses frères toscans, lombards et vénitiens, le peuple prêchait la croisade. Il demandait qu'on lui permit de souffrir et de mourir pour ses frères. Il croyait que c'était là son devoir religieux. Le pontife pratiquait autrement la religion. Il se procla20

306 La Tribune des Peuples mait ennemi de la guerre, car il abhorrait, disait-il, l'effusion du sang (autrichien, entendons-nous); car plus tard il n'hésita pas à appeler la guerre sur son propre pays, et il se félicite, dans sa dernière proclamation, des résultats de cette guerre, qui fut pourtant cause d'une grande effusion de sang italien. Cette manière de pratiquer la religion répond à la théorie que le pontife en a donnée dans une de ces précédentes proclamations. La religion, d'après lui, consisterait à aasser aux hommes V usage des bonnes choses de la terre et la liberté de célébrer les pompes religieuses.» 1 Le terre et les pompes! Le dernier mot du serviteur des serviteurs de Dieu! du successeur de Saint-Pierre! de celui qui prétend représenter le crucifié! Et le dernier mot du monarque réformateur est une consulte, imitation informe de notre Conseil d'Etat, du sénat russe, ou bien du divan du Grand-Turc! 3 octobre. Les articles que la Presse vient de publier sur l'impôt méritent d'être sérieusement médités. L'impôt est un devoir social, lequel, accompli, assure au citoyen certains droits à la protection de ses intérêts, à l'exercice de son industrie ou à la jouissance de sa position sociale. La valeur de l'intérêt que l'on engage dans une association constitue donc le taux de l'impôt auquel s'oblige l'associé. Par conséquent l'impôt doit être volontaire; il est, par sa nature même, proportionnel. L'Etat, qui le perçoit, peut être regardé, sous ce rapport, comme une association universelle d'assurances. L'idée de la Presse est au fond vraie. Nous croyons que, 1 Voir la proclamation du Pape à l'occasion de la prise de Rome par les troupes françaises.

Politique générale 307 pour en amener un jour la réalisation, ce qu'il faut faire d'abord, c'est d'étudier les causes de la création de ces anciens impôts, si injustes et si oppressifs. Une telle étude peut nous préserver de commettre de semblables délits financiers à l'avenir. L'impôt vient des dépenses que fait l'Etat. L'Etat est une société politique: si l'Etat fait des dépenses mal réglées, cela prouve que sa politique a été mauvaise et que la société, dont il est l'expression, est mal organisée. Pour réformer le système financier d'un Etat, il faudrait donc commencer par en redresser le système politique et en améliorer les conditions sociales. L'inventeur du système financier de la Presse, fût-il lui-même ministre et chef de cabinet, eût-il le pouvoir d'un Richelieu ou d'un Louvois, ne pourrait pas donner un commencement d'exécution à son projet, avant que la question gouvernementale politique ne fût résolue dans le sens des améliorations progressives. On peut dire des améliorations comme des vertus qu'elles tiennent les unes aux autres et sont solidaires; une vertu suppose l'existence de beaucoup d'autres et toutes dépendent d'un dogme unique, d'un principe, dont elles ne sont que des applications partielles. On ne peut améliorer une branche d'administration dans un pays pendant qu'on y empire l'état de toutes les autres. Ce serait vouloir mettre de l'ordre dans les affaires d'une maison de commerce, fondée sur une spéculation fausse ou frauduleuse. Améliorer un mauvais état de choses, sans toucher à la racine du mal, quelle illusion! On peut dire d'un tel état de choses ce qu'Hippocrate dit du cancer latent: il conseille de ne pas l'ouvrir, attendu que traiter une telle maladie, c'est faire mourir le malade: *curati enim cito pereunt*. Il n'y a pas de doute que le remède de la Presse ferait bien vite périr le crédit et peut-être l'ordre social actuel. Supposons en effet qu'on laissât la liberté de s'imposer à ceux qui ont intérêt à assurer leurs possessions ou industries. Sa20*

808 La Tribune des Peuples vez-vous ce qu'il en adviendrait?

C'est que tout le monde préférerait la garantie des sociétés d'assurance déjà existantes aux garanties que donnerait le gouvernement. Et pourquoi cela? Par la raison bien simple que le crédit des sociétés particulières, ayant survécu aux commotions politiques, prouve par ce fait sa stabilité. Peut-on dire la même chose des gouvernements? Les amis les plus dévoués du gouvernement actuel ne répètent-ils pas chaque jour qu'il manque de stabilité! On prépare, dit-on, des moyens pour assurer cette stabilité. De quelle nature sont ces moyens? S'en servirait-on pour changer l'esprit même de nos institutions, ou la forme seulement du gouvernement? Car il s'agit évidemment de changer l'un ou l'autre. Or, tout le monde sait qu'un tel changement dans notre pays ne serait autre chose qu'une révolution. Et l'on croit que la société sous la raison de gouvernement et Cle, société que l'on déclare en état de dissolution, aurait, dans ce moment critique, assez de crédit pour se porter garant de toutes les propriétés, capitaux industriels et droits des particuliers! La Presse, qui a pressenti cette objection, nous assure d'avance que, son projet financier une fois adopté par l'Etat, nous n'aurions plus de révolutions à craindre. D'après la Presse, toutes les révolutions n'avaient et ne peuvent avoir d'autre source que la question d'argent, ni d'autre résultat définitif que le changement du système financier. «L'Etat, c'est moi,» disait le roi; — «l'Etat, c'est la finance», dit la Presse. Nous pourrions faire observer aux financiers que si, dans toutes les révolutions européennes, depuis celle de la Réforme jusqu'à celle de Février, y compris les guerres d'Italie et de Hongrie, l'argent jouait un grand rôle comme moyen d'action, il n'a pourtant jamais été regardé ni comme mobile ni comme but des événements et que la richesse lâche se mettait toujours au service de la pauvreté, à condition

Politique générale 309 que cette pauvreté fût forte. Il en a été ainsi du moins dans le passé. La Presse répondra que le présent obéit à d'autres lois. Le siècle s'est fait chevalier d'industrie; la Bourse, qui est depuis longtemps son temple unique, doit être regardé comme son unique arsenal et comme le siège du seul gouvernement aujourd'hui légitime, celui des hommes d'argent. Ce système simplifie singulièrement la machine politique: il implique la suppression de l'église, de l'armée et du parlement, l'Etat n'étant qu'une société anonyme d'exploitation mutuelle. Admettons cela comme vrai, admettons que les places de commerce doivent désormais remplacer les places publiques, les agora, les forum et les chambres. Acceptons même l'influence décisive de la Bourse sur les affaires religieuses et politiques, comme un fait accompli. Il nous restera à désigner parmi les différentes places de commerce et Bourses de l'Europe (Londres, Paris, Pétersbourg, Vienne, etc.), celle que l'on devra regarder comme le chef-lieu, la métropole, l'église mère des nouveaux Etats, ou, pour mieux dire, des nouvelles associations industrielles de l'Europe. Personne n'ignore que, dans le commerce, plus que partout ailleurs, tous les mouvements provinciaux dépendent de l'action centrale. Il est important de savoir où est ce centre, où est l'autel du dieu Plutus vers lequel tous les fidèles, en faisant leurs actes de nouvelle dévotion, sont tenus de se tourner pour en ressentir l'efficacité. Nous sommes affligés de dire que ce centre n'est pas Paris. La divinité réside à l'étranger! Le nouveau culte que l'on nous propose n'est qu'une profession de foi dans l'étranger. Les légitimistes avouent publiquement que ce qu'on appelle le crédit n'habite pas la France. Les conservateurs soutiennent que le degré de notre crédit est en proportion de celui de notre abaissement devant l'étranger; un parti puissant parmi les rétrogrades nous promet

310 La Tribune des Peuples le rétablissement du crédit comme récompense de notre soumission à l'étranger. Et la Presse ? Entre ceux qui espèrent en l'étranger et ceux qui le craignent, la Presse garde une neutralité désarmée. Pour nous délivrer du sentiment pénible de la lutte entre l'espérance et la crainte, il n'y aurait rien de plus efficace que l'effacement de notre sensibilité. Ne pensons pas à l'étranger ! Ne nous soucions pas de l'étranger ! Oublions l'étranger ! Le malheur est que l'étranger ne nous oublie pas. Et voilà la différence, sous le rapport financier, entre notre gouvernement et ceux de l'étranger. Eclate-t-il quelque part un de ces mouvements nationaux qui changent la situation respective des droits et des intérêts d'un peuple, les gouvernements se mettent de suite à calculer les chances de la lutte. Comme leur principe leur fait un devoir de combattre tout ce qui est révolutionnaire, et que leurs forces réunies offrent une garantie suffisante à la résistance, ils spéculent d'avance sur les résultats de la victoire. Ils s'entourent des spéculations de toute l'Europe, unies à eux d'instinct, de principe et d'intérêt. On contracte des emprunts hypothéqués non pas sur les terres ou les valeurs en lingots, mais sur ce qu'il y a de plus sûr en fait d'hypothèques, sur la force, sur les armées. Les banques de Russie, d'Autriche et de Prusse possèdent un fond de réserve et un capital d'amortissement inépuisables. Ce fond et ce capital consiste en recrues que l'on lève chaque année et qui, enrégimentées et bien exercées, conquièrent des terres, lesquelles terres confisquées constituent des valeurs échangeables contre le numéraire. A l'heure qu'il est, la moitié des propriétés hongroises va entrer en circulation comme valeur commerciale. On négocie déjà les effets hypothéqués sur les patrimoines de Kossuth,

Politique générale 811 de Bathyani, de Teleki, comme, il n'y a pas longtemps, en Russie, on mettait en circulation un milliard hypothéqué sur les terres confisquées de Czartoryski, de Sangusko, de Potocki, de Tyszkiewicz, etc. Ceux qui pratiquent la spéculation sur une grande échelle savent très-bien cela. Les propriétaires légitimistes le savent tout aussi bien. Le reste des banquiers et tout le haut commerce suivent les principes de M. M. Rotschild, Rougemont, Fould, Torlonia, etc., etc. Pour tout ce monde de banquiers et de propriétaires, l'essentiel, dans une grande affaire de finance, est de savoir quel sera sur cette affaire, l'avis de la Sainte-Alliance ou, pour mieux préciser la chose, l'avis de l'Empereur de Russie. Si la mesure proposée par la Presse déplaisait au grand monarque ou à ses alliés, dans ce cas la Presse oserait-elle insister? 4 octobre. La résistance que la Turquie oppose aux prétentions de l'Empereur de Russie lui vaudra les sympathies de tous les hommes de bien. La vérité nous oblige à dire que cette résistance, comme mesure politique, aurait dû commencer il y a longtemps. La Turquie avait des motifs plus que suffisants de s'attendre de la part de la Russie aux traitements qu'elle essuie maintenant, et qui seront très-certainement suivis de nouvelles violences. Tout le monde connaît le système politique de la Russie; on sait parfaitement bien les procédés qu'elle emploie ainsi que le but où elle tend. La Russie ne fait partout que ce qu'elle a fait en Pologne. La Pologne était là comme un enseignement diplomatique vivant et on ne peut plus actuel. Mais une fatalité inexplicable paraît aveugler les diplomates des gouvernements

312 La Tribune des Peuples qui jouissent le plus de la réputation d'habileté et de perspicacité. Si le ministère turc n'a pas vu dans la chute de la Hongrie l'annonce de l'invasion prochaine de ses propres Etats, les ambassadeurs anglais et français, mieux instruits de l'histoire de l'Europe, auraient dû avertir le divan de ce danger. En supposant même que la Turquie n'eût trouvé aucun appui dans l'Angleterre et la France, elle aurait toujours dû profiter de la guerre de Hongrie pour tenter un dernier effort de recouvrer son indépendance. Il n'est pas probable que la Turquie trouve une autre occasion semblable. N'ayant pas osé ou voulu lier sa cause à celle d'un peuple ami et injustement persécuté, elle sera peut-être obligée de lutter seule, délaissée à son tour par ses voisins. Ainsi périssent les empires aux époques décisives de l'histoire. C'est leur égoïsme qui cause leur perte, sans que l'histoire ait le droit de les plaindre. Dans le temps où Rome, étendant ses conquêtes, luttait contre Carthage, les Grecs ont observé, pendant dix-huit ans, avec terreur et inquiétude, les efforts d'Annibal, sans pourtant rien faire pour le sauver. Les Grecs de l'Europe, attaqués à leur tour, implorèrent en vain les secours des Grecs égyptiens. Ceux-ci envahis ne furent pas secourus par les Juifs, lesquels, dans leurs dernières luttes désespérées, ne purent réussir à intéresser à leur malheur les Arméniens et les Parthes. Ne dirait-on pas que c'est l'histoire de notre temps? Pendant que la Pologne succombait, les régiments hongrois, employés par l'Autriche à désarmer les débris de l'armée polonaise, étaient chargés de remettre les armes des Polonais à la Russie. Vint le tour de la Hongrie et les Tchèques (Bohèmes) restèrent indifférents, sinon hostiles. L'avenir prochain des Tchèques est facile à prévoir. Nous verrons alors quelle sera la conduite des Illyriens et des Slaves du Danube.

Politique générale 313 POLITIQUE GÉNÉRALE Paris, 7 octobre 18*9. Il n'est pas probable que le différend américain nous ex3se à une guerre maritime, mais ce qui est sûr et ce que)us dirons d'avance, c'est que cette complication, par cela ême qu'elle est politique et internationale, ne se terminera jfà notre désavantage. Il nous arrivera dans le Nouveau Monde, ce que nous eslyons chaque jour dans notre vieille Europe — la honte et dommage: l'un entraîne l'autre. Si beaucoup d'entre nous > sont depuis longtemps résignés à la honte, c'est qu'ils ne ivaient pas ce que coûte la honte. Rien ne coûte autant. Le >uvernement de Louis-Philippe a commencé la ruine financière de la France le jour où il a forfait à l'honneur national. lui a fallu dès lors payer en argent et en places les avocats *sez effrontés pour défendre et glorifier l'abandon de la nestion du Nord, les négociations sur la Belgique, celles îr les affaires de l'Egypte et de la Syrie, jusqu'au traité de i Tafna. L'argent, les places ont été donnés à Dupin, à d'Aroult, à Thiers, à Teste, à Cubières. Cependant l'Europe exilait de nouvelles concessions et le gouvernement n'avait ilus de quoi payer ses hontes; l'argent et les places commentèrent à lui manquer. Ceux qui s'étaient enrichis et élevés par l'opprobre, les journalistes et les avocats devenus ministres, gouverneurs de la Banque, avocats généraux, préfets, voulaient jouir en paix des fruits de leur ignominie. Ils n'avaient plus besoin de la royauté. Ils avaient tiré d'elle tout ce qu'elle pouvait donner. Il ne leur restait qu'à conserver ce qu'ils avaient acquis. Les Dupin, les d'Argoult, les Thiers, les Mole, devinrent républicains. C'était pour eux le moyen le plus sûr de con

314 La Tribune des Peuples server leurs positions matérielles et d'introduire dans le vernement de la République l'esprit orléaniste. Cet es continue d'inspirer tous nos politiques. La querelle que nous allons avoir avec les États-Uni d'Amérique est une suite nécessaire des traditions orléanistes, conservées fidèlement dans notre diplomatie. Du temp de Louis-Philippe, il était accepté comme axiome dans notre monde diplomatique qu'il fallait savoir souffrir tout de lfc part des gouvernements forts et oser tout contre les gouvernements faible*. On sait ce que nous avons supporté de 11 Russie et de l'Autriche et ce dont nous avons menacé U reine Pomaré, le bey de Tunis et la République suisse. Les sectateurs du système orléaniste le poussent main* tenant jusqu'à ses dernières conséquences. Louis-Philippe est déjà dépassé. Ce monarque avait certains égards pour 11 République des États-Unis; il connaissait les forces maté* rielles, dont elle disposait. Tout en détestant son principe gouvernemental, il avait un grand respect pour ses flottes, ses chemins de fer et sa marine marchande. Les élèves de Louis-Philippe, nos ministres actuels, n'ont plus les scrupules de leur maître. Dans leur zèle monarchique, ils paraissent décidés à traiter la république du Nouveau-Monde de la même manière dont ils ont traité la république de Rome. Il n'y a pas plus de hasard dans le monde politique que dans le monde physique. Notre différend avec les Américains est le résultat des mauvaises dispositions de nos gouvernants à Tégard de tous les pays libres, ou aspirant à le devenir. Cette mauvaise disposition fait la difficulté et le danger de la question. Il y aussi, avouons-le, de la part de l'Amérique une prévention morale contre nous. On y apprécie la part que nous avons prise aux affaires polonaises, hongroises et italiennes; on regarde notre politique comme subordonnée

Politique générale 315 ux volontés de l'étranger; on nous traite en conséquence. Il y a lieu à négocier sérieusement, on s'adressera à l'étranger. On nous proposera probablement la médiation de la Russie ou de la Russie. Nous n'aurons pas à livrer des combats de mer, nous n'aurons qu'à subir une nouvelle humiliation diplomatique. Lors de l'établissement de la République française de février, il n'y eut que trois peuples, dont les représentants ont mis de la bonne foi et de l'empressement à reconnaître ; à saluer le nouveau gouvernement: ce furent les Suisses, les Italiens et les Américains. On sait ce qu'est devenue l'Italie, grâce à notre intervention. Nous voilà en querelle avec l'Amérique. Bientôt viendra tour de la Suisse. Les monarques ont pour règle de ne jamais tenir compte des services que leur rendent leurs amis. On est toujours sûr que l'ami, c'est l'ennemi qu'il faut soigner. Nos diplomates républicains pratiquent on ne peut mieux ce système. La Russie fut la dernière à nous reconnaître. Elle n'a pas su résister à, regretter ce retard.

POLITIQUE GÉNÉRALE 8 octobre 1849. Quelques journalistes étrangers mal renseignés et nos diplomates, qui ne sont pas renseignés du tout, semblent croire que la rupture entre la Russie et la Turquie n'est que l'effet d'un accès de mauvaise humeur de l'empereur Napoléon III. Il y a des personnes qui n'y voient qu'un acte d'étourderie de M. Titow. «M. Titow en est, dit-on, aux regrets d'avoir trop osé. Il cherche l'occasion de se remettre en bons rapports avec lord Stratford Canning, lequel dispose, à ce

316 La Tribune des Peuples qu'il paraît, des opinions politiques du général Aupick.» Dei bruits aussi absurdes ne peuvent tromper que ceux qui, comme nos ministres, ont intérêt à y ajouter foi. Nous dirons même franchement que, de tous les diplomates de l'Europe, il n'y a que le citoyen Tocqueville, notre ministre des affaires étrangères, qui soit étonné de la tournure que prennent les affaires d'Orient. Plus grand est encore l'étonnement de M. le président du conseil. Quant aux autres ministres, nous ne savons quelle est leur opinion sur l'incident; il est très probable qu'ils n'en ont pas de formée. Notre cabinet tout heureux d'être admis à agir de concert l'Angleterre, attendra, pour avoir une opinion sur l'affaire, les décisions des ministres de S. M. Britannique. Le cabinet anglais a l'air d'être surpris de la manière dont la Russie brusque l'affaire, mais il en connaît parfaitement le fond. On n'ignore pas à Londres le plan de conduite que le cabinet de Pétersbourg a depuis longtemps arrêté à l'égard de la Turquie et qu'il n'a cessé de suivre à travers toutes les vicissitudes de la politique occidentale. La Russie se croit fatalement appelée à conquérir l'empire d'Orient. Elle a toujours agi dans ce but, tout en subordonnant son action aux nécessités immédiates de la politique européenne. L'intérêt immédiat pour la Russie consistait à assurer en Europe le triomphe du principe absolutiste. L'empereur de Russie l'a proclamé hautement; il a fait des sacrifices pour obtenir ce résultat: il croit l'avoir obtenu. Après la conquête de la Hongrie, l'asservissement de l'Italie et l'annulation définitive de la politique de la France, on est autorisé à dire que la question de principes est résolue. Le temps serait-il venu, pour la Russie, de penser ses intérêts? La Russie a attendu longtemps. Plus d'une fois elle s'est arrêtée au moment où elle n'avait plus qu'à faire un pas pour atteindre le but final de sa politique orientale. Lors du

Politique générale 317

tassage des monts Balcons, le maréchal Dybicz, déjà maître de la ville d'Andrinople, consentit à accorder un sursis auultan. Pendant les démêlés des Turcs avec les Égyptiens l'armée russe établie en Asie mineure, n'était éloignée que de quelques journées de marche de Constantinople. Elle n'a pas voulu profiter des avantages de sa position. On attribua alors les attermoissements de la politique russe aux influences des ministres anglais et français. La Russie laissa le vulgaire politique féliciter les cabinets de Londres et Paris de leurs succès imaginaires. Le fait est que les démarches, d'ailleurs assez équivoques, du plénipotentiaire anglais et les paroles agréées de l'ambassadeur français n'eurent pas alors plus d'influence sur les mouvements du général Dybicz et du général commandant le corps russe dans l'Asie mineure, qu'elles n'en ont eu dernièrement sur les mesures militaires du maréchal Radetzki. La Russie jugea alors à propos de s'arrêter, parce qu'elle trouvait des difficultés locales inattendues qu'il serait trop long de relater ici. A l'extérieur, la seule puissance dont l'opposition aurait pu être dangereuse fut l'Autriche. Maintenant, la Russie n'a plus rien à craindre de ce côté, n'est donc plus que probable que le cabinet de Pétersbourg s'est décidé à profiter de l'état actuel des choses en Europe pour faire avancer la question orientale vers son dénouement définitif. Nous ne savons pas si on a le projet, cette fois-ci, de renvoyer le padichah Abdoul Medjid dans ses anciennes possessions de l'autre rive du Bosphore; mais ce qui est sûr c'est que Ton se mettra en position de le faire à la première occasion qui se présentera. L'Angleterre ne nous paraît pas avoir les moyens d'entraver l'action de la Russie. Elle ne pourrait, tout au plus,

318 La Tribune des Peuples que barrer le passage à ses flottes et arrêter son commerce d'exportation. Ce commerce est pour la Russie de nulle valeur en comparaison des débouchés qu'elle pourrait s'ouvrir par la mer Noire et par terre du côté de Constantinople. Par conséquent, la crainte de voir sa navigation arrêtée dans les mers du Nord n'influencera en rien la politique orientale russe. Il n'est pas même probable que l'Angleterre se décide à contrarier sérieusement la Russie. Ces deux puissances ont un commun intérêt à affaiblir la Turquie. Elles avaient agi de concert contre Méhémet-Ali, dans la crainte que ce pacha, alors vainqueur des Turcs et très populaire en Orient, ne rétablît l'unité de l'empire musulman. Elles n'avaient pas non plus permis au sultan de rentrer en possession de l'Égypte. La Turquie divisée offre à l'Angleterre, dans un avenir plus ou moins rapproché, des chances certaines de faire la conquête de l'Égypte, et à la Russie la perspective d'entrer en possession de Constantinople. Dans toute cette immense affaire, la France, jusqu'à présent, n'a pas joué de rôle sérieux. La politique dynastique de Louis-Philippe lui imposait le devoir de s'annuler. Le roi était parfaitement servi par MM. Thiers et Guizot. On promenait à grands frais dans la Méditerranée des flottes françaises et l'on donnait dans les journaux des récits pompeux des manœuvres exécutées par les princes royaux, pendant que la Russie arrêtait les progrès des Égyptiens et que l'Angleterre bombardait Beyrouth et Saint-Jean-d'Acre. Le gouvernement exploitait la question orientale dans l'intérêt de l'égoïsme royal. Quant aux publicistes de l'opposition, ils en faisaient le thème de discussion dont rien n'égale l'absurdité. Ainsi, par exemple, les loyaux carlistes ne voyaient dans la querelle du sultan et du pacha qu'une question de légitimité et d'usurpation. Ils félicitaient la Russie et l'Angleterre de zèle monarchique avec lequel ces puissances

Politique générale 319 Sminemment religieuses défendaient l'autorité du chef des croyants contre les attaques d'un sujet hérétique et rebelle. Le caractère de monarque absolu, attaché à la personne du sultan, sanctifiait aux yeux des fervents catholiques légitimistes la qualité de calife (lieutenant du prophète). Les libéraux n'étaient pas d'accord entre eux. Le Constitutionnel, * F auteur de la charte de Gulistan. » D'autres au contraire faisaient valoir le zèle civilisateur, les réformes et les sentiments démocratiques du pacha d'Egypte. Ce sont des hommes d'Etat de cette force-là qui dirigent aujourd'hui notre cabinet! Il serait curieux de savoir comment ils envisagent maintenant la question d'Orient. Prétenent-ils s'en mêler? Et pourquoi faire? Serait-ce par hasard pour assurer à l'Orient la liberté de célébrer les pompes religieuses? 8 octobre 1849. Nous tenons de source certaine que, depuis quelque temps, l'empereur Nicolas s'occupe avec un soin particulier de tout ce qui regarde la Suisse. Les hommes et les choses de ce pays sont pour le tsar l'objet d'un intérêt très-significatif; il s'enquiert surtout des personnages éminents qui, par l'influence de leurs talents ou de leur position, se trouvent à la tête des partis et les dirigent, tels que Druey, Fazy, Briatte etc, etc. Cette curiosité, on voudrait la faire croire inspirée par les sentiments, qui n'ont rien d'hostile à l'Helvétie; cependant ceux qui ont suivi avec quelque attention les habitudes diplomatiques et la façon de procéder du cabinet de Saint-Petersbourg savent à quoi s'en tenir sur ces semblants de bienveillance. La bienveillance de la Russie n'a jamais été désintéressée;

320 La Tribune des Peuples elle cache une arrière-pensée, qui sait attendre le momest convenable pour se produire dans tout son jour hideux. C'est avec cette même habileté caressante et perûdeque la Russie s'est d'abord immiscée dans les affaires de la Pologne et de la Turquie. Si, à l'égard de cette dernière, elle n'use plus aujourd'hui des mômes moyens, c'est qu'elle jup que l'heure est enfin venue de jeter le masque. Que les Suisses, et surtout les habitants de Neuchâtel,⁸⁰ tiennent donc sur leurs gardes; qu'ils ne se laissent point prendre aux douceurs hypocrites de la Russie. Ce n'est H qu'un manège à la Mongol, une sorte de préambule et d'entrée en matière sur la discussion qu'on voudrait bien entonner à propos des prétendus droits de la Prusse sur le canton de Neuchâtel. Avant de se déclarer, on sent la nécessité de préparer les voies par toutes sortes de flatteries et de ruses diplomatiques. Le tsar a si bien réussi à faire ses affaires en allant dernièrement au secours de l'Autriche contre la Hongrie qu'il vert pousser cette veine de succès; il espère bien pouvoir rendre le même service à la Prusse et arriver ensuite à maîtriser et à absorber Tune et l'autre de ces Puissances. La Russie a une politique qui lui est propre: elle aide ses alliés en attendant qu'elle les dévore. | POLITIQUE GÉNÉRALE 10 octobre 1849. S'il était vrai que notre gouvernement eût autorisé le général Aupick à appuyer les remontrances de l'ambassadeur anglais à Constantinople, s'il était vrai que le cabinet frafrj çais, abrité comme il croit l'être maintenant par la puissant*

Politique générale 321 inique, eût osé faire un acte, sinon de protestation, du s de présence à côté du protestant; cet acte, quelles soient d'ailleurs les formes atténuantes, amènerait, le disons d'avance, les complications les plus graves. es craintes de V Assemblée nationale et de tous les or» religieux, politiques et financiers, sont bien fondées, n seul mot du cabinet français peut faire crever cette aux tempêtes que l'empereur Nicolas a daigné jusqu'à nt ne pas ouvrir. L'homme qui eut le courage, il y a un 3 commander aux révolutionnaires de se mettre à ge: *A genoux païens h et dont le mot d'ordre s'exécute >s glacis de Vienne, de Posen, de Bade, de Milan, par>ù Ton continue à faire mettre à genoux les patriotes innés à être fusillés, cet homme pourra bien dire un s jours: a A bas les industriels h empereur de Russie ne s'inquiète pas beaucoup de l'acLe8 flottes françaises, réunies à celle de l'Angleterre. Il ien que la puissance maritime de l'Angleterre est plus uffisante pour soutenir la lutte; quelques vaisseaux de >u de moins ne modifieront en rien les conditions ma>s des puissances belligérantes. Le cabinet russe ne as non plus quel rôle pourraient jouer, dans cette lutte mées françaises de terre, après l'abandon de la Polole la Hongrie, de l'Allemagne et de l'Italie, i fera-t-on agir ces armées contre la Russie ? A moins 3s Russes ne se donnent eux-mêmes la peine de venir ercher en Alsace! Pourquoi donc attribuons-nous une nde importance à la démonstration diplomatique que cabinet est censé avoir faite ou est prêt à faire ? Cette nstration touche à une question morale, empereur de Russie est reconnu comme le représenn Europe du droit divin et aristocratique de l'ancienne é. Il regarde le cabinet français comme une association ioiteurs industriels. 21

322 La Tribune des Peuplées On l'a entendu plus d'une fois dire qu'il honore les industriels, en comprenant sous ce nom les avocats et les journalistes, mais qu'il ne peut pas souffrir de les voir se mêler du gouvernement Il n'a aucune confiance dans un gouvernement bourgeois, et n'a jamais dissimulé ses sentiments à ce sujet Toutes les ressources de cet art avec lequel un spéculateur rusé fait sa cour à une pratique influente ont été mises en œuvre par Louis-Philippe auprès de l'impérial patron; mais elles ont toujours échoué contre ses préjugés de monarque et de gentilhomme. Tout le monde sait le casque l'on faisait à Saint Pétersbourg des personnes qui y représentaient cette royauté bourgeoise. Quant aux rapports diplomatiques entre les deux cours, pour en faire apprécier la nature nous ne citerons qu'un exemple. Lors des complications auxquelles donna lieu rétablissement de la nouvelle royauté en Grèce, M. Lagrenée, chargé d'affaires de France, avait cru devoir adresser au cabinet russe une note explicative sur les intentions de son gouvernement Le ministre russe, pour toute réponse, fit insérer dans le journal officiel de Pétersbourg une déclaration ainsi conçue: «Le gouvernement de S. M. Impériale agira comme si la note de M. le chargé d'affaires de France n'existait pas.» Il y eut beaucoup d'autres notes, dont la Russie ne s'est pas même donné la peine de déclarer la non existence. Tel était le mépris que l'on affectait pour le cabinet des Tuileries. Or, l'esprit de mercantilisme exclusif et vil, l'égoïsme et la pusillanimité que l'on reprochait à Louis-Philippe, le ton de ses correspondances diplomatiques, sont jusqu'à présent en harmonie avec les sentiments politiques de nos gouvernants Que Ton se rappelle l'entrée des Russes en Hongrie et la note de M. Drouyn de Lhuys, déclarant que la France n'aurait pas cette intervention sans regret Si après tout cela, notre gouvernement osait tout à coup

Politique général* 323 se présenter devant la diplomatie avec une note sérieuse, quel scandale de la part d'un cabinet si honnête et si modéré! Nos ministres ont-ils bien calculé l'effet que cela produirait sur l'esprit de l'empereur? Etre ainsi défié! et par qui! Nous sommes sûrs que l'empereur de Russie y verrait un acte d'insubordination et presque de rébellion. On sait comment il traite la révolte. Si quelque chose pouvait sérieusement brouiller la Russie avec l'Angleterre, ce serait la part que nous prendrions dans l'affaire. L'empereur ne pardonnerait pas à l'Angleterre d'avoir fait pacte avec la révolte ! POLITIQUE GÉNÉRALE 11 octobre 1849. Les événements se pressent, les difficultés s'accumulent: aux embarras suscités par l'expédition de Rome sont venus s'ajouter ceux relatifs au différend survenu entre notre cabinet et celui des Etats-Unis, et à l'affaire capitale du moment les menaces austro-russes contre la Porte. La question d'Orient se pose avec une sombre grandeur, une guerre générale peut en sortir. Que va faire notre gouvernement? où allons-nous? Ceux qui par leur position officielle devraient le mieux le savoir, sont précisément ceux qui le savent le moins. Leur politique est une politique d'expédients; le hasard est leur dieu; c'est du hasard qu'ils s'inspirent, et non de la dignité nationale. Cependant, tout le monde est d'accord sur ce point que l'état de choses sans nom où végète la France ne peut durer longtemps; la position intérieure et extérieure se tend de plus en plus; il faut une solution au problème politique qui agite en ce moment l'Europe. 21«

324 La Tribune des Peuples S'il convient à la réaction de ne rien faire, d'amuser le tapis pour mieux tromper l'opinion publique, ce misérable rôle d'attermoisement ne peut convenir à la Russie et à l'Autriche; leur intérêt est avant tout d'agir. La Russie marche, elle gagne du terrain; nous vous en avertissons chaque jour. La Russie avance de chaque pas que vous faites en arrière. La difficulté de la situation n'est pas moins compliquée à l'intérieur qu'à l'extérieur. Une anarchie d'idées et d'intrigues de plus en plus éhontées, tel est le spectacle que nous donne en ce moment la réaction monarchique. Ce spectacle est des plus tristes, mais il est aussi des plus instructifs. La majorité réactionnaire, ce grand parti de l'Ordre qui se disait si homogène, si animé d'un esprit de conciliation patriotique, est en proie à toutes sortes de dissensions intestines. Légitimistes, orléanistes, conservateurs, c'est à qui se renverra le soupçon et l'insulte; on s'accuse, on s'invective, on se jette à la tête les néfastes souvenirs de 1815; on se reproche le milliard des émigrés, où Louis-Philippe eut une si large part; tout cela à l'occasion du douaire de la duchesse d'Orléans. La boutique est en pleine guerre ouverte contre la tradition. Le principe de l'ordre, invoqué par ces prétendus conciliateurs, n'était, comme on le voit, qu'un prétexte aux plus basses menées de l'égoïsme et de l'ambition dynastiques. Maîtres de la situation, du moins ils le croient, déjà ils se dévorent, se disputant à l'avance les dépouilles de la République. La France est leur patrioimoine; les uns la réclament au nom de la branche aînée, les autres au nom de la branche cadette des Bourbons. Touchant patriotisme! touchante unité du grand parti de l'ordre? Ce parti n'a d'unité de vues que dans sa haine persévérante contre la République et les institutions qui en sont les conséquences. Qu'un représentant républicain se lève à l'Assemblée et prenne l'initiative de quelque proposition démocratique, aussitôt sa parole et sa

Politique générale 825 proposition sont étouffées sous les clameurs d'une majorité aussi aveugle dans ses résistances qu'elle est impuissante dans ses actes. Elle ne fait rien; cela ne lui suffit pas: elle veut empêcher de faire. Le seul lien d'union de cette majorité, c'est la peur du socialisme et la haine de la démocratie. Or, la peur et la haine sont des passions négatives; elles ne peuvent produire que l'incertitude, l'anxiété, le désordre et l'anarchie. On ne fonde qu'avec des principes affirmatifs, des passions affirmatives, avec l'amour. Aimez la France, ayez la passion de son génie, et vous fonderez son bonheur à l'intérieur, sa dignité et sa gloire à l'extérieur. Aimez la France! et vous ferez d'elle ce que Dieu veut qu'elle soit, la nation aînée, la nation émancipatrice et civilisatrice, la première nation du monde chrétien. POLITIQUE GÉNÉRALE 12 octobre 1849. L'Assemblée continue de tenir des séances. Le public continue d'y aller, mais il s'y intéresse fort peu. Comment s'intéresser sérieusement aux discussions qui n'aboutissent à rien? Cela devient insipide comme le récit d'un conte que l'on a déjà entendu et que Ton sait par cœur. On sait d'avance le sort réservé aux motions proposées par la Montagne ou le parti socialiste. On connaît tout aussi bien le moyen unique qu'opposeront à ces motions nos conservateurs, celui d'une fin de non- recevoir. L'Assemblée paraît décidée à ne recevoir en lumière et en sagesse que ce qui lui vient du ministère, lequel en appelle à son tour à la sagesse et aux lumières de l'Assemblée. C'est un cercle vicieux, dont on ne pourra sortir que par quelque initiative hardie et inattendue. Mais l'Assemblée se

826 La Tribune des Peuples défie de toute espèce d'initiative. Elle a nommé une commission d'initiative parlementaire, qui ne nous a, jusqu'à présent, initiés à aucune vérité morale, sociale, politique ou parlementaire. La commission d'initiative, de même que l'Assemblée qui l'a nommée, ne veut qu'une chose, c'est qu'on la laisse dans son statu quo matériel et moral. Des causes très-différentes concourent à tenir la commission d'initiative et l'Assemblée dans un état d'immobilité. Les légitimistes craignent toute espèce d'initiative provocatrice qui les mettrait dans la nécessité d'avouer leurs projets d'avenir; les orléanistes n'aiment pas qu'on vienne les troubler dans leur jouissance du présent; les ministres et les représentants qui leur sont plus particulièrement dévoués, flot tant entre le légitimisme et l'Orléanisme, incertains du résultat de la lutte future, désirent garder le plus longtemps possible leur neutralité. Les chances de la candidature présidentielle de M. le duc de Joinville imposent à la majorité le devoir de ne pas trop s'engager avec le parti napoléonien. Au delà de la candidature Joinville, les plus clairvoyants aperçoivent celle de M. le duc de Bordeaux. La majorité, préoccupée des incertitudes d'un avenir qu'elle suppose devoir être légitimiste ou quasi-légitimiste, ne prête qu'un intérêt secondaire aux affaires courantes de la République. Comment pourrait-il en être autrement, puisque l'existence même de la République est mise chaque jour en question? Et cette question, l'Assemblée ne se croit pas la force de la résoudre; elle ne suppose pas non plus cette force au gouvernement; elle doute même que le peuple français soit en état de prononcer sur elle. D'après l'opinion générale des conservateurs, la question de savoir, si nous resterons en République ou si nous sommes condamnés à redevenir monarchistes, dépend tout entière de l'étranger. Pendant que la majorité porte à l'urne

Politique générale 327 ses bulletins conservateurs sur les propositions concernant les finances, le commerce ou la justice, les meneurs du parti se communiquent à l'oreille, les nouvelles joyeuses ou sinistres que Ton tient de l'ambassade de Russie ou d'Angleterre. Ces nouvelles absorbent l'attention du public. Elles motivent les décisions du gouvernement, elles influent seules sur la hausse et la baisse des effets publics sur la place de Paris. L'Assemblée, ayant abandonné toutes les questions de haute politique à l'arbitraire de l'étranger, se trouve lui être soumise, même dans les questions intérieures de justice et de finance. Nous n'avons pas besoin de rappeler les mesures que l'on vient de prendre contre les étrangers réfugiés en France. Il y a des personnes qui ont un grand intérêt à savoir si Ton continuera à appliquer ces mesures, dans toute leur rigueur, ou si l'on voudra bien les modifier. Pour le savoir, il serait inutile d'interpeller l'Assemblée Nationale ou de provoquer les explications du gouvernement; il faut s'adresser à l'étranger. Il en est de même des questions financières; nous le répétons chaque jour: tant que la situation de la République ne sera pas clairement établie envers l'étranger, il n'y aura, dans le système financier de la République, qu'obscurité et incertitude. Car le système financier d'un État exprime et résume ses rapports matériels avec tous les États, sur lesquels il agit, ou dont il reçoit l'action, de telle manière que ce soit Puissent les théoriciens, en matière de finances, comprendre une fois cette vérité! Ils réserveraient pour un autre temps toutes ces utopies de réformes financières, dont ils occupent le public et la Chambre, sans qu'il en résulte aucune mesure d'application immédiate. A quoi servirait la diminution ou une meilleure répartition de l'impôt, dans un pays, où une nouvelle politique, arrivée inopinément de Pétersbourg ou de Constantinople. peut tout-à-coup interrompre les transactions commerciales et ar

328 La Tribune de* PêupUs rêter toute la circulation des capitaux? Des années de travaux ne suffisent pas pour réparer les dommages qu'un anbassadeur étranger peut causer à la France au moyen d'uie seule note diplomatique. Ceux qui s'associent en compagne» d'assurance contre la grêle et l'incendie, et ceux qui nous proposent d'assurer, au moyen d'un nouveau système financier, nos intérêts et nos positions sociales comment ne songent-ils pas à nous assurer contre le plus grand des dangers qui puissent menacer notre crédit national, contre l'action qu'exerce sur nous l'étranger ? Et que l'on ne dise pas que tous les pays sont également exposés aux effets désastreux des paniques, qui suivent l'interruption ou le changement des rapports internationaux. Non, de tous les grands pays, il n'y a que la France qui, grâce à la mauvaise politique de ses gouvernements, soit réduite à recevoir de l'étranger les arrêts qui décident de son crédit Observez la Bourse de Londres: les mêmes événements politiques, qui causèrent la ruine de nos plus grandes maisons de commerce n'y ont affecté presque en rien la fortune publique et celle des particuliers. La raison en est que le commerce anglais a confiance dans le gouvernement de son pays. Le ministère anglais, dans le cas même où il déclarerait la guerre à toute l'Europe, aurait toujours assez de force pour maintenir le crédit national. Les nouvelles qui influent sur les transactions commerciales, les Anglais sont les premiers à les apprendre à l'hôtel du ministère des affaires étrangères de leur nation. Ils ne vont pas les chercher dans les antichambres des ambassadeurs étrangers. En Angleterre, la décision du Parlement sur une affaire internationale, sert de base aux négociants pour asseoir leurs plans de spéculation. Peut-on dire la même chose de notre Assemblée ? Quelle valeur doit-on attacher à ses décisions, si l'on se rappelle celles qu'elle a prises à l'égard de la Pologne, de l'Allema

Politique générale 339 e l'Italie? Imaginez- vous le sort d'un spéculateur, rnisseur de vivres ou d'un armurier, par exemple, ant aux paroles solennelles de l'Assemblée, aurait >es capitaux dans les entreprises polonaises, allemaniliennes? Mais nos spéculateurs ne se sont pas laisdre à ce piège; depuis longtemps, les décisions de >lée n'ont plus pour eux aucun intérêt. l'Assemblée Nationale cesse d'intéresser le parti ré1 progressif, qui n'a rien à attendre d'elle, l'inspire pas beaucoup d'intérêt aux légitimistes et inistes, qui n'espèrent rien d'elle, écisions n'ont rien d'intéressant pour le commerce dont le sort ne dépend plus d'elle, semblée n'intéresse plus du tout l'étranger. Il y a un ne, l'attention de l'Europe était fixée sur elle; mainEurope paraît l'avoir oubliée. Les journaux étrangers nt compte de ses séances que dans leurs arrières-co; d'une manière tronquée, qui trahit le peu d'impor'on y attache. POLITIQUE GÉNÉRALE 12 octobre 1849. ;xamen de la correspondance échangée entre notre ornement et celui des États-Unis sur les affaires Port nder l il résulte que nous devons tout cet embarras is peu diplomatiques que M. de Tocqueville s'est hargé d'affaires français, M. Poussin, se plaignait des prooé•itaine Carpendier, de la frégate américaine Vlris, envers le *ançai8 V Eugène, qui s'était échoué sur le bano de Riso, près je d'Anton Lizardo. {Noie de l'éditeur.)

830 La Tribune des Peuples permises envers le ministère américain. Le gouvernement des États-Unis ne paraît pas avoir d'autre but que de donner à notre ministre une leçon de convenance. Il a cm de son devoir de le réprimander publiquement Notre diplomatie est depuis longtemps habituée à des procédés de cette nature. On se rappelle que, du temps de Louis-Philippe, lorsqu'il s'agissait de faire voter l'indemnité américaine, le roi, qui tenait à conserver la paix à tout prix, conseilla lui-même au gouvernement américain de recourir, à l'égard du cabinet français, à l'intimidation. Le cabinet, intimidé, communiqua ses frayeurs à la Chambre. On vota l'indemnité; mais, comme depuis ce temps, les Américains n'ont plus eu l'occasion d'effrayer nos ministres, ceux-ci ont fini par les traiter avec légèreté. Il est même trèspossible que l'on trouve un certain plaisir à se venger sur une République d'outre-mer des désagréments que Ton ne cesse d'essuyer de la part des monarchies du continent Une telle vengeance est assez dans les habitudes de nos hommes d'État. Les injures qu'ils recevaient des ambassades russe et autrichienne, ils les rendaient avec usure aux ministres plénipotentiaires des Républiques de Rome, de Bade et de Hongrie. On a fini même par mettre quelques-uns de ces plénipotentiaires en prison. On foulait ainsi aux pieds le droit des gens. On défiait les Républiques ainsi insultées dans la personne de leurs représentants d'oser en demander raison. Ce qui caractérise surtout la lâcheté, c'est le mal-à-propos qu'elle met dans tous les actes, où elle simule le courage. La réprimande que vient d'essuyer notre gouvernement ne peut, en définitive, être attribuée qu'à la personne de notre ministre des affaires étrangères: il n'y a rien là qui puisse offenser notre dignité nationale. Le gouvernement des Etats-Unis tient à nous assurer qu'il est toujours disposé à recevoir et à examiner respectueusement toute communi

Politique générale 831 ition du gouvernement français qui pourra lui être adressé par tout autre intermédiaire que M. Poussin. Il laisse assez clairement entendre qu'il fera des difficultés à en recevoir par l'intermédiaire de M. de Tocqueville. DÉCLARATION DE LA DIRECTION DE LA TRIBUNE DES PEUPLES 16 octobre 1849. L'œuvre de la Tribune des Peuples fut fondée par une association de Français et d'étrangers. L'établissement de la République en France et les mouvements nationaux qu'elle provoqua semblaient imposer à tous les hommes voués à la défense de la cause populaire, le devoir de mettre toutes leurs forces au service de la nation. Ici, la première, réalisa chez elle l'idée d'un gouvernement populaire. Le vote du 10 décembre, qui appela à la première magistrature de la République le représentant d'un nom populaire dans le monde entier, et plus particulièrement dans la nation polonaise, décida les fondateurs de la Tribune des Peuples à mettre immédiatement leur œuvre à exécution. Les Polonais y ont activement coopéré. On publia, le 15 mars de cette année, un programme basé sur les décisions fondamentales de l'Assemblée constituante, et l'on commença le 3 journal destiné à le développer. Cependant des malheurs inattendus vinrent frapper successivement toutes les nationalités, dont la Tribune des Peuples continuait à défendre la cause. Le gouvernement français se décida, dans sa politique, pour un système hostile à

332 La Tribune des Peuples cette cause. La situation des étrangers réfugiés en France s'aggrava: des mesures violentes furent prises à l'égard de] plusieurs personnes s'intéressant au journal Dans cette situation, les Polonais qui appartenaient à la direction et à la rédaction de la Tribune des Peuples reconnurent que: Du moment où on leur refuse le droit de combattre à la face du ciel pour leur cause, il est de leur devoir de se retirer de la lutte. Il serait indigne d'eux de la continuer dans l'ombre. Ce serait déroger à leur caractère national et manquer en même temps aux sentiments de respect pour les lois de la République, et pour la personne du premier magistrat chargé de les exécuter. Ce sentiment, les Polonais ne s'en sont jamais départis» durant tout le temps où ils avaient, soit en paroles, soit par des actes, pris part à l'œuvre commune. Dès aujourd'hui, 15 octobre, les Polonais qui appartenaient à la direction et à la rédaction du journal la Tribune des Peuples donnent collectivement leur démission. Le principe de la solidarité des peuples trouvera sans doute en France des défenseurs; mais comme l'application de ce principe sera désormais en dehors de toute influence de notre part, nous déclarons loyalement ne pouvoir accepter la solidarité d'aucun journal, revue ou publication quelconque qui, nous succédant sous le titre de la Tribune des Peuples \ ou tout autre titre analogue, se chargerait de con1 La Tribune des Peuples cessa de paraître le 10 novembre 1849. L'annonce que la Tribune des Peuples serait muette était accompagnée des réflexions rétrospectives suivantes: «Les persécutions contre nous ont été actives. La sainte-alliance des peuples est une idée de mort pour les rois; aussi leurs envoyés à Paris ont-ils mis tout en œuvre pour tuer l'organe de cette idée; ils ont trouvé dans le gouvernement français l'assistance, dont ils avaient besoin. Nos amis étrangers ont été

Politique générale 333 1er l'œuvre qui, jusqu'à présent, nous a été commune c nos collaborateurs français. Pour la direction: N. Olizar ancien sénateur polonais. Pour la rédaction : Adam Mickietvicz. mes d'avoir à abandonner le journal, s'ils ne préféreraient être exes de France. Le plus illustre de nos collaborateurs a vu sa plume ée dans ses mains sur un ordre de Nicolas, interprété par la pofrançaise.» (Note de l'éditeur.)

The text on this page is estimated to be only 0.00% accurate

i!*;r I

Ralph Emerson L'homme religieux réformateur et Essais de
philosophie américaine

The text on this page is estimated to be only 12.50% accurate

* J\

AVANT-PROPOS. Madame d'Agoult, qui fut l'amie de George Sand et celle idam Mickiewicz et, sous le pseudonyme de Daniel Stern, onquis une grande notoriété littéraire, écrivait le 25 juillet 16: «Je ne crois pas me tromper en affirmant que le nom Cmerson est encore à peu près inconnu en France. Il en fait mention à Paris pour la première fois par M. Philae Chasle dans un article sur les tendances littéraires de mérique 1 et plus récemment en d'éloquentes leçons, auird'hui suspendues, par un poète étranger⁸ qui, à diverses crises, le cita à propos de certaines opinions énigmatiques r le langage des animaux et la transmission des âmes.⁸» idame d'Agoult trace d'Emerson le portrait que voici: «C'est homme d'une nature supérieure et qui, pour parler le igage des anciens, a le courage et la sagesse de penser et ,gir conformément à sa nature. Né au sein d'une société •bulente et aventureuse, il reste tranquille et vit en comînication avec son propre cœur, parce qu'il ne trouve rien dehors qui corresponde avec son organisation exquise. 1 Études sur la littérature et les mœurs des Anglo-Américains au X* siècle. Paris 18ôl. Dans ce recueil d'anciens articles, les notes où »st fait brièvement mention d'Emerson sont intitulées: De quelques tes Anglo-Américains. Philarète Chasle ne cite qu'une strophe d'une ce de vers d'Emerson. 9 «M. Mickiewicz en son cours de littérature slave publié sous le ti: le Messianisme et V Eglise officielle.* (Note de Daniel Stern.) » Bévne Nouvelle, fascicule du 25 juillet 1846. 22

338 Avant-propos Ses écrits sont, comme dit excellemment Carlyle, les soliloques d'un esprit vrai, les riches épanchements d'une âme restée fidèle à elle-même et dont rien n'entrave les libres perceptions. Le vice qu'il a le plus en horreur, le seul qu'il attaque avec une ironie opiniâtre, c'est le culte de la convenance qui porte l'homme à suivre en toutes choses l'opinion d'autrui et l'astreint servilement à des façons de vivre contraires aux vœux et aux besoins de sa propre nature. Il peint en traits acerbes la société qu'il représente à l'état de conspiration permanente contre la spontanéité individuelle, contre l'indépendance et la virilité du caractère, contre le génie qui, suivant sa définition, consiste à croire que ce qui est vrai pour nous est vrai aussi pour l'humanité tout entière. *» Philarète Chasle n'a consacré à Emerson que quelques lignes insignifiantes, qui n'auraient sans doute pas suffi à attirer spécialement sur cet auteur l'attention de Madame d'Agoult, si Mickiewicz, des leçons duquel elle fut une auditrice assidue, n'avait signalé à plusieurs reprises la puissante originalité du penseur américain. Madame d'Agoult fut surtout frappée de l'indépendance morale d'Emerson, de son dédain de toute routine spirituelle. Maurice Maeterlinck, qui, lui aussi a présenté Emerson au public européen, est particulièrement touché de l'optimisme de cette philosophie mystique, non moins consolante qu'accessible: «Emerson est venu, dit-il, pour plusieurs au moment où il fallait venir et à l'instant où ils avaient mortellement besoin d'explications nouvelles. Il a donné un sens presque acceptable à cette vie qui n'avait plus d'horizons traditionnels. Il faut vivre, parce qu'il n'y a pas d'heures sans miracles intimes et sans significations ineffables. Emerson est venu affirmer avec simplicité cette grandeur égale et secrète de notre vie. Il nous a entouré de silence et d'admiration

Revue Nouvelle, fascicule du 25 Juillet 1846.

Avant-propos 839 tion. Il a mis un trait de lumière sous les pas de l'artisan qui sort de l'atelier. Il est plus près que nul autre de notre vie habituelle. *» Ce n'est que vers la fin de la vie de Mickiewicz que parut la première traduction française des œuvres d'Emerson. En 1853, M. de Boulogne publie: les hommes représentatifs qu'Izoulet a traduit à nouveau en 1895. 2 Izoulet est effrayé de l'abbattement moral de la France. Elle lui semble une guerrière découragée sous son armure. Les succès des races germaniques et saxonnes lui en imposent. Il voudrait refaire l'outillage moral de la France, l'âme française. C'est ce qui l'a induit à traduire Carlyle et Emerson et à chercher une foi nouvelle. Malheureusement Izoulet estime que le principe de la solidarité humaine est à lui seul assez fécond pour remplacer l'évangile et que le culte des héros sera une religion suffisante, mais il ignore la source à laquelle ces héros puisent leurs vertus surhumaines, quoique Emerson la lui indique. L'année même de la mort de Mickiewicz, en 1855, Emile Montégut publie sa traduction des Essais de philosophie. Il reconnaît à la philosophie d'Emerson le mérite d'être un pressentiment: «Elle éveille, dit-il, notre esprit sur nos destinées futures et nous porte à réfléchir involontairement sur les choses qui seront. 8» Mickiewicz, avant de donner au public sa version de Vhomme réformateur, traduisit VEssai sur l'histoire dont le texte anglais fut publié à Boston en 1841. Il ne paraît pas avoir jamais eu l'intention d'imprimer cette traduction; il se livra à ce travail en vue de son cours au Collège de France, 1 Sept essais d'Emerson traduits par 1. Will avec une préface de Maurice Maeterlinck. Bruxelles 1899. * Les Sur-Humains, traduits de l'anglais par Jean Izoulet avec la collaboration de M. M. Adrien Baret et Firmin Roe. Paris. * Essais de philosophie américaine traduits par Emile Montégut, Paris. 22*

340 Avant-propos où il se proposait d'en citer des fragments. En 1847, il prêta ces pages à un sien ami, Léonard Rettel. Peut-être même lui offrit-il ce manuscrit, il est beaucoup plus probable qu'il le lui communiqua. Rettel, fort instruit et ^intéressant aux sujets les plus variés, avait une curiosité inquiète qui le portait à s'enflammer pour chaque nouveauté. Son indolence ne lui permettait pas la plupart du temps d'exécuter ses multiples projets littéraires, et, comme beaucoup d'écrivains, il lui était très-difficile de restituer un livre ou un manuscrit emprunté, ce qui le rendait la terreur des collectionneurs soigneux. Mais Mickiewicz excusait aisément ce travers chez les personnes de son intimité, plus soucieux de les voir profiter d'une édition rare ou d'un brouillon de sa main que de garder précieusement des documents déjà utilisés par lui. Rettel gratifia de ce fragment Charles Rogawski qui en a enrichi les Archives de l'Académie des Sciences de Cracovie. L'essai sur l'histoire a été traduit en entier, ainsi qu'en fait foi une citation du cours empruntée précisément aux feuillets égarés de la fin. Nous joignons ces pages à la traduction de Thomm religieux réformateur; elles confirment mieux encore en quelle estime Mickiewicz tenait Emerson et quelles sont celles des affirmations de ce maître qui avaient ses prédilections. D'autres indications nous seront fournies à cet égard par les citations du penseur américain semées dans les leçons au Collège de France. Mickiewicz fut surpris des affinités qui existaient entre certaines conceptions d'Emerson et les siennes propres et ravi de trouver en lui un allié inattendu dans la critique qu'il entreprenait de tant d'autres philosophes contemporains. D'invoqua, dans la dernière partie de son cours, les hardiesses d'Emerson comme justification des siennes. Il en parla pour la première fois dans sa leçon du 31 janvier 1843: «L'intelligence, dit-il, ne réussit jamais à dominer les hommes. Elle ne peut pas pousser les masses. D'après le système psycho

Avant-propos 341 logique des philosophes polonais, l'intelligence est rangée parmi les facultés inférieures de l'âme. Un philosophe américain, le premier certainement parmi tous les penseurs, accepte ce système. Il le devine sans le connaître. M. Emerson, que je vous citerai souvent plus tard, parce que vous verrez dans ses ouvrages plusieurs chapitres qui paraissent être consacrés à expliquer les philosophes et les poètes polonais, ce penseur croit aussi que le germe, le centre de toute action est l'âme. Cette âme agit soit par l'intelligence, soit par le sentiment; elle crée une philosophie, une poésie. Mais, dans son action inférieure, elle apparaît d'abord comme prudence; elle s'élève à peine au-dessus de la brute; elle devient plus tard philosophie, et enfin elle devient sagesse. Ainsi, dans l'échelle de l'humanité, les hommes prudents occupent la dernière place; viennent ensuite les hommes intelligents ou intellectuels; puis les poètes, et enfin les vrais sages. Emerson croit que, comme dans la nature, les forces, les fluides que nous appelons impondérables, tels que le magnétisme, la lumière et l'électricité, ne sont que des forces matérielles plus subtiles et mieux dégagées: ainsi l'intelligence de l'homme n'est autre chose qu'une force matérielle de ce genre, élevée à une troisième ou quatrième puissance. L'âme de l'homme peut s'emparer de la terre, de la vapeur, de l'électricité, de l'intelligence, l'employer à ses fins; mais elle doit s'élever vers ce qu'il appelle l'âme universelle, c'est-à-dire vers Dieu.¹» Le professeur revient à Emerson dans la leçon du 21 février 1843 à propos du drame: la Comédie Infernale de Sigismond Krashinski en signalant les analogies qu'il remarque entre les vues d'Emerson et celles des poètes polonais: «Je vous lirai à cette occasion quelques lignes d'un philosophe dont nous avons déjà cité le nom, M. Emerson. Les idées que ce philosophe expose coïncident d'une manière singulière * L'Eglise officielle et le Messianisme, t. 1. Paris 1845.

342 Avant-propos avec l'idée nationale polonaise et expriment on ne peut mieux les besoins de notre époque. Nous avons dit, dans notre cours précédent, que le dogme fondamental sur lequel reposait la nationalité slave en général et la nationalité polonaise particulièrement, était la croyance dans l'influence continuelle du monde invisible sur le monde visible; — et nous prenons ici la nationalité dans l'acception la plus large de ce mot: nous la considérons comme étant la source de toute vérité, de toute force, de toute puissance nationale. Nous avons pris soin d'appuyer notre opinion de preuves historiques et de montrer la marche de cette idée se réalisant même dans la poésie et dans la philosophie slaves. Ecoutez maintenant les paroles du philosophe américain. Emerson certainement n'est pas partisan des écoles philosophiques de l'Occident, il les combat et il les tourne même en ridicule. Il ne paraît appartenir à aucune des sectes de l'église établie: c'est un philosophe pratique, une espèce de Socrate américain. Ces lignes sont tirées d'un discours prononcé à Boston, devant l'association des ouvriers réformistes, et publié en 1841, dans un journal américain très-peu connu: The Dial, et qui est tombé par hasard entre nos mains. Il parle à ses compatriotes, réputés le peuple le plus pratique et le plus matérialiste du globe: «Je suis d'accord avec vous que la vie, telle qu'on nous «l'a faite, est vulgaire dans sa marche et pauvre dans ses «moyens; que certains devoirs que nous sommes destinés à «remplir, et certaines fonctions pour lesquelles nous sommes «créés, sont devenus si rares dans le monde qu'à peine en «conserve-t-on un vague souvenir, grâce à quelques vieux «livres et à quelques obscures traditions: qu'un prophète, un «poète, un homme beau et parfait, nous ne le connaissons «pas; qu'il ne nous a pas été donné d'en voir un seul; que «certaines sources d'instruction humaine sont obstruées et «tellement négligées qu'on en a oublié jusqu'aux noms; que

Avant-propos 843 «le commun des hommes, parmi lesquels nous vivons seraient singulièrement étonnés (tvill hardly bear to be told) «si on leur disait qu'il est du devoir de chaque homme d'ou«vrir son âme à l'extase et à l'illumination divine; que sa «vie journalière doit être relevée par l'influence du monde «spirituel {an inter course tvith the spiritual tvorld.) Je re«connais tout cela; mais je suppose qu'aucun de mes audi«teurs, aucun homme honnête et intelligent, ne peut nier «qu'il ne soit important pour lui de régler sa vie et sa con«duite de manière à rendre possible et facile cette commu«nication avec la nature immatérielle.» Ce passage est extrait de l'homtne religieux réformateur. «Si c'est de cette manière qu'on parle au peuple américain, continue Mickiewicz, à des hommes qu'Emerson lui-même accuse de n'avoir pas les deux vertus nécessaires, l'espérance et l'amour, quel devrait être le langage des politiques et des philosophes qui s'adressent au peuple slave, auquel personne n'a refusé ces deux vertus: l'amour et l'espérance? Quelle épouvantable responsabilité pèserait sur les hommes qui voudraient agir sur ce peuple, en employant les formules d'une société morte qui manque précisément de ces vertus, et qui n'a créé les formules que par suite du sentiment de cette absence d'une force intérieure! Quelle responsabilité n'y aurait-il pas à parler à ce peuple qui a conservé sa foi intacte, ses grandes traditions nationales et un sentiment d'humanité si pur et si exquis, en évitant de mentionner Dieu, la religion et l'amour! 1» Dans sa leçon du 16 mai 1843, Mickiewicz relève dans Emerson ces aperçus sur les animaux que Madame d'Àgoult qualifiait d'énigmatiques et qui l'offusquaient quelque peu: «On devrait, fait-il remarquer, examiner s'il est vrai que l'homme soit maître de la nature. Les SaintSimoniens avaient 1 L'Eglise officielle et le Messianisme, t. I, Paris 1845.

844 Avant-propos quelque pressentiment de la vérité, lorsqu'ils disaient que l'homme doit former une association avec le globe et non pas l'exploiter seulement à son profit exclusif. Les idées des peuples anciens étaient beaucoup plus morales sous ce rapport. Leurs cérémonies religieuses protégeaient l'esclave, l'animal et même l'arbre. La loi ancienne, la plus humaine de toutes celles qui ont régi l'antiquité, la loi de Moïse ordonne de veiller sur la plante et l'animal et même donnée la terre des jours de repos... Tout le monde commence à pressentir qu'il y a un lien plus intime qu'on ne l'a cru jusqu'à présent entre l'homme et ce que nous appelons la nature. Un philosophe américain, Emerson, que j'aime à citer souvent, s'adresse aussi cette question: Qu'est-ce que l'animal ? Qu'est-ce que l'arbre ? L'idée du pouvoir absolu sur les animaux, sur les arbres, sur la terre, sur la nature universelle, cette idée que l'homme en est le centre, le Dieu, le despote absolu, c'est l'idée des temps modernes, c'est la dernière expression de l'orgueil philosophique.¹» Pendant qu'Emerson scrutait avec une curiosité émue le mystère de l'existence du monde animal, un grand mystique polonais, André Towiański, abordait plus audacieusement encore la solution d'une des énigmes les plus troublantes de celles qui se dressent devant l'esprit de l'homme depuis l'origine des êtres. A propos d'un de ses écrits, Mickiewicz dans sa leçon du 26 décembre 1843, invoque l'autorité d'Emerson: «Une production nouvelle est venue, une production anonyme. Elle est intitulée: la Gène. Parmi les philosophes, nous ne citerons plus que le Polonais Cieszkowski et l'Américain Emerson, lesquels nous aideront à comprendre ce qu'il y a de trop étranger aux habitudes du public dans la production dont je viens de parler et qui part de cette région élevée que les philosophes, dans leur langage, appellent l'intuition, réel L'Eglise officielle et le Messianisme, 1. 1, Paris 1845.

Avant-propos 845 ion qui a été indiquée par un philosophe polonais, Cieszkowski, comme la source unique de toute vérité d'avenir. En philosophie américain, Emerson, est arrivé au même résultat *» Le 9 janvier 1844, Mickiewicz entretient ses auditeurs de son intention de faire «plus tard une étude sur la philosophie de l'intuition de Cieszkowski comparée avec celle d'Emerson.» Le 23 janvier 1844, au sujet de la conversion de Ratisbonne, il emprunte à Emerson l'argument suivant: «Un protestant, un philosophe américain, Emerson, a écrit un essai qui explique ce que c'est que ce moment.² Il croit que celui à qui Dieu a parlé une fois seulement, celui-là sait déjà tout.» Le 7 février 1844, Mickiewicz montre que le laïque se laisse devancer par les laïques dans la création des expressions les plus essentielles: «Maintenant, dit-il, tout ce qu'il y a de moderne dans la langue, tout ce qui exprime les besoins ou des instincts nouveaux, des espérances nouvelles, a été créé par les laïques: Progrès, terme employé pour la première fois, dans le sens que nous y attachons, par saint-Martin et développé comme base d'un système par Condorcet; Fraternité des peuples, invoqué pour la première fois comme principe politique par la Révolution française; exaltation, comme caractérisant l'état de l'esprit qui conçoit les hautes vérités, et comprise pour la première fois dans ce sens par M. Pierre Leroux; Intuition, comme point de départ de toute philosophie spéculative, démontré logiquement par I. Cieszkowski et expliquée d'une manière populaire par J. Emerson.⁴» Le 19 mars 1844, Mickiewicz expose encore les problèmes de l'Eglise officielle et le Messianisme, t. II, Paris 1845. * Allusion à la réponse de Ratisbonne à ceux qui exigeaient avant de le baptiser qu'il justifiât de la connaissance du catéchisme: «Je viens de voir la reine des anges et des apôtres, j'ai appris tout dans un moment.» * L'Eglise officielle et le Messianisme, t. II, Paris 1846. 4 L'Eglise officielle et le Messianisme, t. II, Paris 1846.

346 Avani-propoa xités d'Emerson devant le poignant problème des créature* muettes: «L'homme, dit-il, sait qu'il est le roi de la nature; cependant, tout en travaillant à devenir libre, il continuel exercer son métier de roi sur les créatures inférieures à la manière des potentats nègres et des chefs sauvages, auxquels l'idée ne vient pas que leurs sujets peuvent aussi avoir des droits. Déjà quelques savants commencent à s'apercevoir qu'il ne suffit pas d'appliquer le scalpel au cerveau d'un animal, ni de le déchirer tout vivant pour savoir ce qui se passe dans son esprit. Les savants mêmes avouent que plus d'une fois ils ont vu un animal appliqué à la torture, concentrer par un dernier effort dans ses regards une expression de douleur presque humaine, un je ne sais quel cri intérieur qui faisait reculer l'anatomiste. Un de vos grands écrivains a dit que la douleur donne droit à V immortalité : une créature qui meurt en souffrant ainsi n'aurait-elle rien à espérer? Il y a des savants, et je pourrais même citer leurs noms, qui se préoccupent vivement de cette question. C'est une des questions pendantes de l'époque actuelle. Pour le prouver, je vous citerai quelques mots du philosophe américain Emerson, de celui qui représente le mieux les besoins de l'époque actuelle, qui n'est parvenu, il est vrai, à résoudre aucune question, mais qui les a posées toutes avec une netteté et une précision admirables. Voici ce qu'il dit: «Notre science «actuelle, sous ce point-de-vue, ne voit que très-peu de chose; «pour ne pas dire rien. O philosophes! observateurs des étoi«les. avez-vous observé les allées et venues des rats qui cir«culent sous votre plancher? Mais regardez un peu les cour«ses des lézards jouant sur les murailles; examinez la fourmi «que vous foulez du pied et dites-moi quelles données nou«voiles, quelles connaissances intimes avons-noussur l'histoire «du royaume animal, aussi ancien et plus ancien peut-être «que celui de la race indo-germanique? Les citoyens de ce «royaume continuent à tenir leurs assemblées dans le voisi

Avant-propos 347 • nage de l'empire humanitaire; mais il n'y a aucune communication entre ces deux Etats; par un mot, pas un signe n'est • passé du langage des uns dans le vocabulaire des autres. Il t y a plus: votre histoire entière ne conserve que le souvenir «d'une petite partie des travaux de l'homme, elle ne parle que «de vos travaux métaphysiques et politiques; quelles lumières, je vous le demande, a-t-elle répandues sur les mystères «de la mort et de l'éternité, et de nos rapports avec Dieu et «avec la nature? Je suis honteux de voir que ce que nous ap«pelons pompeusement l'histoire universellen'estqu'une chrocnique d'un petit coin de la création, d'un petit bourg pourri «inféodé à quelques noms classiques. Nous répétons Rome «et Rome, Paris et Londres. Mais cette vieille Rome que savait-elle des rats et des lézards? Quel intérêt peuvent avoir «les Olympiades et les consulats pour nos concitoyens muets, «qui nous avoisinent et qui nous entourent de tous les côtés? «Quels enseignements moraux ou pratiques offre cette his«toire aux Esquimaux, aux Kamtchadales, à un cocher de ca«briolet, à notre portier, à notre brave porteur d'eau? et s'ils «connaissaient cette histoire, en quoi en seraient ils plus sa«ges, plus éclairés et plus puissants? x» Mickiewicz cite ici V Essai s-ur l'histoire, les dernières lignes de cet essai. Le 30 avril 1844, il puise chez Emerson des arguments contre les doctrinaires: «Les penseurs et les poètes polonais, s'écrie-t-il, se détournent avec dégoût de tout ce qui est livre, de tout ce qui est système. Ce dernier cri de la littérature polonaise trouve de l'écho de l'autre côté du globe, en Amérique. Là Emerson prêche la même guerre sainte contre les hommes de livres et de systèmes, contre ce monde factice, gâté et pourri. Nous n'y pouvons plus rien apprendre sur notre avenir, le passé même ne s'y trouve plus. Ce n'est pas 'en dehors de nous, dit 1 L'Eglise officielle et Ū Messianisme, t. II, Paris 1845.

348 Avant-propos Emerson, que nous devons chercher notre histoire, il faut que nous apprenions à la lire en nous-même. L'histoire doit marcher incarnée dans chaque homme juste et sage. Les docteurs de l'Eglise ont dit que chaque chrétien doit, sa vie durant, traverser toutes les époques de la vie de l'Eglise, qu'il doit résumer en lui-même cette histoire. Emerson, d'accord en cela avec les docteurs chrétiens, nous engage à résumer en nous l'histoire politique de nos nations, de la compléter et d'en commencer un chapitre nouveau. Cinquante ans avant Emerson, un poète polonais, Krasicki, saisit cette même idée de l'unité de l'esprit individuel traversant la multiplicité des formes et la développa dans un roman historique.¹» Enfin le 21 mai 1844 Mickiewicz termine ses emprunts à Emerson par l'observation que voici: «Le monde avoue qu'il ne peut pas produire la vérité. Les moyens de la recevoir ont été pourtant soupçonnés par quelques philosophes (Cieszkowski, Emerson). Ils reconnaissent la nécessité du travail intérieur, mais ce qu'ils ignorent, c'est que tous les hommes et tous les peuples n'y sont pas également préparés. Il y a tel désert d'Arabie et tel plateau des Alpes qui défieraient toute l'industrie artésienne: il faut les laisser au travail des éléments et des siècles. 2» Emerson vint pour peu de temps à Paris en 1848. Madame d'Agoult lui fit les honneurs de la capitale. Il est probable que ce fut au moment où Mickiewicz séjournait en Italie. En tous cas, rien n'indique que le poète polonais se soit rencontré avec le philosophe américain qu'il plaçait si haut et dont il fut l'un des premiers à révéler le génie, non seulement à la Pologne, mais aussi à la France. Ladislav Mickiewicz. 1 L'Eglise officielle et le Messianisme, 1. 1, Paris 1845. 3 ibid.

i \ L'HOMME RELIGIEUX RÉFORMATEUR¹. Je vous parlerai de la situation exceptionnelle où se trouve maintenant tout honnête homme qui se sent appelé à se poser en réformateur de la société. Nous croyons tous qu'il n'y a rien de plus digne de nos méditations et nous y sommes entraînés par ce qu'il y a de plus intime dans l'homme, par nos sentiments religieux. Réformer sa vie, c'est commencer une vie nouvelle. Or, la vie telle qu'on l'a faite, est vulgaire dans son aspect, pauvre dans ses moyens, et vile dans ses tendances. Certaines fonctions et missions sociales, indispensables aux progrès de l'homme, sont devenues si rares dans le monde, qu'à peine on en conserve un vague souvenir, grâce à quelques vieux livres, à quelques obscures traditions. Un prophète, un poète, un homme beau et parfait, nous ne le connaissons pas; il ne nous a pas été donné d'en voir un seul. Bien plus il existe certaines sources mystérieuses de connaissances que nous ignorons au point d'en avoir oublié jusqu'aux noms. La plupart des hommes parmi lesquels nous vivons se1 Discours prononcé par H. W. Emerson dans une séance de l'association des ouvriers réformistes de Boston et publié sous le titre: Mnn the Reformer. (La traduction actuelle a paru en feuilletons dans les N° 5, 6, 26 et 32 des 19 et 20 mars, 8 et 16 avril 1849 de la Tribune des Peuples).

350 R. W. Emerson raient singulièrement étonnés si on leur disait qu'il est du devoir de chacun de tenir toujours notre âme élevée, de l'exalter même jusqu'au point de recevoir des inspirations d'en haut, jusqu'à l'extase. Et pourtant il ne faut rien moins qu'une intervention du ciel et le concours des puissances intermédiaires entre le ciel et la terre, pour qu'un homme puisse achever régulièrement la course d'un seul jour dans l'arène de la vie. Nous sommes d'accord sur tout cela. Je pense que chacun de ceux qui m'écoutent aura déjà entendu lui-même du fond de sa conscience une voix qui lui a dit qu'il était temps pour lui d'en finir avec toutes ces habitudes vicieuses, toutes ces timidités, toutes ces restrictions mentales, qui nous lient au passé. Eh bien ! que chacun de nous, en sa qualité d'homme libre et intelligent, devienne nouveau réformateur et bienfaiteur de son espèce. Renonçons une fois pour toutes à cette manière de marcher cauteleusement à travers le monde, où, semblables à des commissionnaires pressés ou à des espions, nous tournons tous les obstacles, trouvant toujours un prétexte honnête d'excuser la crainte que nous aurions de nous y heurter. Un homme courageux et sincère du moment où il entrevoit un but digne de lui, marche ferme et droit; il fournit bravement sa carrière, et la laisse à ceux qui le suivent, plus facile, également honorable et plus profitable même. L'esprit humain, depuis que l'histoire existe, n'a jamais visé à une réforme aussi radicale que celle qu'il est appelé à accomplir de nos jours. Les jésuites, les quakers, les luthériens, les hennhutter, les sectateurs de Knox, ceux de Wesley, de Swedenborg, de Bentham, tout en décrétant d'accusation la société, cherchaient cependant à en sauver quelques éléments constitutifs. Les uns épargnaient l'Eglise officielle, les autres l'Etat, ceux-ci la littérature, ceux-là la vie de famille, quelques-uns leurs garde-manger, presque tous leurs bourses.

L'homme reiiyieux réformateur 351 Maintenant la trompette socialiste appelle tout, hommes t choses, à la barre du tribunal du dernier jugement L'Eglise, as lois et le commerce, la ferme et le laboratoire, tout cela st attaqué par l'esprit nouveau. Il n'y a pas de royaume, pas le ville, pas de Constitution, de rite, d'Etat, pas d'homme ni le femme qui n'en soient menacés. Si les ennemis des vieilles institutions d'aujourd'hui agissent parfois en aventuriers et même en furieux, si leurs plans le réforme ont l'air de chimères, cela prouve, selon nous, que état de choses actuel doit être furieusement chimérique our provoquer une opposition aussi monstrueuse. Hommes positifs! c'est lorsque vos actions et vos personnes deviennent fantastiques, tant vous êtes faux, c'est alors ue les hommes de théories se trouvent forcément lancés ers le monde des idées à la recherche de la flamme régéératrice, pour ranimer ce monde, que vous ne cessiez de rapper de mille morts, à la recherche de l'idée de l'époque, jaissez les idées conquérir enfin le pouvoir qui leur est dû ans la société; rendez la vie belle et poétique, et alors vous errez ces théoriciens froidement violents se métamorphoser n héros d'amour, en grands citoyens et philanthropes. On aurait beau opposer aux idées nouvelles ces fins de on recevoir: Attendu que les vieilles nations, Attendu que les lois séculaires, Attendu que la propriété et les institutions de dix mille ités sont établies, basées, etc., Attendu que, etc., etc. Le démon de la réforme a une clef qui ouvre le cœur de homme de loi, même le cœur de l'épicier. Quelqu'un de vous conçoit-il une pensée nouvelle, voit-il oindre une espérance nouvelle ? Eh bien, au moment où >n esprit s'est illuminé, où son cœur s'est dilaté, qu'il sache ue, dans ce moment même, un millier de cœurs sympathi

352 R. W. Emerson ques se réjouissent de cette même lumière et tressaillent de la même joie. Cette étincelle, cette jouissance, bref, ce secret social que vous voulez garder pour vous seul, il est déjà trahi. Vous sortez de chez vous pour dire ce que la personne que vous rencontrez à votre porte allait précisément vous dire. Votre voisin, l'usurier, nature de cuivre monétaire, qui ne vit qu'en farfouillant dans les annonces et les réclames, lui aussi, à votre grand étonnement, perd contenance et devient mouton, en entendant un mot de vous, un mot gros d'une idée. Celui-là, pensez-vous, l'homme-métal, ne sera pas certainement du mouvement! Il a de quoi rester ferme, l'homme métal ; la résistance est sa nature. Eh bien, il s'ébranle, il fléchit, il prend la fuite. L'homme de théorie l'a vu, l'a jugé, et à son tour s'écrie avec enthousiasme: «Villes grandes, bourgs et villas, équipages, chevaux de selle du Jockey-Club, vous ne m'en imposerez plus. Villes, hommes et chevaux, je vous prends à témoin que voilà le moment où tous mes rêves solitaires s'accomplissent en plein jour. L'idée qui est venue me traverser il n'y a qu'un moment, l'esprit et que j'hésitais à émettre, de crainte de paraître ridicule, visionnaire, cette idée parle déjà par la bouche de ce courtier marron que voilà, de cet avocat stagiaire, de ce maquignon, de ce marchand de vieux habits et vieux galons. Mon idée est déjà devenue leur cité, leur marchandise, leur aflairo. Si je n'avais pas émis cette idée hier, je serais aujourd'hui un homme arriéré. Entendez, oyex, c'est la rue de la Chaussée-d'Autin qui s'inspire, c'est le boulevard des Italiens et des Capucines qui prophétise.» Soyons sérieux. Ne nous étonnons pas de l'acharnement avec lequel les hommes nouveaux poursuivent leur enquête contre les abus de la vieille société. Mettons-nous dans la position d'un homme nouveau: mettons-nous pour nous expliquer plus clairement,

L'homme religieux réformateur 358 à la place d'un jeune homme qui entre dans la vie sociale, simple, vertueux et fier. Dès son début, la société lui impose le devoir de s'assurer des moyens d'existence. Il faut qu'il vive, il faut par conséquent qu'il gagne. Or, sur chaque chemin, sur chaque sentier qui conduit vers la fortune, il rencontre un abus insurmontable. Il essaie du commerce. Y a-t-il maintenant un commerce sans fraude? De la fraude au vol il n'y a qu'un pas; or le vol n'est pas encore le dernier terme de la carrière commerciale. L'état de négociant n'est pourtant pas au fond incompatible avec la qualité d'honnête homme. Les spéculations commerciales excitent l'activité, exercent l'intelligence. Ce ne sont pas les besoins ni les nécessités du commerce, ce sont les vices des commerçants qui ont fait de la Bourse et de la boutique des abîmes d'iniquités. Comment un jeune homme oserait-il y pénétrer? Comment en sortirait-il, sans y laisser sa vertu? Il faudrait pour cela une énergie qu'il n'a pas encore acquise et une expérience qu'il ne pourra acquérir qu'aux dépens de sa vertu et au détriment de son génie. Génie et vertu, il faut les laisser à jamais en franchissant le seuil du temple de Mammon, et ce ne sont que les prémices de l'offrande! Il faudra sacrifier ensuite tous les rêves dorés de l'enfance, toutes les passions généreuses de la jeunesse, tous nos trésors intérieurs, jusqu'à la prière que notre mère nous a apprise au berceau. Voilà le jeune homme déjà initié au grimoire et en partie double, expert en tripotage, et inscrit comme serf attaché à la routine. Malheur à lui s'il a conservé dans l'âme la moindre étincelle du feu sacré, le moindre germe d'indépendance dans l'esprit! Malheur à lui, il ne réussira pas, c'est un homme perdu, il fera faillite! Que lui restera-t-il alors à faire à ce proscrit de la Bourse, à cet exilé de la boutique? Il ne lui restera plus qu'à se refaire tout simplement paysan, à essayer, 23

The text on this page is estimated to be only 27.62% accurate

554 R. W. Emêrton la pioche à la main, de se créer une existence comme un colon qui commence la culture d'un monde nouveau. Le voilà donc dans la nécessité de devenir un homme nouveau. Le commerce a tellement envahi la société entière, qui nous sommes tous plus ou moins complices, sans le savoir, des fraudes, des frelateries, du vol et du recel commercial. Pour nous en convaincre, observons toutes les métamorphoses par lesquelles passe un article de commerce, depuis sa naissance sur le sol natal, jusqu'à son entrée définitive dans la bouche du consommateur. Je vous le dis en vérité, nous mangeons la fraude, nous buvons la frelaterie, nous fumons le crime, et nous nous revêtons du parjure. Prenons, par exemples, ces articles qui nous arrivent des Indes occidentales, de l'île de Cuba (pays pourtant catholique), pays officiellement religieux, où chaque marchand, le consul excepté (le plus marchand des marchands), est tenu dit-on, d'obtenir un brevet de christianisme et de catholicisme Ces articles, savez-vous comment et de qui on les obtient? Vous rappelez-vous qu'il existe quelque part une population de travailleurs esclaves, appelés nègres, qu'il y a des marchands négriers, des exploiters des nègres? Si vous ne le savez pas, si vous l'avez oublié, lisez les discours de tous les Schœlcher de l'époque. Votre conscience fléchira sous le poids de l'énorme dette humanitaire que la chrétienté a contractée envers la population noire, dette dont les intérêts commencent à courir du jour où le premier nègre a été vendu par un planteur, dette dont nous sommes tous solidaires. Ajoutez qu'avec le temps, le capital de cette dette humanitaire augmente par suite des raffinements que l'on apporte dans les méthodes d'exploiter l'esclavage. A l'heure qu'il est les marchands de Cuba n'achètent plus que les individus mâles. Les travailleurs y naissent condamnés à l'esclavage, et, à mesure qu'ils avancent on acre, leur peine se trouve à

L'homme religieux réformateur 366 aggravée par une nouvelle condamnation, la condamnation au célibat. Et tout cela pour nous fournir du sucre colonial et des cigares de la Havane! Laissons ces horreurs africaines du commerce transatlantique. Parlons du commerce européen proprement dit, du commerce licite, légal, bon genre et bien élevé. Certes, ce digne commerce doit être bien peu sensible, bien froid, et la preuve en est que, si en parlant du commerce je m'avisais de prononcer ici le mot amour ou héroïsme, tout le monde en serait choqué. J'aurais l'air de proférer des blasphèmes. L'amour, l'héroïsme, comment les traduirait-on dans le langage systématique du commerce? Le commerce ne les admet pas, il se refuse à les comprendre, il n'aime pas à les entendre prononcer. Le commerce a son système, sa langue à lui. C'est un système de confiance méfiante, de pratiques clandestines faites en plein soleil, de trahisons candides, de secrets profonds qui se trahissent par les affiches. Sa langue est composée de signes de doigts hiéroglyphiques, dont chacun a la valeur de millions de notes (bank-notes), dont chacun est accompagné des accents les plus aigus et en même temps les plus graves qui aient jamais existé; tout-puissants sur les masses, ils occasionnent la hausse et la baisse à la Bourse. Cette langue a des demi-mots qui, dits à l'oreille, changent les convictions des hommes d'État rebelles à l'éloquence parlementaire. Elle a aussi des mots propres et un style précis qui ne disent absolument rien. Dans cette langue il n'y a pas un seul mot susceptible d'être dit à l'oreille d'un brave homme, d'un ami, de la femme qu'on aime. Ceux qui veulent continuer à vivre et à parler avec de braves gens, avec des amis et des femmes qu'ils aiment, sont tenus de répudier le système et la langue du commerce. 23*

The text on this page is estimated to be only 29.76% accurate

866 B. W. Emerson Doivent-ils pour cela condamner le marchand et le manufacturier à cause du péché du commerce et de l'industrie? Non. Ce n'est pas l'individu qui a péché ni le métier qu'il exerce, ce n'est pas même la corporation à laquelle il appartient: c'est le péché originel de chacun de nous, fils de la société mercantile; c'est le péché du producteur, du manufacturier et du consommateur. Prenez à part chacun d'eux, il ne fera pas de difficulté de reconnaître le péché; il demandera même à genoux, et chapeau bas, l'absolution; mais il ne s'avouera jamais coupable. Est-ce moi qui ai inventé la fraude ? M'accusez- vous d'avoir pris un brevet de fauterie? Tout le monde le fait, et le moyen de ne pas faire ce que tout le monde fait Que suis je moi? un pauvre diable! Il faut que je vive. En effet, le mal commercial est universel, social; il agit avec toute la force qu'il emprunte à la société, et personne parmi les marchands, n'ose réagir dans l'intérêt de la société, comme membre de la société, comme homme. Mais un marchand est-il un homme? tient-il à la société? il a dû abdiquer, nous l'avons déjà dit, sa dignité d'homme; il s'isole de la société, il est en guerre avec elle, il ne voit dans ses semblables que des concurrents, et par conséquent des ennemis. Ne vous étonnez pas maintenant, s'il y a tant de jeunes gens qui, ayant embrassé avec enthousiasme l'état de commerçants, le quittent, n'y reviennent pas, et n'y reviendront plus. Ces braves jeunes gens avaient de l'Âme! Une âme, toute petite quelle soit, est déjà trop vaste pour pouvoir être à son aise dans une boutique ou un comptoir, ce qui est encore plus étroit qu'une boutique. Nous voilà définitivement décidés à ne pas nous mêler du commerce. Et cependant il faut vivre. Nous voulons vivre en travaillant. Il y a mille manières de travailler. Il y a des ateliers, des bureaux de placement, des sociétés anonymes

L'homme religieux réformateur 357 d'assurance contre le recrutement, contre les incendies, la grêle et jusqu'à des bureaux de mariages. Si nous en essayions? Hélas, hélas! la grande bête malthusienne, le grand boa mercantile enlace et serre dans ses replis et le commerce et toute son engeance: professions, spéculations, sociétés anonymes et sociétés en commandites. Partout le même danger pour la conscience! Essayez de travailler un seul jour dans le bureau d'une de ces associations ou entreprises. Vous verrez qu'il y existe un art tout à fait nouveau pour vous, l'art de fermer les yeux dans les occasions où tout le monde a l'habitude de les ouvrir, comme l'art de prêter avec complaisance l'oreille à des paroles qui feraient fuir tout le monde, excepté les employés de l'administration. Et puis, un bureau, c'est un pays qui a ses lois, ses coutumes très diverses et en même temps très identiques en ce qu'il exclut et condamne également tout, depuis les scrupules de conscience, d'opinion jusqu'aux plus petites velléités d'honnêteté. Nous avons déjà parlé de la dernière ressource qui reste à notre jeune homme intelligent, laborieux, n'ayant enfin d'autre défaut que celui d'être un homme religieux; s'il se trouve mal à son aise au milieu des hommes, il peut toujours vivre avec la nature, ou, pour mieux dire, demander à la nature les moyens de vivre, ou bien encore, en bonne prose, se faire paysan, toute au moins fermier. Nouvelle difficulté: on n'acquiert pas un arpent de terre, on n'arrive pas à la possession d'une ferme, sans avoir de l'argent. Quand on n'a rien à vendre, il faut pour avoir de l'argent, mettre en vente quelques années de sa vie, en vente ou en gage. Notre homme oserait-il le faire? Lui qui croit être comptable envers la providence et l'humanité de chacune des heures de sa vie. Selon lui chaque heure a la même valeur,

858 R. W. Emerson celle que nous aurions vendue, vaut peut-être plus que celle dont nous voulons nous assurer dans l'avenir la possession. Impossible donc d'avoir un morceau de terre. Eh bien, tant qu'il y aura un seul homme à qui l'on niera le droit de posséder quoi que ce soit sur la terre, l'existence de cet homme sera nécessairement la négation de tous les droits de ceux qui possèdent quoi que ce soit Ici nous touchons à la question de la propriété. Mais, est-ce une question? Peut-on mettre en question un principe, un droit si peu contestable en logique, si fortement posé en fait et, ce qui est plus, si facile à comprendre, si général en application, si simple enfin? Quoi, mettre en question un contrat qui porte en lui-même toutes les preuves possibles de bonne foi et de simplicité primitives, le contrat que l'homme conclut avec la nature; l'homme en sa qualité de cultivateur, représenté par l'arpent de terre de sa ferme? C'est de ce contrat primitif que naît la propriété^ contrat apparenté malheureusement avec une nombreuse famille de droits et de devoirs, dont chacun suppose l'existence d'un contrat, et chaque contrat la possibilité d'un procès. Parmi les pièces de ce procès, figureront nécessairement votre contrat de mariage, le certificat de naissance de vos enfants et le grand-livre de vos droits et avoirs. Propriétaire, homme naïf (en supposant qu'un homme naïf puisse jamais devenir propriétaire dans notre pays), bravement décidé à cultiver la terre, nous voilà obligé de cultiver la jurisprudence, la connaissance des hommes de loi et tout ce qui s'ensuit. Vous devenez propriétaire, roi, si vous voulez, d'un petit morceau de terre peuplé d'innombrables soucis. Tôt ou tard, vous vous sentirez las de votre royauté Dans ce cas, ce qu'il y a de plus sage, c'est d'abdiquer volontairement. Dans la prévision de ce moment fatal, de cette nécessité

L'homme religieux réformateur 859 'abdiquer la couronne de possesseur, les hommes de génie, 58 philosophes n'ont cessé de conseiller à tout prétendant la possession de renoncer d'avance à ses droits légitimes. «Commençons, disent-ils, par nous reconnaître égaux de* ant la propriété. Faisons plus, s'il le faut; renonçons aux moyens que la vieille société avait coutume d'employer pour cquérir et faire valoir la propriété; renonçons aux instruments d exploitation et de travail, dont nous avons hérité de ios ancêtres légaux de par la loi; ne conservons, de tous les nstrumentsde travail, que l'outil indispensable que personne e sera tenté de nous ôter. Cet outil, c'est notre bras libre.» Les hommes de génie et les philosophes ont surtout reommandé les travaux manuels. Quelques législateurs en nt fait la base de l'instruction primaire. Les vrais philosophes et les vrais législateurs avaient en vue l'éducation, l'établissement social de notre jeune homme naïf et fier, enthousiaste et laborieux (homme religieux). Cet homme a existé Lans tous les temps, et pour le prouver, nous n'avons qu'à tous rappeler les enseignements des philosophes et des lommes de génie de tous les temps. En voici le résumé: Jeune homme, (homme religieux) renonce au désir d'ac[uérir, à l'espoir de t'enrichir. Les possessions et les riches, ies accumulées par les générations passées ne peuvent être éguées qu'à un titre si onéreux, que tu ferais mieux de ne es accepter que sous bénéfice d'inventaire.» Ce qui veut dire a même chose que d'y renoncer. Nous-mêmes, chers auditeurs, qui ne sommes plus jeunes,)ien que décidés à faire tous nos efforts pour rajeunir notre ime, nous préférierions vivre avec la jeunesse, c'est-à-dire ivec la nature, qui est toujours jeune, et avec notre sol natal [ui vieillira le dernier. Aimons ce que la jeunesse aime, et abhorrons ce qui est ►dieux à la jeunesse, la malhonnêteté, l'avidité, et surtout

360 R. W. Emerson l'art d'exploiter nos semblables, le talent de vivre du travi d'autrui. L'univers est en travail, jour et nuit Aidons-le, allons, coup de main! Travaillons de nos mains propres. «Au scandale! au socialisme! arrêtez-le!» crieront leslfr gitimistes, les malthusiens, les membres de l'Institut (académie des sciences morales et politiques anciennement présidée par Talleyrand) et les démocrates américains défenseurs de l'esclavage, et les aristocrates polonais amis des ministères. — Au scandale! Comment osez-vous économistes mohicans, menacer de votre tomahawk socialiste le gros bonnet des économistes du XIX siècle? Malheureux, tu ne sais donc pas ce que c'est que la division du travail? Tu n'as jamais exploité une industrie? Tu ne sais pas que, grâce à cette division du travail, chacun y a sa quote-part légitime? «Dans l'exploitation, par exemple, des produits chimiques, comme le blanc de céruse et autres préparations mercurielles, chaque ouvrier (toujours grâce à la division du travail) prend également sa part de mort, et chacun des entrepreneurs sa part de lucre. Et vous voudriez anéantir le fruit du travail scientifique des sciècles, nier les avantages de la division du travail? «Prétendez vous que je doive moi-même m'occuper à forger, polir et enchâsser mon couteau, à remonter ma chaussure, à raboter mon bureau, que sais-je à fabriquer au besoin mon cabriolet et peut-être des bateaux, des voiles, des aiguilles? Serait-ce autre chose que rétrograder vers la barbarie, dont les smithiens, les malthusiens, les sayens ont eu tant de peine à nous tirer.» J'avoue que je suis, sous beaucoup de rapports, passable ment mohican. Mais ne vous effrayez pas. Je ne crois pas encore à la possibilité d'une réforme socialiste, aussi radicale que le désirerait notre jeune homme naïf et fier (homme religieux).

L'homme religieux réformateur 361 Je déclare pourtant que je verrais avec infiniment de plaisir toute réforme, toute révolution et même toute émeute (c'est un Américain parlant aux Américains) qui aurait pour résultat la dépréciation des objets de luxe et de confort. J'ajouterai toutefois qu'une révolution ou une émeute ne pourrait avoir les résultats désirés qu'autant qu'elle surgirait d'une idée malheureusement étrangère aux hommes politiques du jour, à savoir: que la vie simple, que la vie agricole est celle qui convient le mieux à l'homme, la seule qui nous rende capables de comprendre nos devoirs de socialiste. Si vous êtes convaincus de cela, je vous permets alors de tenter des révolutions, dans le but, entendons-nous bien, de nous élever, si vous triomphez, jusqu'au rang d'agriculteurs. Avec de tels révolutionnaires, je ne craindrais pas les bouleversements ni leurs suites: les pénuries et les disettes. Je parle ici des bouleversements sociaux, des cas, par exemple, où un garçon de bureau deviendrait tout à coup commis, de la pénurie des nouvelles parlementaires et de la disette diplomatique; je veux parler du manque momentané de secrétaires d'Etat, d'ambassadeurs, etc. J'espère que notre jeune homme, naïf et fier, homme religieux, auquel je pense toujours, trouverait dans une telle révolution l'occasion de se caser convenablement, c'est-à-dire sans cesser d'être naïf et fier. D'ailleurs, une telle révolution, plus elle serait radicale et moins elle serait dangereuse. Elle ne pourrait et ne devrait durer qu'un moment. Je suppose une nation enflammée toute entière du désir ardent de réformer ses anciennes habitudes vicieuses, de détruire ses préjugés, tout le monde, bien entendu, espérant redevenir paysan. Ce désir universel éclate au même moment partout; la nation se lève comme un seul homme; la révolution est accomplie; un travail nouveau commence, celui d'organiser une vie sociale nouvelle. Oh! alors nous pense

The text on this page is estimated to be only 27.08% accurate

362 B. W. bmerêon rons à la division de ce travail-là! Mais alors aussi elle sera faite d'après une méthode nouvelle. Et quelle sera cette méthode ? Nous ne sommes pas en état de le prévoir, encore moins de le déterminer. Nous nous déliions de ceux qui nous le prédisent Cependant il est permis d'espérer que, d'après cette méthode future, chaque travailleur fera ce qu'il aime le mieux, sait le mieux et peut le mieux faire; tandis que, d'après la méthode actuelle, il est presque toujours forcé de faire ce qu'il n'aime pas et ce qu'il n'est pas disposé à faire. Tout homme naît propriétaire. Il a des droits incontestables à revendiquer une partie quelconque de la fortune, que la terre, notre mère commune, laisse à tous ses enfants. Tout homme a donc le droit d'avoir une terre à lui, mais il est tenu en même temps de la faire valoir, dans l'intérêt de sa famille, de l'humanité. Il naît l'héritier du capital commun. Pour le faire valoir, il faut qu'il apporte son instrument héréditaire de travail, son bras. Je dis le bras et non pas la main. Il y a des mains occupées à polir les diamants et à faire des broderies. Il y en a qui promènent des plumes sur les papiers publiés. — Ces mains-là travaillent aussi; mais l'homme, la plupart du temps, n'y est pour rien: il n'y a que la main qui travaille. Quant à la culture de la terre, c'est tout autre chose. Le produit d'une journée y est évalué d'après le nombre des bras journaliers. L'homme n'y compte que pour un bras. Ce n'est qu'à la force des bras que Ton gag-ne non seulement son pain quotidien, mais même ce pain qui descend du ciel: la parole de Dieu, source de notre vie morale. La vie morale, avec tous ses fruits les plus exquis, philosophiques et poétiques, tient pourtant à la terre, a ses racines dans la terre. Elle présuppose la culture des champs, l'emploi des bras, le travail physique.

L'homme religieux réformateur 363 Le monopole de ce travail, le plus lucratif de tous, apparent, depuis le commencement du monde, aux paysans. u'est-ce qu'un travail de paysan ? Envisagé sous un point 5 vue philosophique, c'est une suite d'études sur les rap>rts qui existent entre l'homme et la nature extérieure. Les rantages dont jouit un travailleur paysan, par rapport à tous s autres industriels, sont innombrables. Nous nous réservons d'en faire le tableau plus tard. Pour moment, il nous suffira de faire observer que le travailleur stysan est le seul qui soit toujours assuré de trouver de l'ocîpation. Il est toujours régulièrement payé; si ce n'est en lonnaie, c'est du moins en produits de la nature; si ce n'est ar les hommes, c'est par la nature elle-même. Mais que dis je ! ayé? Ce qu'il reçoit de la nature, ce ne sont pas des appoinîtnents. Ce sont des récompenses méritées, ce sont des gaes de bienveillance et d'amour. J'entre la bêche à la main, dans mon jardin, je pioche, 3 tourne et retourne, je laboure, je sème. La journée se passe, ans que je m'en aperçoive. La soirée arrive; je retourne à la liaison déjà enrichi par mon travail, riche de santé, de force t de joie de cœur. Je fais mes comptes et je m'effraye en Léoouvrant tous les vols que je m'étais faits à moi-même, toues les fois que j'avais chargé les autres de faire ce que j'étais m état de faire moi-même à l'aide de mon bras. C'est le bras qui donne la santé et la force et la joie et, se qui est plus, des leçons de vivre et de jouir. Le bras, dis-je >t non pas la main. Je sais qu'il suffit quelquefois de faire un petit mouvenent du haut des doigts pour gagner une masse de pains de lucre, de ballots de coton et de calicots. 11 suffit de tirer, par exemple, une lettre de change sur la maison Rothschild et compagnie, payable à trois mois. Je sais même que cette ûgnature et le motif que je pourrais avoir de la faire, supposent certains calculs de ma part et prouvent une certaine

364 R. W. Emerson activité de mon intelligence. La nature est si bonne qu'elle se charge de m'apprendre le calcul et stimule mon activité, en me promettant ce sucre et ce coton que je pourrai obtenir par l'entremise de la maison Rothschild et compagnie, pourvu que je me donne la peine de remuer ne fût-ce que met doigts, pourvu que j'apprenne ne fût-ce qu'à signer une lettre de change. J'ai donc réellement fait un progrès en signant la dite lettre de change. J'ai appris quelque chose; mais le vrai profit et la vraie jouissance, ce n'est pas à moi qu'elle reviennent en partage, ni à Rothschild non plus. En fait de jouissance) il n'y avait plus rien à partager. Tout ce qu'il y avait de vraiment doux dans le sucre, et tout ce qu'il y avait de vraiment cotonneux dans le coton, a été déjà gaspillé par les nègres qui cultivent la canne, par le planteur qui l'a vendue, par le fréteur de navire qui l'a apporté, etc. Chacun d'eux a le sentiment d'avoir produit ou aidé à produire quelque chose: joyeux sentiment de la paternité: Quant à moi, je n'ai que l'humiliation d'avoir trouvé, chei eux, cette chose-là toute faite, et de l'y avoir prise dans la triste intention de la défaire, en ma qualité de consommateur. Il aurait mieux valu pour moi que j'eusse été absent de mon bureau, au moment où l'on m'a apporté à signer cette malheureuse lettre de change sur Rothschild et compagnie; il aurait mieux valu pour moi que j'eusse alors été occupé à recueillir, à faire charrier, à faire emballer ou débarquer les marchandises comme planteur au débardeur, au lieu de les acheter; j'aurais acquis la conscience intime de posséder et d'avoir à ma disposition mes deux bras et mes deux jambes, tandis qu'après avoir signé une centaine de lettres de change, je me sens, comme homme, toujours humilié en présence de mon frotteur et de mon cuisinier: ils se donnent un certain air d'importance et de suffisance que je suis obligé de respecter.

L'homme religieux réformateur 865 Ce qui est raisonnable doit être respectable. Or je trouve pie mon cuisinier a raison de se croire un homme imporsnt, et que ce n'est pas sans raison non plus que mon froteur affecte envers moi cet air de suffisance qui me choque, lepuis qu'ils m'ont vu signer une lettre de change. Car, enfin, ils sont propriétaires, possesseurs incontestables de leurs bras. Et qu'est-ce que je possède? Il est vrai [ue je viens de signer une lettre de change, mais la voilà mrtie; je ne la possède plus. Je compte, il est vrai, sur le sucre, sur le navire chargé le sucre et de cigares, payables par la maison Rothschild et tompagnie. Mais la mer? mais ces ouragans qui éclatent subitement entre la ligne équinoxiale et la zone des tropiques? ît ces tempêtes continentales, plus subites et plus terribles mcore, qui peuvent d'un moment à l'autre m'enlever mes aatelots et mes nègres esclaves: ces tempêtes périodiques, lont le siège et le point de départ sont et la ligne des bouevards de Paris et la zone des Tuileries, les révolutions ? Il se pourrait bien que je fusse déjà ruiné, dans le moaent même où je constate avec un sentiment d'envie, Pexisence et le bon état dans lequel se trouve les bras de mon lomestique. On me répondra que je peux me servir des liens. J'en ai le droit; c'est vrai, droit pourtant contestable n justice, attendu que je ne l'ai pas fait valoir en temps et eu. Légalement, il peut y avoir prescription. D y a une grande différence entre celui qui acquiert la ropriété et celui qui ne fait que la posséder. Chaque projeté a des amis. Elle a aussi ses ennemis naturels. Le fer sa rouille; le drap, sa teigne; l'argent, ses voleurs; une an te, des chenilles qui la mangent, mangées à leur tour ir l'oiseau, exposé lui-même à être dévoré par le chat. Il ne suffit donc pas d'entrer en possession; il faut encore aintenir. Chaque propriétaire est d'une sorte de commanint d'une placé assiégée.

The text on this page is estimated to be only 29.94% accurate

366 B. W. Emerson Le premier acquéreur, celui qui a mis la main sur un tronc d'arbre, pour en faire un bateau, une fois parvenu à s'asseoir dedans, sait tout naturellement le défendre contre les gués qui l'attaquent à l'extérieur, et en chasser, à coups de cope ou au besoin à coups de chapeau, celles qui se sont introduites à l'intérieur. Celui qui aura conquis le premier sur la nature un nouveau procédé, une nouvelle industrie, ou un nouvel objet de jouissance, saura bien les faire respecter lui-même. Le succès le triomphe avec lequel il a vu tant de difficultés se présenter devant lui, lui donne le courage d'en attendre tranquillement le retour, et il n'a pas perdu le sommeil. Supposons maintenant que ce premier acquéreur ait tout d'un coup, et dans un seul lot, à son héritier, son fils chéri, tout ce qu'il s'était approprié par de longs et lents travaux : sa maison, sa charrue, ses livres, son argent, tout en l'excepté son habileté, son expérience et son art d'en tirer parti. Voilà son fils chéri en possession d'une place forte. s'élève une demeure bâtie et suffisamment approvisionnée, mais dont il n'a pas le temps d'admirer les constructions, ni de consommer les approvisionnements, occupé qu'il est à la défendre contre ses ennemis naturels. Il ne possède plus sa propriété, il est possédé, il en est obsédé. Il devient le point de mire de tous les ennemis naturels de la propriété, leur proie, leur victime. Attaqué par la rouille par les chenilles, par les rats, par la pluie, l'eau et le feu. ne sait plus s'il est le propriétaire, ou bien l'esclave d'un sérail, le chien de garde de sa boutique de bric à-brac. Quelle dégradation ! A la place du père, de cet homme toujours joyeux, toujours calme, parce qu'il se sentait tout un jour fort et fécond en ressources ; au lieu de cet homme à bras vigoureux, à la main calleuse, au corps dur et souple au cœur chaud et grand : homme que la nature chérissait »

L'homme religieux réformateur 867 respectait, qu'épargnaient la neige et la pluie; que la mer et la terre, les bêtes fauves et les poissons traitaient en vieille connaissance et s'empressaient de servir; à la place d'un tel homme, nous voyons un pauvre petit sire, obligé à chaque moment, de se mettre sous la protection de ses fidèles alliés les murailles et les rideaux, implorant le secours des calorifères et des lits d'édredon, invoquant l'intervention des domestiques mâles et des domestiques femelles pour que tout cela le défende contre le ciel et la terre. Esclave de tant d'hommes et de tant de choses, à force de garder sa propriété, il a oublié d'en faire usage. Il voit dans la propriété le but de son existence, tandis qu'elle aurait dû ne lui servir que de moyen. Moyen, par exemple, d'épouser une femme qu'il aime, de secourir l'ami, de propager le culte de Dieu et de la vérité, de servir son pays. Que de jouissances, que d'honneur, que d'avantages! Et pour les acquérir, il suffit de donner un peu de ce qu'on possède. Malheureusement, notre homme ne peut rien donner, car il est riche. De là vient que tout le capital national des vertus, des découvertes et des faits d'héroïsme historiques est assuré sur les actions du pauvre. La vertu, la science et par conséquent la puissance ne sont en effet qu'autant de victoires que l'humanité libre, dans sa marche vers la domination universelle, remporte sur son ennemi naturel, la fatalité. Toute nation, je dirai même tout homme a dû, une fois du moins dans sa vie, avoir l'occasion de conquérir le monde. Quelques individualités en ont profité. Ce sont les seules qui nous intéressent. Le Spartiate, le Romain, le Sarrasin, le Français (non pas celui de nos jours), c'est l'homme qui plus que personne, éprouvé par toute sorte des fatalités, en est sorti victorieux. C'est à ce prix qu'on acquiert une propriété dans l'histoire humanitaire.

The text on this page is estimated to be only 25.95% accurate

368 R. W. Emerson Je ne prétends pas considérer la peine et le labeur comme des conditions indispensables de tout progrès moral. Ce que je veux dire, c'est que l'état de paysan est, de tous les états, profession et métiers, le seul à portée de chacun. Bref, quand on ne se sent pas de talents à cultiver, on ferait bien de cultiver la terre. Tout mon système rustique repose sur cette mienne conviction: qu'il est du devoir de l'homme de rester toujours dans les meilleurs rapports possibles avec le ciel et la terre Il faut se donner la peine de cultiver soi-même ces rapports. Je sais que nous en sommes chaque jour empêchés par toute sorte d'accidents. A celui-ci tombe, tout d'un coup, dans sa poche un sac d'or. Celui-là vient de tirer du sac d'autrui un projet d'exploitation industrielle, ou bien une idée lumineuse. Cela nous dispense d'aller à l'école de la nature. Ecole dont Dieu est le fondateur et le chef. La plus haute de toutes! On n'y est admis, en qualité d'étudiants, qu'après avoir obtenu le brevet de docteur ès-peines, ès-travaux. Quant à la couronne de lauréat, il est plus difficile de la gagner que celle de roi. On ne se présente au concours que le sceptre à la main: la foudre de Franklin.' On pourrait faire à mon système de graves objections. Tout homme de cabinet et d'étude, qu'il soit prêtre, poète uu légiste sait par expérience combien un travail physique, auquel il est souvent obligé de recourir pour avoir son pain quotidien, empêche et trouble le jeu de son intelligence. A des hommes occupés, pendant des journées entières, à élaborer leurs pensées et à polir leur langage, dans le but de nous instruire et de nous illustrer, un exercice modéré, une promenade à cheval, par exemple, en bateau, un cours au lièvre, conviendraient mieux que le labourage ou le travail dans une forge. A propos de cela, je me rappelle une maxime que les anciens Egyptiens enseignaient dans leurs mystères: «L'homme a deux paires d'yeux; ceux du dedans

L'homme religieux réformateur 369 ne peuvent s'ouvrir avant que ceux du dehors ne soient fermés; et toutes les fois que ceux du dedans se ferment, il faut que ceux du dehors s'ouvrent.» En commentant cette maxime, je ferai observer que l'homme dont la vue intérieure est le mieux exercée, le voyant, même le prophète, perd de la justesse de son coup d'œil intérieur, s'il ne réagit pas à l'extérieur, à tel point, qu'on peut perdre l'usage des yeux, en négligeant l'usage des mains. Notre observation hygiénique pourrait être mise à profit par ceux qui se chargeraient du traitement de notre littérature rachitique et de notre philosophie atteinte d'aliénation mentale. Nous laissons à qui de droit l'honneur et les profits de la guérison. Nous croyons pourtant avoir deviné la cause de la maladie. Elle vient de l'oisiveté. L'oisiveté détend les muscles et les nerfs: de là le manque de nerf dans la poésie. L'oisiveté est la mère nourricière du sommeil: de là les rêves des philosophes. L'oisiveté, vue de loin, ressemble à de la mélancolie. Regardez de près les poètes et les musiciens mélancoliques: ce ne sont que des oisifs. Tel homme, tel livre. J'aime pourtant que l'auteur vaille mieux que son ouvrage; que l'homme connu vaille mieux que l'homme lu. Les contrastes font rire. Je ne ris pas: je m'attriste du contraste qu'offre habituellement la vie sale des auteurs avec leurs ouvrages sans tache. Mais, par respect pour l'esprit, pour le saint des saints de l'arche humanitaire, et pour tout ce qui tient à son culte, prêtre, législateur et poète, laissons de côté la terre avec ses lourdes nécessités. Nous nous croyons spiritualistes; il y a des gens qui aspirent à l'être: mettons-nous, à l'égard des aspirants au spiritualisme, dans la situation d'un hiérophante chargé d'initier les adeptes.

24

370 B. W. Emerson Si l'adepte se sent attiré par les attraits d'une vie contemplative, si le démon de la poésie et de l'art le tente et l'entraîne vers des entreprises incompatibles avec les devoirs d'un bon paysan: «Adeptes, lui dirons-nous, arrêtez- vous, recueillez-vous et méditez ceci: «Vous êtes membre de la grande association des êtres qui, soit comme esprit, soit comme corps, agissent jour et nuit dans l'univers. Vous avez dans cet atelier votre place et votre tâche à remplir. Pour chaque manquement, en fait d'action, il vous sera nécessairement imposé une privation. Il ne vous est permis de refuser le dernier que vous devez à la terre, qu'à la condition de le conserver, pour augmenter votre trésor spirituel. «L'Évangile commande à chacun de faire valoir son talent. C'est de ce talent-là qu'il s'agit. «Heureux qui ne vivent que pour le cultiver! Voulez-vous une telle vie! vous contenteriez-vous de n'être grand qu'en esprit et de n'être riche que de cœur? «Ayez le courage de rester pauvre, et s'il le faut, célibataire, et peut-être même solitaire. Apprenez à faire vos repas, à humer, en fait de liqueurs, de l'excellente eau fraîche et à savourer le pain noir en vrai gourmet. Laissez aux autres le plaisir coûteux de tenir une maison, d'y fêter vos connaissances et de l'avoir remplie de bons amis et de chefsd'œuvre de l'art. «Vous pouvez vous passer de tout cela. Avoir du erénie, c'est avoir des connaissances partout. Un homme de génie donne une fête à ses amis par cela seul qu'il s'en laisse approcher. Quand on crée des chefs-d'œuvre soi-même, on n'a pas besoin d'en faire des collections. «Donc pas de dîners ministériels, pas de soirées dansantes, pas de salons. L'endroit que le génie hante et habite, c'est le plus souvent une mansarde. Il faudrait vous y fixer.

L'homme religieux réformateur 871 Ce n'est que de ce poste élevé que vous pourrez combattre avec succès la grande tentation du génie, le plaisir.» Que de génies tombés! Un fils d'Apollon obtient enfin de conduire le char de son père: mais il n'a pas su le bien atteler; à côté d'un coursier d'origine céleste il a mis une bête de cheval de race épicurienne, et a lancé ce couple mal assorti à travers les cieux. De là des accidents qui expliquent la chute définitive de Phaéton. Dénouement ordinaire des génies incompris! Obligés que nous sommes à supporter chacun notre peine, il est de notre devoir de connaître la force de nos épaules, de peser le fardeau d'institutions sociales que nous avons à porter. Ce devoir nous paraîtra plus impérieux encore, quand nous aurons examiné les conditions actuelles de notre vie sociale. Commençons par la vie de famille. Nos lares et nos pénates sont-ils encore réellement dieux? Continuent-ils de bénir notre chez-soi? Notre vie de famille est-elle faite pour nous inspirer et nous élever, ou, au contraire, pour nous démoraliser et nous abaisser? Dans une société bien organisée, tout ce que j'aurais tenté ou exécuté dans la gestion de mes affaires domestiques, dans les élections et dans ma boutique, devrait servir à mon avancement, comme exercice et comme expérience. Aujourd'hui maisons et boutiques marchent d'elles-mêmes, sans que je puisse apprendre à les diriger. Je ne fais que les suivre. C'est la coutume et la mode qui dirigent tout. Je gagne malgré moi, ou je me trouve ruiné à mon insu. Nous dépensons souvent nos revenus en papiers peints, en porcelaines et en tapis, bref en tout ce qui embellit la propriété, sans que le propriétaire en tire ni plaisir ni profit. Notre budget, nous le gaspillons rien qu'à payer les convenances. Nous contractons des dettes pour payer une dinde truffée, attendu que c'est bon genre de dîner avec cette dinde. 24*

878 R. W. Emerson II n'en coûte pas autant, & beaucoup près, d'aller à la messe, même en voiture, ou d'assister aux séances de l'Académie des sciences, ou de courir voir la dame de nos pensées. Pourquoi l'homme désire-t-il tant avoir de l'argent, et par conséquent, des chevaux de selle, des invitations à des soirées dansantes et des billets de loge aux Italiens ? Pourquoi veut-il avoir tout cela ? C'est qu'il n'a pas d'idée, Qu'une seule idée le visite, et vous le verrez fuir dans un jardin solitaire, ou s'enfermer à double clef dans sa chambre pour en jouir. Il s'y sent plus riche et plus grand seigneur que s'il possédait un manoir et un fief héréditaire. Quand on a l'âme vide, on se trouvera bientôt avoir les poches vides. Quand on devient sensuel, on croit devoir être riche. Lorsque nous faisons à un ami les honneurs de notre maison, ce qui nous manque en esprit, nous le donnons en vins fins et en dessert L'ami habite un appartement magnifiquement tapissé. Il nous annonce sa visite. Dans ce cas, si notre imagination n'est pas assez brillante pour lui faire oublier les fleurs de ses tapis, nous n'avons pas d'autre ressource que d'envoyer en chercher de semblables chez d'Aubusson. Mieux vaudrait que notre maison ressemblât au temple des furies de Lacédémone, plein de mystères dans son intérieur, et d'un aspect architectonique sévère, où personne n'osait hasarder un pas, même un regard, excepté le Spartiate. S'il y a dans notre ménage de l'honnêteté et de bons amis, nous pouvons laisser les sorbets et les tapis aux esclaves. Dépensons pourtant; mais qu'il y ait dans notre dépense du génie même et de l'héroïsme. Bâtissons, comme les anciens Romains, de petites chambres pour nous et de grands édifices destinés au culte, à des réunions savantes et artistiques. Montrons-nous riches dans

L'homme religieux réformateur 373 des entreprises d'utilité publique, et pauvres en ce qui concerne nos besoins personnels! Mais comment faire tout cela? Gomment, dans l'époque de la division du travail, un homme, qui ne sait qu'un seul métier et ne possède qu'un talent ou qu'une parcelle de talent, pourra-t-il acquérir cette multiplicité d'objets nécessaires à la vie? Il le pourra en se servant, faut-il dire toute notre pensée ? en se servant de ses mains. Supposons qu'aujourd'hui il fasse mal son ouvrage. Eh bien! il apprendra à le faire mieux demain. S'il ne réussit pas du tout à le faire, il s'en passera. Il vaut mieux n'avoir pas la chose que de l'avoir trop payée. Ce sont là des vérités d'économie. L'économie est une haute charge. C'est presque un sacerdoce, quand on s'en occupe dans un grand but, quand elle sert la religion, la liberté ou l'amour. Les économies que l'on fait ordinairement ont un motif ignoble. Dîner, tous les jours de la semaine, dans une gargote pour avoir le plaisir de prouver, le dimanche, à nos amis que nous sommes en état de payer la carte du restaurant de la Maison dorée, c'est tout bonnement une bassesse. Mais, dîner dans une gargote pour être à l'abri de la stupide conversation des gentilhommes du jour, des députés et des commis voyageurs; se contenter d'un plat, que Ton paie avec le fruit de son travail du jour, c'est là de la frugalité louable. Un repas solitaire, pendant lequel nous restons attentifs à saisir toute bonne inspiration, toute pensée féconde; un repas, après lequel nous nous sentons plus que jamais disposés à réaliser ce que nous avons senti et pensé, est le repas d'un héros, d'un dieu. Aides-toi et Dieu t'aidera. Ce qui caractérise la société actuelle, c'est qu'elle ne sait pas s'aider elle-même. Tout le monde veut s'aider et se servir d'autrui, et a besoin de quelque chose.

874 B. W. Emerson II suffit que quelque chose nous manque, pour que nous en ayons absolument besoin. Il suffit que quelqu'un ait cette chose pour qu'elle nous paraisse indispensable, comme notre pain quotidien. Nous venons de parler des repas et du pain quotidien. Nous touchons là à une grande question et même, pour beaucoup de gens, la question stomachique est une question capitale. On se figurerait difficilement tout ce dont un estomac civilisé a besoin, tout ce qu'il exige, tout ce qu'il rêve. Il faut avoir vécu en société d'estomacs savants pour savoir combien ils sont capricieux et ambitieux. Ce qui caractérise l'ambition, c'est qu'elle se sert de tout le monde, sans se déranger jamais pour servir qui que ce soit. L'estomac, c'est le véritable symbole de l'ambition moderne. Ce n'est pas sans raison qu'on a l'habitude d'appeler cette partie de la Chambre qui vote toujours avec le ministère, V estomac de la Chambre, ou pour employer le mot propre, le ventre, et les députés qui représentent le mieux le système actuel, les ventrus. Vivre pour son estomac, c'est vivre pour soi et chez soi... — L'estomac est ennemi de toute espèce d'intervention. Si vous avez un ami occupé à nourrir et à développer cet organe-là, n'espérez pas qu'il intervienne jamais dans vos affaires pour payer, par exemple, un dîner. Il est tout occupé de ses affaires intérieures! Plus il prospère et plus il craint de perdre son bien-être. Il finit par regarder son pays et l'humanité comme un plat qu'il est destiné à manger. Il est l'ennemi naturel de tout ce qui est mangeable, c'est-à-dire de tout travailleur. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'en le dévorant il le trouve de mauvais goût; car y a-t-il quelque chose de plus mauvais goût et de plus mauvais genre que le travail? Comme notre système est de tous points opposé à celui des estomacs savants, y compris les ventrus ministériels et les majorités des Chambres^ nous raisonnons ainsi:

L'homme religieux réformateur 375 Le bon genre suppose de l'aisance: or, le moyen le plus facile d'être toujours à son aise, c'est d'avoir peu de besoins. Le bon genre implique de belles et grandes manières: eh bien ! on est beau et grand quand on domine avec force et calme les difficultés de sa position habituelle et les événements imprévus. Un travailleur se suffit à lui-même et il est presque toujours en état d'aider ses camarades. Le geste de celui qui donne est sans contredit plus élégant que celui d'un solliciteur d'aumône. Voir une pauvreté qui devient une bienfaitrice, n'est-ce pas merveilleux? Par conséquent, un pauvre homme laborieux et économe est à nos yeux un homme élégant, un merveilleux. Mon système a ses dangers, c'est un système rationaliste; mais du rationalisme à l'absurdité il n'y a qu'un pas, et le socialisme touche immédiatement au pédantisme. Un isolement par trop absolu des devoirs sociaux pourrait bien aboutir à la prison cellulaire ou même au suicide. Je ne conseille à personne de se poser en Mont-Blanc, en face de la société, de dire par exemple: «Non, non, je n'aurai plus «de relations qu'avec ceux qui seront à la hauteur de ma «vertu. Je n'accepterai de rosée nourricière que celle qui «tombe d'en haut; et je ne m'entourerai que d'une atmosphère pure.» Un tel homme Mont-Blanc d'élévation et de vertu, serait dans son manger, son boire et son toucher, plus scrupuleux qu'un rabin de la loi talmudique. Qui de nous oserait prétendre à une vertu aussi granitique, à une société aussi cabalistique? Ce n'est pas moi assurément, ni vous non plus, je l'espère. Cependant, tout en nous déclarant incapables de hautes spéculations philosophiques, rien n'empêche que nous ne fassions chaque jour tout bonnement et tout simplement notre examen de conscience socialiste: avons-nous payé aujourd'hui le pain qui nourrit notre individu par un travail profi

376 B. W. Emerson table à la société? Les forces que nous avons dépensées sontelles en proportion de la récompense que nous avons obtenue, ou que nous croyons devoir exiger ? Notre journée comptera-t-elle dans l'histoire de Tannée politique et sociale de notre pays? Ce sont là des cas de conscience, que nous ne trouvons pas dans les vieux livres de piété. Chacun, jusqu'ici cher chait individuellement son sentier de salut. Aujourd'hui la société entière est appelée à construire des chemins pour le commun des voyageurs. Chaque voyageur est tenu en conscience, de travailler chaque jour au terrassement, à la pose des rails, etc., & moins qu'il n'arrive avec de l'argent pour payer sa place. Cet ar gent-là il faut le gagner aussi par le travail. Nous avons parlé de l'argent, des chemins de fer, et encore de l'argent, pour gagner la bienveillance de notre auditoire et le préparer, par cet exorde matériel, à ce qu'il y aura de choquant, d'extravagant et d'idéal dans notre péroration. Nous arrivons à l'idée. Oui, le malaise général dont nous souffrons tous n'est qu'un appel à une vie nouvelle. Il n'y a pas de vie nouvelle, sans un principe nouveau, animé d'une force nouvelle. Principe et force réunis, c'est ce qu'on appelle Vidée. Le monde a besoin d'une idée nouvelle sociale. Les conditions de notre vie de ménage, les lois qui régissent la famille et la propriété ne sont qu'autant d'articles de la constitution sociale. Citoyens de la vieille société, nous sommes appelés de par Dieu à nous former en Assemblée constituante du monde nouveau. Il s'agit de réviser le code social tout entier, chapitre par chapitre et nommément: ferme, école primaire, boutique, mariage, banque, etc. La discussion de chaque article suppose des études spéciales et la nécessité de prendre connaissance des précédents, de consulter des archives. En notre qualités d'hommes nouveaux, nous n'avons pas

L'homme religieux réformateur 377 l'autres précédents que les vicissitudes de notre vie, ni d'autres archives que notre âme et notre conscience. Législateurs, il ne nous suffit pas de sanctionner la société existante comme parfaitement convenable à tous ceux [ui y ont été admis comme membres. Il faut savoir si elle l'onvient également à ceux qui y entrent maintenant ou qui r seront reçus après nous. L'homme vieillit, s'affaïsse et meurt Les sociétés partaient les destinées des individus. Ainsi chacun de nous, en entrant dans la grande société humaine, naît révolutionnaire >t réformateur. Héritier du patrimoine commun, il doit y améliorer ce qui a été endommagé, restaurer ce qui tombe en mines, c'est-à-dire améliorer le moral et restaurer la vérité. Tout cela doit être notre travail de chaque jour. Imitons notre mère la nature. Elle ne cesse pas de veiller lur nous tous avec un amour toujours égal. Elle ne se fatigue amais. Elle ne s'endort pas. Chaque matin elle reparaît dans m jour nouveau, et les battements de notre cœur témoignent le la vie qu'elle nous communique à chaque instant. Comment l'homme dans ses actions peut-il imiter la nature ? C'est en ne produisant que des actions conformes à leurs >incipes. La nature est toujours vraie. L'homme vrai est celui qui te montre ce qu'il est. L'homme franc est celui qui s'est afranchi du joug des opinions d' autrui. Pour être franc, il faut ivoir vaincu le monde. Laissez tout le monde avoir raison sontre vous, pourvu que vous n'ayez pas tort envers votre *on science. On conviendra qu'il n'y a au monde rien de plus périlleux que de lutter contre tout le monde. Toutefois, à chaque Tioment, nous pouvons invoquer le secours, de qui, s'il vous alaît? — De nous-mêmes, c'est-à-dire le secours du Dieu qui réside dans chacune de nous. Et si notre individualité tombe rictime, sacrifiée au bien universel, elle mourra couronnée

378 R. W. Emerson de fleurs, et sa vie partielle montera, comme un encens, Yen le Saint des Saints. Le seul appui sur lequel puisse compter un homme religieux et en même temps réformateur, la seule force motrice qu'il soit à même de mettre en mouvement, c'est sa foi dans l'homme; c'est la conviction qu'il existe dans chaque homme sensible à l'appel de la vérité et de la beauté un fonds de forces inépuisable. Quel est le premier et le plus grand des commandements humanitaires? C'est celui-ci: Faites respecter en vous votre caractère d'homme. En présence d'un millionnaire, je ne dois pas sentir qu'il est plus riche que moi. Ce que je dois, c'est de lui faire sentir que je puis me passer de ses richesses, et que je ne me vendrai pas à l'orgueil ni même au confort. Qu'il sache que, quand même je n'aurais pas un sou et mangerais de son pain, c'est toujours lui qui sera pauvre en comparaison avec moi. Et pourtant, du haut de ma grandeur, je m'inclinerai devant une femme, même devant un petit enfant, prononçant une de ces saintes paroles qu'ils disent si souvent, ou faisant un acte moral, dont je ne soupçonnais pas encore la possibilité. Il ne suffit pas même de s'incliner, il faut accepter cette parole, cette action comme un ordre; il faut s'y conformer, dût-on changer tout le système de sa vie antérieure. Les Américains possèdent toute sorte de vertus, excepté les deux vertus théologiques: la foi et l'espérance. On peut regarder ces deux mots comme vieillis et hors d'usage en Amérique. On n'en connaît pas même le sens, pas plus que celui des mots selah et amen, que tout pieux protestant répète tant de fois par jour. Il s'agit de comprendre ces deux mots (foi et espérance), de les commenter et d'en faire, autant que possible, le mot d'ordre de notre vie religieuse et politique. (

L'homme religieux réformateur 379 En Amérique, il n'y a pas de religion, il n'y a pas même le foi, et pourtant, chose étrange! il y a un culte national ornement établi: le culte des écus. Quant à l'espérance, il a été jusqu'à présent impossible tux philosophes de la détruire. Elle continue de subsister, nais elle n'a rien de théologal. Il serait plus facile de faire toncevoir à un Américain l'espérance de pouvoir changer a nature des vents; de convertir, par exemple Borée aux Loux sentiments de Zéphyr, que de lui faire espérer, à cet américain, la possibilité de changer un marchand en un chrétien. Les hommes qui manquent le plus de ces vertus théologales sont précisément les théologiens et les hommes vertueux par métier, c'est-à-dire ceux qui parlent le plus de la rertu, les philosophes. C'est en parlant avec les vrais sages, je veux dire les jeunes gens poètes et excentriques, que le monde appelle sauvages, parce qu'ils ne se sont pas encore laissé brider par la routine ni même par l'égoïsme, c'est en parlant avec ces logiciens-là, c'est dans ces longues conversations ou, sans nous écouter l'un l'autre, nous nous entendions parfaitement, que j'ai compris toute la misère de cette génération incrédule d'hommes civilisés, avec leur jeu de casse-tête chinois qu'ils appellent systèmes philosophiques, et leurs châteaux de cartes, auxquels ils donnent les noms pompeux de constitutions et d'institutions. Et je me suis dit: «Si une idée tombait au milieu de tout cela, si un homme venait, que ne pourrait-il pas faire!» ' On se défierait sans doute de l'idée et de l'homme. Les gens du métier, appelés à l'œuvre sociale, ne manqueraient pas de demander à l'idée et à l'homme qu'on leur montrât les modèles de la machine humanitaire future, ainsi que les moyens de l'exécuter. «Voulez-vous, diront-ils, créer un monde moral nouveau? Observez d'abord le vieux monde physique.

878 R. W. Emerson de fleurs, et sa vie partielle montera, comme un encens, y le Saint des Saints. Le seul appui sur lequel puisse compter un homme gieux et en même temps réformateur, la seule force motrice! qu'il soit à même de mettre en mouvement, c'est sa foi dai l'homme; c'est la conviction qu'il existe dans chaque ho sensible à l'appel de la vérité et de la beauté un fonds forces inépuisable. Quel est le premier et le plus grand des commandement» humanitaires ? C'est celui-ci: Faites respecter en vous votre caractère d'homme. En présence d'un millionnaire, je ne dois pas sentir qui est plus riche que moi. Ce que je dois, c'est de lui faire se* tir que je puis me passer de ses richesses, et que je ne me vendrai pas à l'orgueil ni même au confort Qu'il sache que, quand même je n'aurais pas un sou et mangerais de son pain, c'est toujours lui qui sera pauvre en comparai*)! avec moi. Et pourtant, du haut de ma grandeur, je m'inclinerai devant une femme, même devant un petit enfant, prononçant une de ces saintes paroles qu'ils disent si souvent, ou faisant un acte moral, dont je ne soupçonnais pas encore la possibilité. Il ne suffit pas même de s'incliner, il faut accepter cette parole, cette action comme un ordre; il faut s'y conformer, dût-on changer tout le système de sa vie antérieure. Les Américains possèdent toute sorte de vertus, excepté les deux vertus théologiques: la foi et l'espérance. On peut regarder ces deux mots comme vieillis et hors d'usage en Amérique. On n'en connaît pas même le sens, pas plus que celui des mots selah et amen, que tout pieux protestant répète tant de fois par jour. Il s'agit de comprendre ces deux mots (foi et espérance), de les commenter et d'en faire, autant que possible, le mot d'ordre de notre vie religieuse et politique

L'homme religieux réformateur 379 En Amérique, il n'y a pas de religion, il n'y a pas même e foi, et pourtant, chose étrange! il y a un culte national irtement établi: le culte des écus. Quant à l'espérance, il a été jusqu'à présent impossible nx philosophes de la détruire. Elle continue de subsister, iais elle n'a rien de théologal. Il serait plus facile de faire >ncevoir à un Américain l'espérance de pouvoir changer i nature des vents; de convertir, par exemple Borée aux crax sentiments de Zéphyr, que de lui faire espérer, à cet méricain, la possibilité de changer un marchand en un l ré tien. Les hommes qui manquent le plus de ces vertus théologies sont précisément les théologiens et les hommes vertueux par métier, c'est-à-dire ceux qui parlent le plus de la *rtu, les philosophes. C'est en parlant avec les vrais sages, je veux dire les jeuas gens poètes et excentriques, que le monde appelle sauiges, parce qu'ils ne se sont pas encore laissé brider par la tutine ni même par l'égoïsme, c'est en parlant avec ces loiciens-là, c'est dans ces longues conversations ou, sans nous souter l'un l'autre, nous nous entendions parfaitement, que ii compris toute la misère de cette génération incrédule hommes civilisés, avec leur jeu de casse-tête chinois qu'ils ppellent systèmes philosophiques, et leurs châteaux de car>s, auxquels ils donnent les noms pompeux de constitutions t d'institutions. Et je me suis dit: «Si une idée tombait au milieu de tout *la, si un homme venait, que ne pourrait-il pas faire!» On se défierait sans doute de l'idée et de l'homme. Les ens du métier, appelés à l'œuvre sociale, ne manqueraient as de demander à l'idée et à l'homme qu'on leur montrât *s modèles de la machine humanitaire future, ainsi que les îoy ens de l'exécuter. «Voulez- vous, diront-ils, créer un monde aoral nouveau? Observez d'abord le vieux monde physique.

The text on this page is estimated to be only 20.53% accurate

880 M.W. Appelés les plus grandes intelligences du temps, tomteAtu* génieurs civils et militaires de New- York, tous les ohiâiJBjfli . de New*Orleans, et tous les maîtres de forges de BariBft& hommes qui, sans contredit, sont, après Dieu, les phtf pi L'k sants. Ils vous avoueront qu'ils n'ont pas encore inventé Awe. I truments ni de procédés pour fabriquer une planète «HjB^ satellites, son atmosphère, son océan, etc. W*T c Comment prétendriez- vous donc fabriquer un montaS*** tcial nouveau, vous qui n'avez pas d'autres instrumeeUffl^ «des hommes sans trempe et des femmes toutes h(hv « «Braves mécaniciens, répondra un vrai croyant, le bméS On nouveau dont je parle, ce n'est pas moi qui commençait»**1 fabriquer. Il a déjà commencé. Il existe! c'est l'œuvre Aflflb 4 mes inconnus parmi les fabricants en gros, comme puai A** politiques, d'hommes nouveaux ou, pour mieux dire, ta^V0* figurés par la puissance divine des principes.» v La puissance d'un principe ne peut pas être mesurée MVV l'échelle des expédients. V Ce principe, c'est l'enthousiasme. Les annales du monde Ift prouvent que tout grand mouvement humanitaire n'a corn- y m en ce et ne s'est accompli que par l'enthousiasme. 1 Voyez les Arabes, disciples de Mahomet qui, d'une petite I horde, a tiré l'étoffe d'un empire plus vaste que celui de 1 Rome: ces Arabes ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils fi* | saient. Le brave Derar, n'ayant pas d'autre armure qu'un vieux et sale burnous, effraya les cavaliers romains armés de toutes pièces. C'est que Derar était supérieurement monté: il montait une idée! Les femmes arabes, enthousiastes comme les anciennes héroïnes, les délia, les Martia, les Cornelia, les Jeanne d'Arc, chassaient, elles, les Romains, devenu raisonnables et conservateurs, comme Appius et comme nos épiciers d'aujourd'hui. Pauvre armée du prophète, sans ambulances, sans in"

L'homme religieux réformateur 881 lance militaire, sans fournisseurs et sans vivandières! Il sut jamais de troupes aussi misérables au monde, excepté b-être celles avec lesquelles Napoléon conquiert l'Italie. L'armée du prophète, c'était une vraie société de tempérance. Elle a conquis l'Asie, l'Afrique, la Grèce et l'Espagne. Dâton de pèlerin que le calife Omar avait l'habitude de «r paraissait dans sa main, comme emblème du comblement, d'une manière plus imposante qu'aujourd'hui âton d'un maréchal de France, vainqueur d'une émeute à murs. Omar dînait habituellement de pain assaisonné de sel; comme il faisait souvent maigre, il retranchait le sel de dîner. Il ne buvait que de l'eau. Son palais impérial était enduit avec de la boue séchée au soleil. Comme, d'après »i du prophète, chaque homme est tenu de vivre du fruit travail légitime, le calife, pour vivre, exerçait le métier riquetier. Chaque jour, après avoir donné des ordres à lieutenants et travaillé avec ses ministres, ce monarque il i s te s'enfermait le soir dans son atelier pour mouler briques. Et notez encore qu'il ne vendait ses briques x prix-courant du marché de Médine. Cette habitude de ne pas marchander nous paraît, de la part d'un monarque un procédé plus révolutionnaire et plus socialiste encore Son goût pour le travail manuel. lorsqu'il quittait Médine, à la tête d'une armée qui reconquiert Jérusalem, il montait un chameau. Tout son bagage de voyage se composait d'une assiette en bois et d'une gourde en cuir, attachées au pommeau de sa selle, que de deux sacs, l'un rempli d'orge et l'autre de s secs. fous, chrétiens, qui attendons un meilleur avenir, nous ans, d'après certains signes du ciel, que le temps est he où un nouveau soleil s'élèvera sur notre horizon poète et social, surpassant en magnificence toutes les splen

382 B. W. Emtrêon deurs de la foi arabe. Ce soleil spirituel, c'est l'amour chrétien. | C'est le seul dogme régénérateur des institutions, la aeob synthèse philosophique, l'absolu, le mouvement perpétuel, le remède universel, choses réputées impossibles. L'amour, seul, ne connaît pas l'impossible. L'existence d« mot impossible que Napoléon voulait déjà rayer du dictionnaire français, prouve le manque de l'enthousiasme et par conséquent de l'amour. A mesure que l'homme s'avilit et se dégrade, il oublie» calcul des probabilités et des possibilités, et tombe dans 11 nécessité et la fatalité. Une action honnête, qu'un citojca aurait probablement faite, ne lui paraît plus possible quand il est nommé représentant du peuple; qu'il devienne préfet ou ministre, il en démontrera même l'impossibilité. Il s'agit donc de remonter l'échelle morale, de s'élever du fond de l'abîme des sentiments ministériels jusqu'à II hauteur consciencieuse d'un honnête paysan, de franchir k distance qui sépare le vieil égoïsme officiel du nouvel amour social. Les annales de notre passé de tant de siècles ne contiennent que les histoires des égoïsmes nationaux et personnels. Quand on veut trouver des exemples de désintéressement et de charité, il faut les chercher dans les contes populaires. L'histoire, c'est l'égoïsme passé; la législation et l'administration, c'est l'égoïsme présent. Nous souffrons en lisant le récit d'anciennes luttes contre les égoïsmes, qui ont coûté tant de larmes à l'humanité, et nous ne savons pas, nous hommes d'argent, ce que nous dépensons en pure perte pour payer l'égoïsme actuel, législatif et administratif. Que de de millions dépensés pour la con* truction et l'entretien des bagnes et des prisons cellulaires, avec tout leur mobilier, y compris les geôliers, les procureurs et les gendarmes! Et tout cela pour nous préserver du vol! Or, c'est précisément notre crainte d'être volés qui donM <

L'homme religieux réformateur 883 aux gens l'idée de nous voler. C'est nous, bourgeois avarés, défiants et peureux, que Ton pourrait accuser en toute justice d'excitation au vol, au meurtre et au pillage; si nous osions nous fier à notre sentiment d'amour chrétien, il nous aurait défendu mieux que toutes les rondes de la garde nationale et toutes les patrouilles des sergents de ville. Ce sentiment chrétien ferait plus: il atteindrait le brigand et le voleur dans ce qui reste en dehors de l'action de toute justice humaine, dans sa conscience. Il les ramènerait vers nous, et les forcerait à venir nous offrir, les larmes aux yeux, leurs services. Mais pourquoi parler des bagnes et des prisons? Observons dans les rues de nos cités et dans l'intérieur de nos maisons ces honnêtes travailleurs que nous appelons ouvriers, hommes de peine ou domestiques: nous vivons dans des rapports continuels avec eux, nous leur parlons, nous avons besoin d'eux, et pourtant nous ne pouvons pas dire que ce sont nos compatriotes, nos connaissances. Si nous rencontrons dans la rue notre trotteur, nous ne lui demandons pas des nouvelles de sa santé; si la fille de notre cuisinier a dit une romance de manière à enchanter tous les marmitons, nous n'irons pas l'applaudir: nous réservons notre admiration pour le fausset d'une actrice de renom. Les élections approchent, et je ne vois pas que l'électeur se soucie de connaître quelle est l'opinion du frotteur et du portier sur la candidature de tel ou tel personnage politique. Ainsi après avoir chassé les rois et détruit l'aristocratie, nous continuons à jouer, à l'égard de la classe des travailleurs, le rôle des rois fainéants et des aristocrates féodaux. On ne doit donc pas s'étonner que nos ménages soient si souvent troublés par des émeutes de cuisine et des révolutions d'antichambre. Toutes les fois que nos dames se réunissent en conseil privé, auprès d'une table de thé ou d'une cheminée, vous les entendez se plaindre avec un accent tout

384 R. W. Emerson à fait ministériel du désordre social qui règne dans leur domesticité. Ce sont des réquisitoires à n'en pas finir contre l'abus du pouvoir de la femme de chambre, ou l'abus de confiance du porteur de billets doux. Un monsieur et sa dame se sentent au milieu des ouvrier^ des domestiques ou des paysans, aussi étrangers que s'ils étaient des réfugiés politiques. C'est pourquoi on a vu déjà et on verra encore plus souvent, dans les élections, les do* mestiques faire une opposition systématique à leurs patrons, les blouses se coaliser contre les gants jaunes. On se plaint de tous côtés de voir si souvent les masses populaires se laisser entraîner par des intrigants et des fourbes, au lieu de suivre le conseil des sages, leurs véritables amis. On croit que le peuple est ainsi fait Non, c'est nous qui le faisons tel. Le peuple ne veut pas être représenté par un lâche doctrinaire, ou par un aristocrate déguisé en républicain. S'il vote quelquefois pour eux, c'est qu'ils prennent habilement les dehors de la générosité et du libéralisme. Le peuple ne votera pas longtemps pour ces gens-là: il cherche toujours l'esprit et la probité. Un proverbe des anciens Egyptiens disait que: Le peuple ne supporte pas longtemps la vue des oiseaux de proie étendant leurs serres en présence des oiseaux sacrés qui cachent la tête sous l'aile. Voulons-nous sincèrement faire une révolution radicale et socialiste, soyons d'abord nous-mêmes sincères et sociables. Les individualités ne désiraient peut-être pas mieux que de se fondre dans la masse sociale: cette fusion demande de la chaleur, de la flamme. La fable d'Esopé nous dit que: «Un vent froid et violent n'ayant pu arracher à un égoïste son manteau (système de résistance), le doux soleil lui persuada de le laisser comme étant inutile.» Nous devons porter notre foyer moral dans j ces mêmes endroits qui sont privés du foyer domestique, c'est-à-dire chez les pauvres. <

L'homme religieux réformateur 886 Les pauvres constituent réellement la grande majorité nationale. Toute la législation, toutes les institutions qui en écoulent ne devraient avoir pour but que le plus grand bien possible de cette classe d'hommes, qui est la plus nombreuse. Tout enfant nouveau-né, de parents riches ou pauvres, appartient naturellement à la respectable classe des prolétaires, commençons par protéger l'enfance. Assurons à chaque roi étaire, c'est-à-dire à chaque nouveau-né, la possibilité de vivre. Il ne s'agit pas de déposséder les vieux richards. Tâchons humblement de leur inspirer des sentiments paternels pour la pauvreté. Les riches eux-mêmes en deviendraient meilleurs et plus heureux; car il n'y a rien qui adoucisse et élève le caractère comme le sentiment de la paternité, et il est dans le pouvoir de chaque homme riche, jeune ou vieux, se porter bien ou malade, de devenir père d'une grande famille. Les membres de la société une fois reconnus comme membres d'une même famille, chacun y trouvera facilement son art de travail et sa récompense légitime. Un enfant bon doit toujours qu'il est le plus favorisé de la famille. Il se croit plus aimé, par cela même qu'il est le plus aimant. Il n'y a donc que les sentiments de famille, il n'y a que l'amour pour le Père commun de la société (notre Père qui est aux cieux) qui puisse rajeunir notre vieux monde moral, faire refleurir la terre. Triste terre! où, tout en priant chaque jour que le règne de Dieu arrive, nous continuons à servir des royaumes ennemies de Dieu, et, tout en invoquant le nom du Christ, nous vivons en véritables païens. Si nous nous décidions une fois à faire passer notre prière matin dans les actes de notre vie journalière, quelle immense réforme ne verrions-nous pas s'accomplir sans émeues, sans discours parlementaires et sans journaux! L'amour de l'humanité qui n'est autre chose que le sen25

386 B. W. Emerson timent social, nous expliquerait les antiques allégories des triomphes de l'amour. Le sentiment social, cet enfant du monde nouveau, bien qu'ayant les yeux encore bandés, finirait par atteler à son char toutes sortes d'animaux du vieux monde, se faisant traîner tantôt par les papillons de nuit de la poésie romantique, tantôt par des lions de salons, quelquefois par les limaçons ventrus de la Chambre des députés, ou par les griffons de la Bourse; quelquefois par des serpents noirs, emblème des procureurs de la République. Eh! si l'amour antique, tout matériel et tout terrestre qu'il fût, a pu opérer de tels miracles dans le monde gréco-romain, que ne pourrait faire parmi nous le réveil du sentiment de cet amour qui a fondé notre société chrétienne, et qui ne cesse de nourrir ses membres les plus influents et les plus actifs, c'est-à-dire les honnêtes gens pauvres, l'amour dont le Christ a été la source et le modèle! Le jour où l'humanité aura senti le désir de s'élever jusqu'à cet amour-là, ce jour verra finir tous ses maux domestiques, politiques et sociaux. Les ténèbres de l'univers ne peuvent disparaître que sous l'irradiation palingénésique du soleil universel.

x 1 Dans la dernière édition des œuvres du philosophe américain: *Complete works*. Hiver side édition, With 2 Portraits, and papers hitherto unpublished, 11 vol., Boston and New-York 1893, l'article: *Man the Reformer. A Lecture read before the Mechanics' Apprentices' Library Association*. Boston, January 25, 1841, se trouve aux pages 183—207 I du volume : *Nature Adresses, and Lectures*. * Adam Mickiewicz s'est plus soucié d'être bien compris du lecteur | que de calquer servilement la prose d'Emerson, dont une fois il abrège I et une autre fois il développe l'argumentation. Il ajoute au titre de ' l'homme réformateur l'épithète de : religieux et la répète à plusieurs re- j prises dans des passages où le texte anglais ne la donne pas. Quand ' Emerson cite une rue commerçante et une promenade élégante de son | pays, Mickiewicz remplace sans façon par la Chaussée d'An tin et le i

L'homme religieux réformateur 387 boulevard des Italiens des appellations inconnues en Europe, comme il substitue au nom d'un milliardaire américain ignoré de ce côté-ci de l'Océan, celui de Rothschild, d'une notoriété universelle. A l'appui des raisonnements de l'auteur, il cite Talleyrand et Schoëlcher, qui ne sont nullement mentionnés dans l'original et il englobe dans les critiques adressées à certaines catégories d'individus les aristocrates polonais, auxquels l'essayiste bostonien n'a pas songé. En rappelant que c'est un Américain qui parle aux Américains, il oublie d'indiquer que cette observation lui est personnelle. Ces licences font que c'est là plutôt une adaptation qu'une translation ordinaire. Tout en restant parfaitement fidèle à l'esprit de l'auteur, cette adaptation a ainsi un peu la saveur d'une interprétation de l'illustre penseur américain par le grand poète polonais. L'Essai sur l'histoire est tout aussi librement traité. (Note de l'éditeur.) 25*

// ESSAI SUR L'HISTOIRE. Tous les hommes pris comme individus n'ont qu'une seule âme commune. Chaque homme sert de canal à cette âme et communique avec toute son universalité. Celui qui a été une fois admis à chercher les droits de sa raison est devenu déjà citoyen libre de l'empire humanitaire. Les pensées, que Platon avait jadis, cet homme peut les avoir aujourd'hui; les sentiments d'un saint, il peut les éprouver; il peut comprendre tout ce qui a pu arriver à qui que ce fût. Quand on a accès à cette âme universelle, on prend part à tout ce qui se fait, à tout ce qui se fera, parce que Ton fait partie de l'unique et suprême agent de l'univers. L'histoire n'est qu'un souvenir des actions de cette âme. Son caractère se développe à travers toute la série des siècles. L'homme n'est explicable qu'à l'aide de l'histoire générale de l'humanité; l'esprit continue, sans repos et sans trouble, à incarner chacune de ses facultés, de ses pensées, de ses sentiments dans des faits analogues, mais toujours la pensée précède le fait, et tous les faits de l'histoire préexistent dans l'esprit comme autant de lois. Chacune de ces lois est proposée comme urgente à son tour par les circonstances, mais la nature n'en sanctionne qu'une seule pour chaque moment donné. L'homme est une encyclopédie méthodique des faits. La force créatrice des milieux, des forêts, repose toute entière dans un grain. Le premier homme con

Essai sur l'histoire 389 tient en lui l'Egypte, la Grèce, Rome, l'Angleterre, la Gaule, l'Amérique. Dans les époques subséquentes les campements, les royaumes, les empires, les républiques, les aristocraties, les démocraties, qui succèdent les unes aux autres, ne sont que les développements de cette âme multiple dans un monde multiforme. Cette âme a écrit l'histoire; il n'y a qu'elle qui puisse la lire, elle doit la lire. Le sphinx doit expliquer à lui-même son énigme. Or, l'histoire universelle étant toute entière dans chaque individu, l'individu peut l'apprendre en examinant son histoire particulière. Les heures de notre vie sont en rapport avec les siècles historiques, comme l'air que j'aspire est tiré de la masse atmosphérique, comme la lumière, qui éclaire ce livre, tombe d'un astre éloigné de moi de plusieurs millions de lieues, comme la pose de mon corps dépend de la combinaison des forces centrifuges et centripètes; ainsi chaque heure de ma vie est le produit et sous l'influence des siècles passés et les siècles s'expliquent par l'histoire d'une heure de ma vie. L'individu est l'incarnation de l'âme universelle. Il en possède en essence tous les attributs. Chaque action de sa vie particulière jette une lumière sur ce qu'ont jadis exécuté les grandes associations d'hommes et les crises de sa vie sont en rapport avec des crises nationales. Une révolution n'est d'abord qu'une pensée d'un individu; lorsque un autre individu se trouve avoir la même pensée, elle devient la clef d'une époque. Chaque réforme n'est d'abord qu'une opinion individuelle. Pour que je puisse comprendre et admettre ce que l'on me raconte, il faut que je trouve en moi-même je ne sais quoi d'analogue à la chose narrée. En lisant les livres, nous sommes obligés de devenir tour à tour Grecs, Romains, Turcs, prêtres, rois, martyrs, bourreaux; nous devons comparer les scènes lues avec les drames pleins de réalité, dont notre âme a été le mystérieux théâtre. Nous ne pourrions autrement rien voir, rien comprendre. Les malheurs

890 R. W. Emerson et les crimes d'Asdrubal et de Borgia
m'expliquent aussi bien les qualités et les défauts de l'âme que mes propres actions. Il n'y a pas de loi nouvelle, pas d'événement politique qui ne vous regarde personnellement Examinez-les et dites: c'est une des formes de moi-même, c'est ma nature de Protée, qui se cache sous ce masque fantastique, beau ou odieux. De telles considérations servent à nous guérir de notre trop grande tendresse pour nous-mêmes. Nous voyons ainsi nos propres actions en perspective. Comme le Cancer, le Scorpion, le Bélier, en leur qualité de signes du zodiaque, perdent tout ce qu'ils peuvent avoir d'ignoble comme bêtes, ainsi puis-je voir, sans trop de mortification, mes propres défauts idéalisés en la personne de Salomon, d'Alcibiade et de Catilina. C'est cette nature universelle qui donne la valeur aux individus et aux choses. La vie de l'homme, comme contenant l'universalité, est pleine de mystères; à ce titre elle est inviolable, on la protège par des mesures de police et par des lois. C'est de là que découlent toutes les lois; chaque loi exprime au moins le respect pour un des commandements de cette suprême et souveraine essence. La propriété même a son origine dans l'âme; elle constate des faits d'esprit, c'est pourquoi nous la respectons d'instinct et nous la défendons par les armes, par des lois et par des contrats si diversement et si arbitrairement combinés. Le sentiment vague de ce fait primordial nous éclaire comme un phare et nous dirige dans notre voyage terrestre; il nous appelle à nous instruire, à être justes et charitables; il nous provoque à l'héroïsme, qui n'est qu'un acte de notre souveraineté intérieure. Remarquons que nous ne faisons de lecture qu'en notre qualité d'êtres supérieures. Lorsque l'histoire, la poésie, les romans nous transportent dans des palais et des temples, nous y sentons-nous jamais déplacés? Nous nous érigeons d'abord en hommes supérieurs. Lorsque nous assistons aux grands sacrifices

Essai sur l'histoire 391 de la volonté humaine, aux triomphes du génie, nous regardons-nous comme des intrus? Bien au contraire, comme spectateurs de scènes faites par des hommes dans les conditions et en des conjonctures les plus difficiles et les moments les plus difficiles, nous nous sentons le mieux à notre aise. Tout ce que Shakespeare dit d'un Roi, un gamin qui le lit dans un coin de sa mansarde assure que cela se rapporte tout juste à lui. Nous nous intéressons à de grands événements historiques, nous sympathisons avec eux, avec des découvertes importantes, avec de grandes infortunes et de grandes prospérités, parce que c'est à notre place qu'on promulgue, qu'on découvre et qu'on a fait pour nous ce que nous aurions fait, ou ce à quoi nous aurions applaudi; que telle et telle loi a été portée, telle mer a été découverte, tel coup a été frappé, comme nous l'aurions fait nous-mêmes, ou du moins, nous y aurions applaudi. Il en est de même des conditions et de caractères. Nous honorons les riches, parce qu'ils possèdent extérieurement la liberté, la puissance, les agréments personnels, que nous trouvons conformes à la nature humaine, à nous-mêmes. Tout ce que les stoïciens anciens ou les faiseurs d'essais philosophiques modernes ont dit de l'homme sage, se trouve être l'expression de l'idée que nous en avons, l'expression de notre moi, non pas tel qu'il est, mais tel que nous l'imaginons. La littérature entière n'est que la définition d'un homme sage. Dans les livres, les monuments, les peintures, les conversations, le sage trouve les modèles d'un type qu'il s'occupe à créer. Partout il voit, il entend ses éloges, il reçoit de tous côtés des encouragements. C'est pourquoi un esprit sage et bon ne court jamais après les flatteries et les allusions personnelles. Il entend l'éloge non pas de sa personne, mais, ce qui est plus doux, de ce modèle, d'après lequel il cherche à se former; il l'entend dans chaque parole, dans chaque accent de la nature, dans les bruits des fleurs et dans le murmure

392 B. W. Emerson des moissons. La nature entière lui adressée un sourire d'approbation flateuse. Le ciel le regarde avec bienveillance) les étoiles lui sourient, les montagnes l'applaudissent Les avertissements vagues, comme ceux du sommeil, mettons-les à profit dans notre vie journalière. Que la lecture de l'histoire soit pour nous un exercice actif et nullement passif; prenons pour texte notre vie et les livres pour commentaires. La muse historique consultée de cette manière nous rendra des oracles qu'elle refusera toujours à ceux qui ne se respectent pas eux-mêmes. Il n'est pas en état de bien lire l'histoire celui qui croit que ce que a été fait dans les temps anciens, par des hommes morts depuis des siècles, a une valeur plus grande que ce qu'il est en train de faire aujourd'hui. Le monde n'existe que pour l'éducation de chaque homme. Il n'y a pas de siècle, pas de position sociale, pas d'action historique qui ne corresponde à quelque événement de notre vie. Chaque objet se résume lui-même d'une manière merveilleuse et nous donne en extrait toute son essence. Nous sommes en état de vivre en notre personne l'espace de toute l'histoire notre vie durant. Un obscur individu peut rester tranquille chez lui, entouré de ses armées et de ses flottes morales et ne pas permettre aux rois et aux empereurs de le troubler; il doit sentir qu'il est plus grand que toute la géographie et plus fort que tous les gouvernements, mais il faut par cela qu'il transporte le point-de-vue dont on regarde communément l'histoire de Rome et d'Athènes chez lui et qu'il accepte franchement sa position de grand juge. Si par exemple l'Angleterre et l'Egypte ont par hasard quelque chose à débattre devant lui, il examinera leurs affaires, mais si ces puissances n'ont rien à dire il les fera taire. Il doit s'élever jusque cette haute sphère d'où Ton domine les faits et où on les force à nous livrer leurs sens intime, où la poésie et l'histoire ne font qu'un et s'y maintenir.

Estai sur l'histoire 393 La manière dont nous mettons à profit les belles narrations historiques décèle les instincts de notre âme et les tendances de notre nature. Le temps réduit les faits le plus massifs et les plus anguleux en un éther léger et transparent Il n'y a pas d'ancre, il n'y a pas de cable, pas de cabestan qui puisse fixer un fait comme fait Babylone, Troie, Tyr et même l'antique Rome sont déjà passés à l'état de fiction. Le jardin d'Eden, le soleil arrêté par Josué sont devenus des traditions poétiques communes à tous les peuples. Qui se soucie de savoir comment a été un fait, dès que nous l'avons élevé jusqu'au ciel et placé parmi les constellations, comme un signe éternel. Voilà le chemin que doivent prendre un jour Londres et Paris et New-York. Qu'est-ce que l'histoire, disait Napoléon, c'est une fable généralement crue. Notre vie est parsemée tout autour d'Egypte, de Grèce, de guerres, de colonies, d'Églises, d'États, comme d'autant de fleurs et d'arabesques, tantôt sombres, tantôt gaies. Je ne les prends que pour ce qu'ils sont Je crois à l'éternité. Je peux trouver la Grèce, la Palestine, l'Italie, l'Espagne, le génie et le dogme créateur de chaque époque et toutes les époques prises ensemble, dans ma propre âme. Nous rapportons généralement les faits qui nous ont intéressés dans l'histoire à notre propre expérience qui leur sert de contre-épreuve. En d'autres mots, l'histoire n'existe pas, elle n'est que de la biographie. Chaque esprit doit apprendre lui-même toute sa leçon, il doit aller jusqu'au fond. Ce qu'il n'aura pas vu, ce qu'il n'aura pas éprouvé, il ne le connaîtra jamais. Les vérités que les siècles précédents lui laissent réduites en formules pour son usage journalier, il en perd beaucoup, n'ayant ni le besoin ni l'occasion de les découvrir lui-même, ni de les vérifier. Cependant, tôt ou tard, il cherchera et il réussira à compenser cette perte, en recommençant et en achevant pour son compte tout le travail. Ferguson in

394 R. W. Emerson venta, comme on sait, en astronomie, des choses qui étaient fort connues avant Ferguson! Eh tant mieux pour lui. L'histoire doit être ceci ou bien elle n'est rien. Chaque loi établie dans un État indique un fait de la nature humaine. Nous devons, dans notre propre nature, voir la raison de chaque fait, voir pourquoi et comment il est possible et nécessaire et, dans cette disposition d'esprit, nous placer vis-à-vis des événements publics et particuliers, vis-à-vis d'un discours de Burke et vis-à-vis d'une victoire de Napoléon, du martyre de Thomas Morus, du règne de la terreur en France, de la pendaison des sorcières et des opérations du magnétisme animal à Paris. Nous supposons que, dans des circonstances semblables et sous des influences analogues, nous aurions senti et agi de la même manière et nous tâchons de par courir en esprit le chemin que notre prochain avait fait et d'atteindre le même degré d'élévation ou d'abaissement, auquel il était parvenu. Nos recherches dans le domaine de l'antiquité, notre curiosité concernant les pyramides d'Egypte, les villes déblayées au pied du Vésuve, les chemins taillés dans le roc dans l'Amérique méridionale, viennent du désir qui nous est inné, de nous défaire de l'absurdejadis et de l'obscur quelque part, d'introduire à leur place le maintenant et le voici; d'effacer le non moi et de lui substituer le moi; de faire disparaître la différence et de rétablir l'unité. Belzoni creuse et mesure les puits à momies et les pyramides de Thèbes, jusque ce qu'il ait trouvé un rapport entre ce qui paraissait d'abord si différent, savoir entre les monstrueux ouvrages des Égyptiens et lui Belzoni. Lorsqu'il a reconnu, d'après l'ensemble et les détails, que le tout a été fait par une personne qui n'était qu'une créature humaine comme lui, ayant tels moyens d'actions, tel motif et le but pour lequel il aurait lui-même travaillé s'il se trouvait dans des semblables circonstances; alors son problème est résolu, sa pensée commence à circuler li

Essai sur l'histoire r,95 brement le long des lignes architectoniques de ces temples, pénètre les sphinxs et les catacombes, anime l'ensemble, elle en devient l'âme créatrice et les ruines se raniment, maintenant elles existent, les voici. A la vue d'une cathédrale gothique, nous sentons qu'elle a été faite par nous et que cependant ce n'est par nous qui l'avons faite. Assurément c'est l'ouvrage de l'homme, mais l'homme que nous connaissons ne produit rien de semblable. Il faut nous appliquer à approfondir l'histoire de cette production. Il faut nous mettre à la place et dans la situation historique de l'architecte. Nous nous figurons l'état primitif des habitants des forêts, le type primitif d'un temple conservé longtemps par les artistes, développé et modifié en même temps que s'accroissait la puissance du peuple jusqu'à ce qu'enfin la forêt primitive se changeât en montagne de pierre sculptée. Après avoir suivi tout ce procès de création artistique, si nous y ajoutons encore le culte catholique avec ses croix, ses crosses, processions, musique, fêtes et tableaux, nous devenons, pour ainsi dire, l'homme qui a fait le Munster de Strasbourg. Nous avons compris comment et pourquoi il a dû exister. Nous en avons l'idée. La différence entre les hommes réside dans le principe constitutif de leurs associations. Quelques savants classent les objets d'après leur couleur, leur volume et leurs qualités apparentes, d'autres les rangent en classes, ont en vue leurs affinités et les catégories des causes et des effets. Le progrès de l'esprit consiste à s'élever au-dessus de ces différences superficielles jusqu'à une vision de plus en plus claire des causes premières. Pour un poète, pour un philosophe, pour un saint, tout objet est précieux et sacré, tout événement est profitable, chaque jour est un jour de fête et chaque homme est divin, car son œil s'attache à l'essence (la vie) et glisse sur les accidents. Toute substance inorganique, toute plante,

396 B. W. Emerson tout animal par son développement nous prouve et démontre l'unité de la cause et la vérité des apparences. Pourquoi, entourés que nous sommes de cette nature universellement créatrice, douce et liquide comme un nuage, comme l'air, resterons-nous assez durs pour n'admirer, en vrais pédants, qu'un petit nombre de formes? N'aurons-nous pas d'autres mesures que le temps, la circonstance, le volume ? L'âme n'a rien à faire de ces catégories et le génie sait jouer au milieu d'elles comme un enfant parmi les vieillards dans une église. Le génie scrute la pensée mère de l'objet et, dans le sein des choses, il découvre la lumière partant d'un cercle avant qu'elle ne se répande en une infinité de diamètres. Le génie poursuit la monade à travers tous ses masques pendant qu'elle accomplit sa métamorphose de la nature. Le génie découvre, signale l'existence d'un type dans le papillon, dans une chrysalide, dans l'œuf, le type du même individu à travers mille individus, la même espèce à travers plusieurs espèces, à travers tout le genre un type invariable et à travers tous les royaumes de la vie organique l'éternelle unité. La nature est un nuage changeant qui existe toujours et qui n'est jamais le même. Elle jette la même pensée dans une multitude des moules, comme un poète fait plusieurs fables ayant un même sens moral. L'esprit apparaît dans sa magnificence à travers la nature morte et inintelligente. Lui seul est tout-puissant et conduit toute chose à ses fins. Le diamant frappe par l'éclat de ses formes précises, mais, lorsque je le regarde, il change, à chaque moment, ses couleurs et son fond. Rien n'est aussi fugitif que la forme. Cependant elle ne reniera jamais complètement son caractère primitif. On aperçoit, dans l'homme, les rudiments de certains organes, qui dans les races inférieures, apparaissent comme des marques de servitude et relèvent cependant la dignité et la grâce de l'homme. Ainsi Jo d'Echyle changée en vache affecte désagréablement

398 B. W. Emerson servateur. Telle peinture par exemple, tels vers excitent en nous le même sentiment, qu'une course dans des montagnes sauvages, sans en retracer précisément l'image. Les rapports mystérieux qui existent entre des objets si différents échappent à la raison. C'est que la nature n'est qu'une infinité de combinaisons d'un petit nombre de lois; d'innombrables variations roulent toujours sur les mêmes thèmes vieux et connus. Partout on voit dans les œuvres de la nature ces traits de famille d'une ressemblance sublime. Elle aime à nous étonner par les ressemblances dans les situations les moins attendues. J'ai vu un cacique américain, dont la tête me rappelait le sommet d'une montagne, et dont le front ridé ressemblait à une roc stratifié. Il y a des hommes dont les manières ont la splendeur, la gravité et la simplicité des frises du Parthénon et de débris du plus ancien art grec. On peut trouver des paysages analogues dans des livres de tous les âges. Qu'est-ce que l'aurore du Guide dans la villa Rospigliosi, si ce n'est une pensée matinale? Comme les coursiers de cette fresque ne sont que des nuages du matin, si quelqu'un prenait la peine d'observer la variété des actions vers lesquelles il se sent porté dans une disposition d'esprit donnée et celles pour lesquelles il sent alors de la répugnance, il reconnaîtrait combien la chaîne des affinités est longue et diverse. Un peintre m'a dit que personne ne peut peindre avec perfection un arbre, à moins de devenir soi-même arbre, ou peindre un enfant en étudiant seulement les lignes et les formes de son corps. Mais quand on aura observé pendant quelque temps ses mouvements et ses jeux, on entrera pour ainsi dire dans sa nature et on pourra alors le représenter dans telle attitude que l'on voudra. J'ai connu un dessinateur qui trouvait qu'il lui était impossible d'esquisser un rocher, avant qu'on ne lui en ait expliqué la nature géologique.

Essai sur l'histoire 399 Qu'y a-t-il à conclure de tout cela? C'est que ces productions si diverses prennent leur origine dans une certaine disposition de l'âme. L'esprit est identique et non pas les faits. Ce n'est pas en acquérant d'abord une habilité technique et un certain savoir faire, c'est en descendant dans les mystérieuses profondeurs de l'âme, qu'un artiste obtient le pouvoir de mouvoir les âmes de ses semblables dans un sens donné. On a déjà dit que les âmes vulgaires payent leur écot par ce qu'elles font et les âmes nobles par ce qu'elles sont. Et comment? Parce que l'âme tirant sa vie des abîmes de l'être, exerce par ses actions, ses paroles, ses gestes et ses manières, la même puissance et répand le même charme, qu'une galerie de statues ou de tableaux. L'histoire politique, l'histoire naturelle, celle de l'art et de la littérature, doivent être expliquées par la vie individuelle de l'homme, ou bien elles ne seront que des mots. Tout se rapporte à nous, tous nous intéresse, royaume, collège, arbre, cheval, rails; les racines en existent dans l'homme. L'architecture existe dans l'âme. Santa Groce et la coupole de St. Pierre ne sont que de faibles copies d'un modèle divin. La cathédrale de Strasbourg est l'image matérielle, l'effigie de l'âme d'Erwin de Steinbach; c'est l'âme du poète qui est le vrai original d'un poème; l'original du vaisseau, c'est l'esprit de celui qui l'a fabriqué. Si nous pouvions ouvrir l'âme de l'homme, nous y trouverions la raison du plus petit et du plus délicat de ses ouvrages, comme le dessin et les couleurs des écailles préexistent dans les organes sécrétoires du poisson. Toute l'héraldique et toute la chevalerie se renferment dans la politesse. Un homme d'une politesse exquise saura en prononçant votre nom y donner un relief, qui équivaut à des titres nobiliaires. L'expérience de chaque jour confirme souvent la vérité de ce qu'on nous a anciennement prédit et change pour nous en réalités certains mots et certains signes, que nous avons

400 R. W. Emerson entendus et vus, sans nous en rendre compte. J'ajouterai quelques exemples de ce que tout le monde a pu observer, des faits ordinaires pouvant servir d'explication d'ouvrages importants et grandiose. Une dame avec laquelle je me promenais, dans une forêt, m'a dit que les arbres lui paraissaient toujours attendre, comme si les génies qui les habitent attendaient que le voyageur fut passé pour prendre leurs ébats. C'est précisément ce sentiment qui inspira les descriptions poétiques de ces danses de fées disparaissant tout-à-coup au moindre bruit d'un pas d'homme. Celui qui a vu la lune sortir la nuit du sein d'un nuage noir peut dire qu'il a assisté comme l'archange à la création de la lumière et de la nature. Je me rappelle qu'une fois, par un beau jour d'été, un compagnon de voyage me montra du doigt un large nuage, étendu parallèlement à l'horizon, et ayant la forme de ces archanges que l'on place sur des églises; une tête lumineuse, où l'on pouvait, avec un peu d'imagination, distinguer les yeux et la bouche, s'élevait au-dessus de deux ailes gigantesques. Ce qui nous a apparu a pu apparaître souvent et donner à l'artiste l'idée du personnage fantastique. En observant la foudre percer les nuages d'été, j'ai reconnu comment les Grecs empruntèrent à la nature l'idée de la foudre, qui arme la droite de Jupiter. J'ai vu les masses de neiges, au haut des rochers, se découper en dents, qui ont peut-être servi de modèles aux créneaux des tours gothiques. Toutes les fois que nous nous trouvons jetés dans de9 pays nouveaux pour nous, nous devenons inventeurs de nouveaux ordres et de nouveaux ornements archi tectoniques, car nous voyons comment les peuples créaient et arrangeaient leurs habitations. Letemple dorien n'est que le développement d'une hutte de bois, séjour des anciens Dorien. Un pagode chinoise est tout simplement une tente tartare. Les temples des Egyptiens et des Indous rappellent les mon

Essai sur l'histoire 401 tagnes et les cavernes, qui servirent de demeures à leurs ancêtres. «L'habitude de creuser les maisons et les tombeaux dans des rocs vifs, dit Heeren dans ses Recherches sur VEthiopie, imprima à l'architecture égypto-arabe ce caractère colossal qui la distingue. Dans ces spacieuses cavernes travaillées par la nature, l'œil s'accoutumait à de grandes masses et à des contours d'un large dessin. L'art, qui est venu plus tard aider la nature, n'osait en réduire les proportions, de crainte de les dégrader. Quelle mine feraient des statues de dimensions ordinaires et des petites portes avec leurs petits battants à côté de ces halles gigantesques, où le Colysée pourrait figurer tout au plus comme une loge de portier, si on le plaçait à l'entrée du temple, ou comme une chapelle, si on le cachait à l'intérieur.» Nous avons dit qu'une cathédrale gothique a son origine dans les forêts du nord. En traversant pendant l'hiver les forêts de sapins, on voit les rudiments des arceaux, des arcades et des festons, tandis que des arbres nous offrent le type de la basse arche de l'architecture saxonne. Les nuages variés d'un ciel du nord, vus à travers les branches ornées de glaçons de mille couleurs, ne ressemblent-ils pas aux vitraux d'une église du quatorzième siècle ? Cherchons à individualiser tous les faits publics de l'histoire, et en même temps généralisons les faits de notre vie privée. Alors l'histoire commencera à couler en nous et à devenir réelle et notre biographie gagnera en hauteur et en profondeur. Comme les architectes persans ont conservé dans la construction des pavillons et des palais le lotus et la palme de l'habitation primitive, de même les rois de Perse, dans les époques de leur plus grande puissance, n'ont jamais complètement abandonné les habitudes primitives de leur vie nomade et quittaient Ecbatane le printemps, pour passer l'été à Suse et l'hiver à Babylone. Dans l'histoire ancienne de l'Asie et de l'Afrique, l'agriculture et la vie nomade sont 26

402 R. W. Emerson deux faits constants et hostiles. La nature géographique de ces parties du monde nécessite la vie nomade. Or, les nomades ont toujours été la terreur des peuples agricoles et boutiquiers. La religion a dû donner un caractère sacré à l'agriculture pour l'opposer au vagabondage des nomades. Et, même dans nos sociétés modernes et civilisées en Angleterre et en Amérique, ces deux instincts opposés du mouvement et de la fixité continuent leur vieille lutte dans chaque individu. Nous sommes tous tour à tour casaniers et nomades. Les moustiques, qui faisaient enrager les troupeaux de l'Africain et la sécheresse, qui dévore l'herbe du Tartare, forçaient ces pâtres à émigrer en été dans des contrées montagneuses. Maintenant la cupidité et la curiosité entretiennent dans le marchand et dans le touriste européen et américain le goût de la vie nomade. De la plaie des moustiques d'Astaboras à l'italomanie du gentelman touriste, il y a progrès. Sous ce rapport, il y a une grande différence entre les hommes, quant à la facilité de s'acclimater et de trouver la nourriture et le gîte Il y a des individus d'un naturel si éminemment nomade que partout où ils se tournent, sur mer et sur terre, dans les forêts et dans la neige, ils dorment aussi bien, mangent avec aussi bon appétit et trouvent aussi facilement leur société, comme s'ils étaient partout chez eux. Ce nomadisme intellectuel suppose une faculté d'objectivité, ou des yeux qui trouvent partout à se repaître. Quiconque possède des yeux de ce genre entre facilement en relation avec son prochain. Pour lui chaque homme, chaque chose a du prix, devient un objet d'études, une propriété à exploiter et le vif intérêt qu'il y prend déride son front, le rapproche de ses semblables et les rend beaux à voir, aimables. Sa maison est un chariot, et il roule «\n travers toutes les latitudes aussi facilement qu'un Kahnouk. Un objet que nous voyons en dehors de nous correspond à un état de notre esprit et en revanche nous ne nous renI / /

Essai sur l'histoire 403

dons compte de l'objet extérieur qu'autant que notre pensée nous fait pénétrer dans la vérité à laquelle cet objet se rapporte. Le monde primitif, le monde ancien, je peux le retrouver tout aussi bien en me plongeant dans moi-même qu'en descendant ou qu'en fourrant la main dans les catacombes, les librairies et les mines de Herculaneum. D'où vient l'intérêt que nous portons à l'histoire, la poésie, l'art de la Grèce de toutes les époques, depuis l'âge héroïque ou homérique jusqu'aux scènes de la vie privée des Athéniens et des Spartiates du temps de leur décadence? La Grèce nous intéresse, parce que nous sommes Grecs. C'est un état par lequel tout homme doit passer une fois. La Grèce, c'est l'ère d'une nature matérielle, sensible, parfaitement développée, en harmonie avec la nature spirituelle. Là ont existé ces formes humaines, qui fournirent à la sculpture des modèles d'Hercule, d'Apollon, de Jupiter ne ressemblant en rien à ces figures aux traits confus qui peuplent nos rues, mais d'un dessin pur et symétrique, avec des yeux enchâssés de manière qu'il leur a dû être impossible de jeter des regards furtifs et obliques, et même de regarder à droite ou à gauche autrement qu'en tournant la tête toute entière. Dans cette période, les hommes ont des manières franches et fières; l'admiration que l'on témoigne aux qualités personnelles, au courage, à l'adresse, à la force, à la grâce s'exprime à haute voix et en gestes larges. On ne connaît pas encore le luxe ni l'élégance. Habitant de contrées peu peuplées, chaque homme est obligé d'être son propre valet, cuisinier, boucher et écuyer et l'habitude de se servir soi-même donne au corps des aptitudes étonnantes. Tels furent l'Agamemnon et le Diomède d'Homère et nous retrouvons des mœurs presque homériques dans la description que Xénophon nous donne de lui-même et des dix milles compagnons de sa retraite: «Après «que l'armée eut passé le fleuve de Téléboas en Arménie, il 26*

404 B. W. Emerçon «est tombé une grande quantité de neige et les soldats cou«chés misérablement sur la dure en étaient tout couverts. Or «Xénophon se leva nu et ayant saisi la hache, commença à «couper du bois; voyant ceci ses compagnons se levèrent et «firent de même.» Il paraît que, dans cette armée, on jouissait de la liberté illimitée de la parole. Les soldats se disputent le butin, ils font querelle aux généraux sur chaque nouvel ordre qu'ils reçoivent et Xénophon a la langue aussi bien pendue que qui que ce soit de la troupe. Qui ne voit là les mœurs de grands garçons, le code d'honneur et la discipline relâchée de grands garçons? Le charme de la tragédie antique et en général de toute la littérature ancienne consiste en ce que ses personnages parlent avec simplicité et dans leurs discours font preuve d'un grand sens commun sans s'en douter, l'esprit n'ayant pas encore pris l'habitude de réfléchir. Dans l'antique, nous n'admirons pas le vieux, mais le naturel; or les grands garçons grecs, grâce à la délicatesse de leurs sens, à la perfection de leur organisation physique, s'expriment et agissent avec la simplicité des enfants. Ils font des vases, des statues, des tragédies, comme en ferait tout homme doué d'organes sains, c'est-à-dire ils les font de bon goût Partout et dans toutes les époques où il existe des hommes heureusement organisés et en état de bonne santé physique, ils peuvent faire de l'art grec. Cependant les Grecs surpassent dans ce genre tout le monde. Ils réunissent l'énergie virile à la spontanéité insouciance de l'enfance; nous les respectons comme on respecte l'enfance. Un acte de spontanéité irréfléchie n'excite ni le mépris ni le regret. Le héros, le poète ne mépriseront pas les paroles et les gestes d'un enfant. Il est aussi grand qu'eux. La naïveté nous attire, parce qu'elle est dans la nature de l'homme et chaque homme la connaît, pour avoir été enfant; tout de même il y a toujours des individus qui n'en perdent jamais

Essai sur l'histoire 405 le caractère. Une personne simple comme un enfant et énergique en même temps est par là même grecque et fait revivre en nous l'amour pour la muse grecque. En lisant dans le Philoctète de Sophocle ces belles apostrophes au sommeil, aux astres, aux rochers, aux vagues, je sens le temps fuir comme une marée descendante, je sens l'éternité de l'homme, l'identité universelle de sa pensée. Le Grec a donc vécu au milieu de mes vieilles connaissances. Le soleil, la lune, l'eau et le feu, remuaient son cœur, comme ils remuent le mien. Ainsi ces fameuses divisions en écoles grecque et anglaise, classique et romantique, me paraissent superficielles et pédantesques. Lorsque une pensée de Platon devient mienne, lorsque une de ces vérités qui enflammaient son âme enflamme la mienne, alors le temps n'existe plus. Lorsque je sens que nous nous sommes rencontrés dans la même idée, que nos âmes ont pris la même teinte et se sont pour ainsi dire fondues ensemble, pourquoi irais-je mesurer les degrés de latitude, à quoi me servirait-il de compter les cycles des années égyptiennes? L'écolier s'explique le moyen âge par le moyen âge de sa vie, par son propre âge de chevalerie. Il a la même clef pour l'histoire sacrée de l'humanité. Au moment où la voix de quelque prophète de la plus haute antiquité réveille dans son âme les sentiments de l'enfance, fait vibrer les notes de sa jeune prière, il pénètre alors jusqu'au fond de la vérité, à travers toute la masse de traditions confuses et d'informes institutions. Il vient quelquefois auprès de nous des esprits rares et extraordinaires qui nous ouvrent la porte à des vérités nouvelles. Je vois que de temps à autres les hommes de Dieu vinrent visiter l'humanité et firent comprendre du vulgaire même leur mission. De là l'origine du trépied du poète, de la prêtresse inspirée.

The text on this page is estimated to be only 4.67% accurate

if . ' i >'•*«. H'■i- : I

APPENDICE. A S. B. M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.
MÉMOIRE SUR LA QUESTION POLONAISE PAR E. BOUDEVILLE. *
PARTI RUSSE OU SECTE D'ANDRÉ TOWIAŁSKI. M. Adam
Mickiewicz est le représentant ou plutôt le chef de cette faction. Le vulgaire le croit visionnaire, mais les plus clairvoyants le supposent dévoré par une ambition et une vanité excessives. Toutefois ces considérations n'expliquent ni son caractère ni sa conduite. Voulant briller à tout prix et se faire un nom, il adopte tous les moyens, même les plus dangereux et les plus immoraux, pour parvenir à son but. C'est un intrigant actif et adroit: tout prouve qu'il est impliqué dans des machinations moscovites. Le gouvernement moscovite possède à merveille l'art d'em1 Boudeville, chef du bureau des étrangers à la préfecture de police et supérieur hiérarchique de J. B. Ostrowski, signa, la plupart du temps, les rapports de ce dernier sur l'émigration polonaise, sans y ohanger un seul mot. J. B. Ostrowski, révolutionnaire et journaliste polonais finit, comme l'ex-conventionnel Tallien, par être aux gages de la police, ce qui lui permit, pendant de longues années, de déservir efficacement ses compatriotes auprès de tous les ministères qui se sont succédé en France depuis Guizot jusqu'à Emile Oilivier. (Noie de l'éditeur.)

408 E. Boudéville ployer dans ses vues ceux qui se croient ses ennemis et qui s'imaginent pouvoir le tromper. Sous l'influence moscovite. M. Mickiewicz oublia bientôt les sentiments polonais, qu'il avait d'abord revêtus des plus belles couleurs de la poésie. Les politesses moscovites corrompirent son cœur et faussèrent son intelligence. La Pologne s'effaça de son âme. Dans la préface d'une édition de ses poésies publiée en 1825, il donna au Czar actuel le surnom de «père des peuples». En 1831, il se refusa de s'associer à la révolution polonaise et il se complut à se présenter dans le monde avec la qualité de sujet russe. Dépourvu d'une instruction solide et de connaissances complètes, entraîné par la mobilité de son caractère et les emportements d'une imagination ardente, il n'y a pas d'extravagances politiques, religieuses ou scientifiques qu'il n'ait commises. C'est lui qui, avec l'assistance de Bogdan Janskî, fonda la congrégation polonaise des Résurrectionnistes, qui n'était autre qu'une association de Jésuites. La protection des membres de l'ordre de Jésus valut à M. Mickiewicz la chaire de littérature slave au Collège de France. On dit, et il existe des motifs graves pour croire qu'avant d'obtenir cette chaire, il avait pris envers le gouvernement russe l'engagement formel de ruiner la Pologne, ainsi que le catholicisme et de faire de la propagande moscovite, en représentant la Russie comme protectrice et libératrice de tous les Slaves. Ces engagements ont-ils été réellement contractés? Les preuves matérielles manquent, mais l'enseignement de M. Mickiewicz au Collège de France en a rempli complètement les conditions. On sait qu'il propagea en public les doctrines de la secte fondée par André Towianski. Or, cette secte est une affiliation d'agents russes qui, sous le masque d'une dévotion mystique et ridicule, intriguent dans l'émigration et y propagent les principes du panslavisme. La chaire de M. Mickiewicz retentit de sa parole étrange et anti-nationale. Aussi le scandale fut-il immense. Le £cu

Mémoire sur la question polonaise 409 vernement français
comprit enfin retendue de sa propre faute et, par une détermination bien tardive, le Collège de France fut interdit à M. Mickiewicz. Par contre-coup, la Société littéraire et historique polonaise, composée non de savants, mais d'hommes politiques partisans de principes monarchiques, le raya de la liste de ses membres. Méprisé par ses compatriotes, M. Mickiewicz partit pour l'Italie, afin d'y tenter la conversion du Pape Pie IX. C'est à Rome que le surprit la Révolution de Février. A l'aide d'un audacieux mensonge, il essaya de former une Légion polonaise, il prétendit y être autorisé par le Pape, mais le Pontife lui donna un démenti formel et public, et fulmina un anathème officiel contre ses doctrines. Le gouvernement lombard, trompé par ses assurances, donna dans le piège et signa avec lui une convention relative à la formation d'une Légion pour laquelle M. Mickiewicz arbora l'étendard de Saint-André, apôtre et patron officiel non de la Pologne, mais de la Russie. De retour à Paris, M. Mickiewicz s'est mis en relations directes avec le comte Xavier Branicki. Or, ce dernier, d'après l'opinion générale, est un agent moscovite qui a pour mission de tromper l'émigration, de la pousser à de folles entreprises et de s'immiscer en même temps, dans la politique française, ce que lui facilite la possession d'une immense fortune et de faux semblants de patriotisme. A l'appui de cette opinion, on cite quelques faits, dont l'exactitude jusqu'alors n'a pu être contestée. Ainsi, on assure que le comte Branicki a versé une somme d'argent importante pour subvenir aux frais de la malheureuse expédition du Duché de Posen; il paraît même qu'il ne serait pas étranger au départ des émigrés pour l'Italie et la Hongrie, et que, pour leur faciliter ce voyage, aucun sacrifice pécuniaire ne lui aurait coûté. On ne peut soupçonner le comte Branicki d'être socialiste

410 E. BoudepiUe et cependant il est, dit-on, lié avec le représentant Proudhon, et il lui fournit des fonds pour soutenir sa feuille: le Peuple. M. Branicki est en relations avec les employés de l'ambassade russe. C'est un fait prouvé et qui ne permet pas de croire, de sa part, à la possibilité d'une union réelle entre lui et le parti démocratique français. De sa ligne de conduite on ne peut tirer qu'une seule induction à savoir, qu'il espère ainsi jeter des ferments de discorde dans la société française. L'alliance entre le comte Branicki et M. Mickiewicz ne tardera pas à produire de funestes résultats. En ce moment ces deux hommes s'occupent de la fondation d'un journal français destiné à répandre dans l'émigration, les doctrines du panslavisme, c'est-à-dire de la domination exclusive du Czar sur les peuples slaves, et de propager en même temps les principes monarchiques en France. Cette feuille, d'abord modérée, deviendra hostile au gouvernement, si elle est acceptée avec quelque faveur par le public. M. Branicki a mis à la disposition de M. Mickiewicz une somme de 3 à 400.000 francs. On pense, quant à présent, que la direction en sera confiée au comte Olizar et la rédaction à MM. Mickiewicz, Michelet, Edgar Quinet, etc. Généralement M. Mickiewicz est repoussé par l'émigration et ses doctrines sont l'objet de critiques sévères. Ou il est vendu à la Russie, ou il s'est proclamé librement par ambition ou vanité, apôtre et prophète de la suprématie moscovite. Dans l'un ou l'autre de ces cas, il doit exciter la défiance du gouvernement. Paris, mars 1849.

The text on this page is estimated to be only 29.34% accurate

TABLE DES MATIÈRES. ace 1 e programme . . . , 54 ace au
procès de Bourges 58 zini. — Les Mazziuiens 61 el aux gouvernants — Le
procès de Bourges 65 te et le Catholicisme officiel 66 esponsabilité du
pouvoir selon le peuple 69 tlie manque d'argent! 80 >onsabilité du roi
Charles-Albert envers le peuple italien . . 83 i persécution de la presse 87
ournal : la Bresse 89 appel à l'ordre de Pierre Leroux ttl lussie 92 a
déclaration du citoyen Grémieux 96 je du pouvoir en France 98 •anger 100
ournal : la Presse 104 lemagne expliquée par la France 105 Gaeette
d'Auvergne 112 ption comme épigraphe de l'ordre du jour du 23 mai . . .
113 des forces morales et matérielles de l'Italie révolutionnaire . 115
damnation de Proudhon 122 ion-intervention 125 ts du désastre de Novare
128 ;énéral Ramorino 128 omité de la rue de Poitiers et la Presse 129
ournal: l'Univers 133 enier de Saint-Pierre 137 ouvel empereur d'Allemagne
140

The text on this page is estimated to be only 17.16% accurate

412 Table des matières* Le socialisme propagé par la rue de Poitiers 142 La diplomatie réactionnaire et la cause italienne 146 Le Bonapartisme et l'idée napoléonienne 149 Le général Chrzanowski 151 La solidarité des réactionnaires et des traîtres 158 Réapparition du journal: Vltolia del Popolo 154 Rencontre do Rôiycki et de Chrzanowski 156 Avertissement aux démocrates américains 158 Séance de l'Assemblée 161 Le socialisme 162 Politique générale 175 Le général Chrzanowski 178 Ignorance du monde officiel 178 Aux citoyens de la Hongrie iSO Une victime de la Révolution 183 Le milliard 185 La proclamation du général Welden 191 Les cités ouvrières 19S Les paysans 195 L'Orléanisme 208 Les Poitevins 221 Le Président de la République et les partis 230 La République romaine 2;U Politique générale. — Du devoir des électeurs 2tf M. Iirouin de Lhuys et l'intervention russe 247 Les élections 2±> L" manifeste de l'empereur de Russie 2V> L'armée et l'Orléanisme 2-4 Politique générale. — Réapparition du journal 25\$ Politique générale. — Défaite des armées populaires . . . 261 Politique générale. -- L'étranger loi Politique générale. - Des formes gouvernementales ... 2^ Politique générale. — De la fraternité 270 Politique générale. — De l'idée napoléonienne 27\$ Politique générale. — Réponse au Constitutionnel 276 Politique générale. — Du synode provincial ... 2SI Politique générale. — De la tactique des partis 2s4 Politique générale. — La mission de la France . 2n Politique générale. — Réponse à la Gazette de France î& Réponse au journaHe Dix Décembre 2i»7 Politique générale. — De la solidarité des peuples 297

The text on this page is estimated to be only 29.61% accurate

Table des matières 413 page Politique générale. — Pie IX 300 De l'impôt 306 Résistance de la Turquie aux menaces russes 311 Politique générale. — Le différend américain 313 Politique générale. — Conflit entre la Russie et la Turquie . . . 315 L'Empereur Nicolas et la Suisse 319 Politique générale. — Menaces austro-russes contre la Porte Ottomane 320 Politique générale. — De la majorité parlementaire H23 Politique générale. — Des travaux de l'Assemblée 3i5 Politique générale. — Un pas de clerc de M de Tocqueville . . . 329 Déclaration de la Direction de la Tribune des Peuples 331 .Ralph Emerson. L'homme religieux réformateur et Essais de philosophie américaine 33ô Avant-propos H37 L'homme religieux réformateur 349 Essai sur l'histoire 388 Appendice. Mémoire sur la question polonaise par E. Boudeville 407

The text on this page is estimated to be only 25.84% accurate

ERRATA. M 1 P.: • * Frapolli Un: Jules,) 81 dévouée 46 é
invétéré M 11 Décalogue 47 1 boulet 40 16 époque 61 14 o'sst-à-dire 61 19
résolument 69 U manière 96 14 montrée 161 21 pour 1000 fr. la
aouaeriptio signifie que appointements des procureurs généraux: autres
aonsateurs publics devraient à ps de oe jour être partagés entre les entre]
neuro de propagande morale qui font pa de l'Eglise de la rue de Poitiers. La
Pr abondant . . . 183 18 morale. Propager veut dire 157 11 ohevaux 167 26
une 179 12 Juillet 1880. 187 4 la question 228 21 dissoudre 229 28 disent
275 20 nécessité 291 8 cqu'elle 828 28 France 848 81 t IL 860 29
Hernhutter 362 28 Chaussée d'Antin. \9\UtA

The text on this page is estimated to be only 10.73% accurate

VGr 7/5 Stanford University Libraries Stanford, California
Return this book on or before date due.